

Arno J. MAYER *Les Furies : violence, vengeance, terreur aux temps de la Révolution française et de la révolution russe* Paris, Fayard, 2002, 680 p.

Tamara Kondratieva

DANS **CAHIERS DU MONDE RUSSE** 2002/4 Vol 43 , PAGES 673ZZG À 836ZZG
ÉDITIONS **ÉDITIONS DE L'EHESS**

ISSN 1252-6576

ISBN 2713217962

Date de mise en ligne : 01/09/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-cahiers-du-monde-russe-2002-4-page-673zzg?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

 R U S S I E A N C I E N N E E T I M P É R I A L E
 (X I V ^e – D É B U T X I X ^e S .)

Marshall T. POE,

A people born to slavery:

Russia in early modern European ethnography, 1476-1748

Ithaca – Londres, Cornell University Press, 2000, 293 p.

(Studies of the Harriman Institute)

Après nous avoir donné une importante bibliographie des sources étrangères concernant la Russie (*Foreign descriptions of Muscovy : an analytic bibliography of primary and secondary sources*, Columbus, 1993), Marshall Poe entreprend d'exploiter ce matériau. Son but est de « mettre en lumière les origines de l'image moderne de la Russie en analysant les récits européens consacrés à la Moscovie, écrits de la fin du XV^e siècle au début du XVIII^e ». Sans prétendre à l'exhaustivité, il s'intéresse à « la genèse de cette idée simple et fondamentale selon laquelle le tsar était un tyran régnant sur des sujets esclaves » (p. 4). La plus grande attention est donc accordée aux témoignages concernant le gouvernement de la Russie d'une manière générale et les rapports entre le souverain et les élites en particulier. L'auteur est conscient que les textes qu'il utilise expriment, eux aussi, les idées d'une élite de voyageurs, de penseurs et de gouvernants plutôt qu'une véritable opinion publique européenne ; pourtant, ils contribuent largement à écrire une sorte de dictionnaire des idées reçues sur la Russie, appelées à une longue vie. Le sujet est, on le voit, important, et l'exposé, clair et agréablement rédigé, fournit d'intéressants éléments de réponse.

Les textes retenus sont classés en fonction de leur date de parution et de la qualité des informations qu'ils contiennent. Le chapitre 1 rend compte des seize descriptions de la Russie composées entre 1486 et 1549, toutes de seconde main. Le chapitre 2 est consacré aux récits de diplomates et de marchands qui firent en Moscovie des séjours de courte durée (deux ans au plus) entre 1549 et 1700. Le chapitre 3 traite des témoignages d'étrangers qui résidèrent plusieurs années dans le pays, à la même époque. Pour ces deux sections, Poe n'a retenu qu'une trentaine d'œuvres, les plus riches à ses yeux, sur un total nettement plus élevé (et non précisé). Les chapitres 4 à 6 entendent présenter la place qu'occupe la Russie dans cinq importants traités théoriques, composés entre 1576 et 1748. Toutefois, comme leurs réflexions sont largement tributaires de l'ouvrage clé de Sigismond von Herberstein, *Rerum moscoviticarum commentarii* (1^e édition : 1549), un important retour en arrière lui est consacré. Le chapitre 7 s'efforce d'établir dans quelle mesure la perception européenne correspondait aux réalités russes en se demandant si la Moscovie était un système despotique. On trouve encore en annexe une présentation des « histoires folkloriques » sur Ivan le Terrible contenues dans les sources utilisées. L'ouvrage est complété par une bibliographie conséquente, mais omettant les travaux français, ou italiens, comme il est souvent d'usage aux États-Unis¹.

À la fin de l'introduction (p. 5-7), Poe précise les choix terminologiques qu'il a été amené à faire, quitte à commettre certains anachronismes. C'est ainsi qu'il

distingue des textes cosmographiques, historiques, diplomatiques (rapports d'ambassade) et « ethnographiques ». Par ce dernier terme, il faut entendre les descriptions générales de la Russie qui, le plus souvent, comprennent les rubriques suivantes : « la géographie, la cour, l'administration, l'armée, les classes sociales, les mœurs et coutumes, l'économie, la religion, etc. ». Cette définition n'est guère choquante, mais il est étrange de voir les auteurs des XVI^e et XVII^e siècles se transformer en « ethnographes », ou Montesquieu défini comme un « lecteur assidu de littérature ethnographique » (p. 192)...

L'auteur utilise également les termes « Russie » et « Russes » plutôt que « Moscovie » et « Moscovites » ; il nomme ses observateurs étrangers des « Européens » et leur espace « l'Europe ». Ce parti pris a l'avantage d'éviter les « Occidentaux » et « l'Ouest », concepts inexistantes avant le XIX^e siècle. En revanche, il présente l'inconvénient de renforcer la dichotomie entre Europe et Russie, alors que — le contenu du livre le montre — l'origine et les intérêts nationaux de chaque auteur influent parfois nettement sur sa peinture de la Russie. Mais il est aussi vrai, comme le prouvent les tableaux des p. 27, 37, 136 et 137, que les emprunts d'un ouvrage à l'autre étaient monnaie courante et que la vision d'Herberstein toucha, directement ou indirectement, l'ensemble de l'Europe. Cette observation se vérifie plus particulièrement en ce qui concerne le cœur de la problématique, la question du despotisme. « Quand les ethnographes utilisent Herberstein (ou quelque texte herbersteinien), l'image du despotisme tend à être présente. Des douze auteurs qui citent soit Herberstein, soit un texte qui emprunte à Herberstein, onze [...] mentionnent au moins trois des caractéristiques de la thèse despotique ». En revanche, « les ethnographes qui ne connaissent pas Herberstein passent sous silence l'interprétation despotique ou lui accordent peu d'attention » (p. 140-141). Même si l'histoire ne s'écrit pas avec des « si », Poe touche un point important en s'interrogeant sur le destin qu'aurait pu avoir l'image de la Russie en Europe si l'Anglais Chancellor, laudateur du système politique russe, avait précédé Herberstein en Russie et pris la peine d'écrire une relation élaborée, en latin, plutôt qu'un obscur livret en anglais (p. 144). Mais la popularité d'Herberstein est-elle accidentelle, ou bien l'ambassadeur n'a-t-il pas écrit ce que le public éduqué européen était prêt à entendre sur la lointaine Russie ?

La conclusion du dernier chapitre, sur la réalité du despotisme moscovite, est à la fois équilibrée et quelque peu décevante (p. 225-226). Tout en reconnaissant le caractère artificiel de l'opposition « binaire mythique » entre une Moscovie servile et une Europe libre, il considère que l'autorité du souverain moscovite dépassait celle de tout autre monarque européen. Marshall Poe admet aussi que les observateurs étrangers ont pris trop au pied de la lettre la terminologie des relations de maître à esclave couramment employée à la cour de Moscou, sans voir que si le souverain/maître exigeait d'être servi, il s'engageait aussi à protéger le noble/esclave. Mais on peut dire que le même contrat existait entre le maître noble et son serf, explicitement formulé dans le cas où une charte d'asservissement volontaire (*kabala*) était rédigée. Selon Poe, la principale différence entre Russie et Europe se situe au niveau de la philosophie ou de la théologie politique : « Contrairement aux Européens, qui croyaient que le gouvernement devait être limité afin que les hommes puissent se perfectionner, les Moscovites pensaient

que l'autorité du tsar devait être presque illimitée, afin de réfréner les penchants mauvais des hommes ». L'auteur estime enfin que le système autoritaire mis en place s'avérait efficace en ce qu'il évitait les querelles politiques au sommet (*sic*) et permettait de mobiliser d'importantes ressources fiscales à la base. Il ne s'agissait donc pas d'une tyrannie, mais plutôt « d'une stratégie logique d'adaptation qui permettait à l'élite moscovite de construire un empire dans des conditions des plus délicates ».

Nous ne partageons sans réserve que la remarque sur la fonction métaphorique du discours de la servitude. En ce qui concerne le despotisme, l'auteur n'a, visiblement, pas eu le temps de lire le livre de Donald Ostrowski, *Muscovy and the Mongols : cross-cultural influences on the steppe frontier, 1304-1589*, Cambridge, 1998, qui consacre son chapitre 4 au « despotisme oriental » de la Moscovie. Si l'analyse du système russe à laquelle se livre Ostrowski est discutable sur bien des points, cet auteur nous semble proche de la vérité lorsqu'il conclut que despotisme et servilité sont des catégories élaborées d'abord et avant tout pour les besoins de la polémique européenne : « Toute la problématique du “despotisme oriental” est fallacieuse ; elle a été fabriquée au XVIII^e siècle par les détracteurs de la monarchie française, comme un moyen d'attaquer cette forme de gouvernement » (p. 107)². L'adéquation du système russe aux besoins de l'élite russe est une autre question. Sa fonctionnalité est certaine, mais le plus proche voisin de la Russie était la Pologne-Lituanie qui développa, dans un contexte socio-économique assez semblable, des institutions radicalement différentes où le pouvoir du roi était étroitement contrôlé. Cette adaptation n'était pas moins favorable aux intérêts de l'élite et la *Rzeczpospolita* du début du XVII^e siècle représentait un empire aussi vaste que la Russie...

1 – L'absence la plus regrettable est celle du livre de M. Mervaud et J.-C. Roberti, *Une infinie brutalité : l'image de la Russie dans la France des XV^e et XVI^e siècles*, Paris, 1991 (Cultures et sociétés de l'Est, 15). Citons aussi André Berelowitch, « La Moscovie dans l'Europe du XVII^e siècle : la marche vers l'Ouest (1618-1721) », in *Armée et diplomatie dans l'Europe du XVII^e siècle*, Paris, 1992, p. 27-66 (*Bulletin de l'Association des historiens modernistes des universités*, 16) ; J. Jubé, *La Religion, les mœurs et les usages des Moscovites*, éd. par M. Mervaud, Oxford, 1992 (Studies on Voltaire and the eighteenth century, 294) ; J. Margeret, *Un Mousquetaire à Moscou : mémoires sur la première révolution russe 1604-1614*, éd. par A. Bennigsen, Paris, 1983 ; M. Mervaud, « Jacques Jubé et l'Union des Églises », *Revue des Études slaves*, 70, 1998, p. 377-398 (numéro thématique intitulé : « La Chrétienté latine et les Slaves orientaux »). Giuseppe (et non Dzhuzeppe d'après une transcription du russe !) D'Amato n'a pas seulement publié *Sočinenija ital'jancev o Rossii konca XV-XVI vv.*, Moscou, 1995 (cité par Poe), mais aussi *La Moscovia di fine '500 nei resoconti dei viaggiatori inglesi*, Gênes, 1995 ; « Richard Chancellor alla scoperta della Moscovia », *Europa Orientalis*, 14, 1, 1995, p. 7-17 ; « Ital'jancy XVI veka o Rossii », in *Rossija i Italija*, fasc. 2, Moscou, 1995-1996, p. 34-49 ; « Gorod Moskva v vosprijatii ital'janskogo čitatelja XV-XVI vekov », *Arheografičeskij ežegodnik*, 1997, p. 103-107. Signalons enfin un récent recueil slovéno-russe que Poe semble ignorer : *Žiga Herberstein odkritelj Rusije : XVI stoletje v Rusiji in slovenskih deželah = Sigismund Gerberštejn pervootkryvatel' Rossii : XVI stoletie v Rossii i slovenskih zemljah*, Ljubljana, 1999.

2 – L'auteur n'a pu non plus lire l'ouvrage, postérieur au sien, d'André Berelowitch, *La hiérarchie des égaux : la noblesse russe d'Ancien Régime (XV^e-XVI^e siècles)*, Paris, 2001 dont la première partie s'intitule *Le despotisme paradoxal*. Les p. 134 à 140, démontrant l'adhésion profonde d'une large couche de notables au système monarchique russe, sont très

riches d'enseignement (cf. mes comptes rendus dans la *Revue des Études slaves*, 72, 2000, p. 569-577 pour D. Ostrowski, 73, 2001, p. 540-542 pour A. Berelowitch).

Pierre Gonneau

Sergej *BOGATYREV*

The sovereign and his counsellors :

ritualised consultations in Muscovite political culture 1350s-1570s

Helsinki, Academia Scientiarum Fennica, 2000, 297 p.

(Annales Academiæ scientiarum Fennicæ. Humaniora, 307)

L'étude de Sergej Bogatyrev, consacrée aux formes de consultation au sein de l'élite gouvernante russe, peut être vue comme un prolongement pratique du travail de Marshall Poe, comme une vérification sur le terrain, infirmant la thèse du despotisme russe. L'auteur met en effet en évidence l'existence permanente d'un processus coutumier de partage des décisions entre le souverain et plusieurs cercles, plus ou moins proches, de courtisans. Il conclut même : « L'image du conseiller-apôtre correspondait à celle du souverain, incarnation du Christ. Le souverain et le conseil constituaient donc une seule entité [...]. Sous le régime autocratique, ni le souverain ni les boyards ne jouissaient d'un monopole du pouvoir politique. Puisque l'on attribuait aux devoirs du conseiller une nature sacrée, la sphère de son activité n'était jamais distincte de celle du souverain » (p. 221). Le cœur du problème est de définir dans quelle mesure le processus du conseil débouche ou non sur un Conseil, une ou des institutions dotées d'une certaine permanence dans sa (leur) structure et dans sa (leur) composition. Une partie de la démonstration et l'étude historiographique donnée dans l'Appendice I tendent à montrer que la « Douma des boyards » est une « expression commode inventée par les historiens » (p. 253), mais qu'elle ne correspond pas à une véritable institution, à un organe fonctionnel du pouvoir central, comparable aux bureaux (*prikazy*) qui prennent peu à peu en charge l'administration des recettes fiscales, des ambassades, de la sûreté intérieure, des bénéfices, etc. Toutefois, Bogatyrev identifie un Conseil privé du souverain (*Privy Council*, en russe *Bližnjaja Duma*) qui se structure essentiellement pendant le règne d'Ivan le Terrible, et il analyse son rôle au sein de l'appareil d'État russe (ch. 3-4). « À la fin du troisième quart du XVI^e siècle, le Conseil occupait une place bien définie dans le système de l'État. Il était devenu un intermédiaire entre le souverain et les organes centraux de gouvernement, mais aussi entre le souverain et la cour [...]. Au XVI^e siècle, le Conseil privé constituait le sommet de la cour et il était fréquenté par les chefs des principales factions de la cour. En même temps, l'admission au Conseil n'était pas directement liée à la possession du rang de boyard ou de quartier-maître — *kol'ničij* — à la cour » (p. 222).

Dans son développement, l'auteur a recours à plusieurs approches, souvent bienvenues, mais parfois plus juxtaposées que conjuguées : l'étude prosopographique des élites, la synthèse sur le gouvernement de l'État russe (schémas à

l'appui, comme p. 164 et 209) et l'histoire des représentations mentales du gouvernement. Les sources utilisées sont fort nombreuses, mais une place plus importante est faite aux textes narratifs. Au premier rang viennent les compilations de chroniques, en particulier les manuscrits illustrés, comme la Chronique de Radziwiłł (xv^e siècle), récemment éditée sous forme de fac-similé, et la Chronique Enluminée (*Licevoj letopisnyj svod*, v. 1568-1576), véritable mine iconographique dont on souhaiterait vivement voir un jour les enluminures mises à la disposition de la communauté des chercheurs¹. D'autres représentations graphiques nous sont fournies par les bas-reliefs du trône impérial d'Ivan le Terrible (1551). Le parti de confronter texte et image nous semble une excellente initiative, jusqu'ici peu fréquente dans l'historiographie russe². Les récits concernant la bataille de Kulikovo et les raids tatars contre les pays russes, souvent inclus dans les chroniques russes des xv^e-xvi^e siècles, sont également mis à contribution, de même que certains textes hagiographiques ou polémiques. En outre, Bogatyrev analyse, avec la prudence requise, le témoignage controversé du voyageur anglais Giles Fletcher. Les documents épistolaires, principalement la correspondance d'Ivan le Terrible, se situent à mi-chemin entre les œuvres édifiantes ou polémiques et les sources diplomatiques. Ces dernières ne manquent pas non plus : testaments et traités princiers, jugements, comptes rendus d'ambassades, correspondance entre les boyards moscovites et la *Rada* lituanienne, registres des rangs (*razrjadnye knigi*). La plupart des pièces utilisées ont déjà fait l'objet de publications dont la liste est donnée (p. 274-276). Toutefois, des documents d'archives inédits ont aussi été employés (cf. les cotes données aux p. 30-31, 147, 153, 157, 158, 160 163 165 167, 169 172, 174, 192, 204, 205, 212), et l'on peut regretter que l'auteur ne les présente pas de façon systématique dans le sous-chapitre consacré à ses sources (p. 26-36). Ainsi que le montre la bibliographie, il a eu recours aussi bien aux travaux parus en Russie (dont les siens, bien entendu) qu'aux importantes contributions occidentales de ces trente dernières années³. Le fait est, malheureusement, encore trop rare pour que l'on souligne ce trait positif. Sans remplacer définitivement les recherches antérieures, Bogatyrev sait à la fois s'appuyer sur elles et fournir de nouvelles pistes de recherches (l'iconographie en particulier), tout en apportant de nombreux renseignements ponctuels sur la carrière des courtisans russes.

1 – M. V. Kukuškina, G. M. Prohorov, eds, *Radzivilovskaja letopis' : tekst, issledovanija, opisanie miniatjur*, Moscou, 1994, 2 vol.

2 – L'une des études les plus intéressantes combinant texte et image concerne le culte du métropolite Pierre (1326), cf. R. A. Sedova, *Svjatitel' Petr mitropolit moskovskij v literature i iskusstve Drevnej Rusi*, Moscou, 1993.

3 – Cf. G. Alef, *The origins of Muscovite autocracy : the age of Ivan III*, Wiebaden, 1986 (Forschungen zur Osteuropäischen Geschichte, 39) ; R. O. Crummey, *Arisocrats and servitors : the Boyar elite in Russia 1613-1689*, Princeton, 1977 ; E. Keenan, *The Kurbskii-Groznyi apocrypha : the seventeenth-century genesis of the « Correspondence » attributed to Prince A.M. Kurbskii and Tsar Ivan the Terrible*, Cambridge, MA, 1971 ; Nancy S. Kollmann, *Kinship and politics : the making of the Muscovite political system 1345-1547*, Stanford, 1987 ; *id.*, « Ritual and social drama at the Muscovite Court », *Slavic Review*, 45, 1986, p. 486-502 ; *id.*, « Pilgrimage, procession and symbolic space in sixteenth-century Russian politics », in *Medieval Russian culture*, t. 2, Berkeley, 1994, p. 163-182 ; D. Rowland, « The problem of advice in Muscovite tales about the Time of Troubles », *Russian History*, 6, 1979,

p. 259-283 ; *id.*, « Did Muscovite literary ideology place limits on the power of the Tsar 1540s-1660s? », *Russian Review*, 49, 1990, p. 125-155 ; *id.* « Biblical military imagery in the political culture of early modern Russia : the blessed host of the Heavenly Tsar », in *Medieval Russian culture*, t. 2, Berkeley, 1994, p.182-212.

Pierre Gonneau

Laura RONCHI DE MICHELIS

**Eresia e Riforma nel Cinquecento :
la dissidenza religiosa in Russia**

Turin, Claudiana, 2000, 256 p.

Le protestantisme — par la *simple* proclamation d'un principe herméneutique (*sola scriptura*) qui soustrait le croyant à l'autorité interprétative d'une Église et à son magistère — a fait immédiatement émerger une multiplicité d'idées religieuses et un réseau de pratiques évangéliques qui tendaient à constituer une alternative aux institutions issues de la Réforme. C'est pour cela que l'on a introduit la notion de « réforme radicale » : celle-ci, au début, comprenait surtout des communautés qui s'étaient séparées des grandes églises protestantes et pratiquaient la morale évangélique, comme les anabaptistes, et des courants spiritualistes transversaux (dont G. H. Williams a donné la représentation la plus articulée et en même temps la plus synthétique dans *Radical reformation*, Philadelphie, 1961), mêlés à des individus réfractaires à tout lien ecclésiastique (les « hérétiques » de D. Cantimori, *Eretici italiani del Cinquecento*, Florence, 1939). La confessionnalisation a bloqué l'épanouissement du radicalisme, en ses formes les plus diverses, dans les pays qui avaient choisi le protestantisme selon les doctrines luthérienne et calviniste. Le déplacement de l'axe radical vers l'Europe orientale, où la formation de l'État moderne était moins avancée et la répartition des pouvoirs largement plus étendue, a permis, en Pologne et en Transylvanie, la constitution d'un système ecclésiastique « réformé » indépendant des structures luthériennes et calvinistes. Ce sont ces églises radicales qui ont hérité des plus importantes innovations théologiques introduites dans le christianisme au XVI^e siècle, les ont développées, et, aux siècles suivants, ont donné à la pensée européenne un corpus d'idées susceptibles d'être élaborées ultérieurement.

Le royaume de Pologne et le grand-duché de Lituanie ont offert un terrain fertile aux expérimentations théologiques les plus hardies qui ont conduit à l'affirmation de l'unitarisme, c'est-à-dire à la restauration, par le biais de la critique antitrinitaire d'origine savante, du monothéisme dans le christianisme. Le problème posé par l'auteur est le suivant : que s'est-il passé en Russie — cette Russie orthodoxe qui avait à peine eu vent de la réforme protestante — à l'époque où les courants antitrinitaires bouleversaient le voisin royaume de Pologne, compte tenu du fait que, parmi les radicaux lituaniens, on trouvait des « moscovites » ? La réponse rejette nettement la ligne interprétative la plus répandue dans l'historiographie du XIX^e siècle qui avait consacré au problème de l'hérésie à l'époque d'Ivan IV des travaux très importants (l'introduction de l'ouvrage en dresse un tableau

exhaustif fort bien esquissé). Les documents conservés sur les grands procès qui se déroulèrent dans les années 1550 ne permettent pas de parler d'antitrinitarisme. Selon l'auteur, l'accusation est fabriquée par les autorités ecclésiastiques sur la base de quelques indices, assez flous, et n'apparaît explicitement que dans la sentence de condamnation. Les sources de l'hérésie des années 1550 sont donc à chercher ailleurs : dans la ligne qui part de Pskov et Novgorod, entre le XIV^e et le XV^e siècle, et qui se joint à la préreforme européenne.

C'est seulement après avoir fui la Russie et émigré dans le territoire lituanien (p. 109-132), où la tendance la plus radicale du monothéisme était en cours de formation, qu'une partie des « hérétiques » russes (Kosoj, Ignatij) se sont liés à l'antitrinitarisme et ont rejoint l'unitarianisme (p. 133-204, voir l'analyse détaillée de la *Poslanie mnogoslavnoe* ; l'*Epistola Ioannis Smerae* ; les *Poslanija* d'Artemij ; la *Istiny pokazanie* de Zonovij). C'est cette évolution doctrinale, attestée par une certaine quantité de documents mais probablement fort surévaluée, qui a permis aux érudits du XIX^e siècle d'interpréter les actes des procès de Moscou à la lumière des mutations d'idées des protagonistes et de leur attribuer des doctrines qui, en réalité, sont survenues beaucoup plus tard. L'étude des sources des procès, de la personnalité des accusés (Baskin, Artemij, Viskovatyj) et des actes de procédure, constitue la partie la plus élaborée du livre (p. 57-108). Elle est précédée d'un tableau essentiel de l'histoire de la Russie à partir de 1547, lorsque, après le couronnement d'Ivan IV, les rapports entre l'État et l'Église se complexifient et les relations internes à l'Église voient une lutte acharnée entre partisans d'une réforme de la vie chrétienne (chez les moines de la Russie septentrionale) et forces de résistance traditionnelles.

Valerio Marchetti

André BERELOWITCH

La hiérarchie des égaux :

la noblesse russe d'Ancien Régime, XVI^e-XVII^e siècles

Paris, Seuil, 2001, 480 p. (L'Univers historique)

Le XVII^e siècle a été plutôt négligé dans l'historiographie russe du XX^e siècle — et cela en dépit des substantielles publications de sources et des monographies spécialisées parues au XIX^e siècle. La raison de ce manque d'attention provient peut-être du caractère complexe de cette époque, qui à la fois hérite de l'ancienne Rus' et donne naissance à la Russie impériale, mise en œuvre par Pierre le Grand. Cette complexité est particulièrement notable dans la structure et les fonctions de la classe sociale qui occupait la position clé dans la culture politique du pays — la « noblesse ».

L'historiographie soviétique, prise dans l'étau des interprétations obligées du dogme officiel, s'est contentée d'explorer les relations entre la noblesse de service et la paysannerie asservie en termes de conflit entre exploitants et exploités. Il est hors de doute que, ce faisant, les historiens soviétiques ont découvert et mis en

valeur quantité de documents qui permettent d'aller au-delà des généralisations et conclusions hâtives de leurs prédécesseurs. Mais, parce qu'elle a négligé les aspects religieux et ecclésiastiques, ainsi que l'enracinement de la culture politique dans les consciences individuelles, l'historiographie soviétique n'a pas su décrire ni analyser les traits caractéristiques de la mentalité des « nobles » moscovites.

Ces dernières décennies ont apporté une réorientation méthodologique. Venue d'abord des historiens occidentaux de la Russie, elle a gagné, depuis la fin du système soviétique, leurs collègues russes. S'inspirant des conceptions contemporaines en anthropologie et psychologie sociale, mettant à profit les possibilités offertes par l'analyse statistique, la jeune génération d'historiens s'est efforcée de clarifier et de comprendre les comportements, les systèmes symboliques et la mentalité du groupe social qui domine la Moscovie au XVII^e siècle.

Le livre d'André Berelowitch nous offre une illustration magistrale de cette nouvelle approche. L'analyse et l'interprétation qu'il donne de la mentalité des serviteurs du tsar jettent une lumière neuve et originale sur la structure et la dynamique de la culture politique russe au XVII^e siècle. Son argumentation peut être résumée de la façon suivante : le groupe social qui est l'acteur principal dans la vie politique et institutionnelle du pays est celui des serviteurs du souverain ; égaux par rapport au souverain, les membres du groupe (« nobles ») forment néanmoins un système hiérarchisé de clans et de lignages. Les principaux facteurs qui définissent ce groupe sont le service de l'État, la rémunération en terres (qui à son tour implique la possession de paysans asservis), un système de valeurs profondément ancré dans la religion et la mémoire collective que gardent les lignages de leur statut et de leur rôle. Nous avons donc affaire à un groupe dont les membres individuels se trouvent dans une situation ambiguë : serviteurs du tsar, ils dépendent entièrement de son pouvoir absolu et despotique, mais ils font aussi partie d'une hiérarchie de clans et de lignages dont l'existence est autonome et continue (dans les limites imposées par les conditions biologiques de l'époque). Le service, qui favorise l'ascension des lignages, peut être aussi la source de leur dégradation. C'est encore le service qui détermine le statut de chaque individu, tandis que ses possessions et sa rémunération manifestent et justifient le système des hiérarchies. D'où l'insécurité individuelle et une mentalité ambivalente, qui marquent profondément les conditions d'existence de la noblesse russe et la distinguent de ses contreparties en Occident.

Pour sa description et ses analyses socio-anthropologiques, l'auteur utilise une vaste et remarquable documentation — en partie publiée, en partie tirée des archives. Il est vrai que les sources connues à présent sont loin d'être entièrement satisfaisantes, car elles sont fragmentaires et ponctuelles, quoique copieuses et variées. Pour en compenser les défauts, Berelowitch a recours à des estimations et des projections statistiques — par exemple, pour ce qui concerne les rémunérations en terres et en espèces, ainsi que le classement hiérarchique des serviteurs de l'État. Je ne suis pas compétent pour en vérifier l'exactitude, mais les conclusions qu'il en tire sont parfaitement convaincantes. Ma seule critique serait qu'il ne respecte pas toujours la séquence chronologique, se servant de documents séparés par de nombreuses années pour illustrer un fait ou une conclusion spécifiques. André Berelowitch démontre l'avantage qu'il y a à comparer la situation en Moscovie

avec des phénomènes parallèles dans d'autres sociétés et d'autres périodes. Il peut montrer ainsi ce qui rapproche la condition noble dans la Moscovie du XVII^e siècle de ce qu'on peut observer en France, en Italie, en Allemagne ou même au-delà, en Chine, au Japon ou dans l'Empire ottoman, et ce qui les éloigne. Nous sommes souvent en présence d'un décalage chronologique par rapport à l'Europe occidentale : par exemple, les nobles moscovites, à bien des égards, peuvent être comparés aux nobles français du XI^e siècle plutôt qu'à ceux de la cour de Louis XIV.

La mentalité de la noblesse moscovite se caractérise par une ambivalence ou un dualisme : d'une part c'est une classe de riches possesseurs de terres, exploitant une main-d'œuvre servile, d'autre part ses possessions sont dues au service ou à la bienveillance du tsar dont ils sont les esclaves (*holopy*) ; de même, sa fonction sociale et politique est la conséquence à la fois du statut du lignage et du grade individuel qu'obtient chacun de ses membres au service de l'État. En outre le noble est autonome au niveau local et sujet servile au niveau de la cour et de l'administration centrale. L'individu n'existe donc que par sa double condition de membre d'un lignage et du corps des serviteurs du tsar. Berelowitch résume : la stabilité de la structure sociale et politique dérive de la cohésion entre l'imaginaire traditionnel des clans et des lignages, qui plonge ses racines dans le passé, et la réalité du grade de service dans l'immédiat.

La Moscovie offre l'exemple d'une hiérarchie tripartite (militaire, religieuse, agricole) commune, selon Louis Dumont, aux peuples indo-européens. Ses nobles — serviteurs militaires et administratifs du souverain — sont en concurrence permanente pour une rémunération matérielle et symbolique accordée exclusivement par le tsar. Leur statut individuel dépend à la fois de leur place dans leur lignage et de leur grade dans la hiérarchie du service. C'est ce qui explique les querelles de préséance, aussi importantes et fréquentes pour les nobles de Moscou qu'elles l'étaient pour les courtisans de Versailles. Les documents russes parlent à ce propos de questions d'honneur (*čest'*) — et les historiens se servent du même terme. Mais, comme Berelowitch le souligne fort à propos, en Moscovie ce terme a un sens bien différent de celui qu'il avait en Occident au XVII^e siècle, et qu'il n'acquiert en Russie que dans la seconde moitié du XVIII^e. À Moscou, au XVII^e siècle, il ne s'agissait pas d'une qualité intrinsèquement personnelle, mais plutôt d'une qualité composite qui réunissait la dignité du lignage et celle du grade. Les deux étant en fin de compte une grâce du tsar, il appartenait à ce dernier de trancher toutes les querelles de préséance, car elles mettaient en cause sa prérogative et sa volonté, et celle de ses aïeux — en un mot, son autorité souveraine. De ce fait, je me demande si notre terme « honneur » est applicable aux querelles de préséance et d'atteinte à l'honneur en Moscovie — le duel y étant inconnu et le scénario de la reddition à merci (*vydača golovoï*) revenant à nier une conception de l'honneur proprement individuelle. Je proposerais, sous toute réserve, le terme de « renommée » (*good name* en anglais), car il s'agissait avant tout du renom du lignage ou du clan, ce qui implique un cadre social, une relation à l'autre. Il faut ajouter aussi, comme le remarque pertinemment l'auteur, que chaque groupe social avait son honneur particulier — une situation ordonnée et sanctifiée par Dieu, dont le tsar, dispensateur et gardien-arbitre, tenait sa souveraineté. L'Église l'enseignait et s'en faisait le garant.

André Berelowitch a tracé d'une main de maître un tableau phénoménologique des conditions d'existence de la noblesse russe au XVII^e siècle — une classe pour laquelle, d'ailleurs, la langue contemporaine n'avait pas de terme propre. Condition ambiguë, s'il en fût, à la fois servile et dominatrice. C'est cette ambiguïté qui, à mon avis, s'est révélée un facteur essentiel dans le succès de la transformation révolutionnaire déclenchée par Pierre le Grand. Mais ceci est une autre histoire.

Pour conclure, je formulerai quelques remarques critiques d'importance secondaire — remarques qui n'enlèvent rien aux mérites et aux conceptions novatrices de ce livre. Parfois la présentation peut prêter à confusion, l'ordre chronologique n'étant pas assez évident pour un lecteur peu averti. Le chapitre sur les événements du Temps des Troubles me paraît un peu long et touffu, et l'on n'en voit pas trop la pertinence pour la condition noble en Moscovie. Il ne m'a pas été facile de suivre les discussions concernant la place des individus dans l'ordre généalogique de leur lignage ou clan — mais c'est peut-être la faute de mon manque de curiosité pour ce genre d'analyse, *mea culpa confiteor*. Enfin, j'aurais préféré une bibliographie comprenant tous les auteurs et titres cités en bas de page, et pas seulement les titres donnés en abrégé — mais c'est peut-être là une décision de l'éditeur.

Nous sommes, je le répète, en présence d'un ouvrage remarquable par son érudition et sa sophistication analytique, qui ouvre de nouvelles perspectives aux chercheurs qui s'occupent non seulement du XVII^e siècle moscovite, mais aussi du Moyen Âge russe. Il tient, et tiendra longtemps, une place centrale dans l'historiographie récente, russe et occidentale, qui est en train de renouveler notre connaissance d'un siècle charnière de l'histoire de Russie.

Marc Raeff

Aleksandr Sergeevič LAVROV

Regentstvo carevny Sof'i Alekseevny :

služiloe obščestvo i bor'ba za vlast'

v verhah Russkogo gosudarstva v 1682-1689 gg.

(La régence de la princesse Sophie Alekseevna.

La noblesse de service et la lutte pour le pouvoir
au sommet de l'État russe, 1682-1689)

Moscou, Arheografičeskij Centr, 1999, 300 p.

Le petit ouvrage, tout à fait remarquable, d'Aleksandr Lavrov traite d'une période brève, mais cruciale pour l'histoire de la Russie moderne : celle où, ayant pris le pouvoir à la faveur d'une sédition des mousquetaires (*strel'cy*), Sophie tente de résoudre la crise politique et religieuse en modernisant l'État. L'auteur ne cherche pas à présenter une synthèse des connaissances acquises¹, mais à comprendre les points obscurs qui subsistent dans l'historiographie : comment Sophie s'est emparée du pouvoir (chapitre 1), pourquoi ses réformes ont échoué (chapitre 2), comment s'explique la victoire de Pierre I^{er} en 1689 (chapitre 3).

Ce faisant, il s'attaque au sujet le plus difficile qui soit : la façon dont les luttes de factions qui déchirent la cour, et d'abord la famille régnante, s'inscrivent dans la marche des événements et l'évolution de la société. En effet, les Russes de la fin du XVII^e siècle expriment le plus souvent leurs opinions politiques non par des écrits ou des prises de position tranchées, mais en se ralliant à des groupes fondés sur la parenté, les alliances matrimoniales, les liens de clientèle. L'analyse politique passe donc par la prosopographie : il s'agit de reconstituer, à travers les nominations, les limogeages, l'absence à telle ou telle cérémonie, les opinions de dizaines, voire de centaines, d'individus (la cour moscovite compte en 1680 près de 6 500 personnes). Trop souvent, les historiens se contentent de plaquer, sur un tableau purement descriptif de la cour, des constructions arbitraires dictées par les idées en vogue : triomphe de l'aristocratie, ou de la noblesse moyenne, lutte des classes, etc.

Tout autre est la méthode employée par Aleksandr Lavrov. Chacune des petites monographies qui composent le livre commence par un exposé de la question, appuyé sur de très solides lectures. L'auteur tire d'un oubli immérité des travaux anciens, ne néglige pas les publications occidentales et s'attache à repérer les failles de l'historiographie traditionnelle. Il entreprend alors de reconstituer les faits, à partir de sources imprimées mais surtout manuscrites, notamment les témoignages des étrangers² et les registres (*zapisnye knigi*) où le secrétariat de la Guerre notait au jour le jour les décisions des souverains. L'analyse des documents est un modèle de rigueur et de finesse. C'est ainsi que deux mots (*on že*) suffisent pour affirmer que le procès-verbal de l'interrogatoire de Théodore Šaklovityj a été remanié après coup, afin d'atténuer la culpabilité du prince V. V. Golycyn (p. 170), et quelques ratures pour montrer que Šaklovityj est sûr, au début, de l'impunité (p. 173).

Jamais cependant l'érudition n'est pratiquée pour elle-même et l'auteur n'oublie pas un instant le but qu'il s'est fixé. Au terme de l'analyse, en une page, parfois moins, il énonce ses conclusions. Ainsi, pour s'en tenir au premier chapitre, les princes Hovanskij n'ont pas essayé de s'emparer du trône, ils ont seulement voulu profiter de leur popularité auprès des mousquetaires pour occuper les premières places à la cour et au gouvernement (p. 47). Ils se sont isolés, par là-même, du reste de la noblesse (p. 24). Loin d'avoir partie liée avec les Hovanskij ou les mousquetaires, c'est au contraire après les avoir éliminés que Sophie peut s'emparer du pouvoir (p. 77).

Le bilan de ces recherches est considérable, et notre connaissance de la période 1682-1689 en sort transformée. A. Lavrov montre, de façon convaincante parce que détaillée et réaliste, le mode de fonctionnement des institutions traditionnelles, fondées sur le consensus des élites, à la veille de leur anéantissement. Il fait ressortir le contraste entre les deux crises qui marquent le début et la fin de la période. En 1682, c'est la mobilisation du régiment de la cour et de la cavalerie provinciale qui permet aux proches de Sophie d'éliminer les Hovanskij et de réprimer leurs partisans. C'est aussi le chant du cygne de la noblesse moscovite en tant que force politique active (p. 191). En 1689, véritable révolution de palais qui préfigure celles du XVIII^e siècle et acte de naissance de l'absolutisme, la faction des Naryškin, largement minoritaire au sein de la noblesse de cour (p. 184-185), l'emporte sur celle des Miloslavskij, qui ne l'est pas moins (p. 89, 96).

Ce livre original, qui renouvelle l'histoire politique de la Russie ancienne, ne va pas cependant sans quelques faiblesses. L'absence d'index et l'abondance des fautes d'impression sont évidemment regrettables. Certains épisodes de la lutte entre les factions adverses font l'objet d'interprétations hésitantes, parce que fondées sur des indices trop fragiles (p. 90-91). A. Lavrov dit (p. 99-100), mais ne souligne peut-être pas assez, que l'effervescence politique de la noblesse à partir de 1682 est la conséquence directe de l'affaiblissement de la monarchie. On ne voit pas comment concilier la « forte activité corporative » de la noblesse lors des états (*zemskij sobor*) de 1683-1684 (p. 125) avec la soudaine « baisse d'activité » de cette même noblesse, censée expliquer sa défaite finale en 1689 (p. 192). On aimerait enfin voir évoquée, sinon résolue, la question fondamentale que suggère la lecture de l'ouvrage : la crise de la fin de siècle est-elle endogène, liée à l'évolution de la société moscovite, ou est-elle exogène, l'occidentalisation progressive de la Russie ayant rendu nécessaire la transformation des structures politiques ?

1 – Le lecteur occidental trouvera un tableau d'ensemble des événements dans la biographie détaillée de Sophie par Lindsey Hugues, *Sophia, Regent of Russia, 1657-1704*, Londres et New Haven, 1990.

2 – A. Lavrov a publié en 1996 une édition bilingue commentée de la *Relation curieuse et nouvelle de Moscovie* de Foy de La Neuville (La Haye, 1698).

André Berelowitch

Nancy Shields KOLLMANN

By honor bound :

state and society in early modern Russia

Ithaca — Londres, Cornell University Press, 1999, 296 p.

L'honneur tient une place primordiale, en apparence du moins, dans les sociétés de l'Europe moderne, où l'on n'a que ce mot à la bouche, mais beaucoup plus modeste dans les préoccupations des historiens. Avant la parution de *By honor bound*, l'historiographie de l'honneur en Russie se résumait à quelques articles. Nancy Kollmann a donc écrit un livre neuf, dont le but n'est pas seulement d'éclaircir la nature de l'honneur moscovite, mais aussi de s'en servir comme d'un révélateur pour comprendre la société russe entre 1600 et 1800. Elle refuse en effet de considérer le règne de Pierre le Grand comme une césure et met plutôt l'accent sur la continuité du processus de modernisation entrepris par les souverains russes dès le milieu du XVII^e siècle — point de vue que défend également Aleksandr Kamenskij¹ (p. 212, 252).

L'ouvrage est sérieux et bien documenté, utile aux spécialistes comme aux non-spécialistes. La bibliographie, très copieuse, reflète les ambitions de l'auteur, qui entend situer le phénomène étudié dans un cadre théorique (d'où la place accordée à l'anthropologie et à la sociologie) et dans une perspective comparatiste. Utilisant les sources imprimées et les documents d'archives, elle a compilé un

corpus comprenant plus de mille affaires de préséance et plus de six cents plaintes pour déshonneur.

L'introduction rappelle le contexte historique et présente les sources de la recherche. Puisque les Russes de cette époque commencent seulement à réfléchir sur eux-mêmes et n'ont donc pas produit de traité sur l'honneur, le premier chapitre cherche à reconstituer la manière dont ils le conçoivent, à partir de la législation et des valeurs qu'elle véhicule. La *Justice russe* (XI^e-XIII^e siècle) prévoit déjà des peines pour venger l'honneur des personnes insultées par des paroles ou par des actes. Ce n'est pas le duel, en effet, comme dans une grande partie de l'Europe occidentale, mais le procès qui permet à la victime d'obtenir satisfaction. Des amendes considérables, assorties au XVII^e siècle de prison ou de bastonnade, sont infligées par les juges. Ces amendes sont minutieusement tarifées, selon la nature de l'offense bien sûr, mais aussi selon les grades et conditions respectifs des parties (p. 49-58).

Le second chapitre traite principalement de l'honneur des femmes et de la protection, paradoxale selon l'auteur, que lui accorde une société patriarcale. Le déroulement des procès pour déshonneur est décrit dans le troisième, celui des conflits de préséance dans le quatrième chapitre. Le cinquième, le plus réussi du livre, se propose de situer la défense de l'honneur parmi les différentes stratégies d'intégration sociale mises en œuvre par la monarchie russe. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, conception de l'honneur et législation se rapprochent peu à peu de celles qui ont alors cours en Europe occidentale (chapitre VI, épilogue).

L'analyse du corpus révèle que les insultes mettent le plus souvent en cause l'honnêteté du clan adverse ou la vertu de ses femmes (p. 46-47) ; que les deux tiers des procès pour raison d'honneur opposent des personnes de rang sensiblement égal (p. 96-97) ; que plus de la moitié des plaintes sont retirées avant le début du procès, pour régler l'affaire à l'amiable (p. 115-116) ; que les juges se conforment, dans l'ensemble, aux prescriptions des codes en vigueur (p. 122-123, 189-191). Malheureusement, après avoir vanté le caractère concret et vivant de ses sources, l'auteur ne nous en donne, à de rares exceptions près, que de brefs résumés ou des typologies superficielles. Les quelques détails cités ne font qu'aviver les regrets du lecteur : plainte, en 1639-1640, d'indigènes sibériens « déshonorés » par le gouverneur russe local, qui leur offre de la bière au lieu d'eau de vie (Nancy Kollmann traduit, à tort, *vin* par *wine*) ; plainte des Otrep'ev en 1671, perdus de réputation par la faute de leur parent Grégoire (le premier Faux Dimitri du Temps des Troubles) (p. 51-52).

Dispersés entre plusieurs chapitres, les résultats de l'enquête n'occupent qu'une faible partie du livre, l'essentiel, aux yeux de l'auteur, étant d'établir un lien entre les particularités du sentiment russe de l'honneur et la structure de la société. En décrivant celle-ci, Nancy Kollmann réfute, à juste titre mais sans toujours fournir de démonstration, une série de stéréotypes qui ont la vie dure, puisque certains remontent à Herberstein ou Olearius.

La monarchie moscovite n'est pas un despotisme (p. 8, 17-20), non seulement parce que les contraintes de l'espace, du climat, de la démographie l'obligent à la souplesse, mais aussi parce qu'elle gouverne en s'appuyant sur le consensus des sujets : « L'autocratie ne cherchait pas à isoler le monarque et ses hommes dans la sphère autonome du pouvoir, mais à faire participer l'ensemble de la société à l'exer-

cice de ce pouvoir » (p. 202). D'où le rôle important des communautés locales (p. 15, 95, 112-113), la consultation, fréquente, des *bojare* (conseillers du prince), plus épisodique, des assemblées d'états (p. 177-180, 200-201). Ce fonctionnement élastique du pouvoir tendrait à rapprocher la Russie d'une Europe occidentale que nous commençons à mieux connaître derrière la façade imposante des institutions (p. 62, 107).

Les différences sont ailleurs, dans la domination exclusive du religieux (c'est la *God-dependant society* de D. Rowland) et dans le style extensif du développement, dont Nancy Kollmann suppose qu'il a été « préféré » par les gouvernants russes (p. 180). Je ne crois pas qu'ils aient réellement eu le choix.

Le ciment de cette société consensuelle est l'honneur, non pas l'amour-propre vétilleux du gentilhomme castillan ou français, mais une variante profane du sentiment religieux. Au sommet du système, le tsar, oint du Seigneur, détenteur des *regalia*, arbitre et distributeur de l'honneur et des dignités. De cette source inépuisable, l'honneur s'écoule en cascade vers la base de l'édifice social, imprégnant au passage l'espace sacré du Kremlin, les lieux de pèlerinage des tsars, les objets dont ils se servent et jusqu'aux monnaies qu'ils font frapper. Les agents qui les représentent en sont également investis ; les chaînes de commandement servent à transmettre les ordres, mais aussi le *mana* de proche en proche jusqu'aux plus humbles des administrés. Ainsi s'explique la protection contre le déshonneur accordée à toutes les conditions sociales, serfs, mendiants, jongleurs, devineresses et prostituées compris, comme à toutes les confessions (p. 47, 50).

Nancy Kollmann ne met pas suffisamment en valeur ces pages (187-199), qui sont les plus fortes du livre et contiennent la véritable réponse au problème qu'elle s'est posé. Son hypothèse mérite d'être approfondie et vérifiée.

Les mérites réels de l'ouvrage ne doivent cependant pas faire oublier ses non moins réels défauts. L'auteur manque de rigueur dans la traduction des sources : *rozveden* ne signifie pas que l'un des protagonistes d'une querelle de préséance est « considéré comme égal » à son adversaire (p. 157), mais que sa nomination a été annulée, presque toujours parce qu'il est inférieur à celui-ci (*Dvorcovye Razrjady*, I, 410, 437). Polotskij n'est pas un nom de famille : Siméon est de Polotsk comme Jean est de Meung. *Vor, vorovstvo*, traduits par *thief, thievery*, ne signifient jamais « voleur, larcin » (qui se disent *tat', tat'ba*), mais désignent la malhonnêteté, depuis la simple tricherie jusqu'au banditisme et à l'imposture (*Tušinskij vor*). L'expression *vydača golovoj* est rendue par *surrender by the head*, qui ne veut strictement rien dire. *Golova* est ici l'équivalent de la vie, et l'instrumental ne signifie pas « au moyen de », mais « jusqu'à », « y compris ». Il ne s'agit pas là d'un détail, puisque la *reddition à merci* du perdant dans un procès pour déshonneur ou un conflit de préséance est le seul fil qui rattache les procédures moscovites au duel occidental (cf. *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 34, 1-2, 1993, p. 130-131).

On relève des erreurs de fait et des interprétations discutables. L'auteur ne met pas en doute la réclusion des femmes (p. 82-84), dont Nada Boškowska a démontré le caractère mythique². Lorsque la preuve judiciaire doit être fournie par un serment sur la croix, Nancy Kollmann écrit que le tirage au sort désigne celui des plaideurs « qui jurera le premier » (p. 120). Mais il était impensable, pour les Russes de cette époque, de contraindre les *deux* parties au serment : l'une d'entre elles au moins se serait parjurée, mettant en danger son salut éternel (cf. *Forschungen zur osteuro-*

päischen Geschichte, 56, p. 20). Le dernier quart du XVII^e siècle est traité de façon superficielle. Un certain nombre de mesures hétérogènes sont rapportées pêle-mêle à la volonté de modernisation, qui est indiscutable mais coexiste avec d'autres objectifs, comme la défense de l'orthodoxie (persécution des Vieux-Croyants) ou la remise en ordre de la Cour (p. 216-219).

Nancy Kollmann affirme, sans vérifier, qu'il n'existe hors de Russie rien de semblable à la lutte pour les places, ou *mestničestvo* (p. 132) ; en réalité, même si les règles du jeu sont différentes, les conflits de préséance se ressemblent beaucoup, quels que soient le pays et l'époque. Des comparaisons précises permettent justement de mieux savoir en quoi réside l'originalité du système russe. Les injures ne sont pas « une stratégie visant à faire respecter les normes sociales » (p. 84), mais un défi lancé au clan adverse. Les lectures extensives de l'auteur (Péristiany, Pitt-Rivers...) auraient pu lui suggérer une analogie entre le schéma classique de l'affaire d'honneur (défi, contre-défi, réparation) et les conflits qu'elle a étudiés (cf. *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 34, 1-2, 1993, pp. 126-127).

L'aspect le plus contestable du livre est le cadre théorique, que Nancy Kollmann emprunte à la sociologie mais ne songe pas à remettre en cause. C'est un fonctionnalisme radical : toute institution, toute pratique collective ont pour effet, et pour raison d'être, de perpétuer l'ordre social existant — ce qui est vrai, comme chacun sait, de tout groupe humain. À l'aide de cette doctrine tautologique, il devient facile d'expliquer, par les besoins de la société, le gouvernement consensuel et les querelles de préséance, la protection de l'honneur et la morale patriarcale. Au sujet de cette dernière, l'auteur s'interroge : un « code social plus égalitaire » n'aurait-il pas été plus efficace ? Mais c'est pour se débarrasser aussitôt du problème : « Le patriarcat existait en tant que code culturel, affirmant le sentiment masculin de supériorité » (p. 71-72).

Il faut regretter que cet hégélianisme sans la dialectique (« Tout ce qui est réel est rationnel »), dérive prévisible de la *cultural history* américaine, empêche Nancy Kollmann de se poser certaines questions. Comment se fait-il, par exemple, que malgré toutes ces pratiques censées maintenir l'ordre social, le XVII^e siècle ait été une suite presque ininterrompue de révoltes, débouchant sur une crise profonde que Pierre le Grand a eu tant de peine à résoudre — s'il l'a résolue ? Le principal défaut de la pensée toute faite, des formules toutes faites (*status consciousness*, *cultural construct*, *manipulation of dominant discourses* et autres *virtutes dormitivæ*) est de pousser au raisonnement circulaire.

On ne peut pas demander à une historienne de renoncer à ses convictions, mais il est permis de souhaiter que, dans les livres à venir, ces considérations abstraites tiennent moins de place et ne nous empêchent pas d'apprécier à leur juste valeur le travail acharné de Nancy Kollmann, son sens aigu du document et ses authentiques intuitions.

1 – A. B. Kamenskij, *Ot Petra I do Pavla I (De Pierre I^{er} à Paul I^{er})*, Moscou, 1999, 576 p.

2 – N. Boškowska, *Die russische Frau im 17. Jh.*, Cologne-Weimar-Vienne, Böhlau Verlag, 1998, 497 p.

Andrej ZORIN

Kormja dvuhglavogo orla...

**Literatura i gosudarstvennaja ideologija v Rossii
v poslednej treti XVIII — pervoj treti XIX veka**

(Nourrir l'aigle bicéphale... Littérature et idéologie
d'État en Russie au cours du dernier tiers du XVIII^e siècle
et du premier tiers du XIX^e siècle)

Moscou, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2001, 416 p.

L'ouvrage d'Andrej Zorin se situe dans la ligne de l'école — employons par commodité ce mot probablement excessif — de Jurij Lotman et de Boris Uspenskij. Un certain nombre de traits réunissent les émules, principalement moscovites, de ce courant. La plupart d'entre eux se sont attachés, à l'image de Lotman, à une période qui couvre en gros le XVIII^e et le début du XIX^e siècle. Partis d'études littéraires, ils se sont orientés vers l'histoire culturelle, non sans toucher à l'histoire politique : évolution quasi inévitable étant donné la proximité de ces sphères, en quoi ils renouaient avec certaines traditions historiographiques russes (par exemple les ouvrages de Pypin, récemment réédités) et rejoignaient une part importante des travaux occidentaux sur la Russie. Mais qu'il s'agisse de politique ou de culture, ils ont placé et continuent de placer tous leurs efforts dans un décryptage de signes, symboles et métaphores jusque dans des événements, et à plus forte raison dans des textes quels qu'ils soient, fussent-ils des émanations du pouvoir impérial. Cette approche présente beaucoup d'avantages, et aussi quelques inconvénients, que le livre de Zorin, un des plus importants de cette veine, illustre fort bien.

L'auteur a pris pour objet des constructions idéologiques successives qui, selon lui, ont surgi tout à la fois au sein de l'État et dans les milieux littéraires, depuis Catherine II jusqu'à Nicolas I^{er}. Successivement, nous voyons défiler le « projet grec » de Catherine — Potemkin, la « Sainte Russie », en lutte contre le complot révolutionnaire mondial, puis la Sainte-Alliance sous Alexandre I^{er}, enfin la fameuse triade d'Uvarov. Dans chaque chapitre, Andrej Zorin se livre à une analyse des « idéologèmes » qui surgissent à la faveur de projets politiques — conquêtes du littoral de la mer Noire par exemple — ou de conjonctures — les conflits napoléoniens, les insurrections polonaises... Les sources, pour la plupart publiées, dans lesquelles il puise sont d'une part des textes émanant du pouvoir politique (empereurs et impératrices, ministres et conseillers) et d'autre part des textes littéraires, particulièrement sollicités jusqu'au tout début du XIX^e siècle auprès d'écrivains comme Vasilij Petrov, Mihail Heraskov, Semen Bobrov, Gavril Deržavin, Sergej Glinka, l'amiral Šiškov et jusqu'à Žukovskij.

La séparation entre les deux sortes de textes n'est pas nette dans l'ouvrage, entre autres raisons, probablement, parce qu'elle ne l'était pas toujours dans la réalité. Zorin montre de façon convaincante les réseaux de relations qui, surtout à partir de la toute fin du XVIII^e siècle, pouvaient mettre en rapport des cercles littéraires et des personnalités politiques, phénomène, ajoutons-le, qu'on pouvait constater aussi bien en Autriche, en Prusse ou en France. Les écrivains sont idéologues, les politiques se font écrivains ou penseurs, « intellectuels ». Certains, comme

Deržavin, Olenin, Speranskij, Uvarov, appartiennent aux deux mondes à la fois. Caractéristique de cette période, en effet, est l'apparition de personnages dont la trajectoire personnelle fait apparaître une appartenance idéologique, des ambitions politiques et, finalement, un rôle important dans la construction et la diffusion des idées du fait de la place qu'ils prennent à proximité de l'impératrice ou l'empereur. L'archimandrite, plus tard métropolitain Philarète, lointain successeur de Théophane Prokopovič dans le rôle de porte-parole impérial, en fut un autre exemple intéressant. La cohérence des limites chronologiques choisies tient probablement à cette congruence entre les sphères intellectuelle et politique en Russie. Avant Catherine II, la première d'entre elles est trop clairsemée et insignifiante, à partir de Nicolas I^{er} elle s'épaissit et se dissocie trop du pouvoir pour que la configuration retenue dans l'ouvrage soit pertinente. On observera aussi que la période considérée apparaît souvent dans l'historiographie de la Russie, notamment sous la forme d'un apogée de l'empire.

Le, ou plutôt les, sujets traités par Zorin revêtent une grande importance et nombre de ses analyses sont neuves et suffisamment vigoureuses pour convaincre, ou bien, à tout le moins, pour susciter la curiosité du lecteur. À l'actif de cet ouvrage riche et intelligent, il faut compter, par exemple, l'analyse du projet grec. Zorin montre bien comment cette construction qui commença à surgir dès la première guerre russo-turque de Catherine, combinait dans la Grèce à la fois la source première et véritable de l'Antiquité classique et celle de l'orthodoxie, posant du même coup la Russie comme une double dépositaire d'un capital mondial, capable de concurrencer avantageusement le monde latin. D'où ces mélanges étranges de héros mythologiques et de thèmes bibliques qui caractérisent les productions culturelles russes de cette époque. On peut remarquer à ce propos que ces mélanges en eux-mêmes ont commencé dès l'époque de Pierre le Grand (qui ne fit que reprendre une des plus anciennes et des plus tenaces traditions européennes), et que, d'autre part, l'engouement pour la Grèce antique fut importé en Russie de l'Occident, ce qui n'apparaît peut-être pas assez nettement dans l'ouvrage.

Originale, également, est la place essentielle que l'auteur accorde à la question polonaise, non pas seulement dans les péripéties et les choix en politique extérieure mais dans les « grands desseins » russes (il va jusqu'à baptiser « système de l'Ouest » le projet de Potemkin à la toute fin de sa vie, à l'image du « système du Nord » de Nikita Panin), et par conséquent dans les constructions idéologiques qui les accompagnaient. Il lie ainsi, comme deux composantes d'un même « mythe », d'une part la réémergence extrêmement forte dans les années 1806-1807 du souvenir du Temps des Troubles, fondateur de l'État national et de la dynastie régnante, et, d'autre part, à la même époque, l'idée d'un complot international, franc-maçon, révolutionnaire, catholique, français... et polonais, dirigé contre la Russie orthodoxe.

Enfin, on ne peut oublier de mentionner une magnifique découverte archivistique, déjà publiée dans *Novoe literturnoe obozrenie* (1997, n° 26) et analysée ici, à savoir le brouillon d'une lettre d'Uvarov à Nicolas I^{er} datant de mars 1832 et représentant probablement le premier texte où le futur ministre de l'Éducation exposait les grandes lignes de son invention idéologique. Écrit en français, ce texte remar-

quable contient des expressions comme « religion nationale » ou « Église dominante » qui désignent, de façon tout instrumentale, la religion ou l'Église orthodoxe. Les correspondances entre le même Uvarov et Friedrich Schlegel, citées dans l'ouvrage, sont également du plus grand intérêt si l'on veut comprendre la genèse du nationalisme officiel.

Les choix initiaux et l'ampleur des sujets traités prêtent inévitablement le flanc à des critiques. Nous en formulerons surtout deux qui paraissent importantes et qui tiennent à la méthode choisie par l'auteur, sans nous attacher, faute de place, aux critiques ou discussions plus pointues. La première concerne le sujet même du livre. S'agit-il, comme le veut le titre, d'idéologie et de littérature, ou bien seulement (p. 29) d'une histoire de l'idéologie d'État ? Dans le premier chapitre, l'auteur discute longuement la notion d'idéologie, sous la forme, essentiellement, d'un dialogue avec des marxistes en s'appuyant surtout sur les écrits de Clifford Geertz sur la culture (dont un article fut du reste publié dans *Novoe literaturnoe obozrenie*, 1998, n° 29) et la tradition sémiotique lotmanienne. Mais il ne définit pas ce qu'il entend par « idéologie d'État » et on ne sait pas réellement ce qui lui permet de placer ainsi dans un même panier des textes littéraires, répondant certes à des attentes, mais en aucun cas directement commandés par le pouvoir impérial, et des manifestes de l'empereur, des lettres privées, parfois humoristiques, de Catherine II, des témoignages sur ce qu'a dit Potemkin en telle ou telle occasion, des correspondances officielles de personnages comme Arakčeev, etc. Il est clair que l'usage que l'auteur fait des textes ne pouvait être que sélectif, mais les règles du jeu devraient en être clairement explicitées, ce qui n'est pas vraiment le cas. Cela lui permet ainsi de traiter les textes d'Uvarov sans aucune mention des textes littéraires et autres, il est vrai très abondants et déjà étudiés par plusieurs auteurs. Or, si l'expression « idéologie d'État » s'applique difficilement aux thèmes, structurés mais non érigés en système, qui nourrissent l'iconographie et une certaine littérature (surtout les odes) de l'époque de Catherine II, elle convient bien mieux à l'époque qui commence avec Uvarov, voire avec la guerre de 1812, car, sans qu'on puisse encore parler d'une propagande de type moderne, le caractère massif de la chose imprimée et surtout son caractère systématique, organisé, marquent un changement important qui n'apparaît pas dans le livre, où toutes les constructions successives, traitées sur un mode essentiellement thématique, sont placées sur un même plan comme si le temps ne changeait rien en profondeur dans cette histoire.

La seconde critique porte sur la façon dont l'auteur interprète les textes : l'approche thématique et l'héritage structuraliste russe le conduisent, semble-t-il, à surinterpréter des fragments textuels et à établir des rapprochements qui ne paraissent pas évidents à la lecture. Certes il est légitime de rechercher des cohérences et des permanences profondes dans les phénomènes de culture et, par ailleurs, Zorin ne manque jamais de discuter de façon détaillée, serrée et savante, les connexions qui unissaient tel auteur russe, tel acteur politique et tel correspondant étranger. Mais la façon dont, par exemple, il cherche à établir un lien entre la théorie de la volonté générale de Rousseau et les débuts de la construction nationale en Russie — la nation russe se présentant, en cette toute fin du XVIII^e siècle, comme unie dans un même corps, un peu plus tard dans une même âme

personnifiée — ne paraît guère convaincante, car la juxtaposition des textes, lorsque c'est le cas, ne fait pas apparaître de véritables transferts, concrètement repérables. Du reste, l'idée de corps politique était largement employée dans la philosophie politique moderne et remonte au moins à Platon ; quant à l'âme, il conviendrait plutôt d'en chercher les origines du côté des préromantiques allemands que chez le citoyen de Genève. Le cas de ce rousseauisme russe (voir également le chapitre où Rousseau est comparé à Petrov), sujet difficile s'il en est comme toujours lorsqu'il s'agit d'idées très diffuses mais mal localisées, est sans doute celui qui peut susciter le plus de critiques, car, dans l'ensemble, les analyses de l'auteur sont beaucoup plus convaincantes. Mais il paraît révélateur, tout comme est révélatrice cette idée, développée à la page 229, de l'« emploi mythologique » ; il s'agit du fameux lynchage de Vereščagin en 1812, ce bourgeois moscovite accusé de trahison jouant ainsi, selon l'auteur, un rôle pré-établi de bouc émissaire, nécessaire à la construction nationale de Rostopčïn et consort, et remplaçant en fait le véritable acteur pressenti qui, lui, manquait à l'appel et qui n'aurait été autre que Speranskij. Il peut certes arriver qu'une métaphore devienne structurante, voire créatrice de réalité, mais la frontière entre la construction mentale et l'hypothèse purement « thématique » de l'historien devient ici dangereusement ténue.

Au demeurant, ces critiques ne sont que des exemples des discussions que devrait susciter un livre important, passionnant, et qui, répétons-le, représente un des résultats les plus intéressants de la tradition lotmanienne en Russie.

Wladimir Berelowitch

D E L A F I N D E L ' A N C I E N R É G I M E
À L A G U E R R E C I V I L E

Valerij L. STEPANOV

N. H. Bunge : sud'ba reformatora

(N. H. Bunge. Le destin d'un réformateur)

Moscou, Rosspen, 1998, 397 p.

Nikolaj H. Bunge, professeur d'économie à l'université de Kiev et ministre des Finances pendant les années 1880, constitue une figure cruciale de la Russie impériale. Cependant, à la différence d'autres ministres réformateurs tels que Witte et Stolypin, Bunge a été relativement négligé par l'historiographie russe aussi bien qu'« occidentale ». L'ouvrage de Valerij L. Stepanov comble dès lors un vide important, et de manière très efficace. L'auteur a en effet dépouillé un très grand nombre de sources d'archives : les cours universitaires inédits de Bunge, les archives du Conseil d'État, du Comité des ministres et du ministère des Finances, les correspondances privées, etc., ont été examinés de manière à rendre compte à la fois de l'activité politique et du travail intellectuel de Bunge. À cela il faut ajouter la très bonne connaissance que l'auteur montre de la bibliographie occidentale et russe.

Le premier chapitre trace la carrière de Bunge en tant qu'intellectuel : sa formation d'abord, sa carrière académique ensuite. Ses contacts et la réception de ses travaux sont également évoqués en faisant appel aux périodiques savants et à la presse. Cependant, il ne s'agit pas d'une pure histoire intellectuelle, car Stepanov met en évidence le lien entre les discussions savantes et les débats politiques. Ces éléments sont davantage développés dans le deuxième chapitre qui présente les projets de réforme que Bunge avance avant même d'être nommé ministre, ce qui témoigne d'un phénomène plus général, à savoir l'engagement politique (au sens large du mot) des intellectuels russes. Ceci a été largement étudié par rapport à l'intelligentsia socialiste et marxiste ; le cas de Bunge permet d'élargir cette perspective aux élites proches du pouvoir tsariste et pose dès lors un problème central, à savoir le rôle politique du savoir en Russie. À ce propos, Stepanov rend bien compte de la richesse des sujets traités par Bunge : la question agraire, les finances de l'État, l'organisation du crédit, les chemins de fer, la question ouvrière, etc. Ce même foisonnement est significatif de l'activité de Bunge en tant que ministre, décrite dans le troisième chapitre. Grâce aux archives dépouillées, Stepanov est à même de montrer plusieurs éléments méconnus par les historiens qui permettent de mieux comprendre les caractéristiques et la dynamique du dernier régime tsariste. En particulier, l'auteur souligne que, contrairement aux thèses dominantes dans l'historiographie, après l'assassinat du tsar en 1881, la Russie ne connaît pas uniquement une période de répression. Au contraire, le poids des réformateurs demeure important au moins jusqu'en 1883. Le débat sur la politique fiscale et industrielle, et surtout sur l'origine et le fonctionnement de la Banque paysanne sur lesquels Stepanov offre des informations inédites, témoigne de ce phénomène. Enfin le quatrième chapitre, « le testament de Bunge », rend compte de l'activité de ce dernier après sa démission du poste de ministre des Finances et en particulier de son rôle dans le Comité des ministres dans lequel il exerce une influence majeure.

En résumé, l'ouvrage de Stepanov comble une lacune de l'historiographie et offre des informations intéressantes qu'il aurait toutefois pu mieux valoriser. La réserve principale que nous émettrons peut se résumer dans l'absence d'une problématique précise. L'auteur déclare vouloir offrir une image aussi complète que possible de Bunge en tant que réformateur. De fait, il reproduit tous les dossiers traités par Bunge, en tant qu'intellectuel et en tant que ministre, mais on a souvent l'impression de se trouver face à une liste de dossiers d'archives plutôt qu'à un développement raisonné. Des sujets très bien argumentés (abolition du servage, Banque paysanne) coexistent avec des contributions dont la présentation paraît plutôt plate (statistiques, question ouvrière, crédit). En effet, comme Stepanov l'indique dans sa conclusion, en étudiant Bunge, il cherche à montrer l'existence d'alternatives possibles à la politique tsariste qui auraient pu permettre une transition en douceur vers un système parlementaire et une économie de marché. Or le problème avec ce genre d'argument est précisément de montrer le lien entre les orientations d'un ministre et la dynamique de l'ensemble du système. Bunge n'est pas seulement un politicien, il est avant tout un économiste ; et de ce fait, il aurait fallu s'interroger sur le rôle des spécialistes dans la dynamique sociale et politique tsariste de l'époque.

Le cas de Bunge est particulièrement intéressant dans la mesure où, en tant qu'administrateur-spécialiste, il permet de casser l'opposition wébérienne traditionnelle entre ces deux figures. Cependant, afin de développer ce point, il aurait fallu mieux traiter certains éléments, à commencer par la circulation des idées économiques en Russie ainsi qu'entre la Russie et l'Europe. Par exemple, le débat sur l'école historique allemande ou la réception de l'école classique anglaise influence fortement la pensée de Bunge. Or ces thèmes sont très importants parmi les économistes et les intellectuels russes de l'époque ; ils conditionnent leurs représentations de l'économie et leurs projets de réforme. Bunge n'est pas étranger à ces débats qu'il aurait fallu moins décrire qu'analyser afin de comprendre, d'une part, les véritables orientations de Bunge en matière de politique économique et, d'autre part, leur réception auprès des autres dirigeants tsaristes. Concernant le premier aspect, Stepanov rend bien compte de l'évolution de la pensée et des orientations de Bunge au sujet de la commune paysanne et, de manière générale, de la « modernisation ». Cependant, suivant une attitude très répandue de nos jours au sein de l'historiographie, il a recours d'une manière quelque peu superficielle à des notions telles que « libéral » et « libéralisme » pour rendre compte des conceptions politiques de Bunge, ainsi que des orientations de Katkov, Bezobrazov et d'autres élites « éclairées » de l'époque. À ce sujet, il ne suffit pas que les auteurs se soient déclarés à un moment ou à un autre pour le « marché » ou pour des institutions représentatives pour les qualifier de « libéraux ». Au contraire il aurait fallu, en premier lieu, envisager la manière dont les acteurs eux-mêmes se définissaient et qualifiaient leurs interlocuteurs. Puis, en second lieu, examiner de près leurs approches des institutions politiques et économiques. Par exemple, autant Bunge, Katkov, etc., sont prêts à évoquer le rôle modernisateur de la « libre initiative privée », autant ils sont réticents à adopter le modèle constitutionnaliste anglais et la liberté du marché (y compris dans la version de Adam Smith).

Une telle analyse est d'autant plus nécessaire que Bunge modifie radicalement au fil des années son attitude à l'égard de la commune paysanne. Dans ce contexte, se limiter à parler de « libéralisme » empêche de saisir, d'une part, la circulation des idées et leur interprétation en Russie et, d'autre part, la dynamique propre à cette dernière. Il devient dès lors difficile d'évaluer la force des « alternatives » historiques évoquées par l'auteur. Prenons, par exemple, la question du rapport entre Bunge et les autres dirigeants tsaristes. Stepanov a déniché plusieurs documents relatifs à la nomination, puis à la destitution de Bunge. Nous apprenons que l'un ou l'autre ministre trouve « bon » ou « très mauvais » le choix de Bunge pour le poste de ministre des Finances. Cependant ces appréciations ne sont guère motivées et, du coup, les raisons véritables de l'ascension et de la chute de Bunge demeurent relativement peu expliquées.

Malgré ces réserves, cet ouvrage riche en informations, dont on peut regretter qu'elles ne soient pas mieux développées et exploitées, constitue une référence obligée pour les études à venir sur l'histoire des politiques économiques tsaristes.

Reginald E. ZELNIK, *ed.*

**Workers and intelligentsia in late Imperial Russia :
realities, representations, reflections**

Berkeley, University of California, 1999, 349 p.

Cet ouvrage est le fruit d'un colloque qui s'est tenu à Saint-Pétersbourg en 1995, réunissant des participants tant russes qu'occidentaux. La problématique de la relation entre ouvriers et intelligentsia y est revisitée à la lumière de matériaux concrets, en partie puisés dans les archives et donc nouveaux. L'attention portée à la quotidienneté et à la matérialité de cet échange permet de dépasser les oppositions qui classiquement scandent ce champ de recherches (obscurantisme/lumière, conscient/non conscient, etc.) et d'ouvrir, dans la plupart des communications, une fenêtre sur la subjectivité de cette histoire, ses jeux de miroir. Bref, une chronique qui n'est pas tout à fait nouvelle, mais avec des protagonistes qui ne sont pas tout à fait les mêmes.

Le premier chapitre (sur les activités des cercles initiés par certains membres de l'intelligentsia à Saint-Pétersbourg dans les années 1870 — Reginald E. Zelnik) préfigure les heurs et malheurs du monde parallèle (de « l'entre-deux-mondes » ?) qui émerge alors, avec ses oscillations entre le légal et l'illégal, l'apostolat et la convivialité (dans les appartements-bibliothèques — *javka*, amplement décrits). On voit l'élite ouvrière émergente conquérir son autonomie, financière (constitution de caisses) mais aussi identitaire (façon de s'habiller), et évoluer vers une attitude anti-intelligentsia qui sera récurrente dans toute cette histoire. L'étape suivante (les relations entre *Narodnaja volja* et les ouvriers — Deborah L. Pearl) nuance les clichés habituels et décrit une activité au quotidien, infiniment plus pacifique que dans les récits traditionnels. Le tableau se démarque donc notablement des narrations idylliques ou épiques.

Trois contributions viennent ensuite illustrer l'inscription des ouvriers dans les mouvements sociaux du début du xx^e siècle. L'humeur ouvrière avant 1905 est décrite à partir des rapports des inspecteurs du travail, des gouverneurs, de la police (Iurii I. Kir'ianov), dans un article qui, tout en soulignant l'esprit protestataire (attesté par les pétitions) et la solidarité répandus chez les ouvriers, met en exergue la faible pénétration des idées socialistes et l'attachement sinon au tsarisme du moins au « Tsar émancipateur ». Une autre contribution illustre les pratiques au quotidien (avec notamment des conférences) des organisations ouvrières de Saint-Pétersbourg, créées autour de Gapon et Zubatov (Sergei I. Potolov). L'article de Gerald D. Surh explore cette alternative non réalisée que fut « l'économisme » en 1900-1903, faisant entendre la voix des tracts, valorisant l'autogestion, loin des représentations dominantes de l'intelligentsia.

Ces chroniques confèrent aux réflexions de Leopold H. Haimson sur le choc des identités sociales entre membres du mouvement ouvrier et intelligentsia socio-démocrate un relief tout particulier : elles éclairent la prise de conscience, par l'intelligentsia qui assignait au mouvement ouvrier le rôle de matériau dans une histoire où elle se réservait le rôle moteur, de ce que le « matériau » a conquis son autonomie ; elles rendent perceptible l'impact des bolcheviks qui, en regard de la

prudence menchevique, ont su mieux se mettre en résonance avec les humeurs ouvrières. Un exemple très vivant est tiré par Jutta Scherrer de l'école de Capri (université ouvrière — berceau rêvé de l'Homme Nouveau) : on y voit l'ouvrier Vilonov s'éloigner, dans un élan d'admiration éperdue pour Lenin, de l'ouvrier idéal-typique de Bogdanov.

En contrepoint de ces considérations nourries de la subjectivité des protagonistes, s'inscrivent trois articles qui analysent les pratiques des partis. Le POSDR (à Saint-Petersbourg en 1895-1917 — S. A. Smith) et le Parti SR (1900-1914 — Manfred Hildermeier) se dessinent à travers le profil social de leurs membres, le travail de propagande sur le terrain, et leurs rapports concrets avec les ouvriers (dont on entend les griefs, avec notamment le thème de la « trahison des clercs »). Les libéraux sont de façon plus nouvelle également présents : est analysée, à travers leurs discours, la place qu'ils octroyent aux ouvriers dans leur dispositif de conquête de la modernité (William G. Rosenberg).

L'apport ouvrier à la culture de l'époque est décrit à travers l'étude des théâtres ouvriers (leur répertoire, la culture prolétarienne alternative — E. Anthony Swift) et la littérature des écrivains-ouvriers (mélopée de la souffrance ouvrière, mais aussi journal satirique — Mark D. Steinberg).

Enfin, deux chapitres contribuent à construire une identité publique des ouvriers : à partir de l'analyse des procès qu'ils font à leurs employeurs suite à des conflits de travail, attestant une conscience propre de leurs droits (Joan Neuberger) et en suivant la piste, en milieu ouvrier, du discours patriotique pendant la guerre qui éclate en 1914 (Hubertus F. Jahn).

Signes précurseurs de l'émancipation d'une histoire de l'identité ouvrière, échappant au biais de son rapport avec l'intelligentsia ?

Myriam Désert

Martine MESPOULET

**Statistique et révolution en Russie :
un compromis impossible (1880-1930)**

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001, 338 p.

L'ouvrage de Martine Mespoulet retrace d'abord et avant tout l'histoire d'une profession, celle de statisticien, qui se constitue après les grandes réformes administratives de 1864. Ces dernières instaurent la création des *zemstva*, ou assemblées provinciales élues, dotées d'un certain nombre de compétences économiques et sociales, et devant à ce titre développer une fiscalité locale et disposer d'indicateurs statistiques pour la mise en œuvre de leurs politiques. Ce contexte, conjugué à la condamnation à l'exil intérieur dans les villes de province de nombreux intellectuels diplômés, fut un terreau propice à la professionnalisation du métier de statisticien par constitution d'une éthique et d'un projet communs à travers le réseau des bureaux de statistique des *zemstva*.

Mais l'intérêt de l'ouvrage ne réside pas seulement dans cette étude détaillée de sociologie des professions. C'est l'histoire politique et sociale de la Russie qui est ré-interrogée, et notamment celle des relations entre administration et pouvoir politique, dans une approche renouvelée de la périodisation de l'histoire russe, en déployant l'histoire de cette profession de la fin de la période tsariste jusqu'aux années 1930.

Cette étude s'attachant au parcours des hommes tout autant qu'à leurs pratiques et qu'aux débats scientifiques et politiques qui ont modelé leurs activités de statisticiens a été largement permise par l'ouverture des archives, et notamment des archives régionales. Le choix d'étudier plus particulièrement un bureau provincial de statistique, celui de Saratov, ville importante de la Volga, démontre brillamment tout l'intérêt de s'y pencher.

Il s'agit enfin d'une contribution importante à l'histoire de la statistique, dans la lignée des travaux d'Alain Desrosières, où l'histoire des institutions, celle des hommes et des techniques se mêlent étroitement. Il apparaît ainsi nettement que, jusqu'aux années 1920, les statisticiens russes étaient très présents dans les discussions scientifiques internationales et qu'ils avaient été amenés très tôt, et par des confrontations permanentes entre la théorie et la pratique, à développer les premières enquêtes par sondage.

Dans une première partie, qui couvre une période allant des années 1880 jusqu'à la révolution de 1917, Martine Mespoulet retrace donc la naissance d'une profession, celle de statisticien des *zemstva*. Réformes décentralisatrices, développement d'idées réformatrices au sein d'un milieu d'intellectuels en exil intérieur, demande politique et sociale d'indicateurs statistiques conduisent conjointement à la « formation d'un nouveau corps de professionnels ». C'est la grande période d'innovation dans les méthodes d'enquêtes et techniques statistiques, ainsi que de consolidation des acquis de la profession à travers le développement de la formation. Particulièrement intéressants sont ainsi les développements sur la genèse des enquêtes par sondage et les questionnements des statisticiens sur les notions d'unité d'observation et de représentativité.

La Première Guerre mondiale constitue une étape importante, avant même la révolution, pour une réflexion des statisticiens sur le développement d'une statistique d'État. Il s'agit pour eux d'un projet scientifique, dominé par une pensée sociale, qui doit œuvrer au développement de l'État gestionnaire, mais en toute indépendance, « au service de la vérité ». Cette statistique d'État ne prendra a posteriori pas la forme souhaitée par ces statisticiens, mais les années 1919-1924 semblent être encore à leurs yeux une occasion de développer leur projet, à l'origine d'une incompréhension puis de conflits entre statisticiens et dirigeants bolcheviks. Dans cette seconde partie de l'ouvrage, la transformation de la statistique aux débuts des années 1920 dans le cadre du nouveau pouvoir bolchevik est ainsi étudiée finement à travers les évolutions de la structure de son personnel, de sa qualification, et des formations de statistique. Et ce regard particulier apporte une profondeur et une complexité humaine à l'évocation des bouleversements politiques de cette période.

Avec les premières purges, et la tutelle grandissante de la Commission d'État au Plan (le *Gosplan*), ce que Martine Mespoulet appelle « la défaite d'une

profession » se dessine. La dernière partie est alors consacrée à la mise sous surveillance, progressive et inéluctable, de la profession de statisticien. Ceci passe à la fois par des changements fréquents de personnel à la direction de la statistique, par un contrôle étroit exercé sur la formation professionnelle, par la fermeture des bureaux de statistique des *gubernii*, par un processus de déqualification, et par la mise en concurrence puis sous tutelle du Plan. Tous les éléments sont réunis pour marquer la dépossession d'une profession de la statistique telle qu'elle la concevait, tandis que peut se mettre en place une statistique soviétique ou plutôt une comptabilité tout instrumentale, au service du politique et de la planification économique.

Au carrefour de l'histoire de la statistique, de la sociologie des professions et de l'histoire sociale de la Russie, cet ouvrage constitue donc une contribution novatrice aux travaux consacrés depuis l'ouverture des archives russes au rôle des hommes — ici une génération de « spécialistes bourgeois », les statisticiens — à la fois dans l'expérience des *zemstva* et leur impact sur le développement régional avant la Première Guerre mondiale, et dans la formation de l'État soviétique.

Cécile Lefèvre

Murray FRAME

**The St. Petersburg imperial theaters :
stage and state in revolutionary Russia, 1900-1920**

Jefferson, NC — Londres, McFarland, 2000, 214 p.

Malgré leur position établie dans la culture russe du début du siècle, les théâtres impériaux représentent un sujet plutôt négligé par les historiens du théâtre, qui se montrent plus attirés par le rayonnement des innovations de Stanislavskij ou de l'avant-garde théâtrale. Partant de ce constat initial, Murray Frame précise toutefois que son objectif n'est pas de chercher à combler entièrement cette lacune — tâche difficile, voire impossible, pour une courte monographie issue d'une thèse de doctorat — mais de se pencher sur un aspect précis du problème, à savoir l'identité institutionnelle des théâtres impériaux de Saint-Pétersbourg.

L'enjeu est d'évaluer dans quelle mesure leur histoire et leur identité ont été déterminées par leur appartenance à la cour impériale (appelée par l'auteur *court status*). Cette question s'avère d'autant plus pertinente qu'elle concerne la période où les deux dimensions de cette identité, politique et culturelle, sont mises à l'épreuve, d'une part par les changements socio-politiques violents, et d'autre part par une discussion extrêmement vive sur l'art théâtral et sur les voies de son développement.

Trois types de questionnements sont établis et servent à guider la recherche. Le premier conduit à se demander si, d'une manière générale, l'État cherchait à utiliser ses théâtres et si cela créait des obstacles à leur liberté de création. Pour répondre à ces questions, l'auteur définit les liens qui attachent ces institutions au pouvoir : des liens formels, assurés par le Directorate, structure administrative placée à la tête des théâtres et soumise au ministère de la Cour, mais aussi des liens symboliques qui

font des théâtres le lieu du pouvoir impérial par excellence. Ensuite sont examinés le pouvoir réel du *Directorat* ainsi que les dimensions et les formes de son intervention dans les affaires artistiques. Les conclusions de ces deux premiers chapitres nuancent la vision traditionnelle, car, si elles confirment l'importance des liens avec l'État et la volonté d'intervention de celui-ci dans la gestion des théâtres impériaux, elles démontrent également que les rapports de pouvoir à l'intérieur de ces institutions sont bien plus complexes et ne peuvent être réduits à l'image d'un diktat d'une administration bureaucratisée et conservatrice, véritable frein au développement artistique des troupes.

Ce thème est repris et approfondi par le deuxième questionnement qui vise, cette fois, la place des théâtres impériaux dans la vie culturelle de Saint-Petersbourg. Pour savoir comment, et dans quelle mesure, leur réputation et leur statut étaient déterminés par les liens avec la cour, Murray Frame analyse le public et le répertoire du *Marijnskij* et de l'*Aleksandrinskij*. Sans être tout à fait homogène socialement, le public de ces théâtres est composé en majorité par les élites, ce qui renforce leurs liens symboliques avec le pouvoir impérial. Mais rien n'indique, selon l'auteur, que le *court status* soit le seul ou le principal facteur qui permette de maintenir leur prestige et d'en faire une sorte de « club d'élites » de la capitale. Cette hypothèse est confirmée par l'analyse du répertoire, car les thèmes à l'affiche — qui ont dans la plupart des cas un caractère apolitique et récréatif (autre argument en faveur d'une vision plus nuancée de l'utilisation politique des théâtres par le pouvoir) — sortent du cadre de la cour, tout en relevant de la sphère d'intérêt des élites. Les observations méthodologiques qui accompagnent cette analyse ne résolvent cependant pas toutes les questions suscitées par cette tentative, appuyée sur l'analyse de la perception des spectacles, d'établir des liens de dépendance entre le contenu des œuvres d'art et le profil social de leur destinataire.

Les trois derniers chapitres examinent les répercussions que la Première Guerre mondiale et les trois révolutions russes ont eues sur le destin des théâtres impériaux et sur leurs relations avec l'État. Malgré la loyauté que manifestent généralement les troupes impériales lors de la révolution de 1905, nombre d'indices témoignent des liens croissants entre ces institutions et la société russe — ce qui rend leur identité de plus en plus ambiguë. Ces liens se consolident pendant la guerre, avec la participation des artistes aux actes de « patriotisme social »¹. Les révolutions de 1917, malgré des variations dans les premières réactions des troupes (enthousiastes en février et hostiles en octobre), voient se déployer des logiques semblables dans les rapports entre le pouvoir et les ex-théâtres impériaux qui, en obtenant un certain degré d'autonomie, acceptent néanmoins de rester dans l'orbite de l'État.

Ces dernières observations permettent à l'auteur d'arriver à une série de conclusions importantes qui portent notamment sur le caractère « symbiotique » des rapports entre les théâtres impériaux et l'État russe et sur une continuité de cette politique à travers les guerres et les révolutions. Si les trois régimes politiques successifs considèrent comme utile et important de garder à leur disposition cette composante de structures étatiques, les artistes, à leur tour, démontrent une volonté de coopération avec, semble-t-il, tout pouvoir qui garantirait leur prestige et leurs privilèges. D'autre part, ce statut particulier, sans doute très important dans

l'histoire des théâtres impériaux, ne détermine pas complètement leur identité institutionnelle, plus large et plus contradictoire — d'autant plus que le pouvoir politique, visiblement, ne cherche pas, au cours de cette période, à exercer un impact idéologique direct sur leur production artistique.

Les quelques réserves et perplexités qui surgissent au cours de la lecture de cet ouvrage auraient probablement pu être évitées si l'on avait trouvé en introduction une réflexion plus approfondie sur les questions de problématique et de méthode propres à un tel type d'étude, ainsi qu'une définition plus claire et, surtout, une utilisation plus rigoureuse de quelques notions clés comme celle de « cour ». On aurait également pu souhaiter un approfondissement de certains questionnements, relatifs notamment à la période de la révolution. La question de l'identité y est réduite presque exclusivement à une analyse des étapes de la création de nouvelles structures appropriées pour la gestion des théâtres. Par ailleurs, le constat d'une continuité dans les relations des théâtres impériaux avec le pouvoir n'explique pas tous les éléments de leur histoire après 1917, période où la mainmise de l'État s'étend progressivement sur l'ensemble des entreprises théâtrales, en exigeant une redéfinition du statut et des fonctions des ex-théâtres impériaux — thème qui n'est qu'effleuré par l'auteur.

Pendant, on ne peut que saluer la décision de Murray Frame de ne pas s'arrêter à la frontière de l'année 1917. Cette ouverture sur des perspectives thématiques et temporelles plus larges, ainsi que l'adoption d'une approche encore peu usuelle dans l'histoire culturelle russe (l'histoire institutionnelle) constituent l'un des défis majeurs et l'intérêt de cet ouvrage.

1 – Sur le patriotisme officiel et le patriotisme social, voir H. F. Jahn, *Patriotic culture in Russia during World War I*, Ithaca, Cornell University Press, 1995, 256 p.

Emilia Koustova

David SCHIMMELPENNINCK VAN DER OYE

**Toward the rising sun :
Russian ideologies of empire
and the path to war with Japan**

Dekalb, Northern Illinois University Press, 2001, 329 p.

L'ouvrage de David Schimmelpenninck van der Oye s'intéresse à l'histoire et aux soubassements idéologiques qui ont conduit à la guerre russo-japonaise de 1905. L'auteur s'inscrit dans un courant de recherche contemporain qui tend à combler une lacune en ce qui concerne les relations de la Russie avec l'Asie, bien moins connues que celles avec les pays occidentaux. Il se fonde sur une très large bibliographie et un accès approfondi à des documents inédits (notes de service, mémorandums, mémoires) conservés dans les archives du ministère russe des Affaires étrangères. On appréciera tout particulièrement la reproduction de plusieurs caricatures d'époque.

Le livre est divisé en deux parties, la première portant sur les idéologies impériales russes du tournant du siècle, la seconde sur les événements qui ont provoqué la guerre de 1905. L'auteur passe tout d'abord en revue les principaux courants idéologiques qui se sont intéressés à la mission russe en Orient après le fameux « Grand Tour » de Nicolas II en Asie (1892). Le dernier tsar s'est en effet révélé bien plus attiré par l'Orient que son père — davantage tourné vers les questions européennes —, subissant l'influence de nombreux intrigants défendant des intérêts souvent très personnels en Asie. Dès les années 1880, l'un des grands explorateurs de l'Asie centrale et du Tibet, Nikolaj Prževal'skij, proche du tsarevitch, prône un impérialisme « blanc » de la Russie en Chine. Quelques années plus tard, de tels projets revoient le jour, sous un angle beaucoup plus théorisé, chez le prince E. Uhtomskij, ancien précepteur du tsarevitch, ami intime de Witte et principal idéologue de l'expansion russe en Asie entre 1895 et 1905. Tous deux espèrent un soulèvement des populations bouddhistes et musulmanes présentes au Xinjiang, au Tibet, en Mongolie et en Mandchourie contre la dynastie chinoise des Qing et en faveur d'un rattachement à l'empire russe. L'idée d'une domination politique des Romanov en Extrême-Orient existe également au sein même des instances étatiques : on la retrouve dans la théorie d'une possible « pénétration pacifique » de l'Asie par la Russie chez Witte et dans la thématique du « péril jaune » chez le ministre de la Guerre Aleksandr Kuropatkin.

La seconde partie du livre est consacrée à la genèse de la guerre russo-japonaise : des choix stratégiques peu sûrs en Mandchourie et en Corée, une diplomatie confuse et contradictoire depuis la guerre des Boxers en 1900, de multiples personnalités opposées engagées dans les pourparlers avec le Japon, etc. Deux partis s'affrontent à Saint-Petersbourg, l'un prudent et prêt à renoncer à la Corée (Witte, Pobedonoscev, Kuropatkin et le ministre des Affaires étrangères Lamsdorff), l'autre belliqueux, regroupant Nicolas II, le grand-duc Aleksandr Mihailovič, Plehve et surtout l'intrigant A. Bezobrazov, qui dispose d'une concession forestière dans le Ya-Lou en Corée et obtient du tsar le titre de secrétaire d'État de la Commission pour les affaires d'Extrême-Orient. Le livre rappelle enfin qu'outre la politique du « Grand Jeu » avec l'empire britannique en Asie, l'influence allemande n'a pas été des moindres : l'empereur Guillaume II n'a cessé d'encourager son cousin à s'engager en Extrême-Orient dans l'espoir de libérer la scène européenne de la présence russe.

L'auteur apporte un nouvel éclairage sur les sous-entendus idéologiques qui ont donné à l'opinion publique et aux élites russes l'impression que cette guerre serait courte et nécessairement victorieuse. Ainsi, des journaux conservateurs comme *Graždānin*, *Novoe vremja* ou les *Sankt-Peterburgskie vedomosti* n'ont cessé d'accréditer la thèse d'une conquête facile et sans résistance de l'Extrême-Orient. Les cercles dirigeants, en partie noyautés par des milieux affairistes, ont repris à leur compte les discours idéologiques sur l'impatience des peuples de Chine à passer sous la domination du « tsar blanc ». L'idée qu'il fallait répondre au « péril jaune » en Sibérie par la conquête d'une partie de l'empire du Milieu semble elle aussi avoir été en arrière-fond des choix stratégiques faits par le pouvoir russe.

La conclusion cherche à lier l'étude des idéologies avec celle des relations internationales en essayant de mesurer l'impact des constructions théoriques sur les

événements, un parti pris méthodologique particulièrement intéressant. On aurait souhaité voir cette interaction encore plus développée dans le plan même du livre qui sépare peut-être trop le discours des intellectuels et l'action politique et stratégique du pouvoir. L'ouvrage apporte un éclairage neuf sur un moment fondateur de la Russie contemporaine : ce n'est en effet sûrement pas un hasard si la révolution de 1905 a lieu alors que s'annonce la première défaite « blanche » face à un « peuple de couleur ». Il permet également de redonner aux idéologies impériales russes une place de choix dans la réflexion sur l'identité nationale et révèle l'influence de milieux intellectuels certes sociologiquement restreints mais symboliquement influents. Le livre de Schimmelpenninck constitue donc un ouvrage de référence aussi bien en histoire des idées qu'en histoire des relations internationales pour la Russie du tournant du siècle.

Marlène Laruelle

N. N. SMIRNOV, ed.

Rossija i pervaja mirovaja voïna

(La Russie et la Première Guerre mondiale)

Saint-Petersbourg, Dmitrij Bulanin, 1999, 563 p.

Si la Première Guerre mondiale constitue un phénomène majeur pour de nombreux pays et représente la véritable fin du « long XIX^e siècle », en Russie son effet est plus considérable encore. La guerre suit en effet de peu des réformes importantes : introduction pour la première fois d'une assemblée parlementaire ; réformes de Stolypin et tentative pour supprimer la commune paysanne. La Première Guerre mondiale devient ainsi un véritable laboratoire d'idées et de pratiques économiques et sociales. Plusieurs travaux récents avaient déjà attiré l'attention sur ces phénomènes. L'ouvrage en question constitue une synthèse efficace des résultats les plus solides obtenus sur ce sujet. Certes, comme toute publication issue d'un colloque, celle-ci est aussi de niveau inégal. Cependant on ne peut qu'admirer la qualité des articles, très bonne dans l'ensemble, ainsi que des articulations entre les différentes parties. Ce résultat s'explique par les capacités organisationnelles du comité scientifique qui est à l'origine du colloque, tant du côté américain (L. Haimson, W. Rosenberg, R. Zelnik, Z. Galili) que russe (V. Ju. Černjaev, B. I. Kolonickij, S. I. Potolov et surtout N. N. Smirnov, rédacteur en chef et véritable coordinateur de l'ouvrage). En particulier, le choix de reproduire non seulement les articles, mais aussi les débats ayant animé le colloque se révèle particulièrement fécond. Il permet de rendre compte de la richesse des discussions ainsi que de la force heuristique des sujets traités. De nombreuses pistes de recherche surgissent de ces débats.

L'ouvrage se compose de six parties principales : théorie, concepts et méthodologie ; guerre et société ; politique ; culture et culture politique ; empire et mouvements nationaux ; économie.

La première partie est composée des interventions de Leopold Haimson sur la crise politique et sociale depuis la veille de la Première Guerre mondiale jusqu'à la

révolution de Février ; de R. S. Ganelin et M. F. Floronskij sur l'activité du Conseil des ministres en 1915-1916 ; de D. Orlovsky sur la mémoire de la guerre en Russie et en URSS, et enfin de V. L. D'jakov et L. G. Protasov sur les perceptions de la guerre par la société. L'article de Haimson permet de trancher les nombreuses ambiguïtés de l'historiographie à propos du lien entre réformes tsaristes, guerre et révolution. En particulier, l'auteur conteste la thèse selon laquelle, sans la guerre, la Russie aurait directement évolué vers un système à l'« occidentale ». Au contraire, il met en évidence les limites des réformes et les tensions qui minaient la société russe déjà à la veille de la guerre et que cette dernière n'a fait qu'exacerber. Selon l'auteur, les contraintes auxquelles était soumis le système parlementaire et politique permettent de douter de l'existence d'une véritable société civile en Russie. De même, l'hostilité des paysans envers les réformes de Stolypin témoigne de la spécificité des valeurs agraires russes qui seraient dès lors difficilement réductibles à un modèle simpliste de propriété privée. Ces conclusions peuvent être partagées dans leur ensemble. Deux aspects soulèvent toutefois des doutes. Tout d'abord, la force du mouvement ouvrier et des grèves ouvrières apparaît en partie surestimée afin de rendre compte de l'échec du régime de Février — ceci dans la mesure où la population ouvrière et l'industrie demeuraient plutôt secondaires par rapport au secteur agricole. En outre, l'attitude certes hostile des paysans à l'égard de la privatisation des communes ne saurait faire oublier l'appropriation de ces réformes à l'échelle locale où l'aménagement du territoire acquiert souvent une dimension différente de la « privatisation » et se rapproche plutôt du mouvement coopératif en plein essor à ce moment.

Le travail d'Orlovsky est novateur et comble une lacune importante : il analyse la manière dont la mémoire de la Première Guerre mondiale a été construite et a évolué à des époques différentes. Ainsi, à la différence de la plupart des pays européens, après 1917 aucune mémoire officielle de la guerre ne voit le jour en Russie, si ce n'est pour mettre en évidence les prémisses de la révolution d'Octobre. Ce silence relatif, concernant notamment les soldats, a continué jusqu'à nos jours. L'auteur fait également état des tentatives actuelles, en Russie, pour remédier à cette lacune. On regrettera cependant qu'Orlovsky, s'il avance des hypothèses fortes permettant d'expliquer le silence à l'époque soviétique, ne cherche pas à rendre compte de la « redécouverte » actuelle de la Première Guerre mondiale. Il faudrait également mieux qualifier la notion de « mémoire collective » qui, dans le texte, apparaît comme une notion a-historique dans laquelle on retrouve à la fois mémoires de guerre, héros nationaux et tentatives pour donner un nom aux millions de soldats tombés.

La deuxième section de l'ouvrage (« Guerre et société ») s'ouvre avec l'article solide et stimulant de Peter Holquist. Cas assez rare dans l'historiographie de la Russie, l'auteur s'efforce de placer un phénomène important en Russie (en l'occurrence la mobilisation) dans un contexte européen. À cette fin, il commence par mettre en évidence les racines de l'économie de guerre et de la mobilisation (la guerre totale) dans les expériences accumulées en Russie et en Europe pendant le XIX^e siècle. Holquist souligne également l'importance des statistiques en tant qu'instrument à la fois de gestion et de contrôle de la population, notamment du point de vue des ethnies faisant partie de l'empire. Enfin, l'auteur envisage la mobi-

lisation des masses dans la Russie soviétique comme un processus qui, loin d'être imposé par en haut, exprime les bouleversements de la société russe pendant la guerre et fait écho aux phénomènes semblables observés dans d'autres pays européens.

Ces arguments trouvent un complément indispensable dans l'analyse que fait Ananič des liens entre l'État et la bourgeoisie entrepreneuriale russe. Si cette dernière avait toujours considéré favorablement une intervention, voire un soutien important de l'État à l'activité économique, de leur côté les dirigeants tsaristes adoptent les notions de capitalisme d'État développées en Allemagne depuis Bismarck et renforcées à l'époque de la guerre.

Les deux autres interventions consacrées à l'évolution socio-économique mettent en évidence le nouveau rôle des femmes (Peter Gatrell) et l'impact des réfugiés (A. N. Kurcev) dans l'activité économique et dans les hiérarchies sociales. Enfin, V. S. Izmožik détaille le système de contrôle de l'état d'esprit (*nastroenie*) de la population pendant la guerre et en 1917. L'inspection de la correspondance, non seulement des soldats mais aussi des élites tsaristes, permet de comprendre l'importance de l'héritage légué aux bolcheviks.

La troisième section sépare de manière quelque peu artificielle (comme le souligne W. Rosenberg dans la discussion) les aspects proprement politiques des autres. Si V. Ju. Černjaev explique avec finesse les progrès et les limites du processus de démocratisation en Russie, Ju. I. Kir'janov développe un sujet souvent marginalisé dans les ouvrages traitant de l'histoire politique de la Russie, à savoir l'importance et les orientations des partis de droite pendant la guerre.

En développant cet argument, la quatrième partie de l'ouvrage fait le point sur la culture, et la culture politique en particulier. L'article de N. N. Smirnov, consacré à l'intelligentsia, est riche d'informations et s'appuie sur une documentation solide. En même temps, comme le souligne Jutta Scherrer dans la discussion, la notion d'intelligentsia utilisée par l'auteur est assez floue ; il y inclut en effet intellectuels révolutionnaires, universitaires, élites politiques et administratives tsaristes, spécialistes, etc. Il s'agit là de groupes hétérogènes, tant du point de vue de leur formation et de leur extraction sociale que de leurs orientations politiques. La solution qui consiste à les réunir sous le chapeau commun d'« intelligentsia » semble davantage brouiller qu'éclairer les pistes de recherche.

Pour sa part, B. I. Kolonickij propose une intervention tout à fait originale concernant l'image de l'ennemi et l'anglophobie. La finesse avec laquelle l'auteur traite le sujet situe cet article parmi les plus intéressants de l'ouvrage, même si l'on peut peut-être regretter qu'il ne se soit pas employé à montrer les racines, dans la période d'avant 1914, des attitudes russes envers l'Angleterre d'une part, l'Allemagne de l'autre.

Également novateur est le travail que Kim Friedlender propose sur les études médicales qu'ont suscitées les chocs d'artillerie subis par les soldats. L'auteur met en évidence le rôle fondateur joué à cet égard par la guerre russo-japonaise. C'est en effet à partir de 1905 que les études de psychiatrie sur les soldats se développent.

La cinquième section, consacrée à l'empire et aux mouvements nationaux, permet de faire le point sur un des sujets les plus en pointe ces dernières années. Ainsi, M. von Hagen démontre le rôle de la guerre dans l'émergence de la

conscience nationale au sein de plusieurs ethnies de l'empire, et S. M. Iřakov étudie l'attitude des musulmans de l'empire envers la guerre.

La sixième et dernière section de l'ouvrage concerne l'économie. Outre l'intervention de T. M. Kitanina sur les rapports russo-germaniques et de S. G. Beljaev sur les pourparlers de Barka à Paris et Londres, on remarquera l'article de Y. Kotsonis sur l'introduction de l'impôt sur le revenu. En s'écartant des études traditionnelles sur ce sujet, l'auteur cherche moins à estimer l'impact économique de cette mesure qu'à mettre en évidence sa signification politique. Par rapport aux autres pays européens qui ont introduit cette mesure à la même époque, le recours à l'impôt sur le revenu est, en Russie, doublement révolutionnaire. Ce type d'impôt est en effet non seulement progressif par rapport à la taxation indirecte (régressive), mais il permet également de dépasser toute séparation de la société en *soslovija* (états d'Ancien Régime). Cette mesure requiert bien entendu un renouveau profond de l'appareil administratif, censé recueillir et gérer une nouvelle masse d'informations. Nous trouvons sans doute là l'une des meilleures contributions de ce volume et une ouverture vers de nouvelles approches de l'histoire politique et économique de la Russie. Un seul regret, cependant : l'auteur est si désireux de se distinguer des analyses strictement quantitatives et économétriques de la fiscalité qu'il oublie que les conséquences économiques des réformes auraient pu se démontrer autrement. Il paraît en effet difficile d'analyser l'introduction de l'impôt sur le revenu en excluant radicalement son impact sur la dynamique et sur les comportements économiques.

Cet ouvrage portant sur la « Russie de la Première Guerre mondiale », par ses nombreux travaux novateurs, mais aussi par le bilan qu'il fait du travail effectué par l'historiographie russe et anglo-américaine, mérite de devenir un ouvrage de référence pour les études sur la Russie.

Alessandro Stanziani

Antonella SALOMONI

**Il pane quotidiano. Ideologia e congiuntura
nella Russia sovietica (1917-1921)**

Bologne, Il Mulino, 2001, 324 p.

Antonella Salomoni nous a habitués à des études qui ont le mérite, rare, de conjuguer érudition, rigueur historique et capacité novatrice. C'est le cas du Lenin censuré (« Lenin censuré : deux fragments inédits de décembre 1917 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 1, 1986, p. 71-94), des archives totalitaires (« Un savoir historique d'État : les archives soviétiques », *Annales HSS*, 1, 1995, p. 3-27) ou encore du paysan Bondarev (*Il lavoro del pensiero. Il contadino Timofej Bondarev e lo scrittore Lev Tolstoj*, Name, 2001) et du mouvement tolstoïen en Italie (*Il pensiero religioso e politico di Tolstoj in Italia, 1886-1910*, Olschki, 1996). Cette fois-ci, il s'agit d'une étude sur le communisme de guerre. Cette phase initiale du pouvoir bolchevik en Russie a donné vie, à partir des années 1920 en URSS, puis, jusqu'à nos jours en URSS comme en « Occident », à une âpre controverse poli-

tique, idéologique et historiographique à la fois. La question est de savoir si cet ensemble de mesures connues comme « communisme de guerre » a été dicté par l'émergence de la guerre civile ou s'il découle de l'idéologie bolchevique. Selon la réponse apportée, toute l'interprétation de la révolution d'Octobre, des premières années du régime soviétique, de Lenin et de son rapport à Stalin — en un mot, la signification elle-même de l'expérience soviétique — varie. Si en effet on suit la première interprétation, alors seules les nécessités imposées par la guerre expliquent les mesures extrêmes adoptées entre 1918 et 1921. Une fois la guerre civile terminée, Lenin opte pour une attitude modérée et introduit la NEP. Au contraire, la deuxième interprétation estime que l'idéologie marxiste, dans sa variante bolchevique, pousse les dirigeants communistes à adopter des mesures qui visent à instaurer le régime souhaité. Rien à voir donc avec les contraintes de la guerre.

Antonella Salomoni dépasse d'un bond des décennies de querelles en nous montrant de prime abord que le « communisme de guerre » constitue une véritable invention historiographique. Lenin, puis d'autres dirigeants bolcheviks, n'en parlent qu'à partir de 1921, de manière à légitimer la NEP et à l'opposer aux politiques précédentes. L'enjeu de cette « invention » est de taille : il ne s'agit rien de moins que de définir la doctrine communiste, le régime soviétique et finalement d'encadrer la révolution d'Octobre dans un schéma historico-idéologique conforme aux objectifs politiques courants.

Afin de démontrer cette thèse, le premier chapitre de l'ouvrage retrace l'histoire des débats sur le communisme de guerre des années 1920 jusqu'à nos jours, en passant par les « révisions » staliniennes, puis celles des années 1960 ou encore de l'époque de la « perestroïka ».

Le deuxième chapitre évoque les théories des principaux dirigeants soviétiques (Larin, Lenin, Groman) au sujet du Plan, du capitalisme d'État et de l'économie de guerre. L'auteur montre l'influence majeure exercée par l'expérience allemande au cours de la Première Guerre mondiale. De ce point de vue, et c'est là une autre nouveauté majeure de cet ouvrage, le communisme de guerre ne saurait véritablement se comprendre qu'en étant inclus dans la dynamique plus vaste de l'économie et de la politique européennes.

Confirmation de cette hypothèse, le troisième et le quatrième chapitres sont respectivement consacrés aux théories et aux pratiques de « naturalisation » de l'économie au cours de la guerre civile. Processus en partie inscrit dans l'inflation consécutive à la guerre, mais qui reçoit en Russie un accueil tout à fait particulier chez des responsables qui trouvent dans cette mesure un des éléments fondamentaux de la construction du socialisme. Cependant, si la « naturalisation » reçoit un soutien unanime, la manière dont elle serait censée se concrétiser suscite un sérieux contentieux. L'auteur montre bien que cette question influence la définition du socialisme et en particulier les formes de rétribution du travail ; selon la réponse apportée, le lien entre productivité et rémunération varie.

La deuxième partie du livre détaille la manière dont, au cours des années 1920, le communisme de guerre est devenu une construction historiographique. Le chapitre 5 analyse les discussions au sein du parti, ainsi que les principales études économiques et statistiques sur le communisme de guerre. Dans ce contexte, une attention particulière est accordée à G. Strumilin, économiste et statisticien, et

notamment à son travail sur la dynamique des salaires et de la productivité en Russie entre 1913 et 1922. La chronologie permet d'anticiper la thèse principale de cet auteur selon lequel les pratiques du communisme de guerre s'inscriraient dans une dynamique de plus longue durée (guerre mondiale, guerre civile, inflation), et à l'échelle européenne. C'est donc dans la « grande transformation » de l'économie qu'il faut trouver la véritable explication du phénomène.

Inversement, les thèses « libérales » (Hayek, Mises, Brutskus), discutées dans le chapitre 6, estiment que le communisme de guerre et la planification expriment les distorsions de l'idéologie socialiste. De manière plus radicale encore, d'autres auteurs, influencés par Spengler (dont Salomoni retrace la réception en Russie), inscrivent ces expériences soviétiques dans le cadre de la décadence générale de l'Occident.

Le chapitre 7 détaille les approches « sociologiques » de cette thèse de la dégénérescence qui vont jusqu'à évoquer la notion de race (Sorokin).

Enfin le chapitre 8 analyse la pensée d'un auteur aussi riche que négligé (à l'exception des travaux de Jutta Scherrer et, plus récemment, de Bordjugov et Biggart) : Aleksandr Bogdanov. Selon cet auteur, le communisme de guerre exprime la « greffe » d'éléments socialistes sur le capitalisme qui donne ainsi vie à une « formation économique-militaire ».

L'ouvrage de Antonella Salomoni s'appuie sur une bibliographie très riche et sur une rigueur philologique extrême. Les notes permettent de reconstruire le « parcours » non seulement des auteurs, mais aussi de leurs œuvres (éditions, réception). C'est là, espérons-le, un premier pas, important, vers une approche de l'histoire soviétique qui, suivant l'enseignement de Marc Bloch, serait moins dictée par le besoin d'exprimer des jugements que par sa capacité à poser des questions. En particulier, à partir de cet ouvrage, au moins deux pistes de recherches à venir se dégagent. Il faudrait avant tout comprendre l'héritage de la pensée et celui de la Russie tsariste dans la mise en place de l'économie et de l'idéologie de la guerre civile. La réception de Marx en Russie (*via* la pensée allemande), les catégories et les études économiques du tournant du siècle présentent des spécificités qu'il serait important de mettre en rapport avec celles de la guerre civile.

En outre, il faudra se pencher sur les pratiques économiques concrètes du communisme de guerre telles qu'elles ressortent des archives, afin de comprendre les points de convergence, les décalages et les frictions avec la pensée et l'idéologie économiques si bien détaillées dans *Il pane quotidiano*.

Alessandro Stanziani

A. Brian MURPHY

The Russian Civil War : primary sources

Londres — Basingstoke, Macmillan ;
New York, St. Martins, 2000, 274 p.

The access to Russian archives for the Soviet period produced a qualitative shift in the historiography. Over the last decade, many collections of documents from

Soviet archives have likewise been published — mainly in Russian, but also in English, French, Italian and other languages. By tradition, documentary collections are recommended of materials that are difficult to access or read in the original place or style, and that are of particular interest, e.g. diaries or correspondences. There is a striving towards completeness of the published documents (whole collections, full documents). In other words, criteria for selection of documents and for omissions in published documents should be made clear to the reader. For a researcher, the documentary's purpose is to facilitate history writing by facilitating access to sources, far away from their repositories.

The Russian Civil War and peasant uprisings in 1918–1921 have been described in numerous participants' memoirs, in literature (e.g. Isaac Babel and Mikhail Sholokhov), political and scholarly books. It goes without saying that Soviet, as well as émigré Russian historiography tended to be partisan and tendentious. Naturally, a fundamental question is what the post-Soviet perspectives, and the only recently accessible archival sources in Russia add to our knowledge of these dramatic years. The purpose of *The Russian Civil War: primary sources*, written by Brian Murphy, professor emeritus at University of Ulster, seems to be to serve as a companion volume for English-speaking students in history courses. The sub-title would then appropriately be *an introduction to, or a guide to the use of* the primary sources about the Civil War in Soviet Russia. Combined with reading of monographs on the Civil War, e.g. Geoffrey Swain, *The origins of the Russian Civil War* (1996) or Evan Mawdsley, *The Russian Civil War* (2000), Murphy's volume introduces not only the 'living testimonies', but also interesting methodological matters, such as source criticism or objectivity. For these pedagogical purposes, the book is well suited. It adds broad perspectives on what written documents from 1918–1920 can reveal of the historical scenes.

However, a specialist in Russian history would like to see careful editing of these documents from central and regional archives. The foreword and consecutive comments give too few hints as to the criteria, by which documents have been chosen to *illustrate* historical events. The reader is not informed whether a chosen document is unique, or one of many similar or related ones for each topic. Commentaries to the documents are laconic on substance matters. In many instances, clarifications (even punctuation...) are not given as to which sections have been omitted. On many archival documents, not only the main text is of interest, but also the notes and resolutions written by the recipient side. With few exceptions, these omissions are hard to distinguish in the present volume. This reviewer cannot compare the translation with the Russian originals; the text seems clear and well written. However, important archeographical data, such as the exact names of persons, their titles, organisations as well as places and dates, seem to be 'streamlined' in their English form; probably to facilitate the reading, but to the disadvantage for our further references to the documents in question.

Given these critical remarks on the form of presentation, *The Russian Civil War: primary sources* does indeed lend itself to an imaginative reading for the interested student or scholar. Those in command of the Russian language will find new inroads to original documents, or to the above-mentioned Russian-language

documentaries. The first chapter describes the situation in 1918, after the signing of the Brest-Litovsk Peace Treaty. The second chapter enlightens the evolution of the White side and the following chapter highlights long-term objectives of the Red side. The crucial military engagements in 1919 that decided the outcome of the Civil War is covered in chapter four. The concluding fifth chapter nicely delves with the myths, and realities, about the famous First Cavalry Army under Semyon Budyonnyi's command. On each major phase, whichever one's periodisation of the Russian Civil War, the documents presented add a new dimension, and can serve as basis for in-depth discussions on topics, where the historiography tended to be partisan, politicised.

Lennart Samuelson

Jean-Louis VAN REGEMORTER

**L'insurrection paysanne de la région de Tambov :
luttons agraires et ordre bolchevik, 1919-1921**

Documents traduits du russe et précédés par

« Le concept d'une révolution paysanne unique de 1902 à 1922 »

Edition annotée par Régis Gayraud

Cœuvres-et-Valsery (02600), Ressouvenances, 2000, 212 p.

Ce recueil de documents est issu du travail du regretté Jean-Louis Van Regemorter, décédé en novembre 1999, à partir de l'important recueil de documents publié à Tambov en 1994, intitulé *Krest'janskoe vosstanie v Tambovskoj gubernii v 1919-1921 gg. « Antonovščina ». Dokumenty i materialy* (Tambov, 1994). Il est composé d'une introduction de Van Regemorter, suivi d'un court texte de Régis Gayraud, qui a pris en charge cette édition, puis de la traduction de 26 documents issus du recueil publié à Tambov. L'introduction permet de replacer cette révolte paysanne, qui fut l'une des plus marquantes des années qui suivirent la révolution, dans le contexte de l'histoire paysanne russe et des événements révolutionnaires, ainsi que de la relation conflictuelle et complexe entre bolcheviks et paysans dès 1918. Les documents sélectionnés permettent de rendre accessibles au lecteur français les matériaux d'une nouvelle histoire de l'URSS qui puise largement dans les documents administratifs, ordres, proclamations et rapports transmis le long de l'échelle hiérarchique, décrivant avec force détails situation, conflits, position et actions de répression. Bien entendu, le recueil russe reste indispensable pour les spécialistes, et cette édition française ne permet pas de plonger dans toute la complexité et la violence de cet épisode caractéristique de la période. Mais, malgré tout, la palette de documents présentés reflète bien l'ensemble : proclamations hostiles aux koulaks et cherchant à convaincre le paysan russe sans beaucoup de chances de succès, rapports d'une extrême précision mais aussi d'une froide détermination de Vladimir Antonov-Ovseenko, l'un des principaux responsables ayant assuré la répression contre cette révolte. Un texte de ce type montre à quel point le rapport administratif est une source riche,

tant par ce qu'il exprime que par les indications qu'il donne, notamment sur les ordres de commandements, dont la forme témoigne des rapports de force et des représentations des responsables éloignés des lieux de l'action, de leur incompréhension autant que des formes de délégations qu'ils élaborent, etc.

On regrettera cependant, dans ce recueil, le ton de la seconde introduction de Régis Gayraud, qui tranche avec l'approche complexe, nuancée et historienne de Jean-Louis Van Regemorter. R. Gayraud, au contraire, assène un jugement définitif de l'action bolchevique, simplifiant ce que fournissent ces documents et ne laissant pas au lecteur la liberté de comprendre, mais lui imposant ces simplifications qui font tant de mal à l'histoire soviétique. La violence bolchevique est évidente, elle est complexe et tenter de la cerner ne passe pas par une vision qui explique tout à partir du mal absolu que constitue la révolution russe, comme le fait cet auteur. Il est aussi dommage que les commentaires de bas de page qu'il a rajoutés mêlent précisions et jugements (soulignons d'ailleurs que l'un des principaux protagonistes de ces violences, Antonov-Ovseenko, n'est pas décédé en 1939, mais a été fusillé en février 1938). On est loin de la pensée toute en nuances de Van Regemorter.

Quoi qu'il en soit, on a dans ce petit ouvrage un condensé particulièrement appréciable des documents qui constituent aujourd'hui la base du travail historien. Il constitue une source appréciable tant pour les enseignants et étudiants qui travaillent sur cette période, que pour un public plus large, désireux de mieux comprendre les sources qui renouvellent aujourd'hui l'histoire soviétique.

Alain Blum

P É R I O D E S O V I É T I Q U E E T
P O S T - S O V I É T I Q U E

Jean-Paul DEPRETTO

Pouvoirs et société en Union Soviétique

Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 2002, 207 p.

Comme la plupart des recueils d'articles écrits par des auteurs divers et rassemblés a posteriori, celui qu'a constitué Jean-Paul Depretto ne présente pas, de prime abord, une grande homogénéité. Ce défaut, inhérent au genre, ne nuit en rien à la qualité de l'ensemble, la plupart des articles apportant, chacun sur un champ d'étude précis, une analyse pertinente. Dans la continuité de sa contribution sur la violence (*Le siècle des communismes*), Peter Holquist met l'accent sur le rôle crucial des années de guerre 1914-1917, qui virent la naissance d'un « complexe para-étatique » : pour comprendre l'étatisme bolchevik, il faut l'inscrire dans un courant plus large, celui de la culture politique des élites éduquées, favorables à une intervention toujours plus grande de l'État dans la

sphère sociale et économique. Si cette thèse, qui n'est pas nouvelle (elle fut largement développée dans les années 1920 dans certains milieux de l'émigration), paraît solidement étayée dans un certain nombre d'articles récents de Peter Holquist, il faut se garder de perdre, dans la démonstration, la spécificité idéologique propre au bolchevisme et de minimiser les différences fondamentales qui séparaient le *discours* des experts non bolcheviks et les *pratiques* politiques bolcheviques.

L'article de Martine Mespoulet sur le milieu des statisticiens de la région de Saratov montre de manière convaincante comment un milieu professionnel de l'Ancien Régime est parvenu, tout au long des années 1920, à sauvegarder ses « espaces d'autonomie », ses logiques professionnelles et son unité de corps face aux logiques politiques des représentants locaux du nouveau pouvoir bolchevik. L'autre article du recueil consacré aux années 1920 (« Les conflits du travail en Russie soviétique pendant le « communisme de guerre » et la NEP ») paraît plus convenu, surtout pour la période 1918-1922, largement renouvelée — pour ce qui concerne les conflits entre le régime et le monde ouvrier — par les travaux de Vladimir Brovkin ou d'Andrea Graziosi. Dans un article consacré à la privation des droits civiques dans un quartier de Moscou à la fin des années 1920, Nathalie Moine, dans le sillage de Golfo Alexopoulos, analyse avec finesse la sociologie et les stratégies discursives d'un échantillon de Moscovites, pour l'essentiel issus de milieux populaires, privés de leurs droits civiques. Dans cet essai de micro-histoire, elle met bien en évidence les contradictions et les incohérences entre des catégories d'exclusion élaborées par le pouvoir central, la mise en œuvre d'une politique par les autorités locales et des situations individuelles résistant à toute catégorisation rigide.

L'article d'Elena Osokina sur la crise du ravitaillement de 1939-1941, un épisode mal connu, est particulièrement remarquable. Développant le dernier chapitre de son ouvrage sur le système de rationnement et de distribution, récemment traduit en anglais, Elena Osokina brosse un tableau stupéfiant de la situation de crise dans les villes soviétiques à la veille de la guerre. Face aux pénuries extrêmes, les citoyens tentent de s'organiser eux-mêmes, au niveau du quartier, établissant des normes d'achat, organisant les files d'attente, chassant « étrangers » et intrus, mettant en place, à la base, une forme de « rationnement sauvage », avant que les autorités politiques se décident enfin à officialiser, en juillet 1941, un système centralisé de rationnement.

On regrettera, dans ce recueil consacré, comme l'annonce la quatrième de couverture, au « thème de la confrontation entre les différentes formes du pouvoir soviétique et de la société d'avant-guerre », l'absence de tout article sur la paysannerie ou sur les formes massives — et extrêmes — de violence exercées sur la société, telles que la famine ou les quotas d'exécution des années 1937-1938. Décidément l'histoire sociale, l'histoire « vue d'en bas » — même la meilleure, comme celle présentée dans ce recueil — semble réticente à aborder un certain nombre de questions qui individualisent, de manière forte et radicale, l'URSS stalinienne.

Nicolas Werth

Corinna KUHR-KOROLEV, Stefan PLAGGENBORG,
Monica WELLMANN, eds

**Sowjetjugend 1917-1941 :
Generation zwischen Revolution und Resignation**

Essen, Klartext, 2001, 310 p.

L'ouvrage collectif édité par Corinna Kuhr-Korolev, Stefan Plaggenborg et Monica Wellmann est constitué de douze articles traitant des pratiques violentes exercées et subies par la jeune génération soviétique, davantage marquée par l'expérience des guerres, mondiale et civile, de la révolution et du désarroi économique, que les autres générations européennes. Encadré de deux essais (introductif et conclusif) présentant des réflexions théoriques et méthodologiques sur les concepts de jeunesse et de violence dans l'URSS de l'entre-deux-guerres (1917-1941), ce recueil se propose de mettre en relation les expériences de la violence avec le *Lebenswelt*, c'est-à-dire le milieu social, de leurs « acteurs historiques ». Thème central pour comprendre la société post-révolutionnaire et les processus de développement du stalinisme, le rapport des jeunes à la violence révèle les aspects contradictoires d'un groupe très hétérogène, tant par les expériences vécues que par l'âge, l'origine sociale et/ou la réception des idées révolutionnaires.

L'essai introductif explique pourquoi les bolcheviks n'ont étendu que de façon très limitée leur pouvoir (et/ou la culture prolétarienne) sur 20 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans (d'après un recensement effectué en 1926). Il montre aussi la réaction de la propagande du parti face à cette hétérogénéité de la population juvénile pendant la NEP ainsi que le degré d'assimilation de la culture communiste par la jeunesse. C. Kuhr-Korolev souligne la difficulté d'analyse de ces attitudes contradictoires chez les jeunes dont la vie privée devint de plus en plus la cible du parti à partir de 1926-1927. Ces facettes multiples du comportement de la jeunesse, à la fois attirée par le « charme discret » du mouvement de la jeunesse communiste (*komsomol*) et par les « subcultures » non officielles, persistent aussi pendant la première phase du stalinisme, lorsqu'une partie d'entre elle sera stigmatisée comme « ennemis de classe », tandis qu'une autre participera non seulement à la collectivisation mais aussi aux répressions violentes menées par le commissariat du peuple aux Affaires intérieures (NKVD). À la base de ces essais se trouve l'idée que le comportement violent des jeunes s'exprime tant par des actions à caractère antiétatique que par la destruction de soi-même et le hooliganisme. À partir de l'étude de l'historiographie allemande, H. Haumann souligne la spécificité des sentiments d'une génération issue de la Première Guerre mondiale. L'auteur s'interroge sur les causes multiples de la violence et ouvre des pistes de recherche intéressantes dans ce domaine.

Les deux premiers articles analysent d'abord l'attitude de criminalisation des comportements déviants de la jeunesse introduite par le stalinisme ainsi que la participation des jeunes aux répressions menées par le NKVD en 1936-1938 (G. Rittersporn), puis les phénomènes de violence physique et psychologique survenus à l'intérieur des écoles (parmi les élèves, ou entre élèves et enseignants),

ainsi que les mécanismes de discrimination sociale mis en œuvre au début de la période stalinienne (S. Zhuravlev). Dans les deux articles suivants, M. Wellmann et V. Spiertz présentent deux études très approfondies concernant le suicide des jeunes membres de la jeunesse communiste et de l'Armée rouge, par le biais des sources officielles et des « lettres d'adieux » rédigées par les jeunes eux-mêmes. Ces « ego-documents » particulièrement précieux éclairent de façon très riche la vie quotidienne des jeunes étudiants et soldats ainsi que leur sentiment face à l'avenir. V. Isaev et D. Tchudi décrivent les pratiques violentes des jeunes dans le contexte de la militarisation de la jeunesse entamée en Sibérie à partir de 1927 et du processus d'implantation du nouvel ordre révolutionnaire bolchevik à Smolensk (1918-1919). Le contraste entre la société d'Ancien Régime et celle qui émerge avec la Russie soviétique, ainsi que les conflits entre ancienne et nouvelle génération, sont décrits par A. Rozhkov, I. Tirado et M. Shkarovskij à partir de l'étude de la société cosaque du Kuban, des campagnes soviétiques et de l'adhésion aux associations religieuses. Enfin, les articles de A. Gorsuch et de C. Kuhr-Korolev montrent comment la jeunesse échappait à ces projets de culture communiste proposée par le pouvoir tant dans son comportement public — politique — que dans sa vie privée (y compris sexuelle).

Ce livre, qui représente sans aucun doute un jalon important pour l'étude de l'histoire de la jeunesse en URSS, constitue un ouvrage novateur aussi bien du point de vue méthodologique que de celui des sujets traités. Ainsi il a recours à de nouvelles stratégies d'analyse du quotidien soviétique de l'entre-deux-guerres pour jeter un éclairage nouveau sur le mouvement de la jeunesse communiste, sur les comportements conformes et déviants, les conflits de générations, les formes de gouvernement des nouveaux groupes sociaux prolétaires et paysans. En outre, l'hypothèse de S. Plaggenborg selon laquelle « la jeunesse soviétique n'existait pas à l'extérieur d'un espace dépourvu d'État » (p. 302), soutenue par l'argument qu'elle constitue « une construction culturelle » difficile à cerner dans les sources soviétiques des années 1920, révèle un des aspects les plus intéressants et contradictoires de la politique des bolcheviks et du parti communiste à l'égard de la jeunesse.

Cependant la « réduction de l'espace » consacré à la nouvelle génération n'a pas été, à nos yeux, déterminée exclusivement par « une construction culturelle », mais aussi par l'absence d'une véritable politique sociale garantissant une intégration dans la société à la nouvelle génération, frappée tant par le chômage que par un accès trop réduit à l'école. C'est dans ce contexte qu'on pourrait voir l'un des paradoxes les plus forts des politiques publiques des années 1920, c'est-à-dire le fait de vouloir assimiler une génération hétérogène sans que l'État s'investisse dans la mise en œuvre de politiques culturelle et sociale. C'est pourquoi cette carence invite à réfléchir davantage, aussi bien sur le rôle de la nouvelle génération dans différentes sociétés marquées par des crises économiques importantes que sur les effets psychologiques et émotionnels générés par ces crises sur cette tranche d'âge en ce qui concerne la construction de son identité.

Dorena Caroli

Sheila FITZPATRICK, Yuri SLEZKINE, eds

**In the shadow of revolution :
life stories of Russian women
from 1917 to the Second World War**

Princeton, Princeton University Press, 2000, 443 p.

L'ouvrage *In the shadow of revolution*, dirigé par Sheila Fitzpatrick et Yuri Slezkine, rassemble trente-six récits de vie de femmes. En réalité, il s'agit plutôt de tranches de vie, car celles-ci racontent une portion de leur vie entre 1917 et 1939, période clé de la construction de l'Union soviétique. Elles sont nombreuses, toutefois, à commencer leur récit en donnant quelques informations sur leur vie ou celle de leur famille avant la révolution d'Octobre, enrichissant ainsi notre compréhension de leur expérience de la révolution et des deux décennies qui suivirent. Les quelques lignes rédigées par les deux éditeurs pour présenter l'auteur de chaque texte contribuent également à mettre son propos en perspective.

Le livre est organisé en trois parties. Une première série de textes concerne l'année 1917 et la période de la guerre civile. Une deuxième section est consacrée aux années 1920, années de la NEP mais aussi de la mise en place du premier plan quinquennal et de la collectivisation. La dernière partie est centrée sur les années 1930. Sheila Fitzpatrick et Yuri Slezkine justifient leur choix d'arrêter la période explorée juste avant la Seconde Guerre mondiale par le fait que celle-ci a représenté une réelle rupture dans la vie de beaucoup de femmes soviétiques.

La diversité des situations rend la lecture de ce livre passionnante. Vivant en Union soviétique ou émigrées, habitant Moscou ou une ville de province, mariées ou vivant seules, intellectuelles, aristocrates, ouvrières ou paysannes, activistes politiques ou opposantes au régime, toutes ces femmes portent un regard sur les principaux événements de cette période à la lumière de leur propre expérience sociale, « à l'ombre de la révolution », ou de celle de leurs proches. La variété des documents présentés concourt aussi à enrichir ce tableau d'ensemble. Qu'il s'agisse de textes de littérature, d'extraits de mémoires, de récits autobiographiques, d'entretiens, de dossiers personnels ou de lettres à un éditeur, tous ces témoignages font resurgir des réactions et des attitudes d'individus face aux moments clés de cette période ou face à divers projets symboliques, comme la construction de la ville de Komsomolsk, par exemple.

Le contexte et la forme de l'écriture de ces différents récits doivent être pris en compte pour guider leur lecture. Dans leurs deux textes d'introduction, Sheila Fitzpatrick et Yuri Slezkine rappellent l'usage politique et social, dans les années 1920 et 1930, du récit autobiographique, de la confession publique, des lettres adressées à un journal ou à une revue, pour attirer notre attention sur la forme codifiée de leur facture et la distance nécessaire pour les interpréter. Néanmoins, au-delà des règles et du style de ce genre soviétique du récit de vie, les textes rassemblés ici livrent beaucoup d'éléments sur la vie quotidienne, l'attitude et les sentiments de citoyennes ordinaires et des personnes qu'elles ont côtoyées.

Car c'est bien une lecture de l'histoire de cette période tumultueuse à la lumière de l'expérience sociale des femmes qui intéresse avant tout les deux éditeurs de ce

livre. La révolution devait être porteuse d'émancipation pour celles-ci. La diversité des cas et des situations offerte permet de mieux appréhender la manière dont les femmes qui parlent ici se sont approprié ou non les nouvelles possibilités offertes dans leur travail, ou dans la vie sociale en général, les contraintes qui ont pesé sur elles, leur propre appréciation de cette période. Ce corpus de textes fournit des indices sur la façon dont elles ont construit leur chemin ou interprété leur vie au milieu des bouleversements politiques et sociaux, de la violence et de la profonde transformation des hiérarchies sociales.

Le système d'allocation de logements et d'accès aux biens, les formes d'expression de la liberté sexuelle pendant les années 1920 et l'instauration d'un nouvel ordre moral dans les années 1930, le rôle de l'éducation et de la formation dans les trajectoires de ces femmes, la manière dont leur promotion fut acceptée par leur famille, les accusations et les dénonciations au sein d'un collectif de travail ou d'un autre groupe sont des exemples, parmi d'autres, de situations racontées par ces femmes sur la base de leur propre expérience ou de celle de leurs proches. Dans un autre registre, les témoignages d'épouses de stakhanovistes et le regard qu'elles portent sur leur mari suggèrent une autre lecture de ce mouvement. L'engagement dans le travail de ces hommes érigés en héros semble intégré dans un projet conjugal de promotion sociale reposant sur une augmentation du niveau de consommation et l'acquisition des signes symboliques d'une nouvelle forme de réussite sociale, projet qui mobilisait les deux membres du couple.

Dans une société divisée et cloisonnée, l'accès aux privilèges et au pouvoir conditionne l'accès aux biens, mais aussi une représentation de la société en deux camps. La question de l'identité sociale prend alors une telle résonance pour les individus que certains masquent la leur pour échapper à toute forme de stigmatisme social, d'autres la revendiquent et en perfectionnent le mode d'expression en adoptant « un parler bolchevik ». Ces phénomènes ont déjà été étudiés dans différents travaux. L'intérêt de cet ouvrage est de donner à voir ces comportements en actes dans la vie quotidienne.

Martine Mespoulet

Paul ROBINSON

The White Russian Army in exile, 1920-1945

Oxford, Oxford University Press, 2002, 257 p.

Malgré le nombre croissant de travaux consacrés à l'histoire de l'Armée blanche en exil, l'étude de Paul Robinson apporte, à plusieurs titres, un regard nouveau sur le devenir des émigrés militaires depuis leur départ de Russie en 1920 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi que son titre le suggère, *The White Russian Army in exile* est conçu comme une synthèse historique retraçant, tour à tour, les étapes géographiques et les formes d'implantation des groupes de l'Armée blanche à l'étranger, les différents aspects organisationnel, générationnel, socio-culturel, idéologique et poli-

tique de l'exil militaire. Deux grandes approches se dégagent de la lecture : l'une relève principalement de l'histoire sociale de cette collectivité dans la diversité des contextes extérieurs rencontrés, l'autre a trait essentiellement à l'histoire politique interne de l'émigration blanche. La première retient plus particulièrement l'attention par les très nombreux éclairages apportés tout au long d'une trame historique bien identifiée : les évacuations collectives au sud de la Russie et l'orientation, par l'armée française, des troupes vers Lemnos, Gallipoli et les camps situés au nord-ouest de Constantinople ; leur redispersion vers la Bulgarie et la Yougoslavie principalement ; le nouveau départ, pour certains des réfugiés, vers la Tchécoslovaquie et la France.

La reconstitution de ces parcours concerne donc les membres de l'Armée blanche du Sud évacués vers le Bosphore (et non les troupes ayant quitté le pays via la Pologne ou par l'Extrême-Orient). Parmi les nombreuses spécificités attachées à l'histoire des « évacués » militaires, figure en premier lieu la préoccupation durable de leur dernier chef, le général Wrangel, de préserver à tout prix la cohésion de ses troupes en maintenant autant que possible les hommes ensemble, malgré l'adversité d'une situation qui impliquait, compte tenu de la capacité réduite des États d'accueil, la dispersion des réfugiés.

À partir de cet objectif, initialement défini à des fins de reconquête, l'auteur analyse comment et dans quelle mesure le haut commandement blanc parvint effectivement à éviter la dislocation de l'armée, quelle fut l'incidence du contrôle qu'il exerça sur les trajectoires des réfugiés militaires et comment cette volonté de contrôle se transforma, assez rapidement, en une vaste action d'assistance sociale et humanitaire. L'historien a retracé, d'une part, les tractations engagées par Wrangel avec les gouvernements des pays d'asile, les résistances rencontrées à la fois sur le plan politique, logistique et matériel et, d'autre part, les parcours des troupes, de plus en plus fragmentées au fur et à mesure de leur redistribution à partir des territoires turcs où elles avaient été déjà réparties entre différents lieux d'accueil. Robinson insiste d'ailleurs sur cette première expérience de l'exil qui, à Gallipoli surtout, constitua l'un des moments forts de la reconstruction des solidarités entre ces hommes après le désarroi qui avait accompagné le départ de Russie. À partir des 100 000 hommes évacués en 1920, l'historien a été ainsi amené à suivre les trajectoires des différents groupes, morcelés par la dispersion géographique à travers l'Europe du Sud-Est, mais étroitement apparentés par leur modes de vie, leur insertion souvent précaire dans le monde du travail, leurs modes d'encadrement et d'organisation collective. C'est en effet par le maintien d'une hiérarchie militaire au sein de chacun des groupes, la mise en place de liaisons régulières avec l'État-Major du général Wrangel, la création de différentes formes de solidarité, telles les caisses de secours mutuel, que le sentiment d'appartenance à l'ex-armée a pu être dans une large mesure entretenu, donc préservé. En s'appuyant sur une importante consultation d'archives (en particulier le fonds de l'Union générale militaire russe, ROVS, conservé dans la collection Bahmetev, et le fonds Wrangel conservé à l'institut Hoover), l'auteur reconstitue l'activité déployée par le haut commandement pour placer collectivement les différents contingents dans des grands chantiers, de construction de routes notamment en Yougoslavie, ou des centres industriels comme le bassin minier de Pernik en Bulgarie. Il fait état de quelques

initiatives particulièrement réussies comme l'engagement du service topographique de l'armée russe au sein de l'armée yougoslave (une centaine d'officiers), et suit de façon relativement détaillée l'action développée pour la reconversion des hommes à la vie civile, par l'apprentissage professionnel ou, mieux encore, par l'accès à des formations supérieures dans les centres universitaires de Prague, Belgrade ou Bruxelles.

L'objectif de non-dislocation de l'armée, partiellement atteint dans la péninsule balkanique, rencontra de nombreux obstacles politiques et logistiques. Robinson rappelle tout d'abord la réaction très hostile du gouvernement français au projet de Wrangel et l'analyse à travers le comportement de l'État-Major français en Turquie. La consultation des archives du Service historique de l'armée de terre lui a permis notamment d'apprécier la diversité avec laquelle les généraux français ont répondu aux injonctions du gouvernement concernant la cessation de la prise en charge des réfugiés militaires et l'encouragement aux rapatriements en Russie. L'historien fait valoir, par exemple, la relative tempérance du général Charpy qu'il oppose au zèle déployé par le général Brousseau pour encourager le retour des militaires du camp de Lemnos en Russie. Abordant le rôle tenu par les Français dans les vagues de rapatriements qui suivirent la fin de la guerre civile, il fournit de nouveaux éléments aux bilans jusque-là effectués.

L'État-Major français ne fut pas le seul des acteurs extérieurs à avoir ouvertement prôné le retour des réfugiés militaires en Russie. Dans son chapitre consacré à l'accueil de l'ex-armée en Bulgarie, Robinson analyse toute l'ambivalence de la politique conduite par les autorités de Sofia à son égard dans les années 1921-1923, selon l'évolution des rapports de force sur la scène politique bulgare. Longtemps considérés, dans l'historiographie de l'émigration russe, comme des hôtes privilégiés de la Bulgarie, les réfugiés militaires furent en fait l'objet d'instrumentalisations diverses par le gouvernement de Stamboulisky qui chercha rapidement à les disperser en favorisant, notamment, leur rapatriement par le biais du *Sovnarod*, organisme qu'il soutenait directement. À en juger d'après l'auteur, l'instabilité politique nationale eut, plus que la précarité de la situation économique dans le pays, un effet dissuasif sur les projets d'installation des réfugiés. Néanmoins, les vétérans qui restèrent en Bulgarie furent parmi ceux qui conservèrent le plus durablement les structures et l'état d'esprit qui avaient caractérisé les premières années de l'exil militaire.

Orchestré par le haut commandement blanc, le placement des troupes dans l'Europe du Sud-Est fut réorienté à partir de 1923 vers la France, en raison de l'absence de débouchés durables dans les premiers pays d'accueil. Le rôle des généraux blancs dans l'organisation de ces nouvelles migrations, connu jusque-là de façon anecdotique, fait l'objet dans *The White Russian Army in exile* d'une analyse très rigoureuse et convaincante qui témoigne du degré extrême de contrôle du parcours des vétérans. Observable également en ce qui concerne les civils, celui-ci se manifeste de façon décisive dans les trajectoires des militaires qui, pour la plupart, n'ont pas cessé d'être pris en charge, depuis les rives de la mer Noire jusqu'aux mines de Decazeville ou aux usines d'Argentière.

L'encadrement des vétérans n'a pas seulement résidé dans l'organisation des transports et de l'embauche, il a également consisté en une assistance morale, matérielle, culturelle, et Robinson en analyse les diverses articulations par le biais de

l'histoire de l'Union générale militaire (ROVS) qu'il reconstitue à travers profils et aspirations de ses dirigeants, mode de fonctionnement et activités, financements, ou encore réseaux et interlocuteurs, qu'ils soient extérieurs ou russes. En abordant ce versant interne de l'histoire de l'émigration militaire, l'historien en vient à étudier la dimension idéologique et les différents aspects de l'engagement politique des Blancs. Il insiste sur la quête difficile d'un compromis entre la posture de « non-prédétermination » (sur la forme à venir du gouvernement de la Russie) prônée par Wrangel, en vertu de laquelle le général proscrit toute activité politique dans ses rangs, et l'inclination, très largement répandue chez les vétérans, vers le monarchisme. Il passe en revue les différentes tentatives d'infiltration des Blancs en Russie et des Soviétiques dans le ROVS, analyse l'empreinte idéologique du fascisme et du nazisme au sein des réfugiés militaires, retrace l'émergence de nouveaux courants, apportant notamment des éclairages précieux sur les relations entre le ROVS et l'Union nationale de la nouvelle génération (NSNP, futur NTS), en particulier sur la branche terroriste de cette organisation et son entreprise de noyautage du ROVS. L'apport de cette section réside cependant moins dans les faits exposés que dans l'identification de leurs différents acteurs et supporters, selon les générations, les expériences vécues en Russie et en exil — l'historien soulignant, par exemple, des décalages importants dans les mentalités et aspirations entre vétérans russes de la Première Guerre, d'une part (assez fortement représentés dans l'univers associatif de l'émigration), et ceux de la guerre civile, de l'autre.

Cet ouvrage permet d'avoir une vision assez complète, nuancée et distanciée de l'histoire de l'Armée blanche en exil. Il reste pourtant à relever la « part pauvre » de l'étude, qui renvoie au principal dilemme rencontré par les spécialistes de l'émigration russe : elle concerne les origines socio-culturelles de ces milliers de combattants que l'historien, faute de sources, ne peut qu'aborder à gros traits, mais qui décidément manquent à la reconstitution des trajectoires de réfugiés et, plus généralement, à la mise en perspective des identités collectives façonnées par l'exil.

Catherine Gousseff

Oleg BUDNICKIJ, ed.

Soveršenno lično i doveritel'no :

B. A. Bahmetev, V. A. Maklakov, perepiska 1919-1951 v 3-h tomah

t. 1 : Avgust 1919-sentjabr' 1921 ; t. 2 : Sentjabr' 1921-maj 1923 ; t. 3 (à paraître)

(Absolument personnel et confidentiel : B. A. Bahmetev, V. A. Maklakov, correspondance 1919-1951 en 3 tomes)

Moscou — Stanford, Rosspen — Hoover Institution Press, 2001-2002, 569 p. et 671 p.

L. I. PETRUŠEVA, ed.

Deti Russkoj emigracii

(Les enfants de l'émigration russe)

Moscou, Terra, 1997, 493 p.

Konstantin PARČEVSKIJ

Po russkim uglam

(Des quatre coins de la Russie)

Moscou, RAN, 2002, 220 p.

Parmi les nombreux ouvrages et articles de recherche ou de vulgarisation, de mémoires, publiés depuis la perestroïka sur l'émigration russe de l'entre-deux-guerres, une place à part doit être faite à l'édition de documents d'archives et d'écrits de l'époque concernant la genèse de l'exil et l'histoire communautaire des émigrés.

Il faut évoquer en premier lieu la publication de la très volumineuse correspondance conservée aux archives de la Hoover Institution, entre Vasilij Maklakov et Boris Bahmetev, ces personnalités notoires du libéralisme russe en exil, qui furent ambassadeurs du Gouvernement Provisoire, l'un à Paris, l'autre à Washington, avant de figurer parmi les représentants les plus influents de l'émigration russe sur la scène occidentale.

Dans l'importante introduction du premier volume, Oleg Budnickij, maître d'oeuvre de l'ouvrage et chercheur à l'Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences de Russie, retrace la biographie de ces deux hommes, inconnus l'un à l'autre jusqu'en 1918, et leur dialogue au cours des 33 années suivantes à travers une correspondance qui totalise près de 280 lettres, souvent très longues, abordant une très grande variété de sujets. Le contenu de cet échange épistolaire est, de fait, difficile à synthétiser car il touche aussi bien à l'environnement relationnel de ces ambassadeurs (Bahmetev restera en fonction jusqu'en 1922, Maklakov jusqu'en 1924) qu'aux grandes questions de l'actualité en Russie, à l'échelle française, américaine et internationale ainsi que dans l'émigration russe. Mais l'échange s'est surtout développé en fonction des engagements des deux hommes, d'abord en faveur de la lutte anti-bolchevique et de l'intervention alliée, dans la défense des intérêts russes qu'ils cherchèrent à soutenir lors de la signature des traités de paix, dans la quête d'une représentation politique russe à l'étranger qui puisse pallier l'absence d'une autorité étatique, puis dans les nombreuses questions relatives à l'organisation de l'émigration russe, à partir de 1920, et à son positionnement face au nouveau régime. Tout en restant politiquement très actifs, notamment dans leur plaidoyer pour la non-reconnaissance de l'URSS par les gouvernements occidentaux, Maklakov et Bahmetev se distinguèrent dans les années 1920 par leur action au sein de la vie communautaire des Russes en exil. Membres fondateurs et principaux protagonistes du Conseil des ambassadeurs, ils jouèrent un rôle décisif dans la structuration des formes d'entraide, en particulier à travers le financement des plus grandes organisations socio-culturelles et sanitaires de l'émigration (*Zemgor*, Croix-Rouge russe).

Cette correspondance, particulièrement précieuse pour les spécialistes de l'histoire communautaire des Russes et de ses « animateurs » (*obščestvennie dejatel'i*), est également d'un très grand intérêt pour tous ceux qui travaillent sur la période trouble des années 1918-1922 et son environnement international.

D'autres témoignages, portant sur cette même période, mais issus d'un tout autre regard, nous viennent de récits d'enfants et d'adolescents de l'émigration.

Deti Russkoj emigracii rassemble en effet près de 2 500 dissertations, rédigées, en 1923-1924, par des élèves des lycées russes à l'étranger sur le thème « Mes souvenirs depuis l'année 1917 jusqu'à l'entrée au lycée ». Ces récits, d'une étonnante diversité de points de vue, de situations, bouleversent bien souvent les temporalités de la période guerre/révolutions/guerre civile en les mêlant étroitement, ils retracent avec détail la singularité des contextes locaux, notamment à travers la présence de l'étranger, allemand en Ukraine, tchèque en Sibérie, autrichien dans les Carpates, et témoignent de la perception très diverse des menaces : la famine dans les capitales du Nord, la chasse aux officiers et les perquisitions dans les régions du Sud, la désintégration de toute autorité dans les campagnes d'Ukraine... , avec cette constante, cependant, de pérégrinations plus ou moins longues à travers le pays avant le départ de Russie et qui constituent déjà, aux yeux de nombreux enfants, le début de l'histoire de l'exil.

Réalisée à l'initiative du Bureau pédagogique de Prague qui coordonna l'enseignement des établissements russes à l'étranger, cette collecte de mémoires n'avait fait l'objet que d'une publication partielle dans les années 1920. Les documents rassemblés à Prague puis transférés en URSS à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, à l'instar des nombreuses collections d'archives de l'émigration réunies en Tchécoslovaquie dans l'entre-deux-guerres, ont été par la suite conservés aux Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF). Leur publication, que l'on doit à L. I. Petruševa, archiviste responsable de la collection dite des « Archives de Prague » au GARF, fait l'objet d'une assez vaste introduction qui retrace la mise en place des institutions scolaires russes à l'étranger en s'appuyant, notamment, sur les sources du Bureau pédagogique, et fournit de nombreux éléments tant sur les contributions extérieures à l'œuvre entreprise que sur le personnel et les élèves de ces établissements.

S'agissant, plus précisément, de l'émigration russe en France dans la période encore très imparfaitement connue des années de crise, il faut mentionner la réédition des reportages effectués sur les colonies russes de province, en 1936-1937, par Konstantin Parčevskij, journaliste au quotidien *Poslednie novosti* qui publia ces récits, aujourd'hui réunis dans *Po russkim uglam*. Plus de dix ans après les grandes vagues d'arrivée des réfugiés en France et leur implantation, par groupes plus ou moins importants, dans les grands centres industriels du pays et les régions agricoles du Sud-Ouest, ces reportages, très documentés, esquissent, loin du Paris russe qui a tant contribué à forger la représentation très élitiste de l'émigration, différents portraits collectifs de ces « réfugiés ordinaires », qui se considéraient déjà, d'après l'auteur, comme des immigrés. L'ouvrage rassemble 35 reportages, effectués tantôt dans des villes et des régions où les Russes étaient en nombre relativement important, comme à Lyon, Marseille, dans les vallées industrielles de l'Isère, sur la côte d'Azur, tantôt, au contraire, dans des lieux où ils ne constituaient que des petits noyaux comme à La Rochelle ou à Troie. L'auteur dépeint, à l'épreuve de la crise, certains centres désertés par le chômage, en particulier en Moselle, d'autres plus épargnés, mais tous marqués par la réactivation des formes de solidarité qui avaient caractérisé les premières années d'installation. Il en vient ainsi, au fil des récits, à dresser le profil-type de la colonie russe de province, avec ses hiérarchies internes, ses centres — autour de l'église, de la bibliothèque, de la salle concédée par

l'employeur principal —, ses animations, ses réseaux d'entraide, mettant en évidence la vivacité du lien communautaire, malgré divers signes de « dénationalisation », et son rôle dans cette décennie de nouvelle précarité après les prometteuses années 1920.

Catherine Gousseff

Rachel MAZUY

Croire plutôt que voir ?

Voyages en Russie soviétique (1919-1939)

Paris, Odile Jacob, 2002, 370 p.

Le double titre du livre de Rachel Mazuy trahit l'ambiguïté dont souffre son travail. La formule « Croire plutôt que voir ? » résume, sous la forme prudente d'une interrogation, la réponse qui se dégage d'une enquête sur les voyages de plusieurs centaines de militants ou sympathisants communistes français en URSS entre les deux guerres. Ces voyages sont organisés dans un but de propagande et avec le concours des autorités soviétiques par l'Association des amis de l'URSS, contrôlée par le parti communiste français : il s'agit là d'une forme de « tourisme populaire » qui se rattache au militantisme communiste. L'expérience du voyage en URSS, même si elle tempère parfois l'enthousiasme des militants, n'entame pas des convictions qui ont le caractère quasi religieux d'une foi, ce qui permet de rattacher ces voyages au modèle du pèlerinage. L'objet de cette enquête n'est donc pas l'image de l'URSS chez les communistes français, mais le rôle dévolu au voyage en URSS dans leur parcours militant ; elle devrait représenter à ce titre une intéressante contribution à la psychologie de l'engagement communiste en France entre les deux guerres.

Pour aboutir à cette conclusion, l'auteur a dépouillé, outre les souvenirs et les comptes rendus des voyageurs, un vaste corpus de documents d'archives françaises (celles du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Intérieur) et russes (en particulier celles du VOKS (Vsesojuznoe obščestvo kul'turnoj svjazi s zagranicej — Société fédérale pour les relations culturelles avec l'étranger¹) et de l'Intourist, l'agence nationale qui monopolise le tourisme étranger en URSS), sans compter les collections de *Russie d'aujourd'hui*, organe de l'Association des amis de l'URSS, ainsi que les archives privées et les souvenirs inédits, écrits ou oraux, des participants.

Mais Rachel Mazuy a voulu élargir ce corpus à l'ensemble des témoignages de voyageurs français en URSS, en se donnant un objectif plus vaste, explicité par le sous-titre — « Voyages en Russie soviétique (1919-1939) ». Du coup, elle a substitué à un sujet réel une nébuleuse de sujets mal définis, aux limites et à la problématique très incertaines. Car si l'on peut à la rigueur, malgré la différence de la durée et des conditions du séjour, assimiler au voyage des militants envoyés par le PCF le séjour à Moscou des employés français du Komintern (dans la mesure où ce sont également des militants sélectionnés par le parti), il n'est guère possible de lui trouver un dénominateur commun avec le séjour à Moscou de la petite « colonie française », consti-

tuée spontanément au lendemain de la révolution par des « bolcheviks français », tels Pierre Pascal, ayant délibérément choisi de s'installer au pays de la révolution triomphante, et dont l'enthousiasme est déjà sérieusement refroidi au moment où commencent à s'organiser les premiers voyages de militants. Et, à l'autre extrémité du segment chronologique envisagé, on ne peut guère placer sur le même plan les séjours de formation politique des cadres d'un parti communiste français en cours de stalinisation et les voyages des journalistes envoyés en reportage ou à titre de correspondants permanents, des artistes en tournée ou des intellectuels et des écrivains, comme Gide, personnellement invités par des institutions officielles soviétiques.

En étendant son enquête à ces différentes catégories de voyageurs, l'auteur a noyé son sujet dans une sorte de « phénoménologie du voyage en URSS » en général, sans véritable cohérence scientifique. Les conditions politiques, économiques, institutionnelles de l'organisation des voyages et de son évolution chronologique ne sont mentionnées qu'incidemment, et de façon souvent très imprécise, à propos de telle ou telle étape du parcours, alors que l'on aurait pu souhaiter que l'étude des témoignages serve à l'analyse précise du rôle des acteurs — organismes soviétiques, parti communiste et syndicats français, autorités civiles françaises —, de l'évolution de leurs relations réciproques et des buts poursuivis par chacun d'eux. Il aurait fallu par exemple clarifier les attributions respectives de l'Intourist, entreprise publique « commerciale » créée dans le cadre de l'économie d'État pour gérer le tourisme étranger en URSS, et qui, avec ses hôtels, son personnel de guides et d'interprètes, etc., joue le rôle d'un prestataire de services, et le VOKS, association chargée des relations culturelles avec les pays étrangers, et intermédiaire obligatoire entre les intellectuels, artistes et savants étrangers et leurs collègues soviétiques. L'un et l'autre de ces organismes, bien sûr, sont contrôlés de près par le parti et utilisés par la police politique. Mais elles fonctionnent selon des logiques différentes, qui peuvent parfois les mettre en conflit. Tout ceci aurait gagné à être dit plus clairement et mieux utilisé pour l'interprétation des témoignages.

Faute de cohérence dans la problématique, on risque de ne retenir de l'abondant matériau réuni par Rachel Mazuy, outre la thèse centrale que formule son titre, qu'une collection de cas particuliers parfois révélateurs, mais souvent purement anecdotiques.

1 – La traduction courante de *vsesojuznyj* par « panunioniste » ne paraît pas très heureuse.

Michel Aucouturier

Frédéric BERTRAND

**L'anthropologie soviétique des années 20-30 :
configuration d'une rupture**

Pressac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2002, 344 p.

Le livre de Frédéric Bertrand se présente comme une étude anthropologique, basée sur la consultation d'archives et sur des entretiens, d'une période considérée

comme charnière pour l'ethnographie soviétique, époque de purges et de « marxisation » de la fin des années 1920 et des années 1930. Le projet de l'auteur est de déconstruire la notion de rupture, associée à la période de stalinisation de la science, de la démythifier par une description minutieuse des événements, des discours et stratégies des chercheurs. Frédéric Bertrand s'applique à décrire les moyens par lesquels les ethnographes ont utilisé plusieurs discours de légitimation de leur discipline, en particulier celui de la rupture avec la science bourgeoise, dans un contexte mouvant et dangereux. Pour ce faire, l'auteur fait un large usage des concepts de la sociologie des sciences, en particulier ceux promus par Michel Callon et Bruno Latour, visant à ouvrir « la boîte noire » de l'ethnographie soviétique et à en dédramatiser l'histoire. Il en conclut que, malgré les tragédies personnelles, les ethnographes ont réussi à préserver leur discipline, ainsi que ses concepts et méthodologies fondamentales, et qu'il est dès lors impossible de parler d'« ethnographie soviétique » ou d'« ethnographie marxiste ». Le livre rompt avec un discours interne à la discipline qui explique et écrit son histoire en fonction du traumatisme, tant humain que scientifique, des années 1930.

Si la thèse de la continuité nous semble intéressante, c'est parce qu'elle permet, par exemple, l'analyse de la pérennité de notions comme l'ethnos ou de méthodologies privilégiant les études de terrain. Le parti pris de Frédéric Bertrand ne se situe pourtant pas dans une perspective d'explication des convictions et des traditions scientifiques propres à l'ethnographie russe, même si son livre (et en particulier la troisième partie) fournit de nombreuses informations et analyses à ce sujet.

L'auteur réussit par la micro-analyse à « normaliser » l'étude de la science soviétique, sujette comme partout ailleurs à la vie de laboratoire avec ses compromis, ses actes d'allégeance et ses recherches d'autonomie. Mais le livre tend finalement à démontrer l'évidence du fait que, pointés du doigt par le pouvoir, les ethnographes ont tenté à tout prix de sauver leur discipline et leurs vies, qu'ils se sont placés dans un espace brouillé entre compromission et recherche de préservation de leur indépendance. La question de savoir si la politique répressive du régime a pu paradoxalement avoir comme effet une crispation des chercheurs sur leurs outils d'analyse traditionnels n'est pas vraiment posée.

Surtout, un des problèmes de la méthodologie ici utilisée est qu'elle offre finalement une histoire des sciences strictement internaliste. Aussi, si Frédéric Bertrand affirme à plusieurs reprises qu'il est impossible de strictement délimiter la sphère scientifique de celles du social et du politique, ces deux dernières apparaissent trop peu. Les ethnographes sont rarement placés dans l'espace social et surtout politique, la politique des nationalités et le travail d'expertise auquel ils sont conviés sont peu décrits ; enfin leurs convictions et leur travail scientifiques sont presque exclusivement traités en termes de stratégie. Alors que les thèmes abordés et l'analyse du travail des ethnographes sont fondamentaux pour une juste compréhension de ce que fut l'Union soviétique et que l'auteur offre sur ce point des informations très utiles, il est difficile pour le lecteur d'en mesurer l'enjeu. Aussi ce dernier aurait-il été intéressé, au-delà d'une description visant avec raison à normaliser l'histoire de la discipline et à décrire la science telle qu'elle se fait, à en saisir les discussions. Et il n'est pas sûr que dans cette perspective, les changements de paradigmes exigés par le pouvoir soviétique aient été si peu porteurs de sens.

Normaliser peut tout aussi bien signifier expliquer les débats, en les reliant en particulier à des problématiques sur la constitution des sciences sociales et sur leur rapport à la construction politique. Enfin le choix, qui n'était pas celui de la thèse, de s'en tenir presque exclusivement à des analyses de discours et de n'aborder que très peu les processus concrets d'institutionnalisation, ne permet pas de prendre la mesure réelle des problèmes de légitimation et de constitution disciplinaire auxquels la génération d'ethnographes décrite ici a dû s'affronter.

Juliette Cadiot

Julie A. CASSIDAY

**The enemy on trial :
early Soviet courts on stage and screen**

DeKalb, Northern Illinois University Press, 2000, 260 p.

Dans cet essai fortement original, Julie A. Cassidy montre comment, dans les années 1920, le théâtre et le cinéma d'avant-garde sont utilisés comme véhicules de la propagande officielle soviétique en mettant en scène des simulacres de procès publics. La création de l'Homme Nouveau et l'éducation des masses au nouvel ordre social passent par la stigmatisation d'un ennemi public qui permet de renforcer le procès de l'État contre ceux que celui-ci désigne comme criminels, politiquement dangereux, contre-révolutionnaires, etc. L'auteur observe ainsi une convergence des paradigmes théâtraux et cinématographiques dans ces « procès-fiction ».

Julie Cassidy retrace dans l'introduction les origines de la « théâtralité révolutionnaire », avec les apports successifs de Vjačeslav Ivanov, Nikolaj Evrejnov et Platon Keržencev, théoricien du *proletkul't*, qui font du théâtre le creuset de la révolution ; puis celles, mieux connues, du cinéma, « le plus important des arts » pour Lenin, et son apport théorique à la révolution. Très vite, le nouveau pouvoir réalise le formidable impact du tribunal sur les masses ainsi que le potentiel à la fois dramatique et éducatif des procès politiques. En effet, les nouveaux fonctionnaires du gouvernement soviétique ont souvent été jugés dans le cadre de tels procès avant 1917 et sont conscients de la publicité que ceux-ci offraient à la cause révolutionnaire. Ces « précédents impériaux » sont décrits dans le premier chapitre, avec notamment le procès de Vera Zasulič en 1878. L'auteur fait ressortir toute la théâtralité de cet événement, l'empathie et l'identification du public avec l'accusée qui fait figure de martyre. Elle évoque ensuite rapidement les premiers procès de l'ère bolchevique (1918), calqués sur ceux de la Révolution française. En 1918, Dziga Vertov commence à tourner des actualités filmées intitulées « Kinonedelja » qui couvrent un certain nombre de procès. En 1922, le procès des SR marque le début des vrais procès-spectacles qui mettent en avant le rôle des spectateurs et encouragent une participation forte de l'audience, dans le but d'effacer la frontière entre la scène et la vie réelle. Le public, étroitement contrôlé, est appelé à participer au verdict. Vertov couvre ce procès dans « Kinopravda ».

Le deuxième chapitre est consacré à l'*agitsud* (tribunal de propagande) qui fonctionne de 1922 à 1928 environ. Destiné à éduquer les masses, l'*agitsud* consiste en une séance de tribunal mise en scène au théâtre. Pour émouvoir davantage, il utilise le biais du mélodrame. Au moyen de procès-modèles (*pokazatel'nye processy*), les bolcheviks visent à faire jouer aux citoyens un rôle déterminant dans l'exercice de la justice prolétarienne. Pour renforcer l'impact de propagande du procès public, l'objectif est de basculer de la stigmatisation d'un ennemi externe (comme dans le procès des SR), à celle d'un ennemi interne. Ainsi le procès public, au théâtre, est censé atteindre le spectateur au cœur de sa vie quotidienne et accroître sa vigilance pour l'amener à découvrir toutes les formes d'activités et d'attitudes contre-révolutionnaires. Démasquer l'ennemi dans le cadre d'un procès amène l'accusé à confesser son crime, à se repentir de ses méfaits, puis à demander sa réintégration dans la société. Ainsi est reproduit le rituel religieux de l'orthodoxie russe. Le triple paradigme nécessaire à la création de l'Homme Nouveau est en place. Le spectateur de ce simulacre de procès est encouragé à y participer activement en tant que jury. Ouvrier ou paysan le plus souvent illettré, il est extrêmement malléable et a tendance à confondre l'*agitsud* avec un « vrai » procès. Le spectateur doit s'identifier à l'accusé sur scène, découvrir en son for intérieur le même potentiel criminel et formuler la même autocritique. Le motif d'accusation relève le plus souvent, à cette période, de déviations d'ordre moral et social — inefficacité dans le travail, débauche, alcoolisme, tabagisme, « arriération », etc. —, et le but de l'*agitsud* est d'inculquer au spectateur une nouvelle moralité socialiste. Dans ces simulacres de procès, le comportement déviant de l'inculpé est imputé au mode de vie de l'Ancien Régime. Des origines prolétaires, un désir manifeste de repentance et la gratitude envers les autorités soviétiques assurent à l'accusé la reconnaissance de son innocence.

Moyen de propagande particulièrement efficace, l'*agitsud* disparaît à la fin des années 1920. Son déclin commence vers 1925, au moment où les films de fiction qui mettent en scène des procès acquièrent plus de visibilité (chapitre 3). L'activité cinématographique est étroitement encadrée par Anatolij Lunačarskij, commissaire à l'Éducation, qui prône le mélodrame comme genre le plus propre à séduire l'audience populaire. Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié des années 1920 que ces films reprendront à l'écran des thèmes proches de ceux de l'*agitsud* (en désignant comme accusés paysans et prolétaires sortis momentanément du droit chemin, *byvšie ljudi*) avant d'élargir la catégorie des ennemis aux petits bourgeois, bureaucrates, etc. Julie Cassiday développe plusieurs analyses de films offrant une possibilité de confrontation entre *agitsud* et mélodrame-fiction : *Le cordonnier de Paris* (Friedrich Ermler, 1927), *Saba* (Mihail Čiaurali, 1929), *Le bureaucrate du gouvernement* (Ivan Pyr'ev, 1930). Il en ressort que si, au début des années 1920, on observait une prédominance du théâtre, vers la fin de la décennie se produit un effet de bascule, et le cinéma l'emporte définitivement.

L'auteur montre ensuite (ch. 4 et 6) que les premiers « vrais » grands procès publics de la fin de la décennie (affaire de Chakhty/1928, procès du parti industriel/1930, procès des Metro-Vickers/1933) intégreront en retour des éléments tirés de la mise en scène théâtrale ou cinématographique : accusés sous contrôle, aveux appris par cœur, interrogatoires préparés d'avance. Cette interaction constitue l'une des

thèses de l'auteur selon laquelle le public aurait dès lors assimilé d'avance, par le biais de la fiction, la mise en scène des grands procès à venir de 1936-1938, notamment ceux de Buharin et de Rykov. Au travers de la fiction, le schéma unique du juge, du criminel et du spectateur (dont la participation active au procès est l'un des éléments essentiels du spectacle) aura permis à l'institution du procès public d'atteindre — comme un signe avant-coureur — le pays tout entier.

L'approche globale de l'ouvrage est très marquée par les *cultural studies* et la sémiologie, ce qui rend parfois le style obscur et un peu jargonnant, mais le lecteur est séduit par la grande érudition dont fait preuve Julie Cassiday. Ses analyses de films, enlevées et incisives, sont un régal, notamment celles des *Aventures extraordinaires de Mr. West au pays des bolcheviks* de Lev Kulešov, ou de *La carte du parti* de Ivan Pyr'ev. Pour le théâtre, citons son étude très originale de *La punaise* de Vladimir Majakovskij. Le mérite principal de l'ouvrage est d'apporter un éclairage original sur la genèse des grands procès dans l'imaginaire du spectateur, même si la thèse de l'auteur peut paraître provocatrice.

Martine Godet

Natacha LAURENT

L'œil du Kremlin :
cinéma et censure en URSS sous Staline
 Toulouse, Privat, 2000, 286 p.

Dans cet ouvrage, Natacha Laurent, chercheur à l'université de Toulouse, décrit le rôle et les fonctions des institutions cinématographiques soviétiques à l'époque stalinienne. L'image nuancée qu'elle donne de l'évolution du cinéma entre 1928 et 1953 suppose une analyse patiente des multiples circuits « kafkaïens » du système de censure en URSS. Sous cet angle, l'étude du cinéma remet l'accent sur la nécessité de bien comprendre l'expérience stalinienne dans ce domaine. Les étapes chronologiques et la fonction stratégique de ces institutions sont successivement abordées, montrant comment le cinéma devient un enjeu essentiel pour l'administration soviétique. L'historienne, dans une perspective plutôt soviétologique, identifie les principaux circuits de la censure exerçant en amont un contrôle sur la production cinématographique, pour s'efforcer ensuite d'analyser leurs modes de fonctionnement en aval et d'évaluer la nature de l'ensemble de leurs relations entre, successivement, le Comité central du parti, la Direction de l'Agitprop, le ministère du Cinéma, les principaux studios, etc. L'auteur, reprenant des travaux anglo-saxons pionniers (Ian Christie, Peter Kenez, John Rimberg, Richard Taylor...), décrit le cadre organisationnel, tel qu'il put se développer dès 1917, ses fonctions de contrôle montrant les distorsions entre les objectifs d'une politique du cinéma unique en son genre et les effets du système de censure après 1922.

Les années 1930 marquent un tournant dans l'instrumentalisation politique du cinéma par le régime stalinien. Au travers de *Čapaev*, film emblématique de cette période réalisé par les frères Vasil'ev, le réalisme socialiste scelle à partir de 1934

un pacte entre l'art et l'État-parti, interprétant désormais toute esthétique en fonction de critères idéologiques. Le cinéma se doit de fournir des modèles de conduite et de participer à la construction de l'Homme Nouveau. Mais l'État-parti ne définit pas toujours des critères uniformes. Ses décisions sont loin d'être appliquées dans les faits et s'accommodent aussi d'arrangements à tous les niveaux du système. Les résolutions sont l'enjeu d'institutions rivales. Peu instruits, les nouveaux cadres staliniens, soucieux de conserver leurs prérogatives et leurs postes, sont plus enclins à agir ponctuellement que dans une perspective de long terme. Pour la censure, le cinéma est à la fois un objet de contrôle et un sujet de préoccupations. Comment appréhender l'ensemble de la filière ? À lire ces chapitres, on ne peut que s'interroger sur le degré de consensus prévalant, dans le système stalinien, au sein de l'ensemble de la filière cinématographique, dont les intérêts restaient divergents, du scénario à la post-production. En cas de désaccords, l'autorité politique apparaît comme un intermédiaire, parfois bienveillant, entre l'administration du cinéma et les représentants des cinéastes. Les campagnes idéologiques fondées sur des proclamations et des interdictions s'accompagnaient aussi de non-dits.

En interrogeant une fonction plus politique du cinéma en URSS, l'ouvrage n'évite pas l'ensemble de ces non-dits propres au totalitarisme, ni les stratégies de compromission de la profession. Quelle fut l'attitude réelle des professionnels, apparemment favorables (p. 55) à l'arrestation de Šumjackij, directeur du cinéma, au moment des grandes purges de 1937 qui finiront par toucher un certain nombre d'autres cadres du régime ? Quelles étaient les réelles marges d'autonomie de certains cinéastes dans leurs projets et réalisations ? De ce point de vue, le chapitre 9 (1946-1948), rapporté à la période relativement courte de l'après-guerre sur la « disparition progressive des espaces d'autonomie », semble moins convaincant. Comme le rappellera ultérieurement le cinéaste Chris Marker : « La vie elle-même était devenue un film de fiction »¹. La complexité des comportements n'est guère explorée sinon au travers de quelques rares personnalités (Romm, Pyr'ev...), ou abordée uniquement du point de vue de la position idéologique des principaux acteurs. Comment enfin discerner les pratiques de double langage ? Pouvait-il en être autrement à moins de croiser a posteriori sources orales (à partir d'acteurs survivants de la période) et sources écrites pour mieux décrypter ces différents régimes de censure ? Qu'en est-il aussi des controverses politiques sur le statut commercial à donner au cinéma après 1928 où les critères de bonne gestion doivent primer avant tout ? On peut se demander si l'élimination progressive de *Mežrabpom* et d'un pan du cinéma privé a permis de construire une industrie nouvelle du cinéma, engluée dans les problèmes de planification soviétique et ses échecs. Dès les années 1930, la notion d'« *entertainment* » n'est-elle pas devenue sous sa forme soviétisée, à l'instar de son concurrent hollywoodien, un nouveau mode de régulation sociale ? Récemment promu, Šumjackij se rendra ainsi en délégation à Hollywood pour évaluer ces enjeux et projeter un « *Kinogorod* », une ville utopique dédiée au cinéma à l'instar de son modèle américain. Ces évolutions significatives, contemporaines de l'émergence graduelle d'une société des loisirs, deviennent repérables grâce au cinéma en URSS.

Mais le prisme d'une lecture par le biais des institutions rend souvent l'historienne prisonnière d'une lecture par le haut (Comité central, parti...). Ces direc-

tives ne rendent pas compte de l'accueil, populaire ou non, fait à ces films par le public. Pourtant « la frontière entre censeurs et censurés était assez floue », conclut Natacha Laurent plus loin (p. 253), mais alors, que dire de la réelle porosité de ces institutions ?² Ou des goûts d'un public plébéianisé, tourné vers une culture cinématographique à la fois plus populaire et plus authentique ?³ Certains autres points de l'ouvrage mériteraient une réflexion plus approfondie ; sur le rôle par exemple du cinéma dans les autres républiques où différents thèmes nationaux (comme *Elisso* de Šengelaja dès 1928 en Géorgie) peuvent être selon le contexte traités plus librement⁴ ; ou sur les clivages générationnels au sein de la profession. Spécialiste de la *ždanovščina* dans le cinéma⁵, Natacha Laurent explicite cette période de 1946-1948 qui exacerbera les rivalités au sein du parti pour durcir le système stalinien. Sa contribution nous permet de distinguer, dans la sphère culturelle, le stalinisme fondateur des années 1930 de celui de l'après-guerre, qui retrouvera un nouveau souffle. Insidieux, figé dans ces institutions qui le façonnèrent dès 1928, ce « stalinisme culturel » perdurera encore longtemps en dépit des évolutions sociales. Ces transformations, auxquelles le cinéma participe grandement, ont fini peu à peu par ouvrir l'espace public et dérouter les principales instances de contrôle dominées par Bol'šakov. Professionnalisées, celles-ci ont autorisé, selon les périodes de son histoire, le cinéma soviétique à participer à une forme de renaissance sociale. Les cinéastes ont su s'accommoder de ces lieux de censure pour les contourner⁶.

Une lecture plus filmique de la période, ce qui n'était pas le propos initial de l'auteur, l'aurait aidée à dynamiser certaines de ses thèses sur le bilan de l'ère stalinienne et ses perspectives durables⁷. Dans un contexte de guerre froide et de désinformation, la diffusion de films d'un genre nouveau sous un habillage hollywoodien, comme *Quand passent les cigognes* de Mihail Kalatozov, primé à Cannes en 1957, a servi de vitrine pour le pouvoir soviétique. Pointant les nouveaux traîtres dans la société, ces œuvres de l'après-guerre incarnent à leur manière un stalinisme de type différent et cimentent d'autres valeurs de cohésion sociale. En tant que contre-société, le cinéma contribue aussi à amorcer peu à peu un effondrement graduel du système stalinien si l'on pense à une comédie musicale prémonitoire d'El'dar Rjazanov de 1956, *La nuit du carnaval*, satire de la bureaucratie. Après la disparition du dictateur, le cinéma se fait davantage l'expression de la société que du régime. L'Union des cinéastes, créée après le XX^e Congrès de 1956, pourra servir ultérieurement de contre-pouvoir, mais les cinéastes, majoritairement, ne rentreront pas en dissidence comme certains écrivains de cette époque. Rétrospectivement, le récent film de Aleksej German *Khroustaliev ma voiture !* réexamine cette période de 1953 sous l'angle d'un chaos fondateur. On connaîtra aussi le destin ultérieur de films plus introspectifs écartés par la censure comme ceux de Iosseliani, Tarkovskij, Paradžanov, Kobahidze et d'autres⁸.

Bien documenté, à partir d'une lecture nouvelle et précise d'archives restées jusqu'ici inaccessibles, l'ouvrage de Natacha Laurent, en continuité avec une réflexion déjà engagée par d'autres historiens sur les institutions soviétiques, élargit nos connaissances d'un pan de cette histoire culturelle restée encore obscure où « l'ordre rigoureux, bureaucratique et implacable de la censure était en réalité le résultat d'un processus dans lequel l'improvisation et l'irrationalité n'avaient pas

complètement disparu » (p. 256). Mais, clair/obscur, le cinéma a aussi contribué, dans une représentation critique, à montrer l'envers du décor.

- 1 – Kristian Feigelson, « L'histoire revisitée au cinéma, à propos d'Alexandre Medvedkine », in *Recherches sur Chris Marker*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2002, p. 119-131 (*Théorème*, 6)
- 2 – Cf. Marc Ferro, « Y a-t-il "trop de démocratie" en URSS ? », *Annales E.S.C.*, 4, juillet-août 1985, p. 811-827.
- 3 – Cf. Richard Stites, *Russian popular culture. Entertainment and society since 1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- 4 – Kristian Feigelson, « Le cinéma géorgien à la croisée des générations », *Les Cahiers de la Cinémathèque*, 67-68, décembre 1997, p. 57-65.
- 5 – Natacha Laurent, « La jdanovtchina dans le cinéma », *Les Cahiers de l'IHTP*, 35, décembre 1996, pp. 73-82 (dans un numéro intitulé : « Pour une nouvelle historiographie de l'URSS », sous la direction de Nicolas Werth).
- 6 – Bernard Eisenschitz, ed., *Gels et dégels. Une autre histoire du cinéma soviétique, 1926-1968*, Paris, Éditions du Centre Pompidou/Mazzotta, 2002, 216 p.
- 7 – À cet égard, les travaux d'Éric Schmulevitch, ignorés ou jamais cités ici, permettent d'élargir cette réflexion initiale sur les institutions, cf. *Réalisme socialiste et cinéma. Le cinéma stalinien (1928-1941)*, Paris, L'Harmattan, 1996, 283 p.
- 8 – Cf. sur cette période post-stalinienne, différents articles dont ceux de Mihail Kobahidze, « Blanc et noir », *Cahiers d'Europe*, 2, décembre 1997, et Martine Godet, « Censure et scénario dans le cinéma soviétique. 1955-1985 », in *Les institutions de l'image*, sous la direction de Jean-Pierre Bertin-Maghit et Béatrice Fleury-Vilatte, Paris, EHESS, 2001, p. 147-159.

Kristian Feigelson

Lennart SAMUELSON

Plans for Stalin's war machine : Tukhachevskii and military-economic planning 1925-1941

Basingstoke, MacMillan, 2000, 267 p.

Lennart Samuelson has written a comprehensive account of Soviet military planning from the mid 1920s until the outbreak of the Second World War. He uses materials from the formerly secret archives to obtain a behind-the-scene's view of the political economy of Soviet military planning. Samuelson's book is the fourth significant book on the Soviet military economy published over the past six years (see Simonov, Barber and Harrison), providing the most detailed account of the origins of the Soviet military-industrial complex.¹ It also links to Mark Harrison's study of the Soviet military economy during World War II.² As a consequence of these publications, we have moved from a patchy knowledge of top-level decision making in the Soviet military complex to a body of knowledge that compares with the civilian economy.

Samuelson's story focuses on three pivotal figures — Stalin, K. Voroshilov, and M. Tukhachevskii. Voroshilov, the commissar of defense, is presented as a professional bureaucrat, easily intimidated; Tukhachevskii as the far-sighted military strategist, who designed the modern Soviet Red Army; and Stalin as the

dictator who vacillates between admiration and scorn for the independent-minded Tukhachevskii, who suffered the typical fate of strong-willed leaders under Stalin — execution. As the title suggests, the author focuses on the creation of the system of military planning. Samuelson explains that military planning was comprised of “plans for war” and “mobilization requests” that were only loosely integrated into national economic plans. The plans for war were devised by the military, largely under Tukhachevskii’s direction. These plans spelled out the needs of the military during the first year of war and then for subsequent years of war. National economic plans and mobilization requests were supposed to be based on these plans for war. Drawing up the various plans of war was complicated by the fact that, although there was a consensus that war was inevitable, the enemy could not be identified so easily. Thus various plans of war anticipated Japan, Poland, or Romania (backed by France) as potential combatants. Only late in the game was the eventual protagonist — Nazi Germany — identified. Not knowing the enemy or the duration of hostilities made military planning extremely uncertain, raising doubts that military planning was even possible. The actual planning of defense eventually fell upon the defense industry administration of *Gosplan*, which remained under civilian rule, despite the military’s attempt to direct it. The actual military plan was, in reality, comprised of the defense budget, which had to compete for resources with other budget claimants and of mobilization orders that were negotiated between the military and the defense industry administration of the commissariat of heavy industry. The relationship between the military and the commissariat of heavy industry under S. Ordzhonikidze was complex. The military supported Ordzhonikidze’s claims for more resources for basic heavy industries, under the assumption that military power depends on steel, coal, and transportation equipment. The military and Ordzhonikidze, however, disagreed on specifics with Ordzhonikidze attempting to avoid difficult defense orders.

The mobilization orders were the true defense plans, just as the quarterly plans were the true operational plans of the economy. Despite the priority of defense orders, there were dramatic failures in their fulfillment, such as disastrous results for tank production in 1932, and the massive failure to fulfill the 1937 mobilization requests. There was no first five-year plan for defense, and the second five-year plan for defense was drafted by *Gosplan*’s defense sector with great difficulty. Much defense planning took place outside of the formal planning hierarchy in informal meetings in Stalin’s study. Military budgets were not met, and the impression that one gains from Samuelson is that planning for war was as chaotic as planning for industrialization.³ Military planning was complicated not only by the natural uncertainty of international politics, but also by secrecy issues. Often plans for war were prepared in only three copies that ordinary civilian planners never saw.

Samuelson has written an admirable book. It is concise and provides a coherent account of the manner in which the top Soviet leadership stumbled towards a system of military planning. Several decades back, we knew virtually nothing about this subject. The team headed by Abram Bergson to calculate Soviet growth had to rely on bits and pieces of random information to estimate defense spending.⁴ Samuelson now routinely provides detailed breakdowns of defense

budgets, production targets, and the like, which can be used to revise these calculations. If Samuelson's book contains a major surprise it is that plan failures in the defense sector may have been just as large as in the civilian sector despite the overwhelming priority of defense. Supposedly, the strength of the administrative command system was its ability to meet priority targets; yet Samuelson shows that general failures of the civilian economy translated into major failures in the defense sector.

1 – Nikolai Simonov, *Voenno-promyshlennyi kompleks SSSR v 1920-1950e gody* (Moscow: Rosspen, 1996); John Barber and Mark Harrison, eds, *The Soviet defense-industry complex from Stalin to Khrushchev* (London: MacMillan, 1998).

2 – Mark Harrison, *Accounting for war: Soviet production, employment, and defense burden, 1940-45* (New York : Cambridge University Press, 1996).

3 – For an account of civilian planning also based on the archives, see: Paul Gregory, *The political economy of Stalinism* (Cambridge, forthcoming), chap. 8.

4 – Abram Bergson, *The real national income of Soviet Russia since 1928* (Cambridge, MA: Harvard University Press, 1961).

Paul Gregory

Sabine DULLIN

**Des hommes d'influences :
les ambassadeurs de Staline
en Europe, 1930-1939**

Paris, Payot, 2001, 383 p.

Avec ce livre qui donne à lire l'essentiel de sa thèse, soit beaucoup plus en réalité que ne laisse deviner le titre donné à l'ouvrage, Sabine Dullin se fixe un double objectif : proposer une histoire aussi précise que possible de la diplomatie soviétique dans ses relations avec l'Europe occidentale et la Société des Nations entre 1930 et 1939 et, ce faisant, briser les lectures convenues et longtemps dominantes de la politique extérieure soviétique, soit en termes de primat de l'idéologie, soit en termes de logique d'État. Au fil d'un plan qui alterne les synthèses thématiques et le récit des périodes clés d'une époque riche en tensions, l'auteur apporte en effet une lecture profondément renouvelée de la diplomatie multilatérale portée par Maksim Litvinov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères de 1930 jusqu'à son éviction en mai 1939. On assiste à la genèse d'un « communisme impérial » qui, malgré la tentation permanente de l'isolationnisme, parvient à peser de façon décisive dans les jeux de balancier entre puissances, en prenant habilement en compte les nouveaux défis économiques de l'après-guerre, énergie et matières premières notamment. L'enjeu principal est bien entendu le « triangle géopolitique » URSS/France/Allemagne.

Parmi les moments forts de l'ouvrage, on peut souligner la présentation des divergences d'analyse sur le nazisme, opposant notamment Litvinov aux dirigeants du Komintern, puis le récit équilibré et affiné de l'évolution qui mena de la guerre d'Espagne au Pacte germano-soviétique, avec en filigrane les premières purges, la

désorganisation du système de renseignement civil et militaire, le renforcement progressif du sentiment xénophobe, anticapitaliste et obsidional aux sommets de l'État et du parti communiste. Mais l'auteur démontre aussi, ce qui est moins connu, combien l'entrée de l'Union soviétique dans la Société des Nations, succès d'une « politique d'image » efficace, fut un moment important de la légitimation de l'URSS, et consacra le double échec de l'anticommunisme d'État suisse et de la résistance internationale des émigrés, qu'ils soient russes blancs, ukrainiens, géorgiens ou arméniens, ou encore trotskistes. La description précise des méthodes utilisées par la diplomatie soviétique pour influencer gouvernements et journalistes, particulièrement à Genève et à Paris, et organiser savamment les « fuites », donne lieu à de savoureuses pages d'histoire de l'opinion et de la propagande.

Tout juste peut-on regretter l'absence de mise en perspective avec les objectifs et les méthodes de la diplomatie tsariste dont Trockij, comme le rappelle Sabine Dullin, avait affirmé la nécessité de « fermer la boutique ». La comparaison entre ancienne et nouvelle Russie, qui vient naturellement à l'esprit à propos de « l'abominable vénalité de la presse » (on sait que la corruption en faveur des emprunts russes avait été révélée dans les années 1920 par l'ancien conseiller secret de l'ambassade russe à Paris), est certes aussi ancienne que la révolution bolchevique elle-même. Mais les perspectives de l'histoire longue n'en pourraient pas moins être renouvelées par les sources explorées dans ce livre.

Dans une perspective plus large que la dizaine d'années que couvre son étude proprement dite, Sabine Dullin s'attache à expliciter ce qu'a pu être le « service de l'État » bien particulier des diplomates soviétiques. Elle montre comment, malgré son entrée au Comité central, Litvinov avec son équipe largement formée d'élites « bourgeoises » ne parvint jamais à s'imposer parmi les proches de Staline. Au sommet du pouvoir, les luttes d'influence entre le parti, l'Intérieur, les Affaires étrangères, l'armée, le Komintern, évoluèrent vers toujours plus de cloisonnement et de contrôle personnel par Staline, pour aboutir dans les années 1938-1939, au prix d'une épuration massive, à une diplomatie gérée directement par le NKVD et le Comité central. L'auteur utilise des échelles d'observations très maîtrisées, passant d'itinéraires personnels (au premier rang desquels celui de Litvinov, que l'on suit jusqu'à sa mort en 1951) à l'étude d'un corps diplomatique de quelques centaines d'hommes (et de rares femmes, telle Aleksandra Kollontaj). Elle montre bien la naissance de nouvelles normes de comportement propres aux diplomates soviétiques et la manière dont se forge l'identité d'un corps dans les conditions matérielles et politiques difficiles du terrain capitaliste. Elle met aussi au jour les ambiguïtés du contrôle interne par les cellules du parti, les dénonciations, la dégradation de l'ambiance morale au fur et à mesure que se déroulent les premières purges et qu'apparaissent les premières défections.

Sabine Dullin propose ainsi de comprendre les décisions diplomatiques à travers une « grammaire » de décodage du monde extérieur par les acteurs, grammaire complexe dont les règles combinent, consciemment ou non, principes idéologiques, réalisme militaire et économique, et enjeux personnels. On accède ainsi à l'intelligibilité historique de ce que Paul Nizan, l'un des observateurs les plus intelligents de la politique menée par Litvinov auquel il avait consacré un portrait élogieux, qualifiait en 1939, immédiatement après le Pacte germano-soviétique, de

« pouvoir politique du mensonge », regrettant d'ailleurs que les dirigeants français du PCF ne soient pas à la hauteur du « cynisme politique » des Soviétiques et en tirant les conséquences par sa démission du parti. Appuyé sur des dépouillements considérables d'archives russes, françaises et suisses particulièrement variées et sur une lecture scrupuleuse des ouvrages et publications de documents parus depuis 1991, *Des hommes d'influences* s'affirme comme une contribution importante non seulement à l'histoire des relations internationales, mais aussi à l'historiographie, actuellement en plein renouvellement, de la décision et du pouvoir d'État en URSS.

Sophie Cœuré

Sheila FITZPATRICK

**Le stalinisme au quotidien :
la Russie soviétique dans les années 30**

Paris, Flammarion, 2002, 415 p.

La traduction en français de cet ouvrage paru en 1999 aux États-Unis permettra à un large public de prendre connaissance des travaux récents d'une des historiennes de l'URSS les plus fécondes de sa génération. Après avoir étudié notamment l'enseignement et la mobilité sociale dans l'entre-deux-guerres, la « Révolution culturelle » (1928-1931) et dernièrement l'attitude des campagnes face aux transformations des années 1930¹, Sheila Fitzpatrick revient sur cette décennie pour décrire et analyser « la vie ordinaire en des temps extraordinaires », cette fois dans les villes russes. Pour mener à bien cette tâche immense, elle met à profit plus de trente années consacrées à l'histoire sociale de l'Union soviétique ; une réflexion épistémologique accompagne en permanence le récit, illustrant le rapport étroit qui doit lier, ici plus qu'ailleurs, l'objet à la méthode. Ainsi l'omniprésence de l'État (entendu comme État-parti) l'a-t-elle poussée à adopter une définition inhabituelle du « quotidien » : celui-ci recoupe « l'ensemble des interactions quotidiennes impliquant l'État à un degré ou à un autre », et exclut certains aspects qu'on pourrait s'attendre à voir développés ici (vie privée et loisirs). L'enchaînement des chapitres thématiques permet au lecteur de s'immerger par paliers dans cet univers déroutant, en découvrant successivement l'arrière-fond idéologique et politique, les difficultés matérielles, les modèles de réussite et les formes d'exclusion, les drames familiaux et, pour finir, les modes de surveillance et de répression — jusqu'à plonger dans l'irrationnel de la terreur de 1937-1938. La perception « d'en bas » du stalinisme met l'accent sur les individus, leurs « formes de comportement » et leurs « stratégies personnelles ». Quelques lignes ne suffisent pas pour résumer une réalité aussi complexe, dont l'étude mobilise une grande variété de sources : archives — y compris provinciales —, témoignages directs — écrits intimes et autobiographiques —, ou indirects (on notera ici le précieux apport du « Projet de Harvard » réalisé après la guerre auprès d'ex-citoyens soviétiques réfugiés aux États-Unis), presse et publications de l'époque, que complète un large horizon de références tirées de cinquante années de soviétologie et d'historiographie (les

recherches dirigées par Sheila Fitzpatrick elle-même à l'université de Chicago fournissant une contribution majeure).

Le constat de départ, incontournable, est que la société russe des années 1930 est tout entière construite sur la pénurie, résultat d'une politique désastreuse — la collectivisation forcée des campagnes, la suppression du réseau de commerce privé, et la priorité absolue accordée à l'industrie lourde. En conséquence, le manque de produits alimentaires (cependant moins grave dans les villes que dans les campagnes), la crise du logement (liée à l'exode rural provoqué par les famines), les difficultés à se procurer certains objets usuels (chaussures, couteaux et autres ustensiles en métal) constituèrent des phénomènes douloureusement ressentis par la population, qui subissait alors les files d'attente et le rationnement (généralement considéré dans l'opinion comme un moindre mal), l'introduction du passeport intérieur (1932), mais aussi le discours officiel sur « l'avenir radieux », dont il ne faut pas négliger l'impact sur la faculté de résignation générale, ainsi que sur l'enthousiasme de certains activistes, des jeunes en particulier. La forte baisse du niveau de vie par rapport aux années de la NEP produisit deux effets à long terme sur le comportement du citoyen soviétique moyen : d'une part l'accès aux biens devint la motivation première de son existence, d'autre part le *blat*, « système de relations personnelles » (qu'on peut aussi traduire en français par « piston », mais il s'agit d'échanges d'égal à égal), et la recherche de protecteurs furent les moyens les plus répandus pour se procurer aliments, vêtements, appartement, soins médicaux, inscription à l'université, promotion, voiture, datcha, etc. Ainsi se mit en place un « État paternaliste » qui allait perdurer bien longtemps après la mort de Stalin — la formule « État-providence » employée en conclusion est peut-être plus discutable.

Les phénomènes d'ascension sociale sont eux aussi relus à la lumière de ce contexte de pénurie. En effet l'accès aux biens apparaît comme le moteur principal des aspirations de promotion, même si une autre dimension a pu jouer : le désir d'accéder à la culture, sinon à la gloire — dont témoigna l'engouement de la plupart des stakhanovistes pour les études supérieures, conformément à une sorte de marché implicite avec le régime. Devenus ingénieurs, enseignants, dirigeants locaux ou nationaux, les promus des années 1930 ont à la fois intériorisé l'idéal de progrès du régime (ils se considéraient comme l'avant-garde d'un mouvement qui ferait sortir l'ensemble du pays de « l'arriération »), et la hiérarchie des privilèges qui les séparait désormais du lot commun — car elle paraissait nécessaire à l'émancipation future de tous leurs concitoyens. Les récits fabuleux des exploits des héros soviétiques (aviateurs, explorateurs polaires) et la publicité pour de nouveaux délices tels que le ketchup et les crèmes glacées industrielles devaient faire patienter le reste de la population en attendant l'abondance promise.

Les années 1935-1936 semblent constituer une charnière, avec le tournant illustré dans la propagande par la célèbre formule prononcée par Stalin (et devenue un slogan courant, souvent tourné en dérision) : « la vie est devenue meilleure, camarades ; la vie est devenue plus joyeuse ». On peut y voir à la fois une confirmation de la promesse du bonheur que ne devait pas manquer d'apporter la « construction socialiste », et un signe indiquant que les discriminations de classe et les purges allaient baisser d'intensité. Il est vrai que les privilégiés de l'époque, avant tout les hauts fonctionnaires et dirigeants du parti, mais aussi les stakhano-

vistes et certains membres de l'intelligentsia, goûtèrent alors un confort qui n'existait pas pendant la NEP (domestiques, maisons de repos, datchas, voitures étrangères), alors que le « mouvement des épouses » de dirigeants affichait un retour aux valeurs bourgeoises, inconcevable quelques années plus tôt. Les mis à l'écart de la société, les fameux *lišency* (« privés » de droits civiques), apprécièrent sans doute quant à eux la fin de la « guerre de classe » annoncée par la Constitution de 1936 — mais beaucoup continuèrent à souffrir des stigmates liés à leur passé, ou à les dissimuler dans l'angoisse d'être un jour « démasqués ». Parallèlement, pour d'autres groupes comme les minorités nationales et les marginaux des grandes villes, s'annonçait « une sorte d'épuration sociale ». Surtout, les purges de 1937-1938 allaient refaire jouer le critère de l'origine sociale avec des conséquences funestes, et infliger à toute la population urbaine, et en premier lieu aux élites — mais la focalisation sur ce dernier groupe tient peut-être à leur sur-représentation dans les sources disponibles — un traumatisme sans précédent : « l'expérience sociétale de la terreur est non seulement celle des persécutés, mais aussi celle des persécutions [...]. Des gens qui n'avaient jamais volontairement dénoncé personne au cours des purges ont renoncé à défendre des amis cloués au pilori, ont cessé de fréquenter les familles des 'ennemis du peuple' et se sont retrouvés impliqués de mille façons dans le processus de la terreur. Un des principaux avantages des analyses fondées sur l'opposition entre 'eux' et 'nous' pour les citoyens soviétiques est de voiler cette réalité insupportable ; c'est une des principales raisons de la prudence dont devraient faire preuve les historiens à leur égard. » Plutôt que de reconstituer les mécanismes explicatifs de la terreur — il est vrai que, vu depuis l'intelligentsia de l'époque, il n'y avait pas d'explication valable — Sheila Fitzpatrick rappelle dans quel contexte elle a été déclenchée, et comme elle a été difficile à contrôler, puis à stopper, tant la « culpabilité par association » n'en finissait pas de désigner de nouveaux suspects. Pourtant, une vérité non moins terrible émane des témoignages des contemporains : « la terreur n'était pas la terreur pour tout le monde ».

Pourquoi n'y eut-il pas davantage d'opposition au régime ? Même si elle n'aborde pas de front cette question, Sheila Fitzpatrick apporte des éléments de réponse : la dépendance vitale qui relie tout citoyen à l'État distributeur de biens, la surveillance et la répression, l'absence de canaux d'expression et d'organisation collective expliquent la passivité générale de cette société. Cependant, le mécontentement était largement majoritaire dans l'opinion (même si l'hostilité était moins forte dans les villes que dans les campagnes), ce qu'illustrent les rapports du NKVD, les lettres anonymes envoyées aux dirigeants, mais aussi le timide débat public suscité par le régime lui-même à l'occasion de la Constitution et de la loi interdisant l'avortement en 1936.

Indirectement, l'ouvrage nous invite à une approche nouvelle de l'histoire politique de l'URSS des années 1930. La façon neutre dont Sheila Fitzpatrick rapporte certains discours de Stalin, en soulignant au passage leur « hypocrisie » ou leur « ambiguïté », relève d'un parti pris de neutralité qui peut dérouter le lecteur — même s'il n'est pas dénué d'ironie. Une telle distance, qui évite à la fois la fascination et l'horreur que peut inspirer le personnage, s'avère des plus efficaces pour percevoir la mentalité du citoyen soviétique moyen, pour qui Stalin est justement ce monstre froid, cet oracle qui lance des messages — les « signaux » qu'il faut

interpréter — et peut d'un simple mot changer le cours de l'existence, tel un père de famille. Surtout, les pages concernant la vie quotidienne des dirigeants (leurs privilèges et l'idée qu'ils s'en faisaient, les rapports avec leurs « clients », leur conception de leur propre rôle) s'avèrent fondamentales pour appréhender le fonctionnement des cercles du pouvoir. Pour faire le bilan de cette « exploration du quotidien et de l'extraordinaire dans la Russie de Stalin et de l'interaction de l'un et de l'autre », il faut revenir sur le sentiment dominant de l'opinion de l'époque : celui de ne pas vivre « une vie normale ». Les pénuries et le manque de confort, un système paternaliste d'accès aux biens, une idéologie devenue religion, une ligne politique imprévisible, des lendemains qui chantent mais restent incertains, l'omniprésence des ennemis et l'impossibilité de leur rachat aux yeux du régime, l'arbitraire de la répression policière, tout cela pesa et transforma le caractère de l'homme et de la femme soviétiques des années 1930, qui trouvèrent diverses réponses appropriées : sentiment de ne pas participer au pire (voir l'analyse critique de l'opposition entre « eux » et « nous », *supra*), repli sur la sphère familiale, formes anonymes de subversion (chansons, histoires drôles), pétitions adressées aux protecteurs éventuels, stratégies de survie, évasion vers d'autres mondes... Si l'on peut regretter l'absence du lieu de travail, ou encore des formes de culture de masse comme le cinéma, c'est bien la civilisation stalinienne (et, partant, comme elle le dit elle-même, soviétique) que Sheila Fitzpatrick embrasse dans son ensemble, mettant au jour les traits durables du système, plutôt que des événements politiques isolés. Ce faisant elle offre, après quelques études pionnières comme celle de Stephen Kotkin sur Magnitogorsk, une première synthèse sur la question. Une telle approche semble pouvoir concilier les deux directions habituellement opposées de la recherche sur le stalinisme ; notons que, si elle n'hésite pas à souligner les points de comparaison avec le régime nazi, Sheila Fitzpatrick emploie très peu le terme « totalitaire ».

1 – *Stalin's peasants : resistance and survival in the Russian village after collectivization*, New York, 1994 — qui a déjà été traduit en russe, mais pas en français malheureusement.

Laurent Coumel

Jochen HELLBECK

« **Working, struggling, becoming : Stalin-era autobiographical texts** »

The Russian Review, 60, July 2001, p. 340-359.

« **Speaking out : languages of affirmation and dissent in Stalinist Russia** »

Kritika. Explorations in Russian and Eurasian History, New Series, 1 (1), Winter 2000 (Special issue : Resistance to authority in Russia and the Soviet Union), p. 71-96.

« **Writing the self in the Time of Terror : Alexander Afinogenov's diary of 1937** »

in Laura Engelstein and Stephanie Sandler, eds, *Self and story in Russian history* Ithaca — Londres, Cornell University Press, 2000, p. 69-93.

« **Self-realization in the Stalinist system : two Soviet diaries of the 1930s** »

in Manfred Hildermeier, ed., *Stalinismus vor dem Zweiten Weltkrieg. Neue Wege der Forschung* Munich, Oldenbourg, 1998, p. 275-290.

« **Fashioning the Stalinist soul : the diary of Stepan Podlubnyi (1931-1939)** »

Jahrbücher für Geschichte Osteuropas, Neue Folge, 44, 1996, p. 344-373.

Jochen HELLBECK, ed.

Tagebuch aus Moskau 1931-1939

Munich, Deutscher Taschenbuchverlag, 1996, 330 p.

Jochen HELLBECK, Igal HALFIN

« **Rethinking the Stalinist subject : Stephen Kotkin's "Magnetic Mountain" and the state of Soviet historical studies** »

Jahrbücher für Geschichte Osteuropas, Neue Folge, 44, 1996, p. 456-463.

Les publications de Jochen Hellbeck s'inscrivent dans un courant relativement nouveau de la recherche sur le stalinisme qui porte sur la question de l'identité personnelle, l'auto-définition du sujet par rapport au système politico-idéologique, par rapport au pouvoir. Bref il s'agit du problème de la subjectivité qui, selon l'auteur, signifie une capacité de réflexion et d'action qui est dérivée d'un sens cohérent du soi. Un soi dont on cherche à déterminer si, et jusqu'à quel point, il a été manipulé par un système qui proclamait la création de l'Homme Nouveau, la rééducation du matériau humain.

Dans son analyse, Hellbeck s'appuie sur une centaine de journaux intimes des années 1930 (écrits par des auteurs différents, issus de toutes les couches sociales et socio-professionnelles). Alors que les mémoires, qui présentaient souvent l'évolution d'un individu rétrograde vers une conscience communiste exemplaire, étaient censés servir de modèle d'identification aux lecteurs soviétiques de l'entre-deux-guerres, les autorités ont gardé une grande réserve par rapport à la publication des journaux. D'une part il y avait des cas de professeurs et d'instituteurs communistes qui, surtout pendant les années 1920, encourageaient leurs élèves à tenir un journal pour renforcer leur esprit communiste. Mais, d'autre part, on soupçonnait le journal, très répandu au sein des couches élevées à l'époque pré-révolutionnaire, de pouvoir cultiver un « individualisme bourgeois » — une des raisons pour lesquelles il était un des objets les plus recherchés pendant les razzias du NKVD dans les appartements des « ennemis du peuple » arrêtés.

Le volontarisme de l'écriture diariste — à la différence de l'autobiographie, personne n'était obligé de tenir un journal —, une écriture à l'abri du regard officiel permettent à Hellbeck d'y voir une porte ouverte sur les véritables préoccupations des gens, sur leur perception du système et de la politique du régime. Avec raison il y prend d'autant plus au sérieux les discours conformistes, les emprunts au langage officiel, tout ce qui témoigne de l'implication des auteurs dans le système de valeurs propagé par la ligne du parti. Mais Hellbeck a trouvé plus qu'une simple approbation du régime soviétique chez les diaristes.

Le journal intime de Stepan Podlubnyj, fils de koulak venu à Moscou sous une fausse identité au début des années 1930 pour trouver sa place dans la société nouvelle — document des Archives du peuple (*Centr Dokumentacii Narodnyj Arhiv*) que Hellbeck a publié en allemand — montre tout d'abord comment le diariste accepte et intériorise la condamnation des ennemis de classe par le système, au point de se flageller pour sa « psychologie dégénérée », corollaire de son origine

sociale impure. Mais on voit aussi comment il essaie, parallèlement à la propagande officielle autour du premier plan quinquennal, d'éradiquer les traces de son ancienne identité sociale qui risqueraient toujours d'« empoisonner son âme », comment il tente de se purifier et de cultiver un nouveau soi par le biais de sa « volonté » ou de son « idéologie » (il utilise les deux termes de façon synonyme). Le travail socialiste (transformation de l'*être*) est secondé par l'écriture introspective, destinée à produire la *conscience* communiste concomitante, ce qui est dû à une remise en question du déterminisme social des années 1920. Ainsi Hellbeck parle des journaux comme de « laboratoires du soi ».

Pour le dramaturge Aleksandr Afinogenov, une telle phase cathartique ne commence que suite à son exclusion du parti, en parallèle avec les purges de 1936-1938 qu'il salue comme nécessaires tant pour lui-même que pour le pays entier. Après une ascension vertigineuse et une popularité énorme à partir de 1929, Afinogenov, proche d'Averbah et protégé de Jagoda, tombe en disgrâce et voit toute son œuvre mise à l'index. Dans la solitude de sa datcha à Peredelkino il développe, sur les pages de son journal, les mêmes réflexions autocritiques que celles qu'il avait auparavant prononcées lors d'une réunion des écrivains : il serait dégénéré et atteint par un individualisme égoïste, et son âme serait corrompue par la vie facile que les succès extérieurs et non mérités lui avaient permis. Même si les accusations d'activité contre-révolutionnaire portées contre lui sont absurdes, Afinogenov accepte et intériorise l'idée qu'il serait nécessaire de « balayer » aussi bien les véritables ennemis que tous les « affaiblis » qui ne sont plus utiles pour le collectif. Il serait secondaire, voire inévitable, qu'il y ait des victimes innocentes. Le diariste veut élever sa conscience au niveau du projet révolutionnaire et devenir ainsi « une expression du cours objectif de l'histoire elle-même », avec une subjectivité intégrée dans le collectif qui serait bien supérieure à tout individualisme étroit et « atomisé », ne serait-ce que celui des plus grands génies de l'humanité. Surtout en assumant la grande responsabilité d'écrivain et d'« ingénieur des âmes humaines », il faut d'abord révolutionner sa propre âme, tâche que le dramaturge commence par « l'extermination de son ancien soi corrompu ».

Le processus de la « révolution de l'âme » connaît de nombreux revers aussi bien chez Afinogenov que chez Podlubnyj : les diaristes retombent dans une logique individualiste et mettent en question les accusations portées contre eux. Souvent la psychologie du soi ancien prend le dessus. Dans ces moments-là les diaristes défendent leur droit de vivre en réclusion, à l'écart du regard collectif. Le journal devient, pour ainsi dire, le dernier résidu d'une sphère privée, bien cachée de l'environnement. Or, Hellbeck affirme qu'il n'a vu aucun journal qui défendît la légitimité d'une telle distinction entre vie privée et vie publique, encore moins une plus grande authenticité de ces bouffées individualistes par rapport aux réflexions (commandées par la volonté) qui se situent au niveau du collectif. Dans les journaux, laboratoires de la création de l'Homme Nouveau et espaces d'un combat de la volonté (de se renouveler par l'appropriation de l'idéologie communiste/collective) contre l'ancien soi et sa psychologie rétrograde, on finissait toujours par réfuter l'esprit individualiste qu'on venait d'exprimer et de découvrir en soi-même comme une « maladie idiote », tout en anticipant (ou, dans le cas d'Afinogenov, en reprenant) une expression de Stalin au plénum du Comité central de février 1937.

Mettant en valeur l'*offre identitaire* fort productive du système stalinien et de la légitimité révolutionnaire, Hellbeck remet en cause les présupposés de la recherche traditionnelle sur le caractère purement répressif du régime et sur l'oppression, voire l'effacement, de l'individu. Il oppose sa conception d'un « sujet illibéral » à la notion libérale de subjectivité qui serait rarement énoncée, mais pratiquement toujours sous-entendue, lorsque les historiens parlent d'une utilisation instrumentale du langage officiel par les acteurs sociaux à l'époque stalinienne afin de poursuivre leurs buts économiques individuels. Hellbeck leur reproche de concevoir l'individu de façon a-historique, hors du contexte discursif (et mental) de l'époque dans lequel les individus étaient largement impliqués. Selon lui, les sujets ne pouvaient pas changer de registre, entrer et sortir à volonté d'un certain discours à l'autre. En effet les journaux analysés par Hellbeck remettent en perspective notre lecture traditionnelle des sources (personnelles), montrent qu'il faut prendre plus au sérieux la langue de bois, telle qu'elle était énoncée en public, lors de réunions, etc., même si elle nous semble stéréotypée et empruntée aux journaux.

Néanmoins, l'opposition entre une subjectivité libérale à l'occidentale et une subjectivité « illibérale » à la soviétique me semble trop rigide et mériterait d'être nuancée, non seulement parce qu'elle propose une conception de l'individu occidental trop étroite — précisément celle de l'« *homo œconomicus* » que Hellbeck reproche à Sarah Davies (*Popular opinion*) et à Sheila Fitzpatrick (*Everyday Stalinism*) — mais aussi parce qu'elle risque de rendre absolues les expériences d'un nombre limité d'auteurs de journaux intimes qui étaient, selon Hellbeck, particulièrement réceptifs à l'idéologie officielle. Même si Hellbeck a trouvé deux diaristes (Zinaïda Denis'evskaja et Vera Štrom) qui expriment leur dédain des « discussions mesquines » sur les difficultés économiques quotidiennes et qui vont jusqu'à se vanter de subir la faim pour servir l'État, il est incontestable que le thème du ravitaillement et de la subsistance prend une grande place par exemple dans les lettres, mais aussi dans les journaux personnels de l'époque stalinienne.

Hellbeck a tendance à voir ce qu'il appelle la pensée « illibérale » comme un bloc monolithique, où la politique de Stalin accapare tout discours marxiste révolutionnaire, ne serait-ce que des revendications démocratiques : il néglige la signification des manifestations critiques au profit de leur dépendance par rapport au système. Dans la critique acerbe de Podlubnyj qui, horrifié par les répressions après le meurtre de Kirov en 1935, les compare avec la rage de la « réaction la plus noire » sous Stolypin, Hellbeck ne veut reconnaître que la sujétion à la terminologie du pouvoir, l'emprunt terminologique au manuel d'histoire du parti. Et il est vrai que, malgré la hardiesse du jugement, le positionnement reste instable et éphémère, dans la mesure où l'identité positive de Podlubnyj reste fort impliquée dans le système stalinien. Mais des journaux comme ceux de l'historien Man'kov et de l'écrivain Prišvin, qui invoquent constamment les moments émancipateurs et humanistes *de la révolution* pour dénoncer la politique répressive *de Stalin*, appartiennent à un registre tout à fait différent.

Et c'est encore autre chose lorsque des gens comme le paysan Aršilovskij (lui aussi diariste) ou le gréviste Klepikov (étudié par Jeffrey Rossman) font appel aux valeurs révolutionnaires en public, pour contester et mobiliser contre le régime stalinien. Hellbeck est influencé par Foucault et par l'école de Francfort quand il souligne

l'effet stabilisant d'une critique fondamentale en apparence, mais articulée dans les termes du discours dominant, pour un système de pouvoir donné, ainsi que l'impact du langage sur la subjectivité du critique. Or Foucault et Adorno analysent la société de masse occidentale et ils mettent en relief la capacité des systèmes modernes occidentaux à intégrer et ainsi à neutraliser les critiques même les plus féroces, tandis que l'État stalinien (pour ne pas parler d'autres systèmes « illibéraux », modernes ou non) se distingue justement par l'absence de cette capacité intégrative ; d'où les mesures répressives contre des gens comme Klepikov qui invoquent les courants démocratiques et émancipateurs du marxisme et de la légitimité révolutionnaire.

La supposition d'un « *homo œconomicus* » unidimensionnel à l'Ouest nous masque aussi les repères comparatistes fort utiles à une contextualisation et à une meilleure compréhension du stalinisme. Un regard moins caricatural sur les subjectivités « libérales » pourrait montrer que l'appel à la légitimité révolutionnaire en URSS était un cadre référentiel plus ou moins comparable à la légitimité des Droits de l'homme en Occident : les deux cadres ont les mêmes prétentions *universelles*. À l'Ouest aussi, une hiérarchie claire entre sphères privée et publique avec une localisation de l'authenticité dans le privé est bien problématique, même si on ne définit pas le privé que par l'égoïsme et la poursuite d'intérêts économiques individuels. Non seulement des femmes au foyer comme Galina Štange, qui rêvent de se réaliser et de trouver « une vraie vie personnelle » au sein de la vie publique (ici dans le mouvement des *obščestvennicy*) trouvent bien des homologues à l'Ouest dans les épouses ou mères qui préfèrent une carrière professionnelle au ménage. Mais encore faudrait-il se demander jusqu'à quel point les discours moraux prononcés en public influent sur la constitution d'une identité en Occident et sur l'auto-définition du soi « libéral ».

Les travaux de Jochen Hellbeck sont une contribution inestimable à la recherche sur le stalinisme, en raison de l'énorme richesse de ce nouveau type de sources, mais aussi grâce à l'interprétation rigoureuse et fort provocatrice qui donne de nombreux stimuli à la recherche à venir. Et nous attendons avec beaucoup d'intérêt et d'impatience la publication de son livre, *The revolution of the soul: diaries from the Stalin era* qui sera un remaniement de sa thèse soutenue à Columbia University « Laboratories of the Soviet self : diaries from the Stalin era ».

Malte Griesse

Patricia Kennedy GRIMSTED

**Trophies of war and empire :
the archival heritage of Ukraine, World War II,
and the international politics of restitution**

Préface de Charles Kecskeméti

Cambridge, MA, Harvard University Press, 2001, 750 p.

Patricia Kennedy Grimsted s'est fait connaître par ses importantes publications sur les pratiques archivistiques en Russie et ses guides des archives de la Fédération de

Russie. Elle aborde ici le problème des archives ukrainiennes, pillées par les nazis puis par les Soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale, en faisant une large place aux problèmes des restitutions et réparations qui se posent depuis l'effondrement de l'URSS. L'Allemagne et la Fédération de Russie sont parvenues à signer des accords ponctuels, mais le dialogue s'enlise entre Kiev et Moscou, la capitale russe prenant prétexte d'une longue histoire commune pour conserver des archives et œuvres d'art ukrainiennes, argumentation dans laquelle même la législation internationale s'enlise.

L'auteur essaie dans un premier chapitre de définir le patrimoine ukrainien en proposant une typologie des documents appartenant à ce pays. Cette démarche délicate aurait nécessité des développements historiques remontant au-delà de la fin de l'empire tsariste où se firent les premiers classements de documents, et tenant compte de l'espace ukrainien modifié, déchiré à la suite des innombrables conflits entre Russie, Pologne et Lituanie. Tentative méritoire, mais qui demeure forcément non exhaustive vu la délocalisation de fonds entiers, qui, pour une grande partie, n'ont jamais regagné leurs dépôts d'origine.

La seconde partie des *Trophies of war* est consacrée aux destructions et pillages qu'a subis l'Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale. Patricia Kennedy Grimsted évoque la bibliographie récente des ouvrages consacrés aux exactions des Allemands, mais passe trop brièvement sur les destructions ou les vols commis à Kharkov ou à Kiev où moins de 10 % du patrimoine furent sauvegardés. Selon des chiffres récents, 46 millions de documents d'archives disparurent des archives nationales et régionales ukrainiennes, sans parler des 51 millions de livres et 283 782 objets dérobés dans les bibliothèques et musées. Sans nier les crimes des nazis en URSS, l'auteur concentre son attention sur la revanche des Soviétiques, leurs propres ravages, falsifications des statistiques des pertes, attribution de certaines dégradations ou disparitions à l'ennemi alors qu'elles incombaient à l'Armée rouge. Certains officiers soviétiques ont ainsi préféré détruire archives et bibliothèques plutôt que de les livrer à l'envahisseur. Parfois, il s'agissait d'actes dévastateurs gratuits. Ces actes de violence eurent dans tous les cas des suites catastrophiques pour l'historiographie ukrainienne. Un développement plus strictement chronologique des événements aurait évité de laisser l'impression d'un certain déséquilibre dans l'appréciation des crimes de guerre commis.

On trouvera également dans cet ouvrage, dont c'est un des points forts, les lois internationales, les résolutions de l'UNESCO, de l'ONU ou des accords bilatéraux définissant le pillage de documents d'archives en temps de guerre et les conditions de restitution, surtout dans le cas où il y a une succession d'États (l'ex-URSS et pays de la CEI).

Le choix thématique, la division de l'ouvrage au détriment de la chronologie n'en facilitent pas la lecture, mais, considéré comme un manuel, celui-ci a le grand mérite de donner un aperçu complet des problèmes qui se posent quant aux pillages de guerre et aux restitutions d'objets de valeurs, de bibliothèques et d'archives, qui évoquent autant un « droit du sol » qu'un « droit des peuples » à disposer de leur patrimoine.

Francine-Dominique Liechtenhan

Catherine KLEIN-GOUSSEFF, ed.

Retours d'URSS :

**les prisonniers de guerre et les internés français
dans les archives soviétiques, 1945-1951**

Paris, CNRS Éditions, 2001, 432 p.

Retours d'URSS : les prisonniers de guerre et les internés français dans les archives soviétiques, 1945-1951 est le premier ouvrage publié dans la collection « Mondes russes, États, sociétés, nations » de CNRS Éditions. Coordonné par Catherine Klein-Gousseff, chercheuse au CNRS, ce recueil de documents d'archives répond à l'esprit de cette nouvelle collection qui affirme son intention de s'appuyer sur des documents d'archives souvent inédits et sur une collaboration avec des chercheurs et archivistes russes pour participer pleinement au renouvellement historiographique des travaux consacrés à l'histoire de la Russie et de l'URSS à l'époque moderne et contemporaine.

Cet ouvrage aborde une question mal connue des Français, et douloureuse pour certains d'entre eux, celle du rapatriement d'URSS, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, des « Malgré-nous », ces Alsaciens-Lorrains des territoires annexés par le Reich en 1940 qui furent enrôlés de force dans la Wehrmacht à partir d'août 1942, envoyés sur le front de l'Est et faits prisonniers par l'Armée rouge. Leur retour après 1945 a été entaché de suspicion à l'égard de l'URSS : les dirigeants soviétiques avaient-ils autorisé le départ de tous les prisonniers de guerre français détenus sur leur territoire ? Faute de traces écrites suffisamment nombreuses et précises, cette question est restée largement, jusqu'ici, une affaire de mémoire alimentée par les témoignages divers de rapatriés, avec toute la souffrance et les distorsions d'interprétation qui peuvent être liées à la transmission orale du récit d'une telle expérience. Le premier mérite de ce livre est de s'efforcer de lever le voile sur l'organisation et l'effectif réel de ces rapatriements, dans une optique dépassionnée, comme cela est précisé dès l'avant-propos. Le choix de replacer l'histoire des Malgré-nous dans le contexte plus large des prisonniers de guerre français mais aussi des internés, c'est-à-dire de ceux qui, une fois libérés par l'Armée rouge de leur captivité allemande en Europe centrale, furent rassemblés dans des camps placés sous le contrôle des Soviétiques, contribue déjà à éclairer le débat. Les internés constituèrent le groupe le plus nombreux parmi les 313 000 Français rapatriés d'URSS. Selon les chiffres soviétiques, les Alsaciens et les Lorrains formèrent la majorité des quelque 21 300 prisonniers de guerre officiellement rapatriés. La plus grosse partie des prisonniers et internés revint en 1945. Ceux qui restèrent arrivèrent ensuite, par petits groupes, jusqu'au début des années 1950.

Une autre particularité de cet ouvrage réside dans la volonté de proposer des documents d'archives bruts à la lecture d'un public plus large que celui habituel des historiens, et de confronter la mémoire individuelle et collective aux sources d'archives. Dans cet esprit, ce recueil réunit 191 documents d'archives de provenance soviétique conservés dans les Archives d'État de la Fédération de Russie, le GARF. Là s'exprime pleinement tout l'intérêt de cette collaboration franco-russe

qui a reçu le soutien, côté français, du Mémorial pour la paix de Caen et du Centre de recherche d'histoire quantitative (CNRS) et, côté russe, des Archives gouvernementales du gouvernement de la Fédération de Russie et du Département historico-documentaire du ministère des Affaires étrangères. La sélection des documents reproduits dans ce recueil a bénéficié de ces regards croisés. Les matériaux sont issus de deux fonds d'archives du GARF, celui du NKVD-MVD (fonds 9401), qui comprend essentiellement des documents normatifs (ordres, décrets, ordonnances, instructions) sur les camps pour prisonniers de guerre et internés du GUPVI (Administration centrale pour les prisonniers de guerre et internés), organisme créé au sein du NKVD au début de la Seconde Guerre mondiale, et celui de la Délégation (militaire) aux affaires de rapatriement (fonds 9526) qui rassemble les archives de cette dernière.

Leur regroupement thématique en deux parties épouse cette double provenance. Le NKVD-MVD, commissariat aux Affaires intérieures devenu ministère en 1946, était chargé de la gestion des camps de prisonniers. Même quand ils sont normatifs, les documents extraits de son fonds d'archives fournissent un tableau varié et précis de l'organisation de ces camps et des conditions de vie des détenus, faisant apparaître autant que possible les êtres humains derrière la machine administrative. En s'appuyant plus particulièrement sur le fonds de la Délégation aux affaires de rapatriement, la deuxième partie de l'ouvrage vise à reconstituer les étapes de l'histoire des retours d'URSS des prisonniers de guerre et internés français en les éclairant par les enjeux diplomatiques qui en ont été le cadre, mais aussi par les tensions entre des administrations aux logiques différentes. La diversité des documents présentés dans les deux parties permet de mieux saisir la complexité du rôle de la configuration administrative des institutions et du contexte diplomatique dans la gestion des camps de prisonniers et internés et l'organisation de leur rapatriement.

De prime abord, la lecture d'un recueil d'archives peut sembler aride à un lectorat non habitué à fréquenter ce type de textes. Mais la présentation que fait C. Klein-Gousseff du corpus de documents retenus devrait rassurer toute personne désireuse de s'aventurer dans leur lecture. Tout ici est fait pour l'aider à se repérer facilement au milieu des documents présentés, pour l'accompagner dans sa découverte d'un monde administratif étranger à partir des traces brutes qui en restent : documents normatifs, correspondance, rapports, tableaux chiffrés. Les textes d'introduction à l'ouvrage et à chacune de ses deux grandes parties sont de réelles leçons d'histoire qui donnent envie de lire les sources réunies pour mieux comprendre. Les notes de bas de page sont éclairantes sans alourdir la lecture. Le recours méthodique à un usage minutieux de la chronologie pour reconstituer pas à pas, avec la démarche dépassionnée annoncée, l'histoire de ces prisonniers et internés et de leur rapatriement fournit au lecteur un support fort utile pour suivre des cheminements diplomatiques ou administratifs parfois complexes. La conception de cet ouvrage en fait ainsi, beaucoup plus qu'un simple recueil d'archives, un authentique livre d'histoire.

La première partie, consacrée à la vie dans les camps de prisonniers, va bien au-delà en révélant un pan peu connu du système des camps soviétiques pendant la période étudiée. Au début de l'année 1945, le GUPVI administrait 156 camps de

prisonniers de guerre, et 267 un an plus tard, dans lesquels vivaient environ 2 millions de détenus. Bien que distinct du GULAG, Administration générale des camps destinés principalement à la population soviétique, autre branche du NKVD, le GUPVI en a néanmoins hérité certaines formes de gestion. La précarité des conditions de vie était commune aux deux catégories de camps, les modalités de la mise au travail des prisonniers étaient très proches également. Différents documents présentés en témoignent. Leur contenu et les commentaires qui les accompagnent complètent notre connaissance, de plus en plus précise maintenant, de l'organisation et du fonctionnement de l'ensemble du système des camps soviétiques sous Stalin. À cet égard, le rapport français sur le camp de Tambov (document 30) ainsi que les textes normatifs sur l'alimentation des prisonniers (document 17) et la gestion des prisonniers comme main-d'œuvre (documents 10, 11, 12 et 18), par exemple, montrent qu'il s'agissait d'un seul et même système concentrationnaire quelle que fût la raison de la détention des individus.

Toutefois, la situation des internés était différente de celle des prisonniers de guerre et se rapprochait de celle que l'on connaissait dans d'autres pays européens. Ils étaient regroupés dans des camps de fortune installés par les Soviétiques pour les personnes déplacées au cours de la guerre qui attendaient un rapatriement. La mise en évidence de la différence de traitement entre ces deux catégories, internés et prisonniers, permet de situer la reconstitution des trajets de leur rapatriement en France dans l'histoire plus large des mouvements de population civile en Europe centrale à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En particulier, la question nationale est placée au cœur de la réflexion sur les enjeux de ces retours. Elle était sous-jacente, bien sûr, au processus d'identification des ressortissants revendiqués par la France, mais aussi à la revendication par l'URSS des Ukrainiens ou des originaires des pays Baltes, par exemple.

La description des discussions et décisions au sujet du rapatriement des prisonniers et internés français apporte ainsi une contribution importante à la compréhension des logiques politiques et diplomatiques à l'œuvre dans la construction des enjeux de réciprocité liés à ce type de négociations bilatérales. Le déséquilibre de statut entre les deux missions nationales à l'étranger chargées de superviser la situation et l'organisation du rapatriement de leurs propres ressortissants illustre tout particulièrement la difficulté de l'application du principe de réciprocité. L'étroitesse du champ d'intervention octroyé par les Soviétiques à la mission française militaire à Moscou fait contraste avec le comportement autonome de la mission soviétique des rapatriements en France. De leur côté, les négociations relatives au rapatriement en URSS des ressortissants soviétiques présents sur le sol français, notamment ceux du camp d'internement de Beauregard en 1947, éclairent la difficulté de l'application de l'accord franco-soviétique de rapatriement de juin 1945, dans le contexte de tension croissante des relations diplomatiques entre les deux pays. Dans ce cas-ci toutefois, beaucoup de questions restent en suspens, qui seront éclairées de manière plus précise par une exploitation des sources sur ce sujet conservées dans les archives françaises. Les collaborateurs à l'ouvrage *Retours d'URSS* ne prétendaient pas traiter cette question et invitent d'autres historiens à le faire.

Un autre intérêt de ce livre est de montrer l'usage du chiffre dans des négociations entre administrations sur des rapatriements. L'individu est réduit à l'état de

chiffre, le rôle de la comptabilité est omniprésent dans les documents qui servent d'appui aux discussions. Le chiffre tient lieu de discours, devient justification de la décision, langage codé aussi parfois entre administrations, les échanges d'informations se réduisant à la transmission de nombres (documents 87, 102, 159 et 184 par exemple). On a affaire ici à une logique administrative, et ceci n'est pas le moindre apport de ce recueil : nous faire toucher de près des pratiques administratives à travers la lecture de documents normatifs, de correspondances et de rapports. Le fonctionnement et le mode d'intervention des administrations concernées par la question des rapatriements, mais aussi les cheminements de la prise de décision transparaissent derrière ces matériaux.

Ceux-ci nous font pénétrer, tout d'abord, dans le monde administratif soviétique de l'immédiat après-guerre. Les tensions internes n'en sont pas absentes. La nécessité de la coordination entre les différentes administrations chargées d'organiser conjointement les rapatriements met en évidence la confrontation de pratiques institutionnelles différentes. La distance entre la ligne diplomatique défendue par la Délégation aux affaires de rapatriement et le ministère des Affaires étrangères et le souci de l'ordre intérieur du ministère des Affaires intérieures apparaît clairement. En 1945, la Délégation et le NKVD traitent chacun la gestion des rapatriés dans sa propre logique institutionnelle. La première, qui n'avait au départ aucun rôle décisionnel, a effectué son travail dans une forte transparence, contrairement au second qui lui fournissait les informations au compte-gouttes. Cette situation a contraint la Délégation à faire appel très souvent au ministère des Affaires étrangères pour amener le NKVD à être plus coopératif. D'un autre côté, les relations entre les cellules administratives chargées de l'organisation des rapatriements suggèrent la place qui doit être accordée dans l'analyse à la manière dont se négocie l'articulation entre une logique administrative et une stratégie diplomatique, ainsi qu'à son effet dans les rapports entre administrations soviétiques et dans la relation de celles-ci avec leurs interlocutrices étrangères.

Ceci est évident, par exemple, quand, au début de l'année 1948, la Délégation aux affaires de rapatriement change d'attitude et se range aux côtés du NKVD-MVD. Mais le contexte a changé, la mission militaire française a été expulsée de Moscou en décembre 1947, c'est le début de la guerre froide. Ceci est un autre apport de l'ouvrage *Retours d'URSS*. En éclairant l'état des négociations bilatérales concernant les rapatriements par le contexte du début de la guerre froide, le commentaire des documents montre très nettement comment le candidat au rapatriement en France devint un enjeu diplomatique à une autre échelle, l'otage d'autres négociations. C'est cela que la mémoire collective en Alsace-Lorraine a retenu le plus douloureusement, non pas l'histoire de la plus grosse partie des Français déjà rapatriée à la fin de l'année 1945, mais celle des quelques derniers, principalement des Alsaciens-Lorrains, qui, en 1948, devinrent otages de l'Union soviétique dans le contexte de la glaciation des relations Est-Ouest. Symbole de la fermeture hermétique des frontières à cette époque, leur cas a rendu confuses les traces laissées dans la mémoire des Alsaciens-Lorrains par le traitement de la question des rapatriements des prisonniers et internés français.

Le grand intérêt de ce recueil est d'avoir rouvert cette page sensible de l'histoire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en offrant au travail de mémoire

des documents accessibles à tous. En plongeant le regard dans le monde des administrations et l'univers des négociations diplomatiques, les commentaires qui accompagnent ces matériaux ont aussi pour mérite d'éclairer certains aspects des pratiques administratives et diplomatiques de l'État soviétique à la fin de la période stalinienne.

Martine Mespoulet

V. NAUMOV, *ed.*

Georgij Žukov : stenogramma oktjabr'skogo (1957 g.) plenuma CK KPSS i drugie dokumenty

(Georgij Žukov : procès-verbal du plénum du CC du PCUS d'octobre 1957 et autres documents)

Moscou, Meždunarodnyj fond « Demokratija », 2001, 817 p.

Ce tout récent volume de la série *Rossija XX vek. Dokumenty* représente une volumineuse source documentaire qui peut éclairer aussi bien les moments décisifs de l'histoire personnelle et politique de Georgij Konstantinovič Žukov, de 1946 jusqu'à sa mort, que le parcours accidenté menant, en 1994 (sous les auspices de Boris El'cin), à sa pleine « réhabilitation » et à la décision de lui consacrer le monument équestre que l'on peut voir aujourd'hui à proximité de la place Rouge.

Comme l'indique le titre de prime abord, la majeure partie du volume est occupée par les procès-verbaux et autres matériaux se référant, à différents titres, au célèbre plénum du Comité central du PCUS d'octobre 1957 qui mit brusquement un terme à la carrière politique et professionnelle de Žukov. De manière plus générale, les sections se rapportant aux événements de l'époque khrouchtchévienne occupent presque les deux tiers du livre.

Il faut néanmoins relever que l'ouvrage contient aussi des documents significatifs sur la première disgrâce de Žukov, lorsque Stalin le destitua, en juin 1946, de la fonction de commandant en chef de l'armée de terre et lui attribua une charge de moindre importance (le commandement des districts militaires d'Odessa puis de l'Oural). Aux documents recouvrant cette période (chapitre 1) ont été joints — en annexe — les dépositions extorquées par Abakumov, en 1946, à l'ancien commandant en chef des forces aériennes Novikov, sur la base desquelles on arriva à formuler certaines accusations contre Žukov.

Les chercheurs qui s'intéressent au monde militaire soviétique liront avec beaucoup d'intérêt les nombreux documents des chapitres 2 et 3 concernant la période où Žukov retrouve la fonction de ministre de la Défense (février 1955-octobre 1957). Son arrivée à la tête du ministère entraîne l'adoption immédiate de mesures en faveur des forces armées. Dix jours à peine après sa nomination, par exemple, il suggère de rétablir la fonction de commandant en chef de l'armée de terre (qui avait été abolie par Stalin en 1950). C'est donc qu'il avait saisi le paradoxe d'une situation où la composante numériquement la plus considérable des forces armées était dépourvue d'un commandement propre (à la différence de

l'armée de l'air, de la marine et de la défense aérienne qui disposaient chacune de leur propre état-major). À ce propos, il faut remarquer que, par la suite, l'armée de terre soviétique, puis russe, expérimentera la même situation : respectivement dans les années 1964-1967, sur l'initiative de Hruščev (celui-ci était convaincu que, dans les nouvelles conditions créées par l'apparition des armes nucléaires, les forces conventionnelles perdraient leur influence), et, dans une période plus récente (1998-2001), pour des raisons qui sont encore l'objet d'un débat parmi les experts.

Dans sa position de ministre, Žukov s'engage au bénéfice de nombre de secteurs d'importance prioritaire pour les forces armées : il encourage entre autres la réduction de l'effectif (en 1953 celui-ci avoisinait 5 400 000 hommes, alors qu'au cours des trois années suivantes, il diminuera de presque un million) et de la durée du service militaire (qui oscillait encore, à cette époque, entre 36 et 60 mois selon l'unité d'affectation), la rédaction de nouveaux règlements et la définition de nouvelles procédures d'emploi pour les unités.

Le *prikaz* (ordre) « très secret » n° 00090 du 2 mai 1956, signé conjointement par Žukov et le chef d'état-major Sokolovskij et qui concerne la discipline à l'intérieur des forces armées, présente un très grand intérêt également (p. 82-86). Rédigé sur un ton véridique, il fait apparaître le cadre peu édifiant d'une armée et d'une marine où règnent l'insubordination, le manque de discipline, l'alcoolisme et la *dedovščina* (phénomène encore présent aujourd'hui au sein des forces armées russes et qui a été rebaptisé par la presse officielle, de manière euphémique, « relations non réglementaires »). L'examen de ce document permet de déduire le nombre réduit d'initiatives qui avaient été prises pour appliquer les mesures du *prikaz* 00085 de 1951 dans lequel le ministre de la Guerre Malinovskij signalait l'existence de problèmes analogues. Aussi bien Malinovskij, en 1951, que Žukov, cinq ans plus tard, voient l'une des causes principales du phénomène dans la conduite des officiers politiques, enrôlés spécialement pour contrôler et critiquer les commandements de tout niveau, avec pour seul résultat de miner le principe de la direction unique et de favoriser des tendances destructrices à l'intérieur des détachements. La franchise extrême de Žukov attaquant les organismes politiques des forces armées lui nuira beaucoup l'année suivante, lorsque — parmi les accusations portées contre lui pendant le plénum du mois d'octobre — figurera celle d'avoir tenté de réduire le rôle des organisations du parti dans l'armée. En tout cas, le *prikaz* 00090 confirme qu'au cours des dix années qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'état de la discipline et du moral dans l'armée et la marine soviétiques était déplorable, et que la situation allait même en s'aggravant.

Parmi d'autres points essentiels, on trouve la forte impulsion que Žukov a donnée à la réévaluation à des fins doctrinales des événements de la Deuxième Guerre mondiale, dans le double but d'en tirer des enseignements d'ordre général pour l'instruction des unités et de rétablir la vérité historique sur les phases les plus controversées du conflit. Les directives de Žukov à ce sujet marquent précisément le moment où les événements de la guerre de 1941-1945 commencent à acquérir une valeur formatrice prioritaire pour les différentes générations de commandants soviétiques jusqu'au début des années 1990. C'est seulement aujourd'hui que l'étude des « conflits locaux » a tendance à occuper un rôle prééminent dans les instructions destinées aux cadres.

Dans le quatrième chapitre sont retracés certains aspects de la mission qui conduit Žukov en octobre 1957 en Yougoslavie et en Albanie et qui précède immédiatement son éviction en tant que ministre. On notera surtout les informations envoyées à Moscou sur ses rencontres avec les représentants politiques et militaires des deux pays ; en particulier la proposition d'Enver Hodža aux autorités soviétiques de créer une base navale à Vlora, dans la Méditerranée, pour les marines du Pacte de Varsovie.

Le cinquième chapitre reconstitue les moments décisifs de la préparation de la destitution de Žukov, ainsi que de la sanction au moment même où il est exclu du présidium. Les éléments essentiels de cette affaire étaient déjà connus mais l'ouvrage permet pour la première fois d'en examiner les principaux actes préliminaires. On fait ici référence aux procès-verbaux de la réunion du présidium du 17 octobre (Žukov est absent, en mission dans les Balkans), premier espace institutionnel où commencent à prendre forme les accusations : en l'espèce, la tentative d'écarter les organismes politiques de l'armée et ses tendances autoritaires. À l'exception d'une timide tentative de défense par Malinovskij et Konev, tous les membres du présidium s'alignent aussitôt sur la proposition de censure du ministre. La manœuvre contre Žukov va s'effectuer à travers les interventions de Hruščev au cours des assemblées des organismes du parti, dans les Directions centrales du ministère de la Défense (p. 189-203), et d'autres réunions au niveau local, qui sont le prélude au remplacement de Žukov par Malinovskij durant la réunion du présidium, le 26 octobre 1957.

Dans les sténogrammes du plénum du Comité central du 28-29 octobre, on trouve une avalanche d'accusations lancées contre Žukov (volonté de déclasser les organismes politiques dans les forces armées, interdiction aux communistes en uniforme de s'adresser directement au parti, intention de créer, dans le plus grand secret, une école de forces spéciales en vue — peut-être — d'un coup d'État, tendances bonapartistes, arrogance dans les rapports interpersonnels, autocélibration, naïveté dans l'évaluation de la situation politique en Yougoslavie, etc.). Plusieurs représentants des forces armées sont présents à la séance et prennent la parole : pas une seule voix ne se lève pour défendre l'accusé. Žukov répond dignement, mais il est conscient que la condamnation a déjà été prononcée et qu'il n'y a pas d'alternative à sa retraite. Ceci se produit quatre mois à peine après l'aide décisive qu'il a apportée à Hruščev dans la liquidation du « groupe antiparti » de Malenkov, Molotov et Kaganovič.

L'espoir d'une réhabilitation va s'avérer vain, même au lendemain de la chute de Hruščev. S'ouvre ainsi pour Žukov une période mélancolique de réexamen solitaire des expériences vécues, qui va le conduire finalement à la rédaction de ses célèbres *Souvenirs et réflexions*.

Le sixième chapitre (« La vérité sur la guerre et les mémoires de Žukov ») témoigne des conditions difficiles dans lesquelles le travail d'écriture fut mené et du contrôle constant exercé sur l'auteur par la direction du parti. Le manuscrit — après avoir été remis à l'Agence Novosti, en 1966, pour la publication — fut soumis pendant deux ans à l'intervention de deux équipes de « correcteurs » (la première relevant de l'État-Major général, la deuxième de la Direction politique des forces armées), qui supprimèrent les parties considérées comme trop brûlantes :

en particulier, les procès de 1937 contre le sommet de l'Armée rouge et les critiques portées contre Stalin en sa qualité de commandant en chef suprême (nous sommes déjà, d'autre part, dans la période officiellement connue comme celle de la liquidation des excès dans la lutte contre le culte de la personnalité).

Dans la révision du texte, il fallut aussi tenir compte des objections soulevées par les généraux Grečko, Jakubovskij, Zaharov et Epišev dans une lettre peu édifiante adressée en avril 1968 au Comité central (p. 548-551). Les mémoires, épurés à certains endroits et, par contre, « enrichis » par un épisode grotesque qui met en scène Brežnev, vont paraître seulement en 1969, grâce à l'autorisation du *gensek* en personne, alors que Suslov aurait préféré éviter carrément la publication. Comme nous l'apprenons par ce volume, l'autorisation fut aussi accordée de crainte que le texte ne soit publié à l'étranger, le KGB ayant signalé la probable soustraction d'un exemplaire du manuscrit de l'autre côté de la frontière (va suivre une réprimande d'Andropov au personnel de Novosti pour n'avoir pas observé les mesures de sécurité en matière de sauvegarde des documents, p. 557).

Les deux derniers chapitres sont consacrés à la réhabilitation tardive — d'abord partielle puis totale — de Žukov. Il apparaît néanmoins symbolique qu'à l'occasion de son 70^e anniversaire (1966), Žukov ait reçu l'ordre de Lenin par un décret classé strictement secret.

En bref, l'ouvrage présente plusieurs motifs d'intérêt et nombre de documents inédits. Très utile à qui veut reconstituer l'histoire des forces armées et leur position dans la société de l'après-guerre, il devrait également permettre de mieux comprendre les raisons pour lesquelles les leaders soviétiques, jusqu'aux années 1980, redoutèrent le conquérant de Berlin et choisirent de le reléguer dans l'ombre. En ce qui concerne Stalin et Brežnev, il n'y pas de nouveaux éléments : tout se ramène à une combinaison d'inquiétude et de jalousie à l'égard de la vaste popularité de Žukov. En ce qui concerne Hruščev, ces craintes s'entremêlent à la logique même de la lutte pour le pouvoir en URSS et à la peur (qui paraît aujourd'hui sans fondement) que les forces armées — sous la direction de Žukov — arrivent à se soustraire au contrôle du parti et même à en menacer l'autorité.

D'un certain point de vue, le sort de Žukov n'est pas un fait totalement isolé dans l'histoire militaire soviétique des cinquante dernières années. L'amiral Kuznecov, commandant en chef des forces navales au cours de la dernière guerre, est lui aussi tombé en disgrâce, et bien d'autres chefs militaires ont été destitués par Stalin après la fin du conflit. Mais la disgrâce de Žukov a quelque chose d'exceptionnel, si l'on pense qu'elle a duré presque un quart de siècle.

En conclusion, il faut souligner la richesse des éléments propres à éclairer la personnalité de Žukov, qui font apparaître un tempérament à coup sûr peu facile et une dureté de caractère à l'égard de ses collaborateurs (cela a été confirmé, dans des circonstances non suspectes, par Rokosovskij dont il fut le plus proche parmi les commandants soviétiques forgés dans le conflit mondial). Il s'agit peut-être là d'une des raisons qui contribuèrent à lui aliéner le soutien de ses compagnons d'armes en 1957, alors qu'à l'époque de sa première disgrâce, Stalin n'avait pas réussi à obtenir l'approbation unanime des chefs militaires. C'est sans doute qu'en 1946, les liens forgés sur les champs de bataille au cours de la Deuxième Guerre mondiale étaient encore trop forts ou que, du moins, les jalousies professionnelles

qui allaient diviser, dans l'après-guerre, certains chefs prestigieux de l'Armée rouge n'avaient pas encore émergé.

Fabio Molin

(traduit par Antonella Salomoni)

Douglas R. WEINER

A little corner of freedom :

Russian nature protection from Stalin to Gorbachev

Berkeley, University of California Press, 1999, 556 p.

Cet ouvrage de Douglas Weiner constitue en quelque sorte la prolongation du précédent, *Models of nature : ecology, conservation, and cultural revolution in Soviet Russia*¹. Avec cette nouvelle somme, Douglas Weiner s'affirme comme l'historien de la « *naučnaja obščestvennost'* », confirmant que la portée de son travail s'étend bien au-delà de l'activisme environnemental. Si le premier volume était consacré essentiellement aux années 1920 et au début des années 1930, celui-ci embrasse l'ensemble de la période stalinienne et se poursuit jusqu'à la fin de l'URSS. Autre différence entre les deux publications, le périmètre des sources mobilisées s'est considérablement accru, ouverture des archives oblige. Mais il serait infondé de dire que Douglas Weiner en a bénéficié opportunément car son rôle dans l'entreprise d'ouverture et d'exploitation des fonds d'archives publics soviétiques est celui d'un artisan actif, comme en témoigne par exemple sa participation à la publication du recueil de documents *Ekologija i vlast', 1917-1990*, paru à Moscou en 1999 dans la série *Rossija. XX vek*.

Dans ce nouveau livre, l'auteur suit du début à la fin du régime soviétique les vicissitudes d'un petit groupe de scientifiques, biologistes pour l'essentiel, botanistes, zoologistes, podologues et géographes de terrain, qui constituent en 1924 la VOOP (Vserossijskoe obščestvo ohrany prirody), la Société panrusse de protection de la nature, comme héritière des sociétés savantes d'Ancien Régime avec ses règles démocratiques de fonctionnement interne, son atmosphère de club élitiste, et se donnant pour objectif essentiel la préservation et l'extension du réseau des *zapovedniki*, sorte de parcs nationaux, de réserves inviolables, destinés à servir d'étalon d'une nature « vierge ». Qualifiée de « réserve pour l'espèce en voie de disparition des scientifiques bourgeois », la VOOP compte, en 1932, 17 000 membres qui assurent l'administration d'un réseau de 70 *zapovedniki* répartis sur tout le territoire de l'Union soviétique et représentant une superficie de plus de six millions d'hectares. Weiner s'interroge sur les raisons du succès de cette entreprise qui voit ce groupe « indépendant et critique » survivre au pouvoir de Stalin et de ses successeurs, mais aussi sur les raisons de son échec, à la fois scientifique et politique, à savoir son incapacité à peser sur la définition d'une politique de protection de l'environnement en URSS.

La démarche de Weiner est stimulante car, ayant défini la *naučnaja obščestvennost'* comme une catégorie sociale fondée sur des compétences professionnelles,

un esprit de corps, un credo scientifique, des valeurs morales et notamment un sens du devoir vis-à-vis de la Science, et en conséquence du service de l'État, il ne s'épuise pas à trouver une réponse qui soit unique et ultime, mais échafaude des faisceaux d'explications, s'appuyant sur des sources recoupées, ou d'hypothèses dans les cas où ni les archives disponibles, ni les témoignages recueillis a posteriori ne parviennent à emporter sa conviction.

À travers la description des « guerres des *zapovedniki* » qui se succèdent des années 1920 jusqu'aux années 1950, Weiner analyse les différentes stratégies de survie de ce groupe vis-à-vis du régime. Premier constat : même durant la période la plus aiguë de la terreur stalinienne, on déplore relativement peu de victimes parmi ces activistes. C'est dû essentiellement au fait que ces nombreux espaces de nature protégée, gérés directement par des scientifiques, souvent situés dans des régions périphériques éloignées et difficiles d'accès, ont concrètement servi de refuge physique aux victimes de purges et de persécutions, leur évitant souvent l'arrestation et la mort. Néanmoins, la survie du groupe et la défense des *zapovedniki* apparaît comme une « marche sur la corde raide ». Quatre facteurs interviennent, qui se révèlent déterminants en fonction des périodes et des situations, et dont il apparaît impossible de déterminer précisément la part de chacun, vu leur étroite imbrication.

Le premier facteur est la stratégie classique du patronage : il est clair que le réseau des *zapovedniki* n'aurait pu se maintenir sans la protection de responsables politiques locaux ou régionaux. Les motivations des parrains sont diverses — disposer sur son territoire d'une réserve scientifique peut être prestigieux, rapporter en termes d'allocations budgétaires, aider à la construction d'une voie de communication, etc. Chez certains cadres intermédiaires, et en particulier les secrétaires d'*obkom*, intervient un réflexe de satrape qui consiste à protéger « ses » choses et « ses » gens. L'ouvrage apporte ce faisant un nouvel éclairage sur certains épisodes de conflits entre les autorités de la RSFSR et le pouvoir fédéral, notamment en 1951. Chez les dirigeants de l'Académie des sciences, on trouve des sympathisants à la cause, dont le président Nesmejanov, au début des années 1950 ; et, parmi les administrateurs du *Gosplan*, des personnalités en position d'infléchir la portée d'une décision politique, sous Staline comme sous Hrouščev. Pour les dirigeants du *komsomol* dans les années 1960, parrainer les groupes d'étudiants, les *družiny*, présente le double avantage de fournir une image un peu attractive tout en exerçant un contrôle.

Un autre type de protection provient de l'adhésion, proclamée ou authentique, de la part des dirigeants de la VOOB aux objectifs du régime. Ce mimétisme ou cette stratégie du caméléon repose sur des valeurs partagées : une même opposition à la propriété privée, aux forces du marché, une même croyance qu'un État fort et centralisé est mieux à même de protéger la nature. Ceci permet à la VOOB d'inscrire officiellement son action dans la « construction du socialisme », fût-ce au prix de concessions mineures ou de façade. L'opposition porte sur le mode de développement tel qu'il est mis en œuvre à partir du I^{er} Plan quinquennal et, par la suite, sur l'absence d'association des scientifiques à l'élaboration des politiques publiques, ce qui les conduira à se figer dans une attitude d'attente vaine et à fustiger l'ignorance des décideurs et la grossièreté des exécutants. Et, de fait,

Weiner établit qu'à l'origine de chacune des guerres successives engagées par le pouvoir contre les *zapovedniki* ou leurs défenseurs, on retrouve une situation de concurrence, de conflits d'usage portant sur les ressources naturelles ou l'occupation des sols.

Une autre manifestation de « patriotisme soviétique », de la part des militants de la protection de la nature, réside dans l'utilisation massive de l'arme de la « honte », c'est-à-dire dans l'étalage qu'ils font auprès des responsables politiques de l'humiliation qu'ils ressentent à devoir reconnaître devant leurs collègues étrangers les retards ou les erreurs de la politique de leur pays. Weiner souligne la difficulté à faire définitivement en la matière la part de la ruse et de la conviction, en dépit des sources d'archives et des témoignages rétrospectifs.

Dernier élément de la stratégie de groupe — ou individuelle — qui assure la pérennité de la VOOP : l'image soigneusement cultivée que les activistes donnent d'eux-mêmes, celle de marginaux, d'excentriques, d'originaux. Hruščev les qualifia de « *čudaki* » et aucun dirigeant ne considérera qu'une quelconque opposition sérieuse à son pouvoir puisse émaner de tels personnages. Là encore, cette attention portée à l'image donnée vis-à-vis du pouvoir est une réponse à la contrainte exercée par un environnement hostile mais elle renvoie également à un trait constitutif de l'identité du mouvement.

Ainsi, dans l'immédiat après-guerre, la VOOP élargit son recrutement au-delà des cercles académiques vers les enseignants et les scolaires. Elle reçoit également, *nolens volens*, les adhésions de « membres juridiques », c'est-à-dire d'entreprises, d'administrations entières, pour atteindre 100 000 adhérents au début des années 1950. Dès lors, cette organisation, commençant à devenir « de masse », attire l'attention du pouvoir qui va chercher à en contrôler la direction, ce qui sera réalisé entre 1953 et 1955. La « vieille garde » abandonnera alors cette « courroie de transmission », laissant la nouvelle organisation gonfler sans elle jusqu'à 29 millions de membres au début des années 1980, pour trouver refuge dans une autre société amie, la MOIP (Moskovskoe občestvo ispytatelej prirody), la Société des naturalistes de Moscou, où les critères professionnels, l'esprit de club et les règles de fonctionnement sont préservés.

Même s'ils constituent la trame de son ouvrage, Weiner ne limite pas son exploration aux conflits avec le pouvoir. Il mesure aussi la capacité des « professeurs bourgeois » à transmettre leur credo scientifique et leur éthique professionnelle à la génération des étudiants des années 1960 dont ils inspirent l'activisme au sein des *družiny*. On suit parfaitement le passage qui s'effectue alors d'une attitude de fétichisation de la nature, qui présidait au principe de l'inviolabilité des *zapovedniki*, à une approche en termes de protection de la biodiversité, qui se trouve être celle que partage alors la communauté internationale. On voit apparaître parmi ces étudiants les futurs acteurs des mouvements écologiques qui se développeront pendant la perestroïka ainsi que les fondateurs des institutions et des politiques de l'environnement sous Gorbačev et El'cin.

À la même période, le corporatisme des défenseurs de la nature se trouve également confronté à la question des alliances avec des scientifiques de disciplines ou d'horizons différents. Notamment avec ceux qui se regrouperont à Akademgorodok — la cité scientifique de Novossibirsk à partir de 1957 — ainsi qu'avec

d'autres groupes sociaux (ingénieurs, administrateurs, chercheurs en sciences humaines et sociales, écrivains, journalistes) dont l'engagement en faveur de la protection de l'environnement a d'autres motivations et d'autres causes. L'auteur montre bien le mépris « de caste » envers les *vydvizency* et l'arrogance toute scientifique à l'encontre des non-scientifiques qui compromettront bien des entreprises.

Au final, le lecteur trouvera une magistrale préhistoire de l'écologie en Russie, conjuguée avec l'histoire très concrète de la traversée du siècle par un groupe professionnel. Juste un « archipel de liberté ».

1 – Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 1988, 312 p. Cf. mon compte rendu in *Annales ESC*, 2, 1989, p. 304.

Marie-Hélène Mandrillon

Paul T. CHRISTENSEN

**Russia's workers in transition :
labor, management and the state
under Gorbachev and Yeltsin**

Dekalb, Northern Illinois University press, 1999, 197 p.

Le titre de cet ouvrage est quelque peu trompeur. Il ne s'agit pas d'une plongée dans la problématique de l'identité ouvrière (en dépit de la description des quelques combats emblématiques des années 1990, Paul T. Christensen n'a pas pour objectif de faire entendre la « parole ouvrière »). Et il récuse l'analyse « transitologique ». Le sous-titre en revanche illustre bien le propos, qui est de prendre le triangle ouvriers—managers d'entreprise—État comme observatoire des changements économiques et politiques au cours de la dizaine d'années qui s'ouvre en Russie avec la *perestroïka*. Ce faisant, l'auteur montre comment, sur le terrain concret de l'entreprise, les percées de la démocratisation et les changements d'économie politique se combinent et/ou se contrarient, comment le système ancien se défait, tandis que les nouvelles institutions échouent à se faire.

Soulignant le caractère contradictoire des changements qui marquent la période (chap. 1, intitulé « Théorisation de l'économie politique du post-soviétisme »), l'auteur pointe les faiblesses de la notion de transition comme mode de description des mutations à l'œuvre. Les protagonistes décrits (ouvriers et managers) ont vu en effet leurs position et rôle concret s'inverser : si les grèves ouvrières de 1989-1990 ont contribué à achever d'affaiblir le système et tracé le chemin des nouvelles institutions, une fois affirmé le passage au marché, ce sont les dirigeants des entreprises qui occupent l'avant-scène. L'auteur enracine ces revirements dans l'histoire, elle aussi ambiguë, (rappelée dans le chap. 2, « La dictature et le prolétariat ») d'une classe ouvrière à la fois encensée et malmenée, dominée mais dotée d'un important potentiel de résistance passive. Il esquisse également une interrogation sur la centralité de la question de la « propriété » dans la libéralisation économique et politique.

Les chapitres 3 et 4 exposent, à partir d'études de cas concrets, l'absence de cohérence des premiers changements institutionnels, en quête de remèdes à la panne de productivité économique et idéologique, et leurs avatars aux mains des différents acteurs. La démocratisation du monde du travail, l'auto-administration, avec la création des « Conseils des travailleurs », auront été investies comme ferments de pouvoir ouvrier par le collectif de la KAMAZ (*Kamskij avtomobil'nyj zavod*), mais neutralisées par l'administration dans d'autres entreprises (jouant habilement des tensions entre groupes informels et syndicats plus ou moins institutionnalisés). Même sort pour l'autre dispositif de démocratisation que fut l'élection des dirigeants d'entreprise. Ces diverses monographies illustrent bien, pour cette phase, l'impossibilité de la démocratie interne, en l'absence de « démocratie externe », c'est-à-dire tant que les usines restent sous la tutelle des ministères et des apparatchiks du parti.

Après la description de l'échec de la démocratie octroyée vient le récit de ce que l'on pourrait qualifier de « démocratie exercée » : les grèves de 1989-1991. Ce chapitre reprend les analyses usuelles sur l'évolution des grèves, le glissement des revendications, la difficulté à réinventer le syndicalisme.

La description de l'époque El'cin ne bénéficie pas du même éclairage « parlant » que constituent les études de cas qui illustrent la période précédente. Cela tient non seulement au caractère plus diffus des changements, mais aussi à la quasi-absence d'études de terrain (les difficultés de financement ont alors durement frappé les recherches), qui oblitère les chances de faire un jour une histoire vivante de la vie des entreprises dans ces années de transformation. Si les discussions qui ont accompagné les privatisations (supposées être un acte de justice sociale dans le discours eltsinien, appelées à clarifier les relations au sein de l'entreprise pour d'autres, etc.) sont bien relatées, l'auteur n'est pas en mesure de raconter les débats concrets qui ont animé telle ou telle entreprise au moment du vote entre les diverses variantes de privatisation proposées.

L'apport de cet ouvrage à la problématique de la « gouvernance » est donc plus ou moins riche selon les chapitres. Le chapitre conclusif du moins est sans ambiguïté : l'auteur y déplore les dommages que le néo-libéralisme fait subir à la démocratisation et proclame le rôle primordial qui doit être imparti, dans ce processus, aux relations dans le monde du travail.

Myriam Désert

Federico VARESE

**The Russian mafia :
private protection in a new market economy**

Oxford, Oxford University Press, 2001, 290 p.

L'ouvrage de Federico Varese est l'une des toutes premières études systématiques de la mafia en Russie, qui dépasse avec succès le stade du descriptif, voire simplement de l'anecdotique. C'est un livre important quant à l'économie politique des

transactions dans un système faiblement institutionnalisé et l'auteur réussit à rendre un texte dense et fortement structuré théoriquement aussi lisible qu'un bon roman policier.

Varese fonde son travail sur l'argument, qu'il emprunte à l'ouvrage de base de Diego Gambetta sur la mafia sicilienne¹, selon lequel il existerait un lien entre le phénomène mafieux et une offre privée de protection. Celle-ci, dans le cas de la Sicile, provenait de la fin des milices et groupes armés nobiliaires, dont la dissolution correspond à la chute de la monarchie des Bourbons. La demande de protection provient, elle, de la faiblesse de l'État dans sa capacité à vérifier, garantir et protéger les droits de propriété. Varese défend ainsi l'idée d'une distinction nécessaire entre le crime organisé, qui emprunte souvent aux codes comportementaux et opérationnels de la mafia, et la mafia elle-même. Ceci le conduit à la définition suivante : « La mafia diffère du crime organisé en raison de sa relation à l'État. La mafia et l'État sont tous les deux des agences engagées dans la protection. Tandis que la mafia intervient directement dans ce qui relève de la juridiction de l'État, le crime organisé ne le fait pas. De plus, la mafia est disposée à offrir de la protection à la fois à des transactions légales (mais mal protégées) et à des transactions illégales » (p. 5).

Ceci pourrait conduire à analyser la mafia comme une forme de proto-État. Cependant Varese indique que la différence fondamentale entre la mafia et l'État est que la première ne fonde aucun droit pour les personnes qui recourent à elle, au contraire de l'État. Ainsi doit-on faire une différence entre la mafia et des organisations politico-militaires insurrectionnelles qui ont pour vocation de supplanter le pouvoir qu'elles combattent. Cette définition permet alors à l'auteur (p. 6) d'argumenter en faveur d'une comparaison internationale des phénomènes mafieux, tous définis par l'offre de protection comme base de leur activité.

Varese choisit donc comme objet le phénomène de la protection liée à des transactions légales, que celle-ci soit demandée ou imposée, et son terrain est la ville de Perm, choisie à la fois pour sa taille et son éloignement relatif de Moscou. Il élargit ensuite à une recherche concernant les origines du phénomène actuel, portant en particulier sur le rôle des *vory-v-zakone* (voleurs-sous-la-loi) dont la culture se répand en URSS à partir de 1953, après les libérations de camps. L'auteur a utilisé comme sources tout autant le dépouillement de la presse, les archives que des interviews réalisées lors de séjours de longue durée sur son terrain.

Le livre est construit autour de trois parties correspondant à des approfondissements successifs de l'étude de la mafia russe. La première procède à une description du contexte de ces dix dernières années, avec une analyse du processus de transition, une évaluation des capacités de l'État russe comme fournisseur légal de protection et de sécurité, enfin une analyse du spectre général des fournisseurs de protection. Un des résultats les plus intéressants de l'ouvrage est de montrer que les responsables d'entreprises continuent de se pourvoir devant les tribunaux en cas de conflit, même s'ils attendent peu de ces procédures ou s'ils sont conscients qu'il faudra en influencer, sous une forme ou une autre, le déroulement (p. 51-54). En fait, très peu d'acteurs économiques considèrent que le recours à la justice est inutile. Cette situation traduit une réalité où la mafia ne fonctionne pas comme une alternative complète au système légal, mais comme imbriquée dans ce dernier.

L'offre privée de protection se manifeste au sein même des canaux de l'offre publique, mais aussi en synergie avec elle. Ceci confirme l'analyse de l'auteur selon laquelle la mafia ne fonctionne pas sur le modèle d'un proto-État mais au contraire dans les interstices de l'État existant. On peut cependant se demander avec l'auteur si cette pénétration interstitielle ne pourrait finir par faire éclater les structures locales et nationales de la puissance publique. Le rôle de groupes locaux, cosaques et divers groupes ethniques, dans la mise en place d'une offre de protection intermédiaire entre l'État et la mafia, pourrait témoigner de ce processus. On peut aussi penser que l'offre publique est susceptible de se reconstituer, mais sous des formes diversifiées. De ce point de vue, la situation semble connaître de fortes variations d'une région à l'autre, en fonction de la plus ou moins grande solidité des autorités locales.

Cette analyse du contexte est alors mobilisée dans deux chapitres fondés sur le travail de terrain effectué à Perm : description et analyse des processus de développement de la protection privée à Perm, ainsi que des procédures par lesquelles ce phénomène se développe. On souhaiterait en outre des comparaisons entre régions, justement pour valider (ou invalider) l'hypothèse de l'importance des autorités régionales et des formes de légitimité sur lesquelles elles s'appuient. Double exercice dont on connaît bien la difficulté.

La dernière partie du livre est une analyse de fond du phénomène mafieux en Russie, incluant une analyse des antécédents de ce dernier, ainsi que celle de la société des *vory-v-zakone*. Ces pages sont certainement parmi les plus intéressantes du texte. La mobilisation des différents ressorts de l'anthropologie est ici particulièrement heureuse.

La conclusion que Varese tire de son étude surprend car elle va à l'encontre des lieux communs sur la mafia en général — en tant qu'image d'une société fortement structurée et hiérarchisée — et sur la mafia russe en particulier. Il considère ainsi, avec de nombreux éléments à l'appui, que la mafia n'est pas un groupe criminel unifié et surtout qu'elle ne peut pas l'être. Chaque groupe criminel tend à se spécialiser dans une activité (une protection portant sur certains types de transactions) et un territoire. Par contre, à travers la culture des *vory-v-zakone*, une forme de coordination lâche et informelle se constitue. Le développement de codes fortement ritualisés, d'un discours structuré avec ses mythes, rappelle ici fortement le cas sicilien. Cette culture est avant tout celle des chefs et repose sur un fort élitisme, moyen à la fois de limiter le nombre d'intervenants dans la coordination et de créer une incitation forte dans les rangs des acteurs secondaires. Le rôle des codes opérationnels et sociaux constitue certainement un des points forts du livre, même si on aurait pu souhaiter une plus grande précision des concepts utilisés. Cette partie aurait mérité une comparaison systématique avec l'ouvrage pionnier de Nathan Leites sur le code opérationnel du Bureau politique du PCUS.

Cependant, et Varese le montre bien, la mafia russe n'a pas réussi comme la mafia sicilienne. Elle est confrontée à une concurrence sur sa propre activité de base, en particulier à cause de certaines formes de privatisation des organes de sécurité (FSB et MVD), mais aussi en raison du développement d'une logique d'ethnisation des pratiques criminelles qui favorise une forte fragmentation.

Par ailleurs, si la mafia a été utilisée par les grands acteurs politiques et économiques, et si elle a pénétré certains d'entre eux, elle reste plus un instrument à la solde des oligarques qu'un acteur réel dans le monde de l'oligarchie (p. 189-191). Ainsi, pour Varese, il est clairement erroné de considérer la Russie comme un « État mafieux » (ce qui serait d'ailleurs dans le cadre de ses concepts une contradiction dans les termes), — voire uniquement un État entièrement pénétré et contrôlé par la mafia. De ce point de vue, il rejoint et renforce l'ouvrage de Jeanine Wedel sur l'ascension des oligarques à travers les liens avec l'entourage de El'cin et le soutien de certains groupes d'économistes américains². Les éléments factuels disponibles, en particulier à la suite du scandale qui a impliqué la Bank of New York ou du procès intenté par le gouvernement fédéral contre l'Institut d'aide au développement de l'université de Harvard et son directeur André Shleifer, confirment d'ailleurs amplement cette analyse³.

Malgré tous ses mérites, cet ouvrage n'est pas sans limites. Celles-ci tiennent dans une large mesure à l'utilisation d'un appareil théorique qui se situe dans la droite ligne de nombreux travaux sur les institutions mais n'en est pas moins frappé de certaines incohérences.

Varese reprend ainsi à son compte un argument qui fut développé par les conseillers américains impliqués dans le processus de privatisation. Les institutions d'une économie de marché ne sauraient ainsi provenir spontanément d'un dictateur bienfaisant ou de parlements éclairés. Elles ne peuvent surgir que des pressions exercées par un groupe social de propriétaires qui, par ces institutions, défendent leurs intérêts⁴. On peut imaginer qu'un législateur ait son ordre du jour rempli par les problèmes découlant des législations et institutions existantes. L'attention qu'il peut accorder à des problèmes nouveaux est bien entendu marginale. Pourtant, cette argumentation contient des incohérences théoriques fortes, mais habituelles dans le cadre de référence utilisé. En effet, le raisonnement tenu par, entre autres, Jonathan Hay et André Shleifer, les deux responsables du Harvard Institute for International Development condamnés par la suite aux États-Unis pour délit de collusion en raison de leur attitude dans le processus de privatisation russe⁵, revient à dire ceci. Les acteurs, ici les détenteurs de droits de propriété, sont capables d'identifier clairement leurs intérêts à long terme en tant que groupe social, et de les distinguer de leurs intérêts personnels immédiats.

Cette thèse a été régulièrement et systématiquement contredite depuis le début de l'histoire du capitalisme. De la résistance des entrepreneurs britanniques du début du XIX^e siècle à accepter une limitation du temps de travail et la réglementation du travail des femmes et des enfants, aux pratiques comptables qui ont donné naissance aux scandales Enron et Worldcom, la logique de la prééminence de l'intérêt immédiat et particulier a toujours été la réponse spontanée. Pourtant, il est facile de montrer que des capitalistes qui détruisent la force de travail se condamnent à terme, de la même manière que des capitalistes qui acceptent ou suscitent une manipulation de l'évaluation comptable des droits de propriété. La répétition historique du phénomène renvoie à une question théorique centrale. Supposer, comme les conseillers américains dont Varese reprend l'argumentation, que la vision de l'intérêt de groupe et de long terme puisse spontanément émerger comme représentation dominante revient à supposer que ces agents ne sont pas soumis au principe

du « voile d'ignorance ». Mais, si tel était le cas, ils n'auraient pas besoin de droits de propriété car, dans la mesure où ils seraient capables de prévoir le futur dans toutes ses implications, ils seraient en mesure d'établir entre eux des contrats à la fois complets et parfaits. Or, c'est justement l'incapacité d'établir de tels contrats — en raison du voile d'ignorance — qui est une des deux raisons de la nécessité de droits de propriété⁶. L'argument qui tient à la saturation des capacités cognitives du législateur est recevable, mais la solution proposée est, elle, logiquement incohérente et historiquement invalidée.

On peut même aller plus loin. L'argument de Hay, Shleifer et Vishny revient à supposer que le marché puisse spontanément produire les cadres et conditions de son bon fonctionnement. Pourtant, et on le sait depuis plus de 25 ans, ceci est faux dès que l'on admet que l'information dont dispose les agents n'est ni complète ni parfaite⁷. L'un des trois Prix Nobel d'économie de 2001, Joseph Stiglitz, en avait d'ailleurs tiré les conséquences quant au rôle de l'État dans la mise en place des institutions⁸. Federico Varese cite les travaux de Stiglitz réalisés quand il était l'économiste en chef de la Banque mondiale ; pourtant, il n'en tire pas les conséquences logiques du point de vue théorique.

L'argumentaire théorique de Varese soulève aussi d'autres problèmes. Les échecs dans la mise en œuvre d'une réglementation adéquate sont pour lui assimilés au problème de la relation Principal/Agent, un des instruments développés justement par les économistes qui se sont penchés sur les asymétries d'information⁹. Une approche par la légitimité aurait été plus cohérente avec la démarche anthropologique adoptée à propos de l'influence de *vory-v-zakone* sur le développement de la mafia russe. Ceci impliquerait cependant une analyse des divers types de légitimité, et l'absence de Max Weber dans les références est ici une limite claire de l'appareil conceptuel que l'auteur a mobilisé dans son étude¹⁰.

Prendre au sérieux la question de la légitimité dans l'explication des crises des institutions impliquerait alors de réintroduire la politique économique en amont du problème de la demande de protection. Comment en effet imaginer que des policiers et des juges puissent raisonnablement faire leur travail s'ils sont mal payés, voire laissés sans solde. Comment imaginer qu'un système juridique puisse être perçu comme légitime quand les jugements sont erratiques, les procédures longues et incertaines, et quand globalement le fonctionnement du système social est en contradiction avec ses propres valeurs. De ce point de vue, on ne peut dissocier le développement de la mafia, au sens où Varese l'entend, des effets de la politique économique mise en place entre 1992 et 1998, mais aussi du comportement du pouvoir eltsinien vis-à-vis des institutions, comme l'a tragiquement démontré l'affaire de la dissolution du Parlement de Russie en octobre 1993. Si le développement des pratiques mafieuses constitue bien une contrainte sur les possibilités d'action future, ce développement est aussi le produit — bien entendu non intentionnel — des actions passées.

Un dernier point qui mérite discussion est celui du lien entre les institutions d'une économie de marché et les droits de propriété au premier chef, et l'État. Varese indique à plusieurs reprises l'existence de continuités entre l'URSS et la Russie post-soviétique. La question du sous-développement de l'État dans le système soviétique est à l'évidence indissociable des formes prises par la crimina-

lité économique. Or les protagonistes de la transition n'ont jamais eu, sauf à de très rares exceptions, la conscience que la sortie du soviétisme passait par la reconstruction de l'État. Bien au contraire, le préjugé anti-étatiste a été dominant pendant la période la plus cruciale, 1989-1996. L'idéologie de la dévalorisation de l'État a joué un rôle considérable dans l'affaiblissement des institutions publiques durant le début de la transition. Ce phénomène a été renforcé par la rapide diminution des moyens financiers dont les autorités publiques pouvaient disposer, en particulier à cause des politiques budgétaires mises en place sur les conseils des experts américains et du FMI.

Ceci n'implique pas qu'il ne fallait pas engager un processus de privatisation dans une économie où l'essentiel de la production était étatisé. Cependant, il était d'emblée dangereux de présenter la privatisation comme une solution miracle. La mise en place de ce processus aurait dû être plus lente et plus prudente. L'absence d'une discussion sur les effets pervers de l'idéologie de la privatisation, à distinguer de pratiques qui peuvent être nécessaires, sur l'autorité de l'État et sur sa légitimité, est d'autant plus à regretter que, fort justement, Varese analyse le développement de la mafia en conjonction avec une faillite de l'État.

Plus loin encore, il faudrait s'interroger sur le statut des droits de propriété. Si la combinaison de la densité sociale et du voile d'ignorance rend nécessaires des droits de propriété individuels, cette même combinaison, quand elle concerne les effets de l'usage de ces droits, rend impérative l'existence de droits collectifs, qui se manifestent entre autres sous la forme des réglementations publiques concernant l'usage des biens et services appropriés par les individus. Il n'est donc pas possible de penser une propriété privée « pure », au sens de dégagée de toute obligation collective, car les conditions d'existence d'une telle propriété seraient celles rendant l'existence même des droits de propriété superflue¹¹. Cette nécessaire combinaison de l'individuel et du collectif a des conséquences quant à la définition, la vérification et la protection des droits de propriété mobilisés dans des transactions. Elle rend illusoire toute approche opposant les sphères privée et publique.

Au-delà de ces critiques qui visent moins Varese directement que le courant dans lequel il se situe, il est important de redire que son ouvrage est la première étude sérieuse et systématique du phénomène mafieux dans la Russie post-soviétique. La combinaison des approches théoriques utilisées fournit des pistes de recherche qui devraient s'avérer très fructueuses dans les années à venir. Il constitue à l'évidence un outil indispensable à la fois pour le chercheur qui travaille sur la Russie et la transition, mais, au-delà, pour qui s'interroge sur le phénomène du crime économique et de la mafia.

1 – Diego Gambetta, *The Sicilian mafia*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1993.

2 – J. Wedel, *Collision and collusion*, New York, St. Martin's Press, 1998.

3 – J. Sapir, *Les économistes contre la démocratie*, Paris, Albin Michel, 2002 (chapitre 1).

4 – J. R. Hay, A. Shleifer et R. W. Vishny, « Toward a theory of legal reform », *European Economic Review*, 40 (3-5), 1997, p. 559-567, voir p. 564.

5 – Sur le comportement de Shleifer en particulier, voir M. Bivens, « Harvard's "fitting choice" », édition électronique du *Moscow Times*, lundi 18 juin 2001.

6 – L'autre étant l'existence d'une densité sociale. Voir J. Sapir, *Les trous noirs de la science économique*, Paris, Albin Michel, 2000.

7 – Voir, par exemple, S. J. Grossman, J. Stiglitz, « Information and competitive price systems », *American Economic Review*, 66 (3), mai 1976, Papers and Proceedings of the Annual Meeting of the American Economic Association.

8 – J. Stiglitz, « Wither reform? Ten years of transition », *Keynote Address to the Annual Bank Conference on Development Economics*, World Bank, Washington DC, 28-30 avril 1999.

9. Pour son origine, voir S. Ross, « The economic theory of the agency: the principal's problem », *American Economic Review*, 63, (1), mars 1973, p. 134-139. Voir aussi, B. Holmstrom, « Moral hazard in teams », *Bell Journal of Economics*, 13, 1982, p. 324-340. Pour une bonne présentation pédagogique, J. J. Laffont, *Economie de l'incertain et de l'information*, Paris, Economica, 1991, chapitres 4, 5 et 11.

10 – Voir Max Weber, *The theory of social and economic organization*, Londres – New York, The Free Press – Macmillan, 1964 (traduction de la partie I de *Wirtschaft und Gesellschaft*) et en particulier la troisième partie du volume.

11 – Sur ce point, voir J. Sapir, *Les trous noirs de la science économique*, *op. cit.*

Jacques Sapir

E M P I R E S , N A T I O N A L I T É S ,
R É G I O N S

Michael KHODARKOVSKY

**Russia's steppe frontier :
the making of a colonial empire, 1500-1800**

Bloomington — Indianapolis, Indiana University Press, 2002, 290 p. and maps.

Anyone familiar with the author's first book *Where two worlds met* (1992) must look forward to reading this new volume, which is a comprehensive study of Moscow's relations with the steppe nomads from the emergence of a Russian empire until the closing of the frontier 300 years later. He will not be disappointed. In the author's own words, this book is about the transformation of a dangerous frontier into a part of the empire and of its peoples into subjects. Certainly more controversial is his determination to show that Russia was no less a colonial empire than any of the other western powers.

It is very difficult to organize an abundant material covering such an immense territory and such a long period to form a coherent whole and tell a consistent story. In this respect, Khodarkovsky is not fully successful, although his organization of the material is nevertheless a good one. He chose to sandwich two historical chapters between a set of two analytical chapters on the one hand and a last conceptual chapter on the other. The reader might prefer to read the straight story before being given the analysis. In these first two chapters, Khodarkovsky discusses the social and political organization of the steppe nomads as well as practices and ceremonials regulating relations between Moscow and the frontier peoples such as types of treaties, the hostage system, the tribute and presents. This is followed by the emergence of Moscow as an imperial power with the conquest of the Kazan and Astrakhan khanates and later, after 1600, the transformation of the Nogais, Kalmyks and

Kazakhs into subjects of the empire. The last chapter discusses the role of religion, the integration of the native elites and the “colonial contest” over administration and land. There are excellent maps, including contemporary ones he found in the archives; some, unfortunately, are so reduced as to be nearly illegible. The author’s own maps include a very good one (p. 75) showing the approximate boundaries of the Kazan, Astrakhan, and Crimean khanates. Missing, however, is a map of the Ural and Irtysh lines which might have helped him avoid the facile conclusion about Russia’s inexorable advance during the eighteenth century.

One strong feature of the book is Khodarkovsky’s awareness of the terrain: he tells us where the pastures of various people were, something too often overlooked by writers on the subject. He is also very much aware of the geopolitical context within which Russia’s relations with the nomads took place. He does not make the nomads into helpless people, the victims of Russian aggression, but tells the reader that those societies were warlike, depended on booty, and that “lasting peace was antithetical to the very existence of the peoples that Russia confronted along its frontier” (p. 17). He reminds us that Muscovy rose as part of the frontier system of the Golden Horde and that, after 1500, Moscow derived its legitimacy from several sources simultaneously: Christian Byzantium, Kievan Rus, and the Golden Horde (p. 40), while being at the same time the only Christian power facing the Muslim world in the steppe. He tells us the little known fact that Moscow kept paying tribute to the Crimean khan until 1700 (not 1699). Some of the best sections deal with what presumably happened on the bank of the Ugra in 1480 and the integration of the local elites into an imperial society. And there is an amusing description of the misunderstanding between Russian envoys and local chiefs, for whom keeping the head covered was a form of respect while it was an insulting gesture for the Russians. Altogether, this is a very fine book which will become a basis of discussion for scholars interested in the subject. I will briefly mention some over-simplifications and contentious points.

Khodarkovsky is right to insist on distinguishing between a boundary-border and a frontier, but does not always follow his own advice, as when he writes that the frontiers of the empire were becoming imperial borders (p. 185), or that the *de facto* frontier of Muscovy was its fortification lines (p. 50). It would have greatly helped if he had included genealogies of the various khans in order to show how many of these families in the steppe were interrelated. Readers may demur when told that it was not until the middle of the eighteenth century that Russian officials began to conceive of Russia as a multireligious and multiethnic empire. Those who organized Anna Ivanovna’s coronation certainly knew it, and many members of the elite already knew that quite a few of their colleagues were of Turco-Mongol stock long before the 1750s. Was there really no curiosity about the nomads until then (p. 188)? How then did the Russians know so well about the politics of the steppe and the ways to manipulate its rivalries?

I have some problems with Khodarkovsky’s treatment of the hostage issue. The reader is led to believe that only the Russians took hostages, although the practice was general in the steppe: nomads gave hostages to other nomads as token of submission. Since the hostages were sons or close relatives of important notables and chiefs, why does he say they were so poorly treated? There is a lack

of logic here which requires some explanation. Some hostages also went to the capital to be impressed with the might of Russia and to make sure they would spread their impressions among the local elite when they went home. No doubt because of his limited space, Khodarkovsky does not give a clear picture of the relations with the Kazakhs. The reader is not sure at times which horde he is talking about, and whether the Kazakhs had one khan or three. The situation changed over time, of course, but readers will be confused. When it comes to the relations with Abulkhair, it is clear that Tevkelev is the villain. If the khan had to be persuaded to ask the Russians — who really did not need his permission — to build a fortress on the Ural River why then did he also ask the Russians to build another fortress on the Syr Daria? Khodarkovsky's geopolitical vision deserts him here. Determined to show Russia's "relentless" advance, he overlooks the khan's ambitions and the pressures to which he was exposed on the part of the Zunghars. The story of Russian relations with the Kazakhs in the eighteenth century still needs to be written.

There is a larger issue on which scholars may disagree: that of colonialism. It has become very fashionable to force the experience of various countries into a single mold presumably valid the world over. Every "colonial" experience is in fact so different that one wonders if one can find a common denominator. If Russia was a tributary state of the Mongol empire and eventually became the collector of tribute in the former regions of that empire, the Dutch and Spaniards certainly never belonged to the East Indian or Amerindian worlds. The natives never became members of the imperial elite in Spain, England, or France. One can find many other specific features of the Russian imperial experience that did not fit into the straight colonial mold. And where do we stop? Presumably, Russia was also a colonial power in the Caucasus and Ukraine; was it also a colonial power in the Baltic provinces and Finland? If not, why? The American experience must also be a colonial one. Even in the mini-empires of France and Great Britain, the French of the Ile de France and the English were colonial powers (the Bretons and the Irish would agree!). Was the Mongol empire also a colonial one? But then, what does colonialism mean? It becomes simply a stage in nation-building, at least in some cases. It loses all specificity; once stretched to encompass the whole world, the concept becomes meaningless. If Khodarkovsky had made a serious effort to discuss what colonialism meant in the Russian experience, it might have led to some interesting conclusions. But the last two sections of the last chapter in which he takes up the issue are the least satisfactory in the book. Even if Russia was a colonial power, it certainly was not similar to the Dutch-Spanish-French-English colonial powers. What special kind of colonialism was it?

I do not want these questions and comments to add up to a negative assessment of the book. Quite the contrary. This is a major book precisely because it raises some challenging questions, as any good book does. It will stimulate scholars to explore further the immense world of the steppe, Russia's integration into it and eventually its integration into Russia's empire. This is a very worthy achievement.

John P. LeDonne

Terry MARTIN

**The affirmative action empire :
nations and nationalism
in the Soviet Union, 1923-1939**

Ithaca — Londres, Cornell University Press, 2001, 496 p.

Ce livre est remarquable à la fois par l'étendue du champ qu'il couvre, la somme d'informations directement issues des archives qu'il contient et par la clarté des thèses qui y sont énoncées. Il constitue l'une des premières grandes sommes en histoire depuis l'ouverture des archives qui vise à requalifier l'expérience étatique soviétique en spécifiant la nature de son modèle d'« empire de discrimination positive ». Terry Martin fait référence explicitement aux politiques contemporaines de soutien aux minorités nationales ayant été victimes de discrimination pour conclure que l'Union soviétique fut le premier État du monde à mener ces politiques. Celles-ci conduisirent à définir les territoires en fonction de leur composition ethnique, à attribuer aux nationaux les postes de pouvoir dans les républiques et à promouvoir les langues et les cultures locales. L'équivalent de l'expression « discrimination positive » fait défaut en français : or c'est elle qui permet à Terry Martin de résumer deux aspects essentiels du projet soviétique, à savoir l'organisation de son caractère multiculturel et une lutte active contre des formes de domination sociale issues de la période impériale. Dans cet ouvrage issu de sa thèse, Terry Martin n'envisage que la politique de promotion des minorités nationales. Il suit la constitution, l'évolution, les contradictions et les ambiguïtés de la politique des nationalités, du début du régime soviétique jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Loin de traiter cette histoire comme un domaine spécifique et en partie marginal de la politique soviétique, il bénéficie de l'intérêt et des problématiques issus des sciences politiques qui, au regard de la dissolution de l'URSS et de la création de nouveaux États-nations, ont fait de l'aspect multinational de l'Union la clé de sa spécificité. Son projet ne sera cependant pleinement accompli que lorsque la dimension sociale de l'« *affirmative action empire* » sera elle aussi totalement prise en compte.

À travers une étude des archives du parti et du gouvernement soviétiques, mais aussi des archives locales, en particulier ukrainiennes, Terry Martin dresse une chronologie précise des changements de la direction soviétique sur la question nationale. Par l'usage de multiples métaphores (« ligne politique douce » ou « ligne politique dure », « principe du Piedmont », « nettoyage ethnique »...), il permet à son lecteur de suivre aisément une histoire compliquée. Enfin, son livre marie différentes formes de récits, allant de la description d'une crise politique à l'usage des statistiques ou à l'exposé de l'application des politiques sur le terrain. Néanmoins cette étude reste dominée par l'histoire politique.

Le premier chapitre est une très claire introduction à la théorisation de Terry Martin et aux concepts qu'il utilisera tout au long de son livre. Les chapitres suivants sont les subdivisions de trois parties chronologiques qui permettent de rendre compte du tournant de la politique soviétique des nationalités autour de l'année 1932-1933. Le changement est énorme, mais, comme l'auteur l'affirme, n'implique pas une modification réelle de la conception du national chez les élites

dirigeantes, mais plutôt une appréciation politique négative des effets de leur politique de promotion des nationalités dans les années 1920. L'Union soviétique passe donc d'un État qui promeut systématiquement les minorités ethniques en leur attribuant et garantissant territoire, élites et culture autonomes, à un État qui réprime les individus des « nations ennemies » en fonction de leur appartenance nationale ; d'un pays qui aide les minorités les plus faibles en nombre et les communautés nationales très locales à un pays qui ne reconnaît plus que les plus nombreuses d'entre elles, les « nationalités titulaires ». Enfin, Terry Martin consacre un chapitre à la réévaluation de la place de la Russie à la fin des années 1930.

Les thèmes abordés sont multiples, depuis les discussions des bolcheviks sur la place à accorder aux revendications et aux différences nationales dans le nouvel État au rôle de l'Ukraine comme élément impulseur et expérimentateur de la politique des nationalités. Une description minutieuse de la politique de création d'unités territoriales nationales à l'échelle la plus locale (les soviets nationaux), ainsi que les débats sur la création des alphabets et sur la politique de la langue permettent de prendre la mesure du volet utopiste de la première politique des nationalités. Le chapitre consacré au nettoyage ethnique et à la création des « nationalités ennemies » dans les années 1930 nous éclaire sur l'autre versant de la politique de promotion du « nationalo-ethnique ».

Le paradoxe de l'expérience soviétique ici décrite tient au fait que, bien que ses dirigeants aient partagé une vision des identités nationales comme historiques et contingentes, ils ont fini par mener une politique promouvant une vision primordiale des appartenances nationales, en demandant systématiquement aux individus de se définir nationalement dans les documents administratifs, tout comme en suscitant la création, pour les nationalités titulaires, de discours nationalistes essentialisants, faisant remonter la naissance de ces nations à des temps très anciens. Cet aspect conduit le lecteur à interroger les effets d'une politique de promotion systématique des identités nationales et ethniques comme les conditions de formation de l'idéologie nationaliste. Terry Martin explique ce tournant « primordialiste » par les effets de la politique d'inscription systématique de la nationalité des individus dans les documents administratifs, ou encore fait très rapidement allusion à une tendance naturelle du peuple à penser les nations comme primordiales. On ne dispose pas encore d'études suffisamment approfondies pour savoir comment la population soviétique a réagi à l'entreprise de définition systématique des individus en fonction de leur nationalité, alors même que dans certaines régions, comme en Asie centrale, elle ne partait d'aucun sentiment national préexistant. En réalité, la constante politique visant à institutionnaliser les différences nationales supposait le primordialisme, dans les formes qui furent prises en URSS avec la répression et l'inscription sur le passeport de la nationalité d'origine à partir de 1938. Et surtout, la conception chez les élites politiques, et en partie les élites savantes, de la population en termes de groupes formés par des cultures particulières et repérables, en partie aveugles aux histoires individuelles, était en elle-même porteuse d'une tendance à réifier les identités collectives.

La diversité des voies par lesquelles le pouvoir bolchevik a tenté d'intégrer la population soviétique à son projet étatique et idéologique est multiple. En faisant relativement peu mention des autres moyens de mobilisation et d'organisation étatiques,

Terry Martin rend difficile pour le lecteur l'appréciation de la place du national dans une configuration plus large. Par exemple, la démarcation sur le terrain des frontières ne s'est pas faite uniquement en fonction de critères nationaux mais aussi des intérêts des élites régionales et surtout de considérations générales d'organisation économique. Le travail de l'auteur permet cependant de rendre compte de l'importance du caractère multinational de l'URSS pour comprendre les particularités de son histoire, et de changer ainsi la manière de l'étudier, traditionnellement russo-centrée. Sa lecture est absolument indispensable à une juste réévaluation de l'expérience soviétique dans toutes ses dimensions. Les concepts et métaphores utilisés par l'auteur sont plus ou moins heureux (il est permis d'avoir quelques doutes sur la valeur heuristique d'expressions comme « *soft/hard lines* »), mais l'expression « empire de discrimination positive », même si elle peut choquer certaines conceptions sensibles aux politiques de terreur menées par l'État bolchevik que Martin décrit, est applicable à une série d'autres perspectives, en particulier sociales, et qualifie bien du moins le premier projet soviétique de lutte contre des formes d'organisation sociale issues de l'empire et l'extrême sensibilité politique aux différences de culture collective.

Juliette Cadiot

Ronald Grigor SUNY, Terry MARTIN, eds
**A state of nations : empire and nation-making
 in the age of Lenin and Stalin**

Oxford — New-York, Oxford University Press, 2001, 307 p.

Cette série d'articles, rédigés pour la plupart par de jeunes historiens, donne un large aperçu du renouveau de l'historiographie américaine contemporaine sur la question des nationalités en Union soviétique. L'objet de l'ouvrage est ambitieux : il s'agit d'écrire une nouvelle histoire de l'URSS, définie par son caractère multiethnique. C'est dans une volonté de rupture, voire de changement de paradigme, que les nouvelles études sur la dimension multinationale de l'Union soviétique se placent, en cherchant à caractériser l'État soviétique comme n'étant ni un empire, ni un État-nation, mais une entité politique originale qui entreprend de promouvoir systématiquement les minorités nationales. La qualification de l'Union soviétique comme empire de discrimination positive (*The affirmative action empire*), inventée par Terry Martin dans son ouvrage du même nom, sert ici de fil conducteur aux différentes études, monographiques ou thématiques, comme au choix des bornes chronologiques (de la révolution aux années 1950).

Mais, plus que l'illustration d'une thèse, ce livre offre l'avantage de présenter une série de réflexions et d'études très diverses, utilisant des méthodologies variées, allant de la science politique à l'histoire des sciences sociales, ou encore à l'histoire culturelle, inspirée par les études post-coloniales. Il prouve ainsi combien le fait de placer la dimension multiethnique de l'URSS au centre de l'attention des historiens est fructueuse et permet d'en renouveler non seulement l'histoire politique, mais aussi l'histoire sociale et culturelle.

La richesse de ces matériaux soulève de très nombreuses questions qui traversent l'ensemble de l'histoire du ^{xx}e siècle, par exemple en ce qui concerne la dimension coloniale de l'URSS, les différentes formes de discrimination ethnique et de lutte envisageables contre ces dernières ou encore la création des États-nations.

L'article de Ronald Grigor Suny se situe dans la période présoviétique. Il y définit le contenu donné au concept d'empire à travers différentes époques historiques. Celui de Terry Martin illustre et justifie sa formule qualifiant l'URSS d'empire de discrimination positive, qui se manifesta par la promotion, voire la création, de territoires, langues, cultures et élites non russes. Il retrace les débats qui agitèrent les élites bolcheviques juste après la révolution quant à la place à accorder aux revendications nationalistes, et souligne en particulier l'engagement de Stalin et Lenin en faveur de la reconnaissance des droits des minorités nationales.

La seconde partie de l'ouvrage réunit des articles qui interrogent la rupture révolutionnaire. Surtout, ils introduisent une autre dimension du politique, à travers l'étude de nouveaux acteurs sociaux, agents étatiques ou militants politiques, porteurs de projets spécifiques. Joshua Sanborn distingue la notion d'ethnos national de celle de national pour souligner que le projet de création d'une société civile s'est articulé bien plus autour de l'utilisation de métaphores familiales que proprement ethniques. Étudiant principalement les discours et pratiques de l'armée, il montre combien cette dernière a mobilisé et contrôlé ses troupes grâce à l'utilisation d'une rhétorique s'appuyant sur les liens familiaux. J. Sanborn ne pousse cependant pas plus loin sa réflexion sur la création d'une communauté politique par l'instauration de relations directes entre l'État et les individus, à travers les politiques de la famille. Peter Holquist offre, lui aussi, une problématique nouvelle et très stimulante, liée ici explicitement à une réflexion sur l'État et ses pratiques d'intervention sur la société. Il s'interroge plus particulièrement sur le rôle des statistiques et des penseurs militaires dans les politiques de terreur (déportation et extermination) entreprises par l'empire comme par l'URSS contre tel ou tel peuple, en particulier les Tchétchènes. Holquist introduit une réflexion comparative, et dans le temps long, sur les technologies issues des sciences humaines visant à décrire les populations comme autant d'entités élémentaires, infiniment manipulables.

Les études suivantes sont des monographies qui s'intéressent aux projets et évolutions politiques des élites ou acteurs locaux, directement issus des minorités nationales. Adeb Khalib décrit les positions politiques des Jadidistes et leurs transformations au fur et à mesure des événements révolutionnaires. Il offre une vision dynamique et complexe du projet « nationaliste » des élites intellectuelles d'Asie centrale ainsi que de leur accord avec la conception ontologique de la nation et les critiques anti-impérialistes des bolcheviks. L'article de Daniel E. Schafer montre combien l'institutionnalisation des nationalités en URSS fut aussi et surtout le résultat d'une série de micro-événements, de négociations pragmatiques. Il s'intéresse en particulier au problème de la territorialisation, en décrivant par le détail la naissance de la république du Bashkortostan et nous montre comment les nationalistes bachkirs passèrent par opportunisme politique du côté des Blancs à celui des bolcheviks, dans le but de se faire reconnaître un territoire. Schafer en conclut que la politique nationale soviétique, bien qu'obéissant aux schémas tracés par Terry

Martin, s'est construite dans la guerre par des initiatives locales, auxquelles le Centre répondait avec beaucoup d'improvisation. Douglas Northrop s'intéresse, lui encore, au nationalisme local, mais cherche cette fois à en interroger l'ambigu contenu culturel. Il décrit de quelle façon le voile des femmes en Ouzbékistan, du fait des pratiques discursives russes, est devenu un symbole national ouzbek et comment la politique de libération des femmes engagée par le régime ne pouvait être comprise que comme impérialiste. Illustrant le problème des pratiques discriminatoires et des stéréotypes à l'encontre des Kazakhs chez les ouvriers et cadres russes du chantier ferroviaire du Turksib, Matt Payne cherche dans les pratiques à déterminer si l'Union soviétique fut bel et bien un empire de discrimination positive. Il envisage ainsi l'importance de l'héritage des pratiques coloniales russes et l'ambiguïté de discours qui débouchèrent finalement sur la russification des ouvriers kazakhs.

La dernière partie du livre concerne la fin de la période stalinienne et s'interroge précisément sur la possibilité d'appliquer le modèle de Terry Martin sur la longue durée, alors même qu'un discours russo-centrique se met en place à l'approche de la guerre. Peter Blitstein revient sur la décision prise en 1938 d'introduire le russe comme langue subsidiaire obligatoire dans les écoles non russes, mesure souvent interprétée comme rompant avec la politique de reconnaissance et de promotion de la diversité nationale de l'URSS. Il en conclut que ce ne fut qu'après la mort de Stalin qu'une politique systématique de russification fut entreprise. Dans son étude sur le travail de propagande des historiens pendant la Seconde Guerre mondiale, David Brandenberger analyse l'ambiguïté du nationalisme russe à la fin de la guerre. La rupture russo-centrique serait en définitive moins la remise en cause de l'empire de discrimination positive qu'une entreprise de construction de l'État, centrée sur la puissance russe, mais ne remettant pas en cause l'existence et les droits des autres nationalités.

La dimension comparative n'est que partiellement explorée dans l'ouvrage, les deux éditeurs ayant surtout cherché à qualifier et à dégager la spécificité de l'URSS, sans toujours la relier à un ensemble de problématiques historiques plus générales. Le titre paradoxal de l'ouvrage et la discussion autour des notions d'empire et d'État-nation, ainsi que l'absence de réflexion d'ensemble sur l'État, sont moins convaincants que le contenu des articles. Enfin une introduction permettant de faire un bilan plus nuancé de l'avancée des recherches, des différents courants d'analyse, mais surtout des très nombreuses études empiriques à mener, comme des questions encore en suspens et des sources à explorer, aurait sans doute été plus stimulante.

Juliette Cadiot

Vladimir MALAHOV

Skromnoe obajanie rasizma i drugie stat'i

(Le charme discret du racisme et autres articles)

Moscou, Dom intellektual'noj knigi & Modest Kolerov, 2001, 176 p.

V. S. MALAHOV, V. A. TIŠKOV, eds

Mul'tikul'turalizm i transformacija postsovetskih obščestv

(Le multiculturalisme et la transformation des sociétés post-soviétiques)

Moscou, Institut ethnologii i antropologii RAN, 2002, 356 p.

S'il est actuellement de nouveau à la mode de valoriser l'aspect multiculturel et multinational de la Russie et, rétrospectivement, de l'empire russe, les diverses variantes du discours « multiculturaliste » (canadien, américain, allemand, australien, etc.) n'avaient guère, jusqu'à une date récente, rencontré de réception ni trouvé d'équivalent dans les débats publics en Russie. C'est ce à quoi se proposent de remédier ces deux recueils d'articles. D'emblée, on constate avec soulagement que, loin de copier de manière peu critique un discours occidental à la mode ou de le condamner gratuitement, le philosophe Vladimir Malahov, auteur du premier recueil et éditeur du second, s'est lancé dans un projet d'adaptation critique du concept de multiculturalisme, anticipant une éventuelle lecture simpliste dans le contexte post-soviétique.

Le premier de ces deux volumes (*Le charme discret du racisme*) offre des articles déjà parus dans des revues et journaux russes et permettant de présenter le multiculturalisme comme l'un des remèdes possibles à la vision primordialiste des nations qui, loin de n'avoir cours que dans l'ethnologie (post-)soviétique, est devenue en Russie une idéologie publique.

Partant du constat que le pluralisme culturel ou ethnique, souligné de manière abusive par « l'amitié entre les peuples » soviétique, est aujourd'hui quasi absent de la sphère publique « russe » (c'est-à-dire celle de la Russie – *rossijskij*), Malahov passe en revue différents modes de reconnaissance publique de l'altérité et de la pluralité, qu'il replace à chaque fois dans le contexte historique ou philosophique de leur élaboration — qu'il s'agisse de l'institutionnalisation du système multiculturaliste au Canada, de la recherche d'identité parmi les descendants de divers groupes ethniques aux États-Unis, ou encore des divers usages que fait du concept d'identité nationale une pseudo-sociologie qui aime à se déclarer post-moderne. Dans les derniers essais regroupés dans ce volume, Malahov en vient à proposer le terme de « pluralisme culturel » comme alternative au « multiculturalisme » dans le contexte de la Russie actuelle, et conclut en analysant l'exemple concret du mouvement antiraciste en Russie pour illustrer les dangers que crée toute tentative pour établir des droits spéciaux pour les « groupes ethniques », objets d'une réification comparable à celle qu'opère la définition stalinienne de la nation.

Si ce premier ouvrage conclut de manière relativement pessimiste sur l'utilité du concept de multiculturalisme pour la Russie actuelle, la contribution de Malahov au second volume, tout en détaillant à nouveau les dangers d'un multiculturalisme compris comme « dialogue entre les groupes ethniques », précise néanmoins que, lu dans une optique civique d'affirmation de la pluralité, ce concept pourrait être adopté en Russie comme alternative à la politique « mono-culturelle » actuelle qui érige la « culture slavo-orthodoxe » en une dominante du discours public, limitant la Russie à sa dimension russe.

Le défi que représenterait cette adoption n'est cependant guère relevé par les co-auteurs de ce second recueil, produit de deux colloques ayant eu lieu en 1999 et

2000. Si les auteurs de la partie théorique du volume et la plupart des auteurs « occidentaux » (Charles Taylor, Christoph Zürcher, William Beeman, Franz-Olaf Radtke et Isabel Diehm) se placent (de manière critique pour les deux derniers) plus ou moins dans le cadre d'un débat sur le multiculturalisme, la majorité des autres participants issus de pays post-soviétiques présentent des études qui s'inscrivent dans leur propres programmes de recherche, ne faisant référence au concept-maître du volume souvent que de manière superficielle. Pour autant, certaines de ces contributions n'en apportent pas moins des éléments pour éclairer les conditions et les difficultés de l'introduction d'une nouvelle formule exprimant la pluralité culturelle dans l'espace post-soviétique.

Notons en premier lieu les observations fort intéressantes des sociologues Oľga Brednikova et Oleg Pančenkov de Saint-Pétersbourg. Dans un article concis, ils montrent comment l'institutionnalisation, dans le contexte post-soviétique, de « cultures » qui sont censées être les sujets d'un dialogue multiculturel, crée ce qu'on appelle dans la littérature sociologique des « entrepreneurs ethniques » : des représentants d'associations arméniennes, tatares, azéries, etc., qui, hautement russifiés et urbanisés, prétendent néanmoins « représenter » tous les membres de « leur » groupe — alors que ces derniers n'ont pourtant que très peu en commun avec leurs prétendus leaders et n'ont pas suffisamment de liens entre eux justifiant leur représentation en tant que groupe.

La construction des « ethnies » dans les représentations du social fait également l'objet d'une critique d'Oksana Karpenko, qui analyse le traitement discursif des « gens du Sud » par la presse dite démocratique. Aleksandr Osipov présente une étude détaillée du concept des « droits des groupes » — concept fondamental pour le multiculturalisme militant —, et conclut que ce terme est quasiment absent des textes et de la pratique du droit international, auquel font pourtant souvent référence les tenants d'une introduction de ces droits dans la législation de la Fédération de Russie. Le sociologue Viktor Voronkov, quant à lui, définit rétrospectivement l'URSS comme « le pays du multiculturalisme victorieux » et réfléchit sur le rôle public du chercheur dans un contexte où, à cause de cet héritage même, de nombreux conflits ont tendance à « s'ethniciser » rapidement.

En revanche, la contribution qu'apportent au débat des articles portant sur les modèles de coexistence de communautés ethniques retenus en Estonie, au Kazakhstan et au Daghestan (Aleksiej Semenov, Enver Kisriev, Igor Savin) est très limitée. Qu'il s'agisse du bilan détaillé de Kisriev situé dans le cadre théorique de la « démocratie co-sociétale » (*soobščestvennaja demokratija* : il s'agit d'une démocratie qui tente de représenter les divers éléments ethniques ou confessionnels d'une société) ou du compte-rendu hautement politisé de Semenov, ces études ne nous enseignent rien de fondamentalement nouveau sur les régions en question et surtout restent en dehors de la discussion sur le multiculturalisme censée être l'objet central de cet ouvrage. Si Vladimir Malahov a raison de souligner dans son introduction que le concept de multiculturalisme est vu d'un œil plus positif par les chercheurs des pays baltes et centrasiatiques (qui craignent que la seule alternative n'en soit l'ethnocratie) que par leurs collègues russes, ces divergences ne donnent pas lieu à un débat qui permettrait de comparer les situations dans les différents pays ou républiques.

Si certaines des contributions (comme celle, fort intéressante par ailleurs, de Lev Gudkov sur « le néo-traditionalisme et la résistance au changement ») ignorent tout simplement les termes mêmes du débat proposé, d'autres (par exemple le texte d'Aleksandr Sogomonov sur le concept d'« État multi-ethnique » ou l'article de Nikolaj Ragozin sur « l'interculturalité » dans l'enseignement des droits de l'homme, juxtaposé aux réflexions d'Isabel Diehm sur l'expérience de l'enseignement multiculturel dans les écoles de Francfort à haute proportion d'enfants d'immigrés) retombent sur des concepts plus enracinés dans le discours sur la politique et les droits de l'homme en Russie que ne l'est le « multiculturalisme ».

Le co-éditeur du volume, Valerij Tiškov, directeur de l'Institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie des sciences, voit le débat sur le multiculturalisme dans l'optique de sa lutte pour une redéfinition civique de la nationalité en Russie. Dans sa conclusion, il s'affirme critique non seulement à l'égard du cloisonnement des « cultures » qu'implique un multiculturalisme appliqué aux groupes et non pas aux individus, mais également à l'égard de la notion du « surplus de culture » que véhiculait le modèle soviétique et qui donne lieu actuellement à une nostalgie de la culture (ou des cultures) visant à conserver à tout prix des formes de production culturelle liées aux « nationalités » établies.

Reste à savoir si les nombreuses pistes de recherche et de discussion ouvertes par ce volume seront reprises à l'avenir. Si le recueil d'articles de Malahov a déjà connu un certain succès dans les milieux intellectuels de Moscou et de Saint-Petersbourg, le faible tirage du second volume (500 exemplaires contre 1 000 pour le premier) n'est pas fait pour faciliter la diffusion du débat sur la meilleure forme de pluralité culturelle en Russie. Il faut ajouter, malheureusement, que les deux volumes sont édités avec très peu de soin : ils multiplient les fautes de frappe et les imprécisions dans les références bibliographiques, ce qui, dans le cas d'ouvrages étrangers, risque parfois de rendre l'accès à ces textes difficile pour les lecteurs russes désirant s'initier aux débats occidentaux sur le multiculturalisme. Manque aussi une présentation des auteurs de l'ouvrage collectif, ne serait-ce que l'indication de leurs institutions de rattachement.

Mischa Gabowitsch

Donald J. RALEIGH, ed.,

Provincial landscapes :

local dimensions of Soviet power, 1917-1953

Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2001, 407 p.

L'ouvrage *Provincial landscapes : local dimensions of Soviet power, 1917-1953*, publié sous la direction de Donald J. Raleigh, réunit différents textes de communications présentées au colloque organisé sur le même thème à l'université de Chapel Hill (Caroline du Nord) en avril 1999. À partir de travaux de recherche effectués dans des archives régionales, les contributions retenues éclairent différents moments de la construction du pouvoir soviétique, de la révolution d'Octobre 1917 à la mort de Staline, en 1953.

Dès l'introduction, D. J. Raleigh expose l'enjeu méthodologique et heuristique d'un tel choix éditorial : montrer la pertinence de l'apport de l'histoire locale dans la compréhension de la mise en place et du fonctionnement du pouvoir de l'État soviétique pendant la période étudiée. À ce propos, il souligne la faible place occupée jusqu'ici par de tels travaux dans l'historiographie de l'URSS, contrairement à celle des États-Unis ou de certains pays européens, comme l'Italie ou la France. Dans le cas de l'URSS, les historiens occidentaux ont longtemps privilégié l'étude du fonctionnement du pouvoir d'État au niveau central, épousant ainsi de fait la représentation donnée par le modèle centralisé de l'État soviétique et de ses administrations. En centrant ainsi leur regard, ils ont laissé de côté l'échelle la plus proche de la population, celle du local, et n'ont pas questionné la manière dont la relation à l'État et au pouvoir pouvait se construire à la base des administrations et des entreprises d'État, dans les régions et leurs échelons territoriaux urbains et ruraux. Si la prédominance du modèle totalitaire peut expliquer une telle situation jusque dans les années 1970¹, on doit noter néanmoins que l'échelon local a été peu observé dans les travaux qui ont suivi. Jusqu'à la fin des années 1980, l'histoire locale est restée un genre marginalisé, constitué principalement de monographies effectuées par des historiens soviétiques habitant en province sur des thématiques largement définies au niveau central, la révolution de 1917 ou l'histoire de l'organisation du parti dans une ville ou une région, par exemple.

L'ouverture plus large des archives de la période soviétique, à partir de 1991, aux chercheurs russes et étrangers, à Moscou et dans les régions, a stimulé de nouvelles perspectives de recherche, notamment à l'échelle locale. Ces dernières années, de nombreuses thèses ont été soutenues, en Russie et à l'étranger, sur des objets étudiés sur la base de matériaux conservés dans des archives régionales. Les contributions réunies par D. J. Raleigh ont été écrites par des historiens russes, ukrainiens et américains, jeunes ou confirmés, à partir des résultats de travaux récents. Tous ces chercheurs se sont efforcés d'analyser les phénomènes observés à l'échelle locale en interaction avec les interventions du Centre, enrichissant ainsi notre compréhension du fonctionnement du pouvoir central. L'étude minutieuse des faits et des formes concrètes des relations entre acteurs locaux et représentants du Centre les a contraints souvent à manier une approche pluridisciplinaire pour mieux appréhender la complexité de la construction des actes et des décisions de responsables ou de citoyens ordinaires. Ce faisant, leurs travaux répondent à l'intérêt grandissant pour l'étude de la vie quotidienne et des comportements des individus face au pouvoir en URSS.

Dans cette logique, l'ouvrage dirigé par D. J. Raleigh ne prétend pas proposer une histoire de la périphérie soviétique entre 1917 et 1953, mais plutôt différentes facettes de celle-ci qui renouvellent notre questionnement et, plus largement, l'interprétation des formes d'expression du pouvoir en URSS. Les textes réunis portent principalement sur la construction des identités sociales, identités de classe, de genre, mais aussi identités locales ou nationales, sur la mise en œuvre à l'échelle locale du projet politique de transformation culturelle de la société, et sur les formes des relations entre le Centre et la périphérie.

Le local est défini de manière dynamique, comme le produit des diverses relations sociales qui traversent des lieux spécifiques de multiples façons. Cette défini-

tion amène les auteurs à étudier l'organisation de la vie sociale sur un territoire administratif donné, sans négliger pour autant ses liens avec la société globale. Les territoires retenus varient de l'échelle d'une ville (Smolensk, Saratov, Iaroslavl, Rostov, Sébastopol, Samara), à celle d'une province (Tambov, Saratov), d'une république (Kazakhstan, Ukraine, Ouzbékistan), ou d'un vaste ensemble régional (Oural, Extrême-Orient, Asie centrale).

Les deux premières contributions portent sur la révolution de 1917 dans la province de Smolensk. Michael C. Hickey montre comment l'argument des conditions de la vie quotidienne remplaça celui de la lutte du prolétariat dans la politisation de la population locale d'une ville non industrielle et non ouvrière comme Smolensk. Pour sa part, Roberta T. Manning essaie de comprendre comment, dans un district rural dans lequel le parti bolchevik n'était pas implanté, 75% de ceux qui participèrent aux élections de l'Assemblée constituante ont néanmoins voté pour ses candidats. Cette question la conduit à mettre en évidence le rôle joué par les *othodniki*, paysans qui allaient travailler temporairement comme ouvriers en ville, dans la diffusion à la campagne des idées révolutionnaires, et ceci dès la révolution de 1905.

Dans son analyse de l'organisation des réquisitions agricoles dans la province de Tambov pendant la guerre civile, Delano DuGarm dévoile comment, loin d'obéir strictement aux ordres du Centre, les agents de l'État chargés de ces prélèvements durent composer avec les réactions des paysans et des acteurs politiques locaux. Les luttes entre ceux-ci et les émissaires de Moscou, les négociations entre les paysans et les agents chargés des réquisitions, les menaces et les pots-de-vin aboutirent à construire un système de prélèvements peu conforme à celui fixé par le Centre. L'étude de Donald Raleigh sur les grèves ouvrières et les révoltes paysannes dans la province voisine de Saratov, au début de l'année 1921, montre que cette crise sociale avait une signification profondément politique, d'opposition au pouvoir bolchevik, et n'était pas liée seulement aux conditions économiques du moment. Parlant d'un « Kronstadt en province », l'auteur estime qu'elle a revêtu une dimension bien plus large que cela n'a été présenté jusqu'ici et que les historiens n'ont pas prêté suffisamment attention au rôle particulièrement important qu'elle a joué pour précipiter la mise en place des premières mesures de la NEP dans cette région.

Les chapitres concernant la période de la NEP analysent la manière dont l'État soviétique a cherché à remodeler la société en impulsant une politique de transformation culturelle à différentes échelles. Le cas, étudié par James T. Andrews, de la transformation d'une société scientifique locale, la Société d'histoire naturelle de Iaroslavl, est riche d'enseignements. En premier lieu, l'auteur montre clairement que le processus de centralisation par l'État de ce type de société a commencé dès le milieu des années 1920, avant donc la période à proprement parler de la révolution culturelle. Il met aussi clairement en évidence tout le jeu de négociations et de compromis développé par les responsables de cette société, à Iaroslavl, avec leur commissariat de tutelle, celui de l'Instruction, pour essayer de sauver ce qu'ils jugeaient essentiel dans leur activité. La fermeture de la société en 1931 fut la réponse ultime du pouvoir.

D'autres contributions s'attachent à analyser les effets de la politique menée par l'État soviétique pour transformer la société par la culture. Douglas T. Northrop étudie comment les campagnes lancées en Ouzbékistan par le parti, en 1927, contre

le port du voile par les femmes eurent pour résultat de renforcer les résistances de la société locale en les cristallisant autour de l'argument d'une culture « traditionnelle » ouzbek, contribuant ainsi à construire une part de l'identité ouzbek. L'étude d'Irina Korovushkina Paert sur l'échec de la politique du parti communiste à l'égard des vieux-croyants pendant les années 1930 dans la région de l'Oural éclaire, de son côté, la manière dont la piété populaire a été un facteur essentiel de construction d'une identité locale. Offrant un autre éclairage sur cette période, David R. Shearer analyse les efforts de l'État et du parti pour introduire une « organisation socialiste » dans la Sibérie extrême-orientale. Là, c'est une guerre, usant de la violence et de la coercition, qui fut menée contre ce qui était désigné par le pouvoir comme de l'arriération culturelle.

Dans les textes relatifs à la période des années 1940 à 1953, Paula A. Michael étudie les effets de la campagne de mobilisation de l'État pendant la Seconde Guerre mondiale dans une république non russe, le Kazakhstan ; Jeffrey W. Jones met en évidence les bases sociales du fonctionnement de l'économie de l'ombre dans la ville de Rostov-sur-le Don entre 1945 et 1948 ; Serhy Yerelchuk se penche sur la signification prise par la campagne de la *ždanovščina* en Ukraine en 1946-1948, Karl D. Quall analyse la place prise par les divers enjeux sociaux dans les différends et les négociations entre acteurs locaux et représentants du Centre au sujet du projet de reconstruction de la ville de Sébastopol pendant les années 1944-1953. Enfin, le travail d'Elena Iarskaia-Smirnova et de Pavel Romanov clôt cet ensemble avec une analyse d'entretiens menés auprès d'habitants de Saratov et de Samara au sujet de leur expérience de la vie quotidienne entre 1940 et la mort de Staline. Il les conduit à conclure que les notions mêmes de Centre et de périphérie avaient des sens multiples selon la sphère d'action ou de discours, géographique, politique, sociale ou culturelle. Le Centre n'était pas perçu de la même manière selon les préoccupations et les intérêts en jeu.

Loin de nous éloigner du Centre, les différentes questions posées par les contributions de cet ouvrage nous y ramènent donc, soulevant en particulier celle de la place, dans la construction de cette notion, des représentations de ceux qui habitaient dans ce qui, au fil de ces divers textes, paraît être appelé à tort la périphérie.

1 – On peut mentionner toutefois quelques exceptions, notamment l'ouvrage de Merle Fainsod, *Smolensk à l'heure de Staline*, Paris, Fayard, 1967. L'ouvrage était paru aux États-Unis en 1958.

Martine Mespoulet

James R. HARRIS

**The great Urals : regionalism
and the evolution of the Soviet system**

Ithaca — Londres, Cornell University Press, 1999, 230 p.

L'étude que James Harris a consacrée à la région de l'Oural apporte une contribution de poids à l'histoire du stalinisme des années 1930. Elle présente en effet

l'originalité de décrire les phénomènes saillants de cette « seconde révolution » d'un point de vue décentralisé. Pour autant, l'auteur justifie moins son angle d'approche par la volonté de faire une histoire « vue d'en bas », au quotidien, ou de la périphérie, que par l'hypothèse selon laquelle les leaders régionaux furent des acteurs décisifs des prises de décision au sommet. Alors que l'historiographie s'était essentiellement intéressée aux débats et conflits qui firent rage à la fin des années 1920 au « Centre » et dont Stalin ressortit vainqueur, James Harris rappelle d'emblée le poids des responsables régionaux au sein du Comité central, ainsi que le caractère crucial du premier plan quinquennal dans le déploiement des ressources et le développement régional. Or, les dirigeants régionaux saisirent tout de suite les enjeux de la planification et la nécessité de défendre leurs intérêts, en compétition avec d'autres régions. L'ouvrage s'attache donc à démontrer combien la façon dont les dirigeants régionaux définirent les intérêts de la région qu'ils avaient en charge et leur capacité de pression façonnèrent à la fois les objectifs et le déroulement concret des mesures édictées par le pouvoir central.

Dans cette perspective, le choix de la région de l'Oural semble particulièrement pertinent : James Harris montre en effet combien la région possède déjà tout un passé de développement économique, dû pour l'essentiel à l'État, qui débute avec le lancement par Pierre le Grand d'une industrie métallurgique afin de préparer sa campagne contre les Suédois. Cependant, l'Oural a perdu sa prédominance dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, à la fois sévèrement concurrencée par l'Ukraine et dépassée par les avancées technologiques. La révolution et, plus encore, le projet d'industrialisation massive au tournant des années 1920-1930 constituent des occasions essentielles pour l'Oural de retrouver son leadership, tout en la mettant en forte concurrence avec d'autres régions de l'espace soviétique : l'Ukraine toujours, mais aussi la Sibérie, le Kazakhstan ou encore l'Extrême-Orient.

Cette volonté de mainmise sur les ressources allouées par l'État explique les pressions exercées afin que l'Oural obtienne des taux de croissance de l'investissement industriel très ambitieux. Ce faisant, les dirigeants régionaux se mettent également dans une situation de forte demande de la part du pouvoir central en matière de production. Le plan grandiose de développement de l'Oural se heurte donc à un certain nombre d'obstacles : tout d'abord la nécessité de décupler la production de bois, source essentielle d'énergie de la région pour la métallurgie. Or, les nouveaux gisements forestiers à mettre en valeur se trouvent au nord de l'Oural, dans une région fort peu hospitalière, parfaitement dénuée d'infrastructures routières, sans parler du logement et du ravitaillement. En outre, l'Oural souffre d'un déficit de main-d'œuvre, conséquence en partie des craintes suscitées par le développement du chômage urbain au cours des années 1920. C'est donc cette question de main-d'œuvre qui éclaire un aspect essentiel de la thèse de Harris, à savoir les pressions forcenées des dirigeants de l'Oural sur le pouvoir central en matière de collectivisation et de dékoulakisation. D'une part, il s'agissait d'obtenir une collectivisation totale beaucoup plus étendue géographiquement que ce qui avait été prévu par le Centre à l'origine, afin de libérer de la force de travail dans les régions minières. D'autre part, il apparut clairement que l'exploitation des ressources forestières ne pouvait se faire qu'en ayant recours au travail forcé, ce qui

explique les pressions locales pour augmenter les contingents de paysans dékoulakisés, déportés au nord de la région dans des conditions terribles que dénonça le Centre alors que les taux de mortalité montaient en flèche.

Le second apport essentiel du travail de Harris concerne les mécanismes de la Terreur : alors que les dirigeants régionaux doivent se couvrir face à l'échec du plan, de véritables cliques se développent, que le Centre s'emploie à casser à la fin des années 1930. En réalité, cette explication doit être replacée dans une interprétation plus générale de la saignée des années 1937-1938, en montrant que les mesures répressives dont sont victimes les élites régionales ne constituent sans doute qu'un des fils d'explication des années de terreur.

Dans sa conclusion, l'auteur note que, paradoxalement, les pouvoirs régionaux sortent renforcés à la fin des années 1930, un des traits saillants du système soviétique, qui le conduit à sa perte et bloque encore les réformes.

Le travail de Harris repose sur des archives importantes, dans un cadre théorique encore très marqué par les débats révisionnistes. Il s'agit de montrer que les dirigeants régionaux sont des acteurs de la prise de décision, et non pas le seul Centre et encore moins Stalin lui-même. En revanche, les aspects culturels n'entrent jamais en ligne de compte. Ainsi, on chercherait en vain ce qui définit spécifiquement l'identité régionale à l'époque des années 1930. L'analyse proposée du comportement des dirigeants régionaux est en effet tout à fait semblable à celle qu'on pourrait faire des motivations d'un directeur d'entreprise ou d'administration, ce qui mériterait au moins une discussion.

Néanmoins, l'ouvrage, s'appuyant tant sur des archives centrales que régionales, propose une lecture cohérente des aspects fondamentaux du stalinisme, notamment sur les origines du développement du Goulag.

Nathalie Moine

Virgil KRAPAUSKAS

**Nationalism and historiography :
the case of nineteenth-century Lithuanian historicism**

Boulder, East European Monographs ;

New York, Distr. by Columbia University Press, 2000, 234 p.

Ce livre présente les auteurs et les ouvrages qui ont le plus contribué, au XIX^e siècle — avec de nombreux rappels en amont et en aval — à une vision séparée de la Lituanie, principalement ceux qui ont mis l'accent sur la rupture avec la Pologne et, très secondairement, avec tout ce qui n'était pas ethniquement lituanien. Le nationalisme y est donné pour une valeur positive, ce qui induit une ligne méthodologique dont on perçoit souvent mal le fondement. L'auteur semble vouloir convaincre que la vision intrinsèquement « lituanienne » du passé a évolué de manière historiciste et s'est acheminée vers une approche de plus en plus scientifique qui a permis d'atteindre une certaine « vérité historique ». Mais cet effort de présentation est sans cesse contredit par les hommes et les matériaux présentés —

qui relèvent très largement de la mythographie et dont l'importance n'est apparue qu'avec un considérable décalage dans le temps. Il en est ainsi de Simonas Daukantas (1793-1864), présenté en un chapitre particulier (p. 63-86) parce qu'il fut le premier « historien » à écrire en lituanien, en 1838, mais dont l'œuvre ne fut éditée aux États-Unis qu'en 1893-1897. L'œuvre de ce « prophète » de la renaissance nationale n'a de valeur que par la force « mythogénique » de sa vision d'une Lituanie païenne, toute pénétrée d'harmonie rousseauiste, et par la création d'un monde imaginaire résolument opposé au christianisme acculturant apporté par l'union avec la Pologne. On est très loin de l'histoire.

Le chapitre suivant, intitulé « Deux historiens scientifiques » (p. 87-105), est encore plus trompeur, dans la mesure où ni Simonas Stanievičius (1799-1848), ni l'évêque Motiejus Valančius (1801-1875) ne furent des savants. Le premier (inédit jusqu'en 1967 !) ne rejetait pas encore complètement la légende des origines romaines (Palémon) des Lituaniens et le second — dont le rôle d'éducateur est incontestable — s'illustra surtout par de petits livrets de morale pratique pour enfants. Quant au groupe des rédacteurs du journal *Aušra* (*L'Aurore*) qui ne dura que de 1883 à 1886 et que l'on présente comme le point de départ de la Lituanie moderne, il est bien difficile d'y trouver les influences positivistes polonaises, voire socialistes russes, qu'évoque rapidement l'auteur. La vision « historique » de Janas Basanavičius (1851-1927), grand amateur de folklore et collecteur de chants populaires, tendait encore à trouver des origines thraces ou phrygiennes aux Lituaniens, développait des élucubrations pseudo-linguistiques sur des consonances de vocabulaire plus que douteuses. On retrouve tout cela chez Jonas Šliūpas qui, après son émigration aux États-Unis comme médecin, se fit connaître là-bas, en dépit de ses convictions positivistes et laïques, comme l'auteur d'un « élaborat », encore bien romantique, intitulé *Les ancêtres des Lituaniens en Asie Mineure* (Chicago, 1899). Le livre s'achève sur un chapitre consacré aux vulgarisateurs, surtout catholiques, du groupe, gravitant au début du xx^e siècle autour du journal anti-tsariste *Varpas* (*La Cloche*).

Il eût mieux valu assumer clairement cette longue tradition de l'imaginaire et du légendaire, dans la réémergence du peuple lituanien, et ne pas essayer de l'insérer dans l'« historicisme ». À condition de le prendre pour ce qu'il est — une étude détaillée du rôle « natiogénique » des mythes —, ce livre, grâce à un appareil de notes très fourni et une bibliographie abondante, est le manuel le plus utile qui soit.

Il reste à souligner que si la Lituanie veut entrer dans l'Union européenne, elle ne peut enfermer son histoire dans cette vision lituano-lituanienne. Peut-être l'auteur s'attachera-t-il maintenant (il s'agit de la thèse de doctorat d'un jeune chercheur) à développer tout ce que l'historiographie de son pays d'origine doit aux Polonais, aux Allemands, aux Russes. On s'étonne en effet de la minceur des allusions portant sur les études des trois versions ruthènes du Statut lituanien du xvi^e siècle. Les travaux des historiens ou juristes de l'université de Vilna avant 1831 (Lelewel, Onacewicz, Danilowicz), ou des commissions de réforme du droit constituées à Saint-Pétersbourg, avant 1841, sont capitaux pour rappeler la grandeur de l'État lituanien à travers trois siècles de ruthénisation, bien avant ses trois siècles de polonisation. La recherche est aussi, désormais, beaucoup plus facile,

depuis que Patricia Kennedy Grimsted a retrouvé toute la chaîne de la fameuse *Metryka ruska* jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Enfin, il faudrait accorder une place bien plus grande au rôle de Russes comme Lobjko, Rumjancev, Fortunatov, ou à celui de tous les savants allemands de Koenigsberg ou Tilsitt qui étaient parvenus, au début du XX^e siècle, à une telle connaissance de l'histoire, de la culture et de la langue lituanienne qu'ils faillirent bien imposer un roi allemand (Mindogas II !) à la Lituanie ressuscitée de 1918.

Bref, si une touche de patriotisme est pardonnable, le nationalisme est une impasse, en historiographie comme ailleurs. L'inaccessible « vérité historique » ne peut être approchée que dans le recul, la distance, le relativisme. Une démarche multiculturaliste eût semblé meilleure pour tenter de se défaire du « natiocentrisme » qu'il ne faut connaître, me semble-t-il, que pour s'en débarrasser.

Daniel Beauvois

Marek E. JASINSKI, Oleg V. OVSJANNIKOV

Vzgljad na Evropejskiju Arktiku :

Arhangel'skij Sever : problemy i istočniki

(Regard sur l'Arctique européen : la région d'Arkhangelsk, problèmes et sources)
Saint-Pétersbourg, « Peterburgskoe Vostokovedenie », 1998, 2 vols, 464 + 432 p.
(Archeologica petropolitana, 4, 6)

L'Institut d'histoire de la civilisation matérielle de l'Académie des sciences de Russie (Saint-Pétersbourg) et l'Institut d'archéologie de la faculté de sciences naturelles et de technologie de l'université de Norvège publient, avec le soutien du Conseil norvégien de la recherche, deux gros volumes de Marek Jasinski et Oleg Ovsjannikov sur « l'Europe arctique », c'est-à-dire le « nord arkhangelskien ». La zone étudiée va d'est en ouest, du golfe de la Petchora et de l'Oural à la mer Blanche et la presqu'île de Kola, et constitue une vaste région littorale dont l'arrière-pays est soumis aux conditions climatiques du cercle polaire arctique. La période considérée s'étend du X^e au début du XIX^e siècle.

Première synthèse basée sur un ensemble de sources archéologiques, graphiques et manuscrites, l'ouvrage offre une histoire richement documentée de la colonisation russe, en retrace la chronologie et les données sur la longue durée. Tout un monde jusque-là négligé renaît du croisement des sources et de l'interprétation convaincante des auteurs. Un processus complexe, pas toujours saisissable (*quid* des rapports interethniques et de la disparition des autochtones ?), ni continu (rappel d'un accident climatique qui, comme partout en Russie à l'époque de Boris Godunov, frappe une agriculture plus riche qu'on ne le pense), se poursuit avec l'apparition des Slaves puis des Russes à partir du XI^e siècle. On constate un début de colonisation permanente à partir du XII^e. Les analyses thématiques sont illustrées d'annexes documentaires : relevés archéologiques, nombreuses photographies de monuments et d'objets, larges extraits d'archives (cadastres du XVI^e siècle), reproductions de sources d'État (cartes et dessins commandés par le Sénat) du

XVIII^e siècle. Le recueil de sources est volumineux et unique, les exposés très informés approfondissent et renouvellent le sujet.

Le tome 1 traite de population et de colonisation. Il étudie le « système d'installation sur le littoral nord du XI^e au XVII^e siècle », en s'appuyant sur la fouille d'un *gorodišče* (vestiges d'une ville) de la fin du premier millénaire, de monuments funéraires du XI^e au XIII^e s., de fortifications et installations urbaines (*posad*) du XIV^e au XVII^e s. (ch. 1) ; du fort, de la ville de bois et du chantier naval d'Arkhangelsk (XVI^e et XVII^e s.), puis de la construction en pierre et des comptoirs marchands au XVIII^e siècle (ch. 2). Des documents illustrent la place et les activités des marchands russes, hollandais et hambourgeois. Le chapitre 3 (« La route vers l'océan ») situe la navigation locale dans la tradition russe.

Le tome 2 est consacré aux métiers : travail des métaux (ch. 1), de l'os dans les bourgs du nord (ch. 3), fabrication des cloches (ch. 2), de la peinture d'icônes et des maîtres régionaux (ch. 4), de l'architecture de pierre et de ses constructeurs de la fin du XVI^e au XVIII^e siècle (ch. 5).

Spécialistes incontestables du sujet actuellement, Marek Jasinski (rattaché à l'université de Norvège et à la faculté de Trondheim pour les sciences et la technologie) et Oleg V. Ovsjannikov (remarquable archéologue de terrain de Saint-Pétersbourg où il a fini ses études en 1959) livrent au public le fruit de décennies de recherches. Ovsjannikov en particulier a fouillé patiemment tous les grands sites des régions d'Arkhangelsk (notamment le site de Mangazeja qui précéda Arkhangelsk), Vologda et Mourmansk de 1959 à 1996 ; Jasinski, le Spitzberg de 1987 à 1997. Nul n'est plus qualifié qu'eux pour présenter ce corpus et cerner les problèmes qu'il pose à l'historien. Introduction, conclusion et table des matières en anglais permettent à tout lecteur de prendre connaissance d'un travail passionnant dont le contenu intéressera aussi bien historiens et archéologues qu'ethnologues et tous ceux qu'intéresse la « civilisation matérielle » comparée.

Parler d'Europe arctique, c'est nommer un immense ensemble qui n'a pas toujours fait partie de la Russie au sens politique ou même culturel, contrairement à ce qui a parfois été publié en URSS vers 1970. La notion d'Europe se justifie évidemment par la frontière de l'Oural qui délimite à l'est le « nord arkhangel'skien » des auteurs, mais aussi par l'ancienneté des liens économiques entre le littoral et son hinterland d'une part, le noyau de la Russie et l'Europe de la mer du Nord d'autre part. Arkhangelsk, et auparavant Mangazeja, ne se comprennent pas sans l'ouverture sur l'Occident et l'arrière-pays de la Dvina septentrionale, de la Carélie et du lac Onega.

On connaît depuis longtemps l'importance internationale d'Arkhangelsk, depuis sa fondation jusqu'à la relève prise par Saint-Pétersbourg. Mais, dès le XI^e siècle, l'archéologie repère la présence slave et, aux XII^e et XIII^e siècles, apparaît une colonisation donnant lieu à des installations permanentes, *posady*, *gorodišča*, avec leurs métiers, principalement métallurgie, mais aussi, là où c'est possible, agriculture. Il ne s'ensuit pas que la colonisation fut un processus continu et sans accidents. Ainsi les auteurs pensent que l'agriculture de cet Extrême Nord européen connut un déclin dû à un changement climatique (le « petit âge glaciaire » de Le Roy Ladurie ?) qui affecta l'ensemble de la Russie et entraîna les famines responsables du Temps des Troubles. Cependant les ethnies finno-lappones cèdent la place, à l'exception de celles qui seront assimilées.

L'ouvrage témoigne d'un travail scientifique de grande valeur qui aurait pu rester dispersé. On ne peut que se féliciter du sponsoring norvégien très actif dont il bénéficie. L'enjeu écologique majeur de la pollution nucléaire rappelle aux contemporains que parler d'Europe arctique, au-delà d'une stratégie de communication, c'est contribuer à la prise de conscience d'une solidarité de destin qui va au-delà de l'intérêt norvégien.

Nicolas Plagne

Andrei V. GOLOVNEV, Gail OSHRENKO

Siberian survival : the Nenets and their story

Ithaca — Londres, Cornell University Press, 1999, 176 p.

Marjorie Mandelstam BALZER

**The tenacity of ethnicity :
a Siberian saga in global perspective**

Princeton, NJ, Princeton University Press, 1999, 326 p.

Les deux textes recensés offrent un bon exemple de la façon dont l'anthropologie sociale américaine approche l'étude des minorités ethniques de l'espace sibérien post-soviétique.

L'ouvrage de Andrei Golovnev et Gail Oshrenko, tout d'abord, est le fruit d'une collaboration entre un ethnologue russe et une juriste américaine. Il est consacré à l'étude d'une communauté Nénetse de la péninsule de Yamal au nord-ouest de la Sibérie, adoptant un mode de vie semi-nomade fondé sur l'élevage du renne. Cet ouvrage s'appuie sur trois courtes enquêtes de terrain réalisées durant les étés 1992, 1993 et 1994, et autant d'années de recherches, qui visaient à faire le bilan des changements institutionnels, sociaux et culturels intervenus au sein de cette communauté indigène de Russie durant les années de *glasnost*.

L'ouvrage de Marjorie Mandelstam Balzer est, quant à lui, consacré aux Kanthes, des communautés du centre de la Sibérie occidentale. Entamée dès les années 1970 sur la base d'un intérêt pour l'histoire des peuples indigènes soviétiques, et concrétisée dès cette époque par plusieurs séjours sur le terrain, l'étude de M. Mandelstam Balzer s'est poursuivie et achevée au cours des années 1990, par le biais d'échanges scientifiques renouvelés avec diverses institutions russes de recherche qui lui ont donné accès à de nouveaux matériaux, ethnographiques et archivistiques. Le propos vise, là encore, à présenter un bilan des transformations socio-culturelles intervenues au sein de ces communautés nomades de Sibérie.

Ces deux ouvrages comportent de très nombreux points communs. Le premier est de choisir un fil chronologique et de présenter une histoire critique des communautés étudiées en prenant pour point de départ un analogue étonnant pour la pérennité identitaire dont elles ont pu faire preuve dans une conjoncture d'ensemble peu favorable au maintien de traditions et de survivances culturelles particulières.

Les deux textes privilégient ainsi la restitution des enjeux politiques, économiques et juridiques qui ont marqué la vie des communautés étudiées et qui ont contraint ces dernières à négocier les voies de leur perpétuation. Ils s'appuient de façon forte sur la prise en compte de l'aspect matériel du mode de vie, à partir d'un contraste marqué entre ce qui relèverait d'une tradition culturelle à l'intérieur de la communauté, et ce qui relèverait d'une modernité acculturée à l'extérieur. Il est par ailleurs curieux de remarquer que les auteurs utilisent en illustration les mêmes pictogrammes de rennes pour ponctuer les têtes de chapitre ou encore la page de couverture et de dédicace.

L'ouvrage de A. Golovnev et G. Oshrenko comme celui de M. Mandelstam Balzer prennent en outre le parti de se focaliser sur une opposition entre le global (relevant des espaces russes, soviétiques, mondiaux) et le local qui fait à chaque fois référence à la communauté étudiée. Et ils concluent de façon similaire sur le futur incertain de ces communautés et sur les nécessaires aménagements, ruptures ou résistances dont les Kanthes aussi bien que les Nénetses auront à faire preuve.

L'intérêt commun à ces deux ouvrages est d'offrir une vision d'ensemble du passé et du présent de ces communautés en donnant une lecture analytique de leur situation, relevant d'une sorte de géopolitique culturelle. Ils permettent en effet de situer ces deux petites sociétés sibériennes dans leur environnement géographique et socio-historique et de comprendre les problèmes que ces communautés affrontent lorsqu'il s'agit de l'enjeu stratégique de leur autonomie politique, économique et culturelle.

Le maintien d'une identité communautaire demeure en effet, ici comme partout ailleurs, lié à la possibilité de contrôler et d'aménager un territoire, et s'oppose donc souvent aux intérêts nationaux ou internationaux de la Fédération de Russie. On doit ainsi porter au crédit de ces deux textes de mettre pleinement en lumière l'importance de l'espace et de son usage dans la pérennité culturelle et démographique de groupes sociaux spécifiques.

Les deux ouvrages divergent principalement sur la portée des analyses et l'ampleur des matériaux présentés. A. Golovnev et G. Oshrenko nous présentent en effet un texte court qui effectue de façon assez succincte la synthèse de sources souvent disparates à partir d'une simple juxtaposition de matériaux et de points de vue (historiques, économiques, juridiques, religieux). Cependant que l'étude de M. Mandelstam Balzer s'appuie sur un long travail d'enquête, poursuivi — malgré des interruptions — sur plusieurs dizaines d'années et qui révèle, tout au long du texte et de l'important appareil de notes qui lui succède, sa finesse et sa richesse. Attentive à la restitution du propos commenté des acteurs sociaux, M. Mandelstam Balzer montre avec précision la complexité et la portée identitaire forte de certaines pratiques, notamment religieuses. Elle s'attache également à reconstituer les racines des grandes théories de l'ethnicité telles qu'elles peuvent être théorisées et utilisées par certaines doctrines ethno-nationalistes sibériennes en pointant les jeux complexes introduits entre des logiques politiques de tribalisation et de globalisation.

Il n'en reste pas moins que la tonalité ethnographique des ouvrages ne masque pas toujours la fragilité du discours proprement anthropologique. Le lecteur regrettera ainsi l'absence d'une dimension comparative avec la société allochtone — *i.e.* l'espace intellectuel, idéologique et culturel de la Russie soviétique et post-

soviétique — ou avec d'autres communautés sibériennes. Car les traits sociaux ou les situations présentées comme spécifiques de l'évolution de ces micro-sociétés renvoient trop souvent à une réalité autrefois déjà très répandue dans l'espace soviétique (importance de l'alcoolisme et du suicide, acculturation croissante des jeunes générations), et se rapportent de façon plus générale au dépérissement de l'espace rural et à la décomposition sociale des communautés urbaines post-soviétiques. Comparées à d'autres matériaux du même ordre collectés ailleurs, ces observations permettraient de restituer la véritable originalité de ces groupes sociaux, sans la réduire à une simple survivance d'archaïsmes technologiques ou de croyances religieuses primitives.

Une perception de l'intérieur de ces petites communautés, de la complexité de leur organisation et de leur perpétuation sociale fait ainsi défaut. Une absence qui apporte une certaine gêne dans la compréhension extensive des questions traitées, et qui est peut-être due à la façon (rapide pour A. Golovnev et G. Oshrenko, fragmentée dans le temps pour M. Mandelstam Balzer) dont les données ethnographiques de terrain purent être collectées.

Par-delà une description du contexte déterminant de l'espace social et culturel ambiant, russifié, soviétisé, et dans une certaine mesure en cours de déssoviétisation, manquent ainsi la restitution des repères, des valeurs et des représentations fondamentalement propres aux communautés étudiées, de même qu'une présentation de la façon dont des éléments de diverses natures et origines (espace russe ou soviétique et espace indigène, culture matérielle et culture idéelle) s'assemblent pour produire un système symbolique cohérent, seul à même d'assurer la pérennité identitaire de ces micro-sociétés.

Car s'il est évident que les communautés observées n'échappent pas au monde, c'est singulièrement ignorer leur spécificité que d'oublier leur propre mode de représentation d'une réalité qu'ils sont les seuls à vivre. Une réalité que leurs observateurs envisagent certes de façon globale, sans parvenir à nous convaincre tout à fait que les populations autochtones de la Sibérie post-soviétique perçoivent et intègrent absolument ce point de vue.

Elisabeth Gessat-Anstett

M O N D E J U I F

Aleksandr SOLŽENICYN

Dvesti let vmeste (1795-1995)

Moscou, Russkij Put', 1^{re} partie, 2001, 508 p.

(Issledovanija novejšej ruskoj istorii)¹

Deux cents ans ensemble

Un des grands inspirateurs de Solženicyn a été Berdjaev, ou plutôt un certain Berdjaev, celui de la *Philosophie de l'inégalité*. Les lettres qui composent ce livre sont

de pures fictions, mais elles s'adressent à un adversaire (*nedrug*) qui ne comprend l'homme, la nation, l'histoire que d'une manière abstraite. Un adversaire qui ne comprend ni l'histoire, ni la guerre, ni le corps à corps des hommes et des nations parce qu'il a en tête une idéologie, celle de l'homme abstrait et de ses droits, celle de la nation abstraite et de ses lois, celle du pacifisme et de ses impératifs catégoriques éthiques. Comme Proudhon, comme Spengler, Berdjæev voit dans le corps à corps des hommes simultanément un grand péché et une grande rédemption. Et dans sa « Lettre IV sur la nation », se moquant des internationalistes, il leur lance : « Vous êtes très sensibles à la question juive, vous luttez pour les droits des juifs. Mais sentez-vous "le juif", sentez-vous l'âme du peuple juif, avez-vous pénétré dans tous ses secrets, dans les mystérieuses voies du destin juif qui remontent aux sources antiques de l'humanité ? »

Cette apostrophe a tant plu à Solženicyn qu'il la cite au chapitre x de son livre. Il s'agit, à ce moment de la démonstration, de souligner que la deuxième Douma, tout occupée à lutter contre le gouvernement, ne délibéra même pas du projet de Stolypin d'accorder l'égalité des droits aux juifs de l'empire. Solženicyn vient de nous démontrer que Stolypin voulait en finir, mais que Nicolas II refusait de prendre sur lui une telle décision, laquelle lui répugnait. S'appuyant sur les Mémoires du secrétaire d'État Kryžanovskij, et par le jeu d'une citation incomplète, l'auteur de *Deux cents ans ensemble* pose la question, rhétorique : pourquoi la deuxième Douma (presque mort-née, à vrai dire) ne s'est-elle pas emparée du sujet ? La réponse est donnée par une autre citation, celle de Berdjæev déjà reproduite : ce n'était pas le juif qui intéressait les maximalistes de la Douma, mais leur lutte avec le pouvoir. La question juive était instrumentalisée, comme toutes les autres, d'ailleurs.

L'incroyable puzzle de citations — beaucoup d'auteurs juifs, comme il est souligné — rend la lecture du texte de Solženicyn malaisée parce qu'on peine à distinguer la voix d'auteur. Ce livre est quasiment un « *verbatim* ». Or la poétique de Solženicyn est essentiellement fondée sur l'intrusion de voix d'auteur dans la narration. Son moteur est l'ironie. *L'Archipel du Goulag* est une encyclopédie du monde carcéral communiste charpentée par le souvenir personnel (et l'aveu de ses propres faiblesses), et aussi par une énorme ironie à l'adresse de toutes les belles âmes victimes du mensonge idéologique. On retrouve les éléments de cette poétique historique dans *Deux cents ans ensemble*, mais contaminés par une troisième composante, dont le rôle a grandi démesurément dans les différents tomes de *La roue rouge*, le didactisme. À quoi s'ajoute, selon moi, une ambiguïté vis-à-vis du sujet. Car, si Berdjæev récuse les « internationalistes » qui veulent l'égalité de droit pour les juifs sans vraiment « sentir » ce peuple, on peut se demander si Solženicyn « sent » bien le « peuple » dont il a entrepris de dire la vie commune avec les Russes (il ignore tout de la littérature en yiddish). Et on peut également s'interroger sur l'ambiguïté de son rapport aux questions juridiques.

D'une part Solženicyn appartient à une longue lignée de penseurs russes ou assimilés, appelons-les les « slavophiles », pour qui l'essentiel n'est pas le droit comme le voudrait l'Occident, et qui se sont opposés à ceux qui, à chaque étape de l'histoire de la Russie, voudraient que celle-ci s'occidentalisât. C'est ce que disent, chacun à sa façon, Berdjæev et Solženicyn, Leont'ev et Rozanov, ou même Jurij

Lotman. Or l'historique que compose Solženicyn porte surtout sur les aspects juridiques et sociaux de la « question juive », très peu sur l'aspect moral, autrement dit on a l'impression qu'il n'applique pas au « problème juif » le même primat éthique que celui qu'il applique au « problème russe ». Et quand Solženicyn cite Vladimir Solov'ev et son projet de manifeste contre l'antisémitisme au lendemain du pogrome de Kishinev (en résumé : ayons un rapport chrétien au peuple juif), on a l'impression que le rapport de l'auteur au grand philosophe, qui convie la Russie orthodoxe précisément à placer le primat éthique et spirituel au-dessus du juridique, reste légèrement ambigu. Là aussi les guillemets empêchent de deviner si l'auteur adhère ou non à cette position éminemment morale et exclusivement russe de Vladimir Solov'ev. L'allusion au fait que Solov'ev aurait renoncé à publier son manifeste de peur de mesures administratives (de toute façon Solov'ev fut bel et bien mis à pied pour l'appel lancé à Alexandre III afin qu'il grâcie *chrétiennement* les assassins de son père) nous laisse dans le doute. « Par l'entremise de la police on l'avertit que s'il insistait, il provoquerait une mesure administrative. Il abandonna l'idée. » Comme il s'agit d'un moment crucial du point de vue moral, et du plus éminent philosophe russe, on se demande vraiment dans quelle mesure Solženicyn adhère ou pas au cri de Solov'ev.

Plus généralement on peut se demander s'il ne manque pas une plus ample et généreuse prise en compte de la position prise par Solov'ev, Tolstoj et Korolenko, trois piliers de la conscience russe. « Comme en Europe, la croissance des exigences juives ne pouvait pas ne pas susciter auprès des couches de la société russe — chez les uns l'inquiétude, chez d'autres une opposition brutale, mais chez d'autres encore la sympathie. » Solov'ev, Tolstoj et Korolenko sont de ces « autres encore », mais d'une façon générale cette histoire des rapports russo-juifs comporte très peu de lignes sur l'histoire morale et intellectuelle de l'intelligentsia russe (qui, pour ces trois-là en tout cas, avait le courage de ses idées). Un parallèle avec « l'Europe » eût bien sûr été utile ; il n'est pas vraiment fait, seulement esquissé par une mention de Drumond. À plusieurs égards par exemple l'affaire Beilis fut, après celle des *Protocoles des Sages de Sion*², l'équivalent de l'affaire du capitaine Dreyfus : un conflit révélateur entre la vérité factuelle et l'obsession du « mauvais juif ». On sait que Rozanov, aidé par Florenskij, écrivit son livre sur le *Rapport olfactif et tactile des juifs envers le sang* juste après l'affaire Beilis ; il fut exclu de la « Société de pensée philosophico-religieuse de Saint-Pétersbourg », mais Aleksandr Blok s'abstint dans ce vote, puis il vint à résipiscence. Solženicyn se veut davantage historien des statuts et des mouvements politiques qu'historien des idées. Principalement, bien sûr, parce que pour lui les « progressistes », l'intelligentsia dans son ensemble ainsi que l'opinion occidentale, ont fait un procès excessif de la Russie, que tout est clair dans le faux domaine des idées, alors que rien ne l'est dans celui des faits avérés. Solženicyn n'est certes pas ici l'avocat du pouvoir (il n'aime pas l'empire qui s'occupe plus de géopolitique européenne que du bien-être russe), mais il est l'avocat d'une Russie trop vilipendée : les pogromes ne furent pas fomentés par les gouverneurs, les chiffres des victimes furent grossis, la directive de Plehve est un faux, etc. Grosso modo, et bien que je ne sois pas spécialiste du tout en cette matière, Solženicyn est convaincant, mais dans un rayon de conviction qui, pour la voix prophétique qu'il représente, me semble étroit, et

précisément peu convaincant. Non seulement le lecteur a du mal à vraiment situer l'auteur, comme je l'ai déjà dit, à cause des innombrables citations et de l'ambiguïté des guillemets mais aussi en raison de l'origine soulignée des sources (principalement l'*Encyclopédie juive*) : en histoire, la nationalité ou l'origine de l'historien est-elle si importante, doit-elle être si importante ?

Bien sûr le récit qui en résulte est captivant pour qui ignorait le rôle des communautés religieuses, les « *kagals* », ou encore la mission de Deržavin, ou encore l'épisode des « cantonistes » juifs, la naissance du Bund, etc. Mais ce récit pêche dans la mesure où il fait la part trop belle au juridique et au social, limite le culturel. Et par ailleurs il est placé sous le signe d'un appel à la reconnaissance mutuelle des péchés de l'un et l'autre peuple. Et cet appel, bien intentionné, au mutuel pardon des offenses place d'emblée le récit historien hors des règles ordinaires de l'histoire. On reconnaît le Solženicyn de *Sous les décombres* mais ici les décombres sont la surabondance des citations, et la voix historienne a autant de mal à percer que la voix prophétique peinait à surgir des décombres soviétiques.

Le Solženicyn poète du mot, forger de nouveaux et éblouissants substantifs verbaux retenant comme autant de gemmes l'énergie de la dénonciation, de l'ironie ou du regard, est certes encore présent, mais furtivement. « Longtemps je remettais ce livre à plus tard et j'eusse été heureux de ne point prendre sur moi le faix de l'écrire, mais les délais de ma vie sont à l'épuisé et me faut me colleter. » Cela c'est le Solženicyn d'antan, le petit veau encornant le chêne et, par-ci par-là, quelques néologismes piquants et barbelés nous redonnent l'énergie du vieux maître, parti à l'assaut d'une nouvelle « zone interdite ». Ici et là apparaissent quelques données personnelles (au collège où étudiait sa mère, à Rostov-sur-le-Don, il y avait plus de la moitié de juives), des soupirs de lutteur incompris (« Pourquoi ai-je dit que l'assassin de Stolypin était un juif ? Peu importe que je me sois efforcé d'en faire une description aussi complète que possible. Peu importe ce que le fait d'être un juif a représenté dans les motivations de son acte ! Non, la non-dissimulation trahissait mon antisémitisme... »). C'est-à-dire que l'on retrouve la poésie du maître. Ou sa trace...

Dans une interview aux *Nouvelles de Moscou*, Solženicyn a déclaré que ce livre était né dans les marges de la *Roue rouge*, car il avait rencontré le problème en explorant l'histoire de la Russie antérieure au « nœud » d'Août 14. Il s'agit en somme d'un *excursus* gigantesque, du genre de celui sur Stolypin ou de celui consacré à Nicolas II (précisément dans *Août 14*). Un *excursus* du même genre, didactique, teinté d'humeur et d'ironie personnelle, et destiné à pallier l'ignorance du public sur le sujet. Qui savait, dit-il, que des juifs avaient aidé l'armée russe en 1812 et que la « Volonté du peuple » avait favorisé des pogromes ? (Deux exemples pour se « disculper »). La scène célèbre de la « tentation » de Lenin par Parvus, dans un chapitre de *Lénine à Zürich*, repris dans *La Roue rouge*, a servi à certains exégètes de « preuve » pour imputer à Solženicyn un antisémitisme de type médiéval. La polémique a évidemment rebondi avec cet ouvrage, et son auteur le savait d'avance. Aux deux bouts du spectre on trouvera d'un côté Leonid Katsis dans *Ex libris* (12-07-2002) relevant acerbement qu'avec cette compilation « l'*Encyclopédie juive* devient un organe de la pensée antisémite », et de l'autre côté l'écrivain Georgij Gačev (*Kontinent*, n° 111) voyant dans *Deux cents ans*

ensemble « l'Everest » de l'œuvre de Solženicyn, un modèle de sagesse *sine ira et studio*. (Mais à vrai dire l'enthousiasme de Gačev est entaché par quelques stéréotypes antisémites, qu'il n'est pas dans mon propos de développer ici).

« Heureux eussé-je été de ne pas éprouver mes forces une fois de plus sur un tel piquant », déclare liminairement l'écrivain. Son ouvrage fait partie de la « masse » ou de l'énorme « décombre » d'une histoire qu'il a empoignée : après le Goulag — la Russie. Et dans ces « décombres » russes, la rencontre avec le peuple juif. Ce n'est donc pas vraiment un livre d'histoire, ce n'est pas non plus le « journal » de sa rencontre avec l'histoire, ce n'est pas tout à fait un prétoire où s'opposent les avocats de deux parties — mais l'ouvrage tient un peu des trois genres. Inclassable donc, comme le reste de l'œuvre. Admirable témoin de l'énergie historique du vieil homme qui voudrait arracher à l'histoire russe le secret de ses « défaillances » successives. Admirable échec néanmoins, car l'historien n'est pas allé aux sources, le publiciste a, dans l'ensemble, négligé l'ample témoignage de la culture russe sur le sujet (car il allait en sens opposé), et le styliste s'est laissé envahir et pervertir par les guillemets. Mais, comme le dit Solženicyn dans *Août 14*, « l'auteur ne se serait pas permis une rupture aussi grossière de la forme romanesque si la Russie n'avait eu elle-même son histoire rompue, sa mémoire cassée, ses historiens exterminés » (ch. 65).

1 – Traduction française : Alexandre Soljénitsyne, *Deux cent ans ensemble : 1795-1995*, Paris, Fayard, 1^{re} partie, 2002, 572 p.

2 – Solženicyn les mentionne à peine, or c'est une question qui continue de faire l'objet de recherches et de publications passionnantes, comme celles de Cesare de Michelis ou de Vadim Skuratovskij.

Georges Nivat

Two hundred years apart

In the first volume of *Dvesti let vmeste (1795-1995) (Two hundred years together)* Aleksandr Solzhenitsyn purports to present the first history of Russian-Jewish relations that is not clouded by biases in favour of one side or the other. Solzhenitsyn claims to have immersed himself in the literatures of both sides in order to write this book. Yet both his sources and his conclusions are uneven and subjective. Indeed, without having looked at even one book in the languages used by the vast majority of the pre-revolutionary Jewish population of Russia (Yiddish and Hebrew), Solzhenitsyn believes that “in this book, Jewish voices are heard more often than Russian.” (p. 5) This may be so, but the only Jewish voices we hear speak in Russian.

The book is not really about two hundred years together, but rather about two hundred years apart. Solzhenitsyn laments that Russian Jewry never fully assimilated into Russian Orthodox society, and for this he blames mostly Jewish separateness. The Jewish population, he believes, never accepted tsarist offers of equality because they wanted to retain their national separateness as well: “by *equal rights* the Jews understood something *more*” (474). Despite repeated attempts by

the Russian government to integrate the Jewish population into its fold, he argues, steady Jewish resistance to integration led to a radicalisation of the Jewish population. The basic structure of Solzhenitsyn's argument, together with many of its fallacies, is evident already in the first chapter. In this chapter, which deals mostly with the eighteenth century, Solzhenitsyn argues that Russia under Catherine the Great was one of the first European countries to give Jews "equal civil rights," before even France and the German lands (37-38). This assertion is based on Catherine's declaration that Jews enrolled as merchants or townsmen in the newly annexed territories would be given the same rights as Christian members of these estates. Yet Solzhenitsyn neglects to mention that Catherine's granting of the legal right to participate in municipal elections, although well-intentioned, was subverted by local authorities. Towns where there was a large Jewish population, such as Vitebsk, used electors to ensure that not one Jew was elected to office. Further Solzhenitsyn asserts that the rights extended to Jews were greater than those extended to Russian serfs, merchants and townsmen, making the Jews actually a privileged class. That Jews had greater rights than serfs is an accurate and often overlooked point, although it was made by Salo Wittmayer Baron half a century ago. However, Solzhenitsyn's assumption that Jews were more privileged than Russian merchants and townsmen since Jews who did not actually live in towns were permitted to register as townsmen is mistaken. First of all, there were also many Christians who for various reasons were registered as townsmen but did not actually live in towns. More importantly, though, the "right" for non-urban dwellers to register as townsmen was hardly a blessing. For soon after the law was promulgated, B. D. Passek, the governor-general of Belorussia, began forcibly relocating Jews from the rural *shtetls* in which they had resided for generations into towns.

Although Solzhenitsyn is right to point out that Catherine's early legislation regarding the Jews was not discriminatory in intent, he errs in neglecting the implementation of the law. Further the sheer number of laws relating to the Jews, complete with contradictions and inconsistencies, is simply too complex to warrant the type of sweeping judgments made by Solzhenitsyn. It is ironic that Solzhenitsyn, who spent eight years in penal labour camps for expressing his opinions yet lived in a state with a constitution that provided for freedom of speech and freedom of conscience, would accept Catherine's enactments at face value. Surely he would not expect his readers to be swayed into believing that the Soviet Union provided for fundamental freedoms with a citation guaranteeing these rights from Article 125 of the 1936 Soviet Constitution. Yet, he expects his readers to do just that in regard to tsarist promulgations.

The Jews, Solzhenitsyn argues, repeatedly frustrated governmental efforts to integrate them by clinging to their own separateness, whether through the *kahal* (Jewish communal council), the revolutionary movement, Zionism, or the establishment of Jewish self-help organizations. Most often they accomplished this by using various cunning techniques to evade the law, but in some cases they actively thwarted officialdom. For instance, when Stolypin became the first prime-minister to work honestly toward granting the Jews equal rights, his fate was to be assassinated "at the hands of a Jew"(440). Solzhenitsyn spends five pages

discussing the effects that a Jew assassinating the prime-minister had on Russia. This event, notably, also plays a significant role in Solzhenitsyn's *The red wheel*. Yet the question of whether or not Dmitrii Bogrov, Stolypin's assassin, was actually a Jew has yet to be conclusively answered. Certainly his roots were Jewish, but his grandfather was a convert, and some historians have claimed that both he and his father converted as well. Further, despite reports of his generally benevolent attitudes toward the Jews, Stolypin did little to actually alleviate the restrictions imposed upon them.

In Solzhenitsyn's opinion, it was not the Russians who excluded the Jews, but the Jews who rejected the Russians. This is most evident in his chapter on Zionism, where he chastises the Zionists and other Jewish nationalists for excluding themselves from Russian society (264). Yet after the Zionist movement decided in Helsingfors to take an active part in domestic Russian politics, Solzhenitsyn seems to support Plehve's condemnation of the movement for interfering in domestic affairs (266). Despite his admiration for certain aspects of Zionism, Solzhenitsyn condemns the movement first for distancing itself from Russian politics and then for interfering in Russian politics.

One of the reasons Solzhenitsyn believes that Jews did not merge with their Russian co-inhabitants was because they were able to profit from their separateness. In fact, Solzhenitsyn condemns the Jews for repeatedly profiting from the misfortunes of their neighbours, from the Tatar yoke of the thirteenth century to the First World War. Jews not only profited from Russia's wars, but also from serfdom, court intrigues from Biron to Rasputin, and peasant drunkenness. For instance, he writes: "But the greatest of Alexander's reforms, the most historically important, a turning point in Russian history — the liberation of the peasants, the abolition of serfdom in 1861 — was for Russian Jews entirely disadvantageous and for many also ruinous" (147). Although he does not go so far as to blame the Jews for these ills, thereby distancing himself from radical anti-Semitism, the implication that Jews were not only immune from these ills but actually profited from them sets up a binary model of Russians on one side and Jews on the other.

Another ill for which Solzhenitsyn believes the Jews bear special responsibility is the revolutionary movement. As he begins his discussion of the Jewish role in the revolutionary movement, he is careful to note that many Russians were also revolutionaries (213), but he implies that Jewish revolutionaries were of a different genus. For instance, why is it "interesting to note that almost none of the Jewish revolutionaries of [the 1870s] came to the revolution from poverty and destitution; the majority were from prosperous families" (216)? Was this not the case for Russian revolutionaries as well? Further, his only evidence for this statement is that "in the three biographical volumes of the Russian Jewish Encyclopaedia there are more than a few examples" (216). The implication is that whereas Russian revolutionaries came to the revolution out of poverty and destitution, Jewish revolutionaries had ulterior motives. Similarly, he writes that "it is not without interest that in Jewish families the departure of youth to the revolution rarely or never saw a schism between fathers and sons... Jewish fathers often were not antagonistic at all

toward the children” (217). As evidence for this statement, Solzhenitsyn gives the example of one individual, Hertz Lure, whose “entire family participated in the revolutionary movement of the 1870s” (217). Does Solzhenitsyn truly believe that the thousands of Jews who abandoned the *yeshivas* for revolutionary politics did so with the blessings of their parents? Here Solzhenitsyn implies that the Jewish community as a whole supported the revolutionary movement whereas within the Russian community it found support only among isolated individuals acting against the will of their elders. Thus it is not only individual Jews who are responsible for the revolution, but the Jewish community as a whole. Even the first sentence of the book implies an intimate connection between the revolution and the Jews: “Through a half-century of working on the history of the Russian revolution, I have many times come into contact with the question of Russian-Jewish relations” (5). Why does he choose to emphasize the revolution, instead of simply noting Jewish involvement in Russian history as a whole? Certainly Jews played a special role in the Russian revolutionary movement (as they did in most intellectual and cultural developments within Russia), but Solzhenitsyn’s analysis of this role provides little new information on the subject and many misleading assumptions.

Throughout the book, Solzhenitsyn portrays the Jew as the oppressor and the Russian as the victim. Not only does he amplify Jewish blame for Russian suffering, but he also belittles Jewish suffering within Russia. In some of these cases, Solzhenitsyn’s revisions are not without merit. For instance, it is often overlooked that the Pale of Jewish Settlement, to which most Jewish residence was restricted, actually encompassed a huge swath of land in a country in which the majority of the population was not even permitted to leave the estate on which they were born. While it is true that the Pale was hardly impermeable, Solzhenitsyn emphasizes the exceptions at the expense of the norm. Solzhenitsyn is also correct to question the long-held belief that the tsarist government was responsible for inciting the pogroms, although he is by no means the first historian to do so. More troubling is his depiction of the effects of the 1881 pogroms and the resulting 1882 May Laws. In both cases, he argues that the number of affected individuals was actually quite small. On this basis he questions, again as others have done before him, the widespread belief that the pogroms were a turning point in Jewish history. For instance, when discussing the effects of the 1881 pogroms on the European Zionist movement, he rhetorically asks, “Was the experience of pogroms in the south of Ukraine extended to the entire European Jewish experience?” (254) In several places he points out that the pogroms were limited in geographic scope. Although it is true that popular memory has often conflated the pogroms of 1881 with the much more severe and widespread pogroms of the early twentieth century, one cannot measure the historical impact of violent outbreaks solely on the basis of the number of people directly affected. For instance, the fact that the attacks of September 11, 2001 were aimed at only two cities and only affected some 3 000 people has hardly belittled their historical impact. Further, it was not only the experience of the pogroms that had such a large effect on Russian Jewry, but it was also the ambivalent reaction of the Russian liberal intelligentsia that was an awakening for Jewish society.

Solzhenitsyn employs numerous techniques to distance himself from some of the more anti-Semitic implications of his work. The first is to find Jewish sources to quote when treading on controversial ground. Thus, the book is punctuated with phrases such as “in the writings of Jewish authors,” or “as the Jewish Encyclopaedia explains” wherein Solzhenitsyn airs his starkest criticisms of Jewish behaviour. Certainly many Jewish intellectuals whom Solzhenitsyn chooses to cite did believe that a reform of Jewish behaviour was imperative, but many of these thinkers also believed that the responsibility for these faults lay with the Russian authorities, a fact glossed over by Solzhenitsyn. Another technique is to use parentheses to enclose snide comments and insinuations. For instance, in a segment in which Solzhenitsyn congratulates the Russian people for not reacting to the murder of Stolypin “at the hands of a Jew” with a pogrom, he parenthetically remarks “(although it is often written with insistence that the tsarist authority only sought and dreamt of one thing: organizing a Jewish pogrom)” (442).

The most conspicuous fault of Solzhenitsyn’s newest exploit is its lack of academic norms. The book is based overwhelmingly on a handful of sources: Iulii Gessen’s 1925 *Istoriia evreiskogo naroda v Rossii*, the memoirs of the late nineteenth — early twentieth-century lawyer and Jewish activist Genrikh Borisovich Sliozberg, and encyclopaedia articles (mostly from the *Evreiskaia entsiklopediia* edited by Brockhaus and Efron between 1906 and 1913). Repeatedly, Solzhenitsyn holds back his own eloquence, preferring to allow these sources to articulate ideas in his place. As a result, much of the book consists of a stringing together of quotations that Solzhenitsyn has garnered from these sources. But my criticism is not simply that the book is based on secondary sources; indeed, a useful synthetic work for mass audiences would be a welcome addition to Russian-language literature on Russian-Jewish history. Solzhenitsyn, though, does not present a synthetic account of either traditional or recent scholarship on Russian Jewish history. Instead, he selects only a handful of sources drawn exclusively from a small group of assimilated, liberal, Russophilic, Jewish intellectuals. These activists all sought some variety of Russian-Jewish integration, and expressed their frustrations with both the Russian government’s failure to expedite Jewish assimilation and the Jewish masses’ failure to fully embrace Russia. On the other hand, primary sources more grounded in the Jewish side are completely neglected. Even contemporary Russian-language histories accessible to Solzhenitsyn, such as the pre-revolutionary journal of Jewish history, *Evreiskaia starina*, or the numerous writings of Simon Dubnov hardly warrant mention in Solzhenitsyn’s book. More curious is Solzhenitsyn’s failure to consult the vast scholarship on the topic that has been conducted in English, French, German, and Russian since the 1920s. As a result, many of what Solzhenitsyn seems to believe are his most original arguments have already been extensively researched and debated elsewhere. Despite his declared effort to remain even-handed in his history, Solzhenitsyn’s unfamiliarity with the topic and unwillingness to utilize all sources, have resulted in a fundamentally one-sided and partial work.

Jeffrey Veidlinger

Delphine BECHTEL

**La Renaissance culturelle juive
en Europe centrale et orientale, 1897-1930 :
langue, littérature et construction nationale**

Paris, Belin, 2002, 319 p., carte

Le titre du livre annonce une approche synthétique des cultures juives en Europe centrale et orientale et des différents types de projets nationaux. L'incipit, constitué d'une phrase de Simon Bernfeld (p. 2) sur l'oscillation entre l'Est et l'Ouest du peuple juif tout au long de son histoire, définit la structure de l'ouvrage qui, comme le suggèrent les nombreux titres et sous-titres, donne une large place à une organisation spéculaire. Ainsi le choix des intitulés des paragraphes et leur contenu, par exemple « la vie intellectuelle en exil » (p. 206) et « réponse des intellectuels juifs allemands » (p. 209), témoignent d'une volonté d'opposer les grands mouvements qui parcoururent les deux hémisphères européens du monde juif à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, afin de mieux cerner leurs zones de coïncidences et, *in fine*, leurs tensions communes vers la renaissance juive. Cette expression, comme le rappelle Delphine Bechtel, fut utilisée par Martin Buber (p. 138) dans une revue au nom très significatif, *Ost und West* en 1901, à la veille d'une vague de « dissimulation » chez les juifs allemands (p. 69, 150).

L'étude de la renaissance culturelle juive du début du XX^e siècle à travers les contacts et les échanges littéraires inter-ashkénazes est concentrée sur le développement des littératures juives en allemand, hébreu, yiddish, qui « en l'espace de quelques années passèrent en accéléré par toutes les révolutions littéraires qui avaient pris des décennies dans toutes les littératures européennes » (p. 72). Dès les premières pages, les dates de 1897 (année de fondation du Bund et du parti sioniste), 1908 (Congrès de Czernowitz au cours duquel furent proclamées l'égalité des droits pour la langue yiddish par rapport à l'hébreu et la volonté d'unification du peuple juif), 1917, puis la montée du nazisme en Allemagne à partir de 1924, sont autant de repères qui fixent avec fermeté le cadre temporel. Cependant la place principale est accordée à l'histoire des idées et à l'évolution de la création littéraire¹ (écriture romanesque, poésie, essais, carnets de voyages) jusqu'à la prose expressionniste des écrivains russes émigrés dans les années 1920 à Berlin, avec, entre autres, Leyb Kvitko dont Delphine Bechtel donne une lecture inédite du recueil *Les Peaux du Rio Grande* (1928). La présence « dissimulée » du « grand-père » de la littérature yiddish, Mendele Moykher Seforim, dans la nouvelle *Buchmendel* (1929) (p. 195) de Stefan Zweig, donne à l'auteur l'occasion de souligner l'existence de nombreuses passerelles entre l'Est et l'Ouest.

La notion d'interdépendance spatiale et temporelle des deux branches maîtresses de la culture ashkénaze est étendue aux différentes formes d'expression écrite. En de maintes occasions, grâce à l'étude précise de documents inédits, D. Bechtel surmonte les clichés sur l'utilisation politique du yiddish, de l'hébreu et de l'allemand, à travers « l'engouement pour la langue yiddish, motivé par des engagements politiques très divers, et instrumentalisé pour les justifier » (p. 119), ainsi que par l'évolution du sionisme politique vers la renaissance juive (p. 65).

Cette approche permet d'éviter les a priori qui sont chassés avec une belle constance. Les pages 56 à 61, consacrées à la démarche volontariste qui prévalut dans la création du yiddish littéraire, sont caractéristiques d'une écriture donnant la préférence à des ajustements successifs qui sont le produit de la confrontation des opinions des nombreux acteurs de la renaissance culturelle juive. Par exemple, dans le sous-chapitre consacré au « travail des linguistes », à une considération générale sur la philologie succèdent un rappel du contexte historico-linguistique puis un éclairage inédit sur le congrès de Czernowitz et les positions des différents participants par rapport au yiddish et à l'hébreu. En conclusion, l'auteur souligne la dimension humaine de la création de la nation juive et apporte des arguments en faveur d'une étude globale et variée de la culture juive, considérée comme un corps bicéphale dont chaque tête ne cessait de scruter sur le visage de l'autre des traces de sa propre identité ou originalité. À ce titre, *Le visage du Juif* (1920) d'Arnold Zweig est, selon nous, une des expressions littéraires les plus abouties de l'interrogation des juifs allemands sur leur assimilation et la recherche d'un ressourcement spirituel dans « le portrait vivant du frère de l'Est » (p. 161).

Les allers et retours entre l'Est et l'Ouest pour suivre l'évolution de la situation linguistique relèvent d'une approche comparatiste qui permet d'apprécier les pérégrinations des images dans le temps et l'espace ainsi que leurs évolutions en fonction des vagues d'assimilation ou de dissimilation. Les études sur les traductions littéraires du yiddish en allemand (p. 119-133) débouchent sur une analyse très intéressante de l'« usage social de la littérature yiddish » qui est à relier avec la création d'une représentation mythique du shtetl² en Europe de l'Ouest et d'un Orient situé en Asie (p. 164), en Palestine ou au plus profond d'un inconscient collectif chez Kafka et Else Lasker-Schüler (p. 176-194). La définition du « territoire » de la nation juive et de ses nombreuses variantes [nation de culture (p. 29), entité culturelle (p. 62), nation linguistique selon les principes de Herder³ (p. 75), collectivité biologique et spirituelle (p. 123), corps viril (p. 147), communauté d'âme (p. 99) et d'exil (p. 153), etc.], de son centre et de ses confins en tant que lieu de ressourcement spirituel, ainsi que l'exposé des voyages de ceux qui firent fonction de « médiateurs » entre les cultures, occupent, à juste titre, une place essentielle. Aussi pouvons-nous regretter les lacunes d'une carte sur laquelle ne figure pas la Suisse où résidèrent de nombreux bundistes russes. De même, les lieux où se retrouvèrent les *Ostjuden* et *Westjuden*, et surtout les différents noms des villes qui furent l'objet de batailles politiques et linguistiques auraient dû être indiqués. Cela aurait aussi permis du même coup de définir la notion de « langue juive ».

La renaissance de la culture juive est appréhendée par l'auteur dans toute la pluralité des représentations collectives et individuelles d'un judaïsme conçu comme une confrontation exégétique en mouvement permanent. De ce point de vue, le livre est profondément, structurellement juif. Sa lecture incite à établir d'autres liens, en particulier avec la littérature juive de langue russe. Il est un signe d'espoir pour une nouvelle renaissance.

1 – Les termes de « littérature » et « littéraire » sont à prendre dans leur acception (russe) la plus large possible : la production écrite.

2 – Les pages (119-140) sur le shtetl en tant qu'espace fantasmagique d'abord honni puis sublimé par les juifs de l'Ouest, et la définition de la modernité juive entre ces deux espaces que furent au ^{xx}e siècle le bourg de l'Est européen et la ville occidentale (p. 155), pourraient servir de base à une étude sur la relativité des représentations dites folkloriques.

3 – Sur l'influence de Herder en Europe orientale, voir Anne-Marie-Thiesse, *La création des identités nationales, Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1999.

Boris Czerny

Simon DOUBNOV

**Le livre de ma vie : souvenirs et réflexions,
matériaux pour l'histoire de mon temps**

Trad. du russe et annotations par Brigitte Bernheimer,

préf. de Henri Minczeles

Paris, Cerf, 2001, 1 177 p., préf. aux éd. précédentes, index.

Né dans la bourgade biélorusse de Mstislav le 10 septembre 1860, assassiné un jour de décembre 1941, pendant l'extermination du ghetto de Riga, Simon Doubnov est l'un des plus grands historiens du judaïsme. Son introduction en France, relativement tardive, doit beaucoup au travail de Renée Poznanski qui donna l'occasion au lectorat français de se familiariser avec sa pensée en publiant en 1989 une excellente traduction savamment annotée de ses volumineuses *Lettres sur le judaïsme ancien et nouveau*. Cette parution, précédée une année auparavant de son *Histoire d'un soldat juif 1880-1915*¹, fut peut-être à l'origine de « l'Association des amis de Simon Doubnow » qui permit aux éditions du Cerf de faire paraître son *Précis d'histoire juive*, puis son *Histoire moderne du peuple juif*². On reste cependant redevable à Doubnov d'une somme considérable de travaux, dont une histoire universelle des juifs en dix volumes, une histoire des juifs en Russie et Pologne, ainsi qu'une histoire du hassidisme³, tous ouvrages destinés à combler les lacunes demeurant, à l'aube du ^{xx}e siècle, dans l'historiographie des juifs de cette partie du monde.

Doubnov vécut en Europe orientale la période durant laquelle se déroulèrent les événements les plus déterminants de l'histoire contemporaine, jalons de toute l'histoire du ^{xx}e siècle. Si la vie de ce très grand historien juif recouvre, en effet, un pan crucial de l'histoire mondiale, pour ce qui est de l'histoire des juifs en particulier, elle s'inscrit dans un processus de destruction dont l'inéluctabilité n'apparaît qu'a posteriori. Les carnets et la correspondance qui étayent la rédaction du *Livre de ma vie* servent de trame à l'agencement de ces mémoires entamées en 1921 et rédigées au cours des vingt années suivantes. Les matériaux varient cependant au cours du temps et si certains chapitres relèvent de la mémoire familiale et personnelle de Doubnov, d'autres reprennent des notes brèves, directement tirées de ses carnets, tenus sa vie durant. L'ouvrage en lui-même, dont le format copieux pourrait rebuter, tient à la fois du récit initiatique et du document historique. En ce sens, le sous-titre, *Matériaux pour l'histoire de mon temps*, tient largement ses promesses et bien plus encore : il permet de percevoir comment les espérances et les rêves de

tout un peuple se sont heurtés à la brisure du xx^e siècle. La traduction en langue française de cet ouvrage — qui devrait devenir un classique ou, mieux encore, un livre de chevet — comble une lacune considérable. En effet, la plupart des ouvrages existant sur ce pan de l'histoire des juifs sont parus soit en yiddish, soit en hébreu, soit en anglais. La documentation qu'il contient est considérable d'un point de vue historique, mais, présentée par un de ses acteurs les plus engagés, elle est de surcroît une matière vive.

Il est certes impossible de rendre compte de ce millier de pages sans tomber dans une forme anecdotique qui ne lui rendrait pas justice. L'ouvrage, en mêlant intimement les éléments biographiques aux événements (et il n'en manque guère) de la grande histoire, leur prêtant ainsi corps et chair, permet au lecteur non seulement de rencontrer avec émotion les grandes figures du panthéon juif de l'Europe orientale mais aussi de s'introduire subrepticement dans tous les débats intellectuels et idéologiques qui ont traversé le siècle.

Entamée en 1921, au moment où Doubnov estime avoir franchi les principales épreuves de sa vie et avoir accompli sa tâche, cette autobiographie vise à en retracer les étapes et à faire une synthèse des événements qui ont marqué son siècle, autant qu'à rendre compte du combat qu'il a mené avec ses contemporains pour améliorer le sort de ses coreligionnaires. C'est avec tendresse qu'il décrit la bourgade qui l'a vu naître, et où il ira, tant qu'il le pourra, se ressourcer régulièrement. Son grand-père, ses parents et maîtres apparaissent tels des images d'Épinal, archétypes d'une société juive traditionnelle où le combat quotidien pour gagner une maigre subsistance recouvre toute autre préoccupation à l'exception du respect de la Sainte Torah. Le mémorialiste, en revenant sur son enfance, se décrit comme décidément réfractaire à l'étude talmudique — trop aride à son goût —, et avec son frère pour complice en bibliomanie, il dévore tout ouvrage susceptible de lui tomber sous la main. L'élargissement de son regard sur le monde passera ainsi par des lectures « coupables », qui lui permettront de s'initier aux premiers écrits de la *Haskala*, encore rédigés dans un hébreu quasi biblique, et à la littérature russe. Ses tentatives de scolarisation russe le mènent jusqu'à l'école du district, mais le diplôme de fin d'études destiné à lui ouvrir les portes de l'université restera inaccessible. C'est en autodidacte qu'il parachèvera une formation qui le conduira à collaborer aux foisonnantes revues judéo-russes de l'époque. S'il se fait les dents dans *Russkji Evrej*, le jeune Doubnov ne tardera guère à publier dans *Rassvet*, puis dans le grand mensuel de l'intelligentsia *Voshod*⁴, auquel il restera lié un quart de siècle durant, y publiant des chroniques littéraires qui le font connaître et parfois redouter des plumitifs de tous bords, puis les ébauches de ses livres. En séjour clandestin dans la capitale, Saint-Petersbourg, Doubnov y établira de solides amitiés qui lui permettront, le moment venu, de s'insérer dans les mouvements d'avant-garde de sa génération en quête d'identité autant que de liberté. Dans une Russie qui interdit aux juifs la libre circulation et a fortiori la libre installation hors de la zone de résidence, il n'est guère étonnant de les voir errer de ville en ville, s'établissant clandestinement chez les uns ou les autres jusqu'à ce qu'un arrêt les renvoie dans leur bourgade provinciale d'origine. Il est peu de dire que, pour les juifs de la Sainte Russie, les années qui succèdent aux pogromes de 1881 sont des années de plomb, marquées par la constance des politiques judéophobes. Oscillant entre le giron natal et Saint-

Pétersbourg où il travaille, c'est temporairement à Odessa que Doubnov trouvera un refuge pour y loger en compagnie de sa famille.

À vrai dire, ce refuge se révélera un havre pour l'historien, lui permettant, grâce à un environnement intellectuel riche, de développer amplement ses théories politiques ainsi que de peaufiner sa méthode historiographique, tout en donnant le meilleur de lui-même dans ses activités littéraires. L'intelligentsia d'Odessa comprend, dans les années 1890, des personnalités illustres : Ahad ha-Am, Hayim Nahman Bialik, Mendele Moykher Sfoyrim, Sholem Aleykhem, Lilienblum, Berdishewski en font alors partie. Palestinophiles militants, assimilationnistes convaincus et tenants d'une renaissance populaire, nationaliste et yiddishisante débattent alors régulièrement, de vive voix ou à travers leurs articles ou dans des rencontres publiques. C'est dans ce cercle chaleureux que Doubnov en vient, graduellement, à se considérer comme un « missionnaire de l'histoire » dont la vocation est de « diffuser les connaissances historiques sur le judaïsme » (p. 343 sq.). Engagé à fond dans cette entreprise, Doubnov désapprouve aussi bien l'aspiration des sionistes qui, selon lui, voudraient faire tourner « la roue de l'histoire » en sens inverse, empruntant une voie qu'il juge « étroite », que les engagements des bundistes qui s'attachent plus à la cause ouvrière qu'à la cause nationale juive. Selon lui, seule une politique de souveraineté nationale permettrait au peuple juif de maintenir son unité, en dépit de la dispersion⁵. Afin de réduire ses activités publiques, Doubnov décide de migrer vers Vilna. Les valises sont faites lorsque survient la nouvelle du pogrome de Kishinev, en 1903. Doubnov vient d'assister à une conférence donnée par un jeune homme talentueux, mais dont il estime l'idéologie sioniste « bornée » : il s'agit de Vladimir Jabotinsky, qui défend alors l'idée de la fin de la judéophobie par une renaissance politique (p. 502)⁶. Le soir même, le cercle de Doubnov comprenant, outre celui-ci, Bialik, Ahad ha-Am, pour ne citer que les écrivains les plus célèbres, décide de mettre sur pied des groupes d'autodéfense⁷. À partir de 1897, la vie politique se fait plus bouillonnante, le programme lancé au premier congrès sioniste de Bâle retentit dans la rue juive, la conduisant — dit alors Doubnov — « à s'abandonner à l'ivresse du messianisme » (p. 412).

Juché sur la crête d'un volcan en constante éruption, continuellement déchiré entre son désir de s'enfermer dans l'écriture de l'histoire du temps passé et l'engagement dans les nécessités immédiates, Doubnov poursuit néanmoins la double mission qu'il s'est assignée. Un parti politique, le *Volskpartei*, fondé sur la théorie autonomiste du nationalisme culturel qu'il a élaborée, verra le jour en novembre 1906. Après la célèbre conférence de Czernowicz qui avait prononcé la suprématie du yiddish, en septembre 1908, la question des langues nationales se place au centre des débats : yiddish, hébreu, russe ? Quelle langue nationale officielle adopter ? Si Doubnov défend l'adoption du principe trilingue en vertu de la préservation des droits historiques et culturels de tous les membres du peuple juif, ses positions sont loin de faire l'unanimité. C'est dans le cadre de la Société d'histoire et d'ethnographie⁸ que Doubnov associera histoire et politique. Ses publications se partagent désormais entre le mensuel littéraire *Everjiskij mir* et la revue trimestrielle scientifique *Evrejskaja starina*⁹. Une fois la guerre déclarée, Doubnov tente, en se jetant dans l'écriture, de surmonter l'effroi que suscitent les nouvelles venues

du front, et notamment des régions juives. Les Polonais affirment que les juifs espionnent pour le compte des Autrichiens, et à l'hécatombe des zones de combats s'ajoutent les victimes des pogromes, expulsés et déportés qui ne peuvent se chiffrer. Pourtant, en ce temps où les informations n'apportent que des récits d'atrocités, où ne pointe nulle trace d'espoir ou d'embellie, et où tout oppresse le présent, Doubnov spéculé sur l'avenir, qui permettra aux juifs de revendiquer leurs droits, lors de la conférence de paix qui suivra inévitablement l'issue de la guerre (p. 714). Traqué par la censure, il travaille néanmoins, inlassablement, à la publication simultanée de son œuvre en hébreu, en yiddish, en allemand et en anglais, par delà les frontières de sa geôle russe. Il s'en explique en ces termes dans ses carnets, le 18 mars 1915 : « Pour moi, l'histoire était une source de vie bouillonnante, de combat, de création d'esprit vivant, l'origine d'une conception du monde, la vénérable légende des siècles » (p. 717).

Pourtant, Doubnov, profondément bouleversé par le pogrome de Kishinev, avait écrit : « Que pouvions-nous attendre d'autre après vingt-deux ans, pendant lesquels "chaque jour tuait un rêve" ? » (p. 508).

On conclura sur cette phrase, en se contentant de mentionner la litanie des événements qui vont se succéder dans un tempo infernal : révolution de 1905, représailles, déportations, Première Guerre mondiale, révolution de 1917, guerre civile, victoire des bolcheviks... S'il ne s'agissait du grand historien, on aurait pu dire que son destin aura connu le sort ordinaire des juifs de sa génération. Survivant à la famine, à la maladie et aux massacres de la guerre civile, Doubnov ira, comme nombre de Russes, trouver refuge dans le Berlin de la république de Weimar. Rattrapé une fois encore par le crépuscule de l'histoire, il croira échapper à Hitler en s'installant à Riga... Las ! le vieillard de 81 ans sera abattu d'une balle, en trébuchant sur l'échelle qui devait le conduire, en autobus, vers les gaz. Son œuvre demeure. Dans l'étrangeté du temps, la discussion qu'il a ouverte à propos des idéologies nationales juives et de la succession des cycles de rayonnement et de déclin dans l'histoire des juifs, prend parfois, à la lueur de l'actualité, une sombre acuité.

1 – S. Doubnov, *Lettres sur le judaïsme ancien et nouveau*, trad. du russe, annoté et présenté par Renée Poznanski, Paris, Cerf, 1989 (Saint-Petersbourg, 1907 et Tel-Aviv, 1937) ; *id.*, *Histoire d'un soldat juif 1880-1915* (Petrograd, 1917), trad. par Laurence Dyevre et Alexandre Eidelman, Paris, Cerf, 1988.

2 – S. Doubnov, *Précis d'histoire juive : des origines à 1934* (Paris, 1936), trad. par I. Pou-gatz, Paris, Cerf, 1992 ; *id.*, *Histoire moderne du peuple juif* (Paris, 1933), trad. par B. Bernheimer, Paris, Cerf, 1994.

3 – S. Doubnov, *Weltgeschichte des Jüdischen Volkes*, Berlin, 1937 ; *id.*, *History of the Jews in Russia and Poland*, 3 vols, Philadelphie, 1946 ; *id.*, *Geschichte des Chassidismus*, Berlin, 1931 (hébreu : Tel Aviv, 1930-1933).

4 – Périodique publié à Saint-Petersbourg de 1881 à 1906.

5 – Voir dans S. Douvnov, *Lettres sur le judaïsme*, *op. cit.*, la lettre X, « D'une intelligentsia à la dérive », ainsi que la lettre XIII, « De la suprématie d'une politique nationale dans la vie d'une nation opprimée ».

6 – Jabotinsky deviendra le dirigeant du mouvement sioniste radical révisionniste.

7 – Le texte de l'appel, rédigé en hébreu par Ahad ha-Am pour éviter la censure, rentrera dans l'histoire. *Ha-tekufa*, 25, 1928, pp. 416-420.

8 – Fondée à Saint-Petersbourg en 1908, après que Doubnov eut appelé de ses vœux un tel projet en 1891.

9 – Les dix premiers volumes furent édités par Doubnov entre 1908 et 1918, les trois derniers (1924-1930) par un collectif éditorial. *Evrejskij mir* paraîtra jusqu'en 1912.

Sylvie Anne Goldberg

Gennadij V. KOSTYRČENKO

Tajnaja politika Stalina : vlast' i antisemitizm

(La politique secrète de Staline : pouvoir et antisémitisme)

Moscou, *Meždunarodnye otnošenija*, 2001, 784 p.

Le précédent ouvrage de l'auteur, *V plenu u krasnogo faraona : političeskie presledovanija evreev v SSSR v poslednee stalinskoe desjatiletie*¹, avait déjà fait événement, et pas seulement parmi les spécialistes. Il s'appuyait sur une centaine de documents, jusque-là non publiés et provenant des archives, enfin accessibles après la fin de l'URSS, des organes du parti, des services de sécurité nationale et d'autres structures de direction et de répression de l'ancien empire soviétique.

Or la base documentaire du nouvel ouvrage est encore plus riche. Et le cadre chronologique a été élargi : si, dans le premier livre, le récit commençait en 1942, le second s'ouvre avec l'époque prérévolutionnaire. Assumant alors le rôle original de premier explorateur, l'auteur s'était donné pour tâche de récupérer le maximum d'informations de ces archives auparavant inaccessibles aux historiens. Dans le livre que l'on commente ici, l'accent est mis sur la compréhension des faits : on a devant les yeux la tentative, pour l'essentiel réussie, d'élaborer une conception complète du phénomène étudié.

L'objectif de l'ouvrage est formulé ainsi : « reconstruire le processus historique de naissance, de formation et de développement de l'antisémitisme d'État en URSS..., offrir un tableau complet des changements intervenus sous son influence dans les instances du pouvoir et dans la conscience publique. » La genèse et l'évolution du phénomène sont replacées dans le contexte des événements et des processus politiques les plus significatifs, survenus dans le pays et dans le monde, et en particulier au sein de la nomenklatura soviétique. L'antisémitisme d'État est considéré comme faisant partie intégrante du régime de domination totalitaire, comme à la fois sa manifestation et son instrument. À travers le prisme de la « question juive », l'auteur tente d'esquisser la dynamique idéologico-politique du régime stalinien. En ce qui concerne les processus internes à la communauté juive d'URSS et les rapports qu'elle a entretenus avec la société environnante et les juifs de l'étranger, ces questions ne sont abordées qu'en pointillé, en relation avec le sujet principal de l'étude.

Selon la conception de l'auteur, l'antisémitisme d'État n'apparaît pas en URSS — comme beaucoup le pensent — à la fin des années 1940, mais dès la fin des années 1930, à l'époque de la « Grande Terreur » et de la consolidation de l'absolutisme stalinien. Avant cette époque, Staline profitait régulièrement des humeurs antisémites de la société et du parti pour défaire ses opposants dans la lutte pour le pouvoir. Une fois transférée sur le terrain bureaucratique, cette manière de procéder acquit le statut d'une politique systématique menée par l'État. Son but

était l'élimination progressive de « l'influence juive » (plus précisément de l'influence des juifs) sur la vie socio-politique et culturelle de la société ; et ses moyens privilégiés étaient l'assimilation imposée d'en haut et des mesures administratives et répressives, lesquelles s'alourdissaient continuellement avec le temps.

L'antisémitisme d'État s'est forgé dans un climat psychologique et idéologique particulier, celui d'un vigoureux chauvinisme de grande puissance, que Stalin a fait renaître au motif que dans le combat entre les trois idéologies mondiales — libéralisme, communisme et nationalisme — cette dernière était dominante dans les années 1930.

« La Grande Purge » des cadres a eu pour effet le renouvellement presque complet de la couche sociale des dirigeants nomenklaturistes. Après l'élimination sanglante de nombreux représentants des minorités nationales, dont un nombre non négligeable de juifs, les jeunes fonctionnaires qui intégrèrent cette couche sociale étaient le plus souvent d'origine slave. Pour mettre en œuvre sa politique, Stalin s'appuya sur ces jeunes gens, éduqués dans l'esprit d'un dévouement absolu à sa personne.

L'apparition en Union soviétique d'un antisémitisme d'État tient à la nécessité commune à tous les régimes totalitaires de disposer de l'image d'un ennemi. Celle-ci offre au détenteur du pouvoir la possibilité de soumettre complètement la société et de manipuler efficacement les masses. Dès la fin des années 1940, l'image de l'ennemi est de plus en plus marquée par un contenu antisémite — les épouvantails du « cosmopolitisme », du « nationalisme bourgeois des juifs » supplantent dans les discours de propagande les « trotskistes », « boukhariniens », « saboteurs », etc. Cela fut le résultat de l'« adaptation créatrice » par Stalin de l'expérience nazie, dont l'origine remonte selon l'auteur au rapprochement germano-soviétique d'avant-guerre.

En Union soviétique, l'antisémitisme d'État atteint son apogée au début de l'année 1953, lors du fameux « complot des blouses blanches ». En accord avec la majorité des spécialistes, G. V. Kostyrčenko explique ce développement par un ensemble de facteurs de politique intérieure et extérieure : le chauvinisme accru de la politique nationale des dirigeants soviétiques ; l'exacerbation de la tension soviéto-américaine et le durcissement de la guerre froide ; la dégradation psychologique du vieux Stalin ; le jugement que celui-ci portait sur le sionisme, sur l'État d'Israël comme « avant-garde de l'impérialisme des États-Unis » et sur les juifs soviétiques comme potentielle « cinquième colonne ».

Pourtant la vision que l'auteur porte sur la suite des événements diffère de celles d'un certain nombre d'historiens russes et étrangers. Selon G. V. Kostyrčenko, le surgissement de l'antisémitisme d'État au début de 1953 « menaçait réellement les fondements de la société et l'intégrité de l'État, qui reposait sur l'idée communiste » (p. 694). « Le passage à une forme plus ouvertement agressive de l'antisémitisme d'État » risquait de déboucher sur « l'effondrement des bases fondamentales de l'État multinational et l'avènement du chaos social » (p. 707), ainsi que sur des complications internationales inattendues. Selon l'auteur, la réalité de ces menaces fut perçue par celui qui était responsable de leur apparition, Stalin lui-même. « Malgré de sérieux problèmes relatifs à sa santé physique et psychique, il n'avait cependant pas complètement perdu l'esprit et c'est

pourquoi il n'a pas pu — au vu des raisons évoquées plus haut — jouer jusqu'au bout la carte de l'antisémitisme, c'est-à-dire s'engager sur la voie empruntée par les nazis d'une « solution finale » de la « question juive » (p. 694).

Dans le précédent livre de l'auteur, le passage sur le « complot des blouses blanches » se terminait par quelques questions : « quelles auraient dû être les conséquences de ce processus : la déportation massive des juifs en Sibérie, comme le supposent certains spécialistes, ou le massacre par le chef de ses proches compagnons de la direction communiste, selon d'autres ? Ou peut-être l'un et l'autre en même temps ? ». L'auteur espérait que « sur ces questions et quelques autres nous pourrions un jour obtenir des réponses définitives » (p. 361).

Sept ans plus tard, il est convaincu que le temps des réponses est venu. Les voici : Stalin fut contraint de faire marche arrière, ce qui a écarté, en même temps que la possibilité d'une action antisémite d'envergure, l'éventualité d'une nouvelle purge de la nomenklatura. « Toutes les discussions sur le fait que le pays — pendant l'hiver 1953 — s'effondrait dans le gouffre sanglant d'un nouveau 1937 et se tenait au seuil d'un Armageddon, ne reposent sur aucune argumentation un tant soit peu solide » (p. 707).

« Le mythe de la déportation » — tel est le titre du paragraphe correspondant. L'auteur constate qu'au cours des dix années qui suivirent l'effondrement du communisme et l'ouverture des archives soviétiques, aucune preuve documentaire n'est venue établir le fait qu'une déportation des juifs soviétiques était en cours de préparation. (G. V. Kostyrchenko exclut l'hypothèse d'une destruction complète, qui n'aurait pas laissé de traces, des centaines de milliers de listes qu'une telle opération aurait exigées). Il insiste au contraire sur la découverte de documents témoignant de l'absence de pareilles intentions chez les dirigeants. Et, plus précisément, des projets de pétition rédigés dans les bureaux du Comité central du PCUS et qui auraient dû être adressés par d'éminents juifs soviétiques à Stalin au sujet de l'affaire des « blouses blanches » (le second projet rédigé par D. T Šepilov a été retrouvé et mis à la disposition des chercheurs par l'auteur de l'ouvrage commenté). Or les deux projets *ne contiennent aucune demande de transfert des juifs de la partie européenne de l'URSS vers la Sibérie ou l'Extrême-Orient*. (Rappelons que, pour les tenants de l'hypothèse d'une déportation en voie de préparation, l'opération devait être réalisée en conformité avec cette « requête »). Au contraire, on estime dans ces brouillons que « la majeure partie de la population juive d'URSS » est « amie du peuple russe » et se compose de « patriotes de la Nation soviétique ». L'ordre donné de « châtier les criminels de la manière la plus impitoyable » a été retiré du second projet, ce qui conduit l'auteur à penser que Stalin ne souhaitait pas résoudre l'affaire des médecins par un procès public (selon la même hypothèse d'une déportation en préparation, le jugement puis l'exécution publique des docteurs devaient servir de prétextes à des pogromes « spontanés » et à des « déplacements volontaires » de populations), mais préférait un jugement sommaire du type de celui des activistes de l'EAK — l'affaire du Comité juif antifasciste. Les deux documents se terminent par le souhait de lancer la publication d'un journal destiné à « une part importante des populations juives d'URSS et de l'étranger ». Voilà comment l'auteur explique le fait que la pétition n'ait pas été publiée : « selon toute vraisemblance, Stalin a compris que la lettre collective des

juifs soviétiques aurait révélé la présence en URSS d'une "question juive", officiellement inexistante ».

Dans la conclusion de son livre, l'auteur remarque que, sous les héritiers de Stalin, le communisme soviétique portait encore le « sceau de Caïn de l'antisémitisme d'État ». Cet antisémitisme était cependant limité au cadre restreint d'une « action politique fortement réglementée et discrète », menée sans avoir recours à de vastes opérations de propagande ou de répression du type « lutte contre le cosmopolitisme », « affaire EAK », ou « complot des blouses blanches ». Si, à la fin du règne de Stalin, l'antisémitisme d'État rappelle, selon l'expression imagée de l'auteur, « un feu de forêt qui s'allume », on pense pour la décennie suivante à une tourbière : se consumant lentement, fumant peu et intoxiquant la société de ses émanations.

Vers la fin de la perestroïka, l'antisémitisme officiel se porte mal et passe le relais à un antisémitisme plus agressif et plus ouvert — dans le style traditionnel des Cent-Noirs — qui réapparaît dans l'atmosphère ambiante de libéralisme politique. S'effaçant du niveau étatique, la judéophobie se ranime et se renforce dans les sphères de l'idéologique, du politique et du social, ainsi que dans les mœurs. Les organisations de tendance néonationaliste et néofasciste ont profité de la levée de presque tous les interdits relatifs à l'autonomie socio-politique, pour diffuser une propagande insidieuse et nettement antisémite. Et la brutale aggravation des conditions de vie a rendu la population beaucoup plus réceptive à ce type de discours.

Le danger existe-t-il aujourd'hui en Russie de voir renaître l'antisémitisme d'État ? Et alors d'où viendrait-il ? G. V. Kostyrchenko aperçoit deux foyers. Tout d'abord, ce sont les représentants de l'ancien pouvoir, issus des rangs des staliniens « engagés » ou des nationalistes radicaux du parti communiste de la Fédération de Russie. Pendant la période du gouvernement El'cin, ils ont voulu accumuler un capital politique par leurs critiques antisémites et populistes du régime. Le second foyer est composé d'une partie des dirigeants de l'actuelle bureaucratie, laquelle est toujours marquée par « les péchés originels du passé totalitaire » — vouloir imposer un pouvoir incontrôlé sur la société —, et qui peut s'armer de l'idéologie de la « nomenklatura du terroir ». L'auteur considère ces deux variantes comme catastrophiques pour la Russie, mais heureusement peu vraisemblables. Dans sa version quotidienne ou comme discours de propagande, l'antisémitisme, après avoir atteint son paroxysme dans les années 1990 — dans le contexte d'une violente rivalité entre l'élite libérale et l'opposition nationale/communiste —, tendrait désormais à s'estomper, en même temps que les tensions politiques, apaisées par un pouvoir foncièrement pragmatique.

Selon G. V. Kostyrchenko, seul un « choix historique positif » permettrait à la société russe de se débarrasser définitivement de l'ombre de la judéophobie officielle, en rejetant les exhortations des tenants d'un retour à l'ancien totalitarisme ou à sa version « rénovée ». Alors l'« esprit marqué par des restes d'antisémitisme et qui erre encore dans les lieux du pouvoir » serait progressivement enfoui dans le passé avec la plupart de ceux qui en sont toujours les porteurs : les anciennes générations de fonctionnaires, formées en pleine époque stalinienne.

Voici donc comment l'auteur décrit l'évolution de l'antisémitisme d'État au cours des époques soviétique et post-soviétique. Mais c'est évidemment l'analyse de la « politique juive » à l'époque stalinienne qui donne toute sa valeur à l'ouvrage. Sur

ce plan, aucun des travaux existants ne peut lui être comparé — ni dans la manière exceptionnellement large d'aborder la question ni par la solidité de l'étude.

Ce qui vient d'être dit ne signifie pas que nous soyons d'accord avec toutes les thèses développées dans le livre. Le titre éveille déjà quelques doutes : est-il vraiment opportun de qualifier de « secrète » la politique antisémite de l'État soviétique de la fin des années 1940 et du début des années 1950 ? Bien qu'elle ne fût pas clamée du haut des tribunes, la tendance était évidente pour l'immense majorité.

En outre, quels étaient les rapports entre l'antisémitisme des élites et de l'État, et celui « plébéien » des masses ? On a l'impression que l'auteur sous-estime l'influence de ce dernier sur l'action politique .

Enfin, il semblerait que sur la question de l'époque à partir de laquelle on voit apparaître chez Stalin les premiers symptômes d'un antisémitisme personnel, Robert Tucker soit plus proche de la vérité que Robert Conquest, avec lequel notre auteur est solidaire. Prenant appui sur une série de témoignages (qui ne sont pas évoqués dans l'ouvrage commenté ou y sont présentés comme étant ceux de ses opposants idéologiques), Tucker affirme que le « merveilleux Géorgien » (expression de Lenin) est devenu antisémite bien avant la révolution d'Octobre. Quant à Conquest, il n'a repéré dans son comportement d'alors que les « germes de la démagogie antisémite ». « Les cas qui nous sont connus de propos vulgaires tenus par hasard sur le thème juif, témoignaient — suppose G. V. Kostyrchenko — davantage de la grossièreté de ses manières et de sa mauvaise éducation que de quelque chose de plus sérieux » (p. 704). Selon nous, ces incidents peuvent s'expliquer autrement : dans les situations familières, le pragmatisme politique de Stalin l'incitait à dissimuler ses sentiments ; mais dans le cas de situations plus difficiles, voire conflictuelles, il « éclatait ».

Une autre chose est de savoir dans quelle mesure les sentiments du chef se reflétaient sur la politique d'État. On peut ici être d'accord avec Robert Conquest : Stalin « était plus profond et plus compliqué qu'Hitler », sa pratique de « l'antisémitisme relevait, à la suite de celle d'Hitler, plus d'une politique que d'un dogme ». (D'ailleurs, A. Avtorhanov défend une opinion semblable : « [...] l'antisémitisme de Stalin n'était pas zoologique mais pragmatique »). Cependant, l'auteur se range à leurs opinions en reconnaissant quelques pages plus loin que « sur la question clé du rapport, dans l'antisémitisme personnel de Stalin, entre la judéophobie pathologique et paranoïaque et le pragmatisme machiavélique... il n'existe jusqu'à présent aucune réponse scientifiquement valable » (p. 24).

On trouve dans l'ouvrage des affirmations qui ne s'accordent guère avec les faits. Ainsi à la page 429 nous lisons ceci : en 1943-1944 « en raison de l'avenir incertain de la Palestine » la direction du Joint (Joint Distribution Committee) considérait la Crimée comme « un refuge possible après la guerre non seulement pour les juifs d'URSS, mais aussi pour les réfugiés juifs de l'Europe entière ». Les recherches effectuées par Mihail Micel' dans les archives du Joint prouvent qu'il n'existe aucune source documentaire à de telles conclusions (que l'on ne trouve d'ailleurs pas dans les éditions auxquelles G. V. Kostyrchenko se réfère).

Cette question est évidemment secondaire pour l'ouvrage considéré. Mais en voici une qui se situe au cœur de la problématique. À propos de l'hypothèse d'une « manœuvre de retrait » effectuée par Stalin fin janvier — février 1953,

G. V. Kostyrčenko écrit : « Comment expliquer autrement le fait qu'à la veille de la maladie mortelle qui allait emporter le dictateur, la rhétorique belliqueuse qui avait commencé à y apparaître, à compter du 13 janvier 1953, ait disparu des pages des journaux centraux ? » Mais comment comprendre alors la publication, dans la *Komsomol'skaja pravda* du 4 mars 1953, d'un article intitulé « Plus haut, la vigilance révolutionnaire » et dénonçant « les groupes terroristes des médecins/saboteurs — agents de l'organisation juive et d'orientation nationaliste-bourgeoise *Joint*, travaillant pour les services secrets étrangers ».

Quelques mots enfin sur l'absence de preuves quant à l'existence d'un plan de déportation. À notre avis, la pertinence de l'argument est affaiblie par deux types de considérations. Tout d'abord (et l'auteur le remarque dans l'introduction), les fonds d'archives du présidium et du secrétariat du Comité central du parti communiste d'Union soviétique sont actuellement inaccessibles aux chercheurs. De plus, le fonds personnel de Staline n'est pas entièrement ouvert. Et ensuite, il est bien connu qu'à l'époque soviétique il y eut des cas où des documents « compromettants » furent retirés intentionnellement des archives des organes du parti et détruits (il est exact qu'il restait souvent des traces).

Comme désormais les auteurs russes en ont la possibilité, G. V. Kostyrčenko a pu préparer la publication de son ouvrage sans l'ingérence d'un rédacteur. Pourtant un regard extérieur n'est pas dénué de toute utilité. Dans le cas présent, il aurait pu aider à éviter certaines erreurs dans la formulation de quelques notes, et permis d'éliminer des expressions largement dépassées du genre « dictature du prolétariat », ou « opposition trotskyste de droite » (il est peu probable que l'auteur les considère comme adéquates à une quelconque réalité historique). Je ne pense pas que l'auteur soit par exemple attaché à la distinction suivante : « les intellectuels d'origine juive » qui, après 1991, « sont apparus nombreux au sein des structures du nouveau pouvoir », ont commencé « *dans leur grande majorité* » à ne se préoccuper que de leur prospérité (avant tout matérielle) ; alors que parmi les représentants des autres nationalités, seuls « *beaucoup* » ont commis les mêmes péchés (p. 701). Rien à faire — les règles de la psychologie étant ce qu'elles sont — les erreurs ne sautent aux yeux que dans les bons textes.

1 – Moscou, *Meždunarodnye otnošenija*, 1994, 400 p. ; traduction française : G. V. Kostyrčenko, *Prisonniers du pharaon rouge : les répressions politiques contre les Juifs en URSS dans la dernière décennie du règne de Staline*, Arles, Solin-Actes Sud, 1997, 446 p.

Samson Madievski

(traduit du russe par Xavier Le Torrivellec)

Laurent RUCKER

Staline, Israël et les Juifs

Paris, Presses universitaires de France, 2001, 380 p.

Pour ceux qui s'intéressent à l'URSS stalinienne de l'après-guerre, il est peu de sujets aussi passionnants que la politique soviétique à l'égard des juifs durant cette

période. Car ce thème met en jeu les relations complexes entre politique intérieure et politique étrangère dans le système communiste ; il illustre comment la lutte des clans et les préoccupations du dictateur se combinent ou se combattent dans les décisions adoptées par le Kremlin ; comment l'idéologie toujours présente se marie avec l'opportunisme, engendrant des projets provisoires dont les exécutants se retrouvent bientôt sur le banc des accusés. La politique de Stalin à l'égard des juifs est encore plus retorse que ses pratiques habituelles. Laurent Rucker s'est courageusement aventuré dans ces méandres byzantins dessinés autant par les passions intimes d'un homme que par un calcul machiavélique rationnel. Il en résulte un ouvrage clair, posant les bonnes questions et offrant au lecteur non russophone les éléments de réponses que l'ouverture des archives soviétiques a permis d'apporter.

Une première partie analyse les raisons pour lesquelles l'URSS, après avoir longtemps hésité, s'est engagée à fond en avril 1947 pour la création d'un État juif en Palestine. Après l'échec de ses tentatives d'expansion en Iran et en Turquie, Stalin n'a pas renoncé à jouer sur les contradictions entre les impérialistes. Consciente que le sort des juifs d'Europe centrale entassés dans les camps de réfugiés est une pomme de discorde entre Américains et Britanniques — les Américains poussant les Britanniques à ouvrir la Palestine à ces rescapés du nazisme —, l'URSS va en 1946 autoriser 150 000 juifs polonais à gagner les zones d'occupation américaine et britannique en Allemagne et en Autriche. Par haine de l'Angleterre, elle va miser sur la carte du sionisme, traditionnellement dénoncé par la propagande soviétique comme « nationalisme bourgeois ». Le choix définitif de l'URSS en faveur de la création d'un État juif a lieu à l'été 1947, c'est-à-dire qu'il est directement lié à l'annonce du plan Marshall et au début de cristallisation du camp occidental. En 1948 Moscou fait pression sur Prague pour que la Tchécoslovaquie cesse de livrer des armes aux Arabes. La Tchécoslovaquie se lance dans une collaboration militaire étroite avec le nouvel État juif, qui permet à celui-ci de remporter la victoire dans la première guerre israélo-arabe. Cette collaboration durera jusqu'en 1951, en dépit de la dégradation des relations entre Israël et l'URSS.

Laurent Rucker estime que le désir de saper les positions britanniques au Moyen-Orient fut la principale motivation de la décision de Stalin en faveur de la création de l'État juif. Selon lui, l'espoir d'en faire un bastion socialiste dans la région ne fut pas sérieusement entretenu par le Kremlin. Pourtant la réaction des Soviétiques fut vive lorsqu'ils apprirent début 1949 qu'Israël avait accepté un prêt américain de 100 millions de dollars. Pour eux c'était l'indice qu'Israël était en train de basculer dans le camp américain. Les premiers signes apparents d'un refroidissement entre Israël et l'URSS datent du milieu de l'année 1949. Au fond, la politique juive de Stalin en 1947-1948 montre à quel point il était incapable de tirer les leçons de ses échecs précédents : dans le cas d'Israël comme dans celui de la Turquie et de l'Iran, l'URSS avait agi dans le but d'affaiblir l'Angleterre, en misant sur les « contradictions entre les impérialistes » ; et une fois de plus, en s'attaquant à la Grande-Bretagne, elle n'avait fait que renforcer les États-Unis qui pourtant, à partir de 1947, étaient considérés comme l'ennemi principal.

Si la politique à l'égard de l'État juif est assez facilement déchiffrable parce qu'elle découle des facteurs permanents de la diplomatie soviétique, celle menée à l'égard des juifs d'Union soviétique est infiniment plus complexe car, dès la guerre

et la période de la grande alliance, elle est traversée par des objectifs et des impulsions contradictoires. Il y a d'abord la volonté de faire appel aux juifs américains pour aider Roosevelt à surmonter les fortes réticences Outre-Atlantique à une alliance avec Stalin : c'est ce qui conduira ce dernier à autoriser la création en septembre 1941 du CAJ (Comité antifasciste juif), sur lequel nous reviendrons. Il y a parallèlement le flirt de Stalin avec le nationalisme grand-russe et l'intention de contrer la propagande nazie sur le « judéo-bolchevisme ». Les premières mesures de « déjudaïsation » de l'establishment culturel soviétique sont prises en 1942. Le conflit entre ces politiques contraires va être accentué par la lutte des clans dans l'entourage de Stalin, le CAJ étant patronné par Molotov influencé par son épouse Žemčuzina, et par Beria qui joue la carte juive pour des raisons multiples (possibilité d'étendre ses réseaux aux États-Unis, y compris dans la communauté scientifique, sensibilité d'un Mingrélien aux nationalités non russes, et peut-être déjà projet de modernisation de l'URSS avec l'aide financière juive) ; la carte du nationalisme russe étant, quant à elle, volontiers mise en avant par les protégés de Malenkov.

L'auteur consacre un chapitre détaillé à l'histoire du CAJ. Il relève l'aspect mystérieux du faux départ de ce Comité à l'automne 1941 mais, faute de mettre en lumière les liens de cette première mouture du CAJ avec le gouvernement polonais de Londres, ne mesure pas toutes les implications du choix de Beria lorsque celui-ci désigna deux bundistes polonais, Erlich et Alter, pour organiser le CAJ et en définir le programme. La mise en avant de ces deux personnages était un signal à la social-démocratie européenne en même temps qu'un geste de bonne volonté à l'égard du gouvernement Sikorski. En effet, les deux hommes entreprirent dès leur libération, et avec la bénédiction du NKVD, de recruter les juifs polonais dans l'armée d'Anders. Or, dès les premiers jours, Sikorski, Anders et Kot — l'ambassadeur polonais à Moscou — étaient persuadés que seul l'appui des juifs de Pologne leur permettrait de restaurer les frontières orientales d'avant-guerre : ils ne pouvaient compter ni sur les Ukrainiens qui misaient alors sur l'Allemagne, ni sur les Biélorusses. L'intégration des juifs polonais dans l'armée d'Anders, la persécution des sionistes polonais menée en même temps par le NKVD, favorisaient objectivement les visées du gouvernement polonais de Londres. Rien d'étonnant donc à ce que Stalin ait promptement mis fin à cette première mouture du CAJ. Le second CAJ de 1942-1943 aura officiellement la tâche de mobiliser les ressources financières des juifs américains pour l'effort de guerre soviétique ; il devra aussi neutraliser les efforts du gouvernement Sikorski pour s'assurer l'appui de l'opinion juive américaine. Stalin voulait le soutien des juifs américains pour faire reconnaître à l'URSS les frontières du pacte Ribbentrop-Molotov. C'est pourquoi, dès qu'il obtint gain de cause sur ce point, le CAJ était en sursis.

En février 1944, trois activistes du CAJ adressent à Stalin et Molotov une lettre dans laquelle ils suggèrent de créer une république juive en Crimée. Sur les trois hommes, deux étaient des agents du NKVD. On ne peut donc que rejoindre la conclusion de Laurent Rucker : le projet avait certainement l'aval de Beria. Il reste à deviner les motivations de cette démarche, qui tourna court et que le CAJ paya fort cher, car Stalin ne tarda pas à y voir la preuve de la collusion des juifs soviétiques avec l'impérialisme américain.

Enfant de la grande alliance, le CAJ n'était pas destiné à lui survivre longtemps. Cependant le gouvernement soviétique hésita durant toute l'année 1946 à fermer le Comité. On peut mesurer l'intensité des rivalités de clans dans les coulisses du Kremlin aux tribulations du Comité antifasciste durant la période allant de septembre 1946, date de la première proposition de dissoudre le CAJ, à novembre 1948, date de sa fermeture. Les autorités soviétiques faisaient grief au CAJ de se faire le porte-parole des juifs soviétiques au lieu de se borner à la propagande de l'URSS à l'étranger. Aux yeux de Stalin, le CAJ avait commis le péché de devenir un embryon d'organisation représentative. C'était déjà grave, surtout au moment où les juifs soviétiques manifestaient imprudemment leur enthousiasme pour l'État sioniste. Mais ce qui mit Stalin en fureur et lui fit perdre sa prudence coutumière fut la conviction que des fuites dans la presse étrangère sur la vie privée des dirigeants du Kremlin émanaient de Mihoels et de ses proches. Dès qu'il en eut la certitude, Stalin ordonna d'assassiner Mihoels sans tarder. Le même soupçon pesait sur l'épouse de Molotov qu'il fit arrêter en 1949. Molotov ne retrouva jamais sa place privilégiée au sein du *Politburo*.

La « lutte contre le cosmopolitisme » lancée en janvier 1949 était le prolongement des campagnes jdanoviennes de 1946. Elle avait pour but de désapprendre aux Soviétiques qu'ils avaient été les alliés des Occidentaux pendant la guerre en stigmatisant les juifs comme des « cosmopolites sans patrie » et donc des traîtres potentiels. Mais à partir de l'assassinat de Mihoels, l'antisémitisme devient aussi un moyen de manipuler Stalin et un instrument dans la lutte pour la succession. La longueur de l'instruction de l'affaire du CAJ (de fin 1948 à juillet 1952), dans laquelle Malenkov joua un rôle visible, la durée de la préparation de l'affaire Slansky, révèlent à la fois l'affrontement des clans et un affaiblissement de la poigne de Stalin. De même, l'affaire du complot des blouses blanches, qui visait à l'origine Abakumov et Beria, fut retournée par celui-ci et Malenkov contre les deux derniers fidèles inconditionnels de Stalin, Poskrebyshev et Vlasik. L'offensive projetée par Stalin contre ses collègues du *Politburo* aboutissait en réalité à dégarnir ses flancs. Parallèlement l'hystérie antisémite déclenchée en janvier 1953 achevait de déconsidérer le dictateur dans l'opinion publique occidentale.

Ce bref survol du livre de Laurent Rucker ne donne qu'un aperçu de sa richesse et de l'apport qu'il offre à la connaissance des mécanismes du pouvoir soviétique à la fin du règne de Stalin. Certes les zones de mystère demeurent, notamment concernant les derniers mois de sa vie et les objectifs de l'ultime phase de l'affaire des blouses blanches. À lire ce livre, on se rend compte que la politique de Stalin était rationnelle et contrôlée jusqu'à un certain point. Cette rationalité avait deux limites : la fragmentation en clans hostiles de la bureaucratie chargée de mettre en œuvre les directives du dictateur, et les obsessions de Stalin lui-même. La haine de l'Angleterre l'incita à soutenir la création de l'État juif. Sa paranoïa et sa manie du secret se cristallisèrent sur les juifs soviétiques, le poussant à donner son aval à une frénésie antisémite qui réveillait le souvenir des Cent-Noirs et de l'Allemagne nazie, et qui porta un coup fatal au mouvement communiste international.

Françoise Thom

Général *PETRENKO*

Avant et après Auschwitz

suivi de *Ilya ALTMAN* et *Claudio INGERFLOM*

Le Kremlin et l'holocauste, 1933-2001

Paris, Flammarion, 2002, 285 p.

(trad. de : *Do i posle Osvencima*

Moscou, Bibliothèque russe de l'Holocauste, 2000)

Vasilij Petrenko fut l'un des quatre généraux qui libèrent Auschwitz. Le seul survivant aujourd'hui. Ne cherchons pas, dans ce livre, une étude des ressorts profonds de l'attitude du pouvoir soviétique vis-à-vis des camps d'extermination, même si la postface d'Ilya Altman et Claudio Ingerflom constitue une belle synthèse de cette question. Il s'agit plus d'une autobiographie, née du souci de comprendre l'ignorance dans laquelle lui-même, Petrenko, resta quant à cette question. Il s'agit aussi, à l'origine, d'un ouvrage écrit par un Ukrainien, Petrenko, destiné à présenter au public russe ce qui fut fait, durant toute cette période, par le pouvoir soviétique. Cela n'est pas neutre, car Petrenko n'est pas juif (au sens « soviétique » du terme), et cette distinction est d'importance en Russie pour traiter de ces questions.

Comme le soulignent Ilya Altman et Claudio Ingerflom, une première lecture de cet ouvrage « concerne la sociologie et l'anthropologie de l'Armée rouge : qui étaient ces officiers ? comment pensaient-ils ? quelles étaient leurs valeurs ? ». Plus encore, nous dirions qu'une telle lecture offre une belle représentation de la manière dont ceux qui participèrent à l'histoire soviétique — jusqu'à être les premiers à entrer dans les camps, ou jusqu'à accompagner des détenus du NKVD, ou à être des témoins privilégiés de la collectivisation, de la famine de 1933, de toutes les répressions, etc. — la parcoururent au long d'une carrière presque ininterrompue, sans faire de ces violences des questions, sans que tout cela suscite le moindre doute. Petrenko accomplit sa carrière en militaire qui ne réagit que lorsque des ordres lui paraissent aberrants. Il témoigne de la délation la plus simple (un élève officier retirant du feu un dessin humoristique qu'il avait commenté par exemple, et le donnant à ses supérieurs) comme d'un incident parmi d'autres. Il fait état des arrestations massives durant l'année 1937, parmi les gradés du régiment où lui-même, seulement lieutenant-chef, n'avait jamais imaginé pouvoir être inquiété. Il rapporte ces circonstances comme une simple étape de sa carrière dont l'effet fut l'accélération de sa promotion sans qu'il la provoque ou l'attende. Cette inertie manifeste à plusieurs reprises dans la poursuite de sa carrière pose la question du ressort de ces violences, extérieures aux personnes qui en sont les témoins passifs, mais aussi sources de profits secondaires importants.

La seconde lecture tient à l'attitude du pouvoir soviétique central, et surtout de Stalin, vis-à-vis des camps d'extermination. Sans doute, ici, le témoignage est-il issu de l'inquiétude de comprendre si les armées soviétiques tardèrent à effectuer cette libération. À une réponse d'évidence, que l'auteur possédait déjà — réponse par la négation —, se substitua peu à peu un doute qui le conduisit à explorer les archives et à devenir l'un des historiens de cette période, autant que son témoin.

Il s'agit bien entendu d'une autobiographie tardive, fondée sur un travail d'archives autant que sur la mémoire. Mais une autobiographie intéressante, tant le choix d'une écriture linéaire le conduit à retracer avec conviction ce parallèle entre une « Histoire » soviétique, dont on connaît aujourd'hui le caractère dramatique et violent, et au sein de laquelle la collectivisation, les impérities militaires, conséquences de la répression qui frappa tous les officiers en 1937, conduisirent à des pertes immenses, etc. — phénomènes dont l'ampleur et la violence sont bien connues —, et l'histoire personnelle d'un témoin direct qui passe à côté ou au travers de tous ces événements. Ce contraste est saisissant, même écrit plus d'un demi-siècle plus tard. C'est là, sans aucun doute, l'un des grands apports de cet ouvrage, qui en fait un outil de réflexion important.

La postface d'Ilya Altman et de Claudio Ingerflom offre au lecteur une réflexion générale sur la politique de Stalin vis-à-vis de l'extermination des juifs entre 1933 et la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle n'évoque que très rapidement, en revanche, et malgré le titre (« Le Kremlin et l'holocauste »), l'après-Seconde Guerre mondiale, période, il est vrai, mieux connue. Son grand intérêt est de faire connaître de nombreuses sources et ouvrages russes qui ont renouvelé en profondeur, ces dernières années, la question de l'attitude soviétique face à la politique nazie à l'égard des juifs, tout en engageant un questionnement comparatif et en prenant en compte ce que l'on connaît aujourd'hui de la position des Alliés sur cette question. Le texte est construit autour d'une thèse principale : la politique soviétique vis-à-vis de l'extermination des juifs entre 1933 et 1945 ne peut se réduire à une attitude qui serait entièrement fondée sur un antisémitisme profond et réel de Stalin. Altman et Ingerflom montrent à quel point au contraire celle-ci est très politique, opportuniste, mais aussi répondrait, selon eux, dans la seconde moitié de la guerre, à un souci d'utiliser le patriotisme russe ainsi qu'à la prise en compte de l'antisémitisme profond de la population des territoires contrôlés par les nazis puis libérés.

Restent enfin plusieurs informations nouvelles, même si certaines d'entre elles ont été publiées auparavant dans des ouvrages russes. Ainsi on apprend qu'avant d'avoir le projet de déporter les juifs vers Madagascar, les Allemands avaient proposé aux Soviétiques de les déporter au Birobidjan, proposition déclinée par ces derniers. On découvre aussi la complexité de cette attitude soviétique, qui parfois laisse passer des juifs sur son sol, voire en reçoit, parfois ferme ses portes ou exclut l'évacuation des zones orientales pour éviter d'avoir à définir une politique officielle vis-à-vis des juifs. On est définitivement convaincu par la précision de l'information qui était reçue sur les massacres et les camps d'extermination, mais aussi par la volonté manifeste de ne pas faire mention des juifs tout le long de cette période, et surtout à partir de 1942. On connaît beaucoup mieux le niveau d'information des différents responsables militaires et politiques sur les crimes nazis. Enfin, il apparaît désormais clairement, tant à la lecture de cette postface que de l'autobiographie de Petrenko, que l'État-Major et Stalin lui-même n'ont rien fait pour accélérer la libération d'Auschwitz ou d'autres camps d'extermination, qui ne furent donc qu'une étape dans la marche vers l'Ouest mais en aucune façon un objectif spécifique.

On est en revanche un peu moins convaincu par l'argument selon lequel cette exclusion tiendrait pour partie à l'antisémitisme populaire, pris en compte par les

dirigeants, même si, pour Altman et Ingerflom, ce n'est qu'une hypothèse parmi d'autres. Ces auteurs soutiennent d'ailleurs, en s'appuyant sur d'autres sources, que cela tenait aussi à la volonté des dirigeants de se démarquer du discours nazi associant juifs et communistes, ou à leur souhait de retrouver un discours unificateur sur le thème des souffrances et des massacres. De la même manière, on regrettera le traitement vraiment très rapide, et qui n'apporte rien de nouveau, des années postérieures à 1945, ou même de la période qui débute en 1943.

Malgré ces réserves, ou plutôt ces regrets, ce livre est un ouvrage important, qui offre une très belle synthèse de la politique soviétique face à l'extermination des juifs, tout en dépassant cette question pour fournir une réflexion sur l'attitude des Soviétiques dont la carrière se situe durant ces périodes tragiques qui s'étendent de 1930 à 1950.

Alain Blum

Victor SHNIRELMAN

**The myth of the Khazars
and intellectual antisemitism in Russia, 1970s-1990s**

The Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism
Jerusalem, Hebrew University, 2002, 200 p.

Le livre de Victor Shnirelman apporte une contribution originale à l'histoire de l'antisémitisme russe moderne en retraçant la présence au sein de discours intellectuels. Avant comme après 1991, un certain antisémitisme s'affirmant comme « scientifique » s'exprime autour du thème des Khazars : ces derniers, probablement d'origine turcique, constituent l'un des seuls exemples de conversion au judaïsme de populations non sémitiques. Ils ont joué un rôle majeur dans l'histoire ancienne de la Russie lors de la formation de l'État kiévien aux IX^e-X^e siècles. La référence khazare permet d'instituer un discours historique fondé sur le thème classique du complot juif (ou judéo-maçonnique) contre la Russie : depuis plus d'un millénaire, les juifs présents sur le territoire russe auraient cherché à écraser les Slaves, le khaganat antique ne ferait que préfigurer la domination bolchevique, elle aussi juive.

L'auteur retrace la constitution de ce courant et l'élaboration de ses arguments : ce n'est pas un hasard si « l'affaire Artamonov », qui voit la condamnation historique des Khazars, a lieu à la fin des années 1940, lors de la montée de l'antisémitisme stalinien. Instrumentalisée par les mouvances nationalistes russes dès les années 1950, cette obsession khazare retrouve une nouvelle vigueur dans les années 1980 (chez I. Šafarevič, V. Kožinov, etc.) et s'épanouit aujourd'hui encore dans l'ensemble des publications dites patriotiques, qu'elles soient orthodoxes ou fascistes. Elle ne s'est jamais détachée de son milieu scientifique d'origine : aussi bien des archéologues « patriotes » que des personnalités reconnues comme L. N. Gumilev (1912-1992) n'ont cessé, dans leurs travaux historiques, de présenter la Khazarie comme un État parasitaire jugé responsable du « retard »

russe. Les courants néo-païens accusent quant à eux les Khazars d'avoir, par leur domination économique et politique, forcé les Russes à adopter le christianisme.

Cet antisémitisme s'appuie insidieusement sur des références occidentales qui, de Ernest Renan à Arthur Koestler, ont analysé le khaganat khazar comme l'ancêtre des juifs d'Europe centrale et orientale. Un chapitre du livre est par ailleurs consacré à la version ukrainienne de cet antisémitisme et à ses parallèles avec le cas russe. Il est intéressant de noter que, tout au long du XIX^e siècle, les historiens d'orientation slavophile avaient au contraire eu tendance à affirmer la slavité des Khazars afin de s'appropriier leur brillant héritage. La judaïté des élites khazares laissait alors indifférent et le khaganat était vu avec sympathie. Le cas étudié par V. Shnirelman confirme donc une fois de plus que les arguments historiques du nationalisme russe contemporain ne sont pas nécessairement repris du siècle précédent mais peuvent avoir été élaborés à la période soviétique.

Ce travail se fonde sur une lecture attentive et comparative des textes scientifiques, littéraires et journalistiques jouant de la thématique khazare afin d'affirmer une version particulièrement xénophobe de « l'idée russe ». L'auteur montre avec finesse à quel point, dans les milieux nationalistes soviétiques et post-soviétiques, le thème khazar n'est bien souvent qu'un simple euphémisme de l'antisémitisme, comme la « lutte contre le sionisme » pouvait l'être dans le discours officiel. Ce livre permet également de déconstruire les mécanismes de légitimation des discours nationalistes russes qui s'appuient traditionnellement sur des référents scientifiques : il invite donc, et c'est là un mérite de taille, à une réflexion sur les liens thématiques, personnels, mais aussi institutionnels, qui peuvent exister entre sciences humaines et idéologies identitaires.

Marlène Laruelle

O U V R A G E S G É N É R A U X

N. E. KOPOSOV

Kak dumajut istoriki

(Comment pensent les historiens)

Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie, 2001, 326 p.

Les interrogations sur la façon de travailler des historiens et sur les représentations qu'ils offrent du passé constituent, depuis quelque temps, un centre d'intérêts renouvelés aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la discipline en dépit de l'extrême hétérogénéité des fins poursuivies par les chercheurs. Le dernier livre de N. E. Kopusov se distingue du grand nombre des ouvrages à visée critique qui ont vu le jour au cours des dernières années par son ambition de comprendre non seulement la façon de travailler des historiens et leurs représentations, mais aussi la pensée qui gouverne l'esprit du chercheur et crée les images de la société.

Une approche importante de la question est issue des théories considérant les représentations de la réalité comme des protocoles. Le *linguistic turn*, utilisé avec

discernement, permet d'approcher l'esprit de l'historien, étant donné que l'histoire est accessible sous une forme surtout linguistique, mais cette dernière s'impose aussi à l'intellection par des modalités différentes de l'expression verbale. Lorsqu'il s'agit de décrire les structures sociales du passé, les différentes modalités de représentation interne — linguistiques et non linguistiques — entrent en coopération. Le livre de Kopusov prend en considération l'historiographie française des « ordres » et des « classes », posant au centre de son analyse le fait que — au cours des années 1960 — les historiens sociaux, dans la construction de leurs représentations de la stratification, ont eu recours à des procédures intellectuelles inadéquates, et parfois erronées, au point de provoquer une crise de la discipline. L'historien, d'une part, s'appliquait à saisir la signification des « noms » imposés ou assignés aux groupes sociaux qu'il devait examiner (opération linguistique) ; de l'autre, il devait disposer et faire agir dans son esprit des objets, c'est-à-dire des individus, sans « nom » à travers lesquels il tentait de dresser un modèle de société (organisation empirique). Le processus de construction inductive des groupes sociaux a mis au jour des agrégations qui n'avaient pas d'entrées dans le vocabulaire reçu par la tradition. Le fait est que les catégories du premier champ et celles du deuxième répondent à des logiques de type différent. Mettre ensemble des individus en ayant recours à une procédure empirique comme la classification (distribution dans une catégorie selon des critères déterminés) amène à obtenir une « multitude ». Tant que l'histoire sociale se réduisait à une herméneutique des termes sociaux, la contradiction est demeurée latente. Mais lorsque, pour des raisons inhérentes à l'application systématique des sciences auxiliaires ou limitrophes, l'histoire sociale a abandonné l'interprétation des significations, il y a eu déflagration ou crise. Le débat sur les « ordres » et les « classes » en est l'un des effets.

Le premier chapitre du livre place au centre de l'analyse la question des « ordres » et des « classes » ainsi qu'elle a été abordée dans les études des historiens français des années 1960 aux prises avec la société d'Ancien Régime. Le titre (« Herméneutique et classification ») est en soi plutôt éloquent : la pluralité ou le spectre des interprétations, dérivant des différentes positions culturelles et idéologiques des chercheurs, est supporté par une structure *logique* identique, visant à reconstruire entièrement la hiérarchie sociale à travers la classification *empirique* des individus qui la constitue. Mais il s'agit de procédures mentales inconciliables. La crise de l'histoire sociale n'aurait donc pas seulement des motivations d'ordre idéologique, il faudrait aussi l'imputer au fait que les critères adoptés étaient intimement en conflit.

L'auteur avance une démonstration dans le deuxième chapitre (« Sémantique des catégories sociales ») en examinant, à partir de John Stuart Mill, les principales théories de la signification face à celles de la classification. Il propose une vision sémantique des catégories sociales d'après laquelle les représentations mentales que nous en avons sont constituées de deux ensembles opposés que l'on peut difficilement transmuter l'un dans l'autre, compte tenu de leur nature différente : l'un qui reçoit les connotations (les êtres sont connus à travers des caractères déterminés et nous sommes informés sur certaines de leurs prérogatives individuelles) ; l'autre qui accueille une image de compréhension totale désignant les propriétés de la classe d'appartenance.

Le troisième chapitre (« Naissance de la société à partir de la logique de l'espace »), ainsi que le quatrième (« Névrose de la classification ») s'interrogent en particulier sur les influences possibles exercées par la logique de l'espace dans la constitution et la pratique de l'histoire sociale. La généalogie proposée ici est la suivante : la notion grecque de *politeia* se désintègre en concomitance avec le processus de formation de l'État moderne occidental et de la société européenne moderne ; l'idée de société, telle qu'elle vient se structurer au XVIII^e siècle, dérive de l'image de multitude, qui est cependant un dispositif paralogique ; l'image de la hiérarchie sociale d'Ancien Régime est une vision générale qui résulte d'un acte mental réunissant différentes représentations ; les illustrations du social sont les effets, dans le premier âge moderne, de la révolution qui se produit dans la perception de l'espace aussi bien dans les sciences que dans les arts plastiques. Ces éléments, on peut les retrouver dans la structure logique de l'histoire sociale des années 1960. Dans le passage du premier âge moderne (avec son legs de la Renaissance à la peinture) au deuxième, on retrouve des déplacements ultérieurs de la notion de social et une sorte d'hypertrophie de l'image spatiale de l'histoire qui arrive jusqu'à la période du positivisme, lorsque l'avènement de l'histoire sociale va se placer dans le cadre de l'image stratifiée de l'histoire, à côté de toutes les autres histoires « particulières » (économique, politique, culturelle). Mais, avec l'entrée dans la contemporanéité, on va abandonner la référence à l'espace et s'entrouvrir alors une nouvelle dimension qui permet à l'auteur d'étudier de manière approfondie l'approche constructiviste et les grands courants de critique de la raison historique.

Koposov considère — comme il l'explique dans les conclusions de son travail (« De la culture au sujet ») — que les sciences sociales abordent encore avec beaucoup de difficultés l'étude des dispositions mentales des chercheurs, car elles restent comme prisonnières de la conception qu'elles en avaient au moment de leur constitution en discipline. Ce livre important est un premier pas en direction d'une compréhension de la mentalité des historiens.

Antonella Salomoni

Arno J. MAYER

Les Furies : violence, vengeance, terreur aux temps de la Révolution française et de la révolution russe

Paris, Fayard, 2002, 680 p.

Arno J. Mayer, professeur à l'université de Princeton, est connu en France par la grande envergure de son œuvre. Ont ainsi été traduits en français *La persistance de l'Ancien Régime : l'Europe de 1848 et la Grande Guerre* (Flammarion, 1983) et *La Solution finale dans l'histoire* (La Découverte, 1990). *Les Furies* sont également un ouvrage de réflexion large et pertinent, conçu par Arno Mayer pendant son séjour en France à la fin des années 1980, dans un contexte fortement marqué par le bicentenaire de la Révolution française et la perestroïka en URSS et à l'est de l'Europe.

Un contexte particulièrement propice aux comparaisons, dont le caractère simpliste — surtout en ce qui concerne la Terreur dans la France et la Russie révolutionnaires — exaspérait Mayer. Encouragé par Maurice Agulhon, l'historien américain a donné une série de conférences au Collège de France avec l'intention d'apporter un éclairage nouveau sur « les aspects les plus atroces et les plus controversés du phénomène révolutionnaire ». À partir de là, il a fait paraître un livre où est tentée « une lecture empathique des Furies » qui exercent leur colère aux temps des révolutions française et russe.

Tentative réussie. Tout d'abord grâce à une démarche préalable qui consiste à mettre au clair les concepts de travail — révolution, contre-révolution, violence, terreur, vengeance, religion — qu'un usage amplifié et accommodant a rendus confus. La première partie de l'ouvrage (« Jalons conceptuels ») apporte les précisions théoriques aux contenus que l'auteur se propose d'exploiter en appliquant ces concepts à l'analyse comparative des Furies vengeresses. Il montre qu'on ne peut rendre aucun d'eux opératoire sans y intégrer les autres. Afin de mener à bien l'analyse des Furies, il convient ainsi — et c'est là l'originalité de l'approche comparatiste du livre — de fonctionner en utilisant simultanément ces six concepts inséparables.

Les autres parties de l'ouvrage réussissent une mise en perspective comparative du processus de déchaînement des Furies à la suite du rapport dialectique entremêlant les terreurs révolutionnaire et contre-révolutionnaire (« Crescendo de violence »), les fureurs paysannes (« Condescendance métropolitaine et méfiance rurale »), les passions religieuses (« La contestation du sacré ») et les conflits avec l'ennemi extérieur (« Un monde sorti de ses gonds »). Dans le choix des faits historiques et des arguments de comparaison, l'auteur respecte scrupuleusement les contextes propres à chacune des révolutions, de façon à montrer comment montent la violence, la vengeance et la terreur.

« De fait — écrit Mayer dans l'introduction — interpréter la Révolution française et la révolution russe, et plus particulièrement leurs Furies, en négligeant cette dialectique, c'est risquer d'en faire des chapitres infâmes de l'histoire de la folie et du crime humains ou des calamités aussi terribles que fatales — d'inévitables tragédies du réel. En général, les maîtres d'œuvre de ce type de constructions attribuent le crescendo de violence à la convergence entre la force irrésistible d'un système de croyance messianique et manichéen et la volonté de fer d'un dirigeant tout-puissant et démoniaque. En dernière analyse, ces explications qui font la part trop belle à l'idéologie et à la personnalité présentent le gros défaut d'être littéralement obsédées par une cause unique ». Contrairement à ceux qui continuent à plaider et à juger, l'auteur de ces lignes rejoint tout historien critique qui « se contente de demander 'pourquoi ?' et accepte que la réponse ne soit pas simple ».

Le lecteur qui porte un intérêt particulier à la révolution russe et à ses prolongements dans l'Union soviétique trouvera dans ce livre une argumentation systématisée et solide contre les simplifications toujours en cours. Dues aux polémiques du temps de l'URSS, celles-ci sont à la recherche de la cause unique ou d'un seul responsable d'une histoire longue de soixante-dix ans et de ses manifestations les plus violentes comme la guerre civile, la collectivisation et la terreur des années 30. À l'instar de Claude Lefort (*La Complication : retour sur le communisme*, Fayard,

1999) et fidèle à ses propres travaux, Mayer s'érige contre les schémas idéologues au profit d'une approche historisante et se donne pour tâche de faire une synthèse critique qui éviterait « d'exagérer le rôle de l'idéologie et la place du grand leader, voire des deux ensemble ». Persuasif dans sa conviction « qu'il n'est pas d'explication historique sans comparaison, explicite ou implicite », il réussit à montrer que la terreur est irréductible aux seuls préceptes idéologiques, mais qu'elle se développe aussi pour des motifs irrationnels alimentés par la dialectique de la révolution et de la contre-révolution, que les violences obéissent à la logique implacable de la guerre civile et à l'engrenage de vengeances provoqué dans le milieu rural par le choc entre modernisateurs athées d'un côté et paysans croyants de l'autre.

Toutefois, si le lecteur juge que les démonstrations érudites de Mayer sont de qualité inégale et perdent par moments de leur force sous le poids d'un excès de données factuelles, de détails minutieux, ou à cause de leur interprétation, il ne doit pas pour autant mettre en doute la valeur globale de l'ouvrage, quitte à refuser d'objectiver là où l'historiographie tarde à réviser ce qu'elle avait produit avec pertes et fracas partisans.

Tamara Kondratieva

Andrea GRAZIOSI

Guerra e rivoluzione in Europa, 1905-1956

Bologne, Il Mulino, 2001, 327 p.

Voici un ouvrage riche, dense, qui ne manquera pas de susciter la discussion. Il traite en effet de la « Grande Guerre européenne », terme par lequel Andrea Graziosi essaie de rendre compte des phénomènes multiples ayant secoué l'Europe pendant la première moitié du *xx*^e siècle : deux guerres mondiales, le nazisme et le fascisme, la révolution russe et le stalinisme, l'effondrement des empires et la question nationale. Tous ces phénomènes sont reliés par un facteur commun, à savoir l'État, sa construction, ses idéologies. Tentons de comprendre de quelle manière.

Le découpage chronologique avancé dans le titre (1905-1956) constitue une thèse en lui-même. En amont, 1905 compte moins pour la première révolution russe que l'événement qui l'a déclenchée, c'est-à-dire la défaite russe dans la guerre avec le Japon. Cette issue bouleverse tous les équilibres, tant en Russie et dans l'Empire austro-hongrois que, suite à l'éclatement de ce dernier, dans le reste de l'Europe. En aval, 1956 marque la fin du stalinisme, l'essor de la décolonisation et, de ce fait, la fin des anciens États-nations (Grande-Bretagne et France en particulier). Une fois de plus, les événements à l'Est et à l'Ouest sont étroitement liés entre eux.

Afin de démontrer cette thèse, l'auteur a conçu un ouvrage composé de trois parties principales, dont la première (« Quoi expliquer et comment ») fait état des principales interprétations des régimes dominants au *xx*^e siècle. La deuxième partie identifie les origines politiques, démographiques, économiques et culturelles des phénomènes du *xx*^e siècle. La troisième, enfin, examine en détail la « grande

guerre-révolution » du xx^e siècle, à l'intérieur de laquelle trois périodes sont distinguées : 1905-1923 ; 1923-1939 ; 1939-1956.

Graziosi commence par rappeler comment, dès le premier après-guerre, deux interprétations s'imposent, l'une qui regarde favorablement l'essor de l'État lié à la Première Guerre mondiale et l'autre qui le critique. Les courants socialistes et les dirigeants allemands se rattachent à la première, tandis que Mises constitue le champion de la seconde. Dans ce cadre, l'historique de la notion de totalitarisme (à commencer par l'Italie fasciste) représente une des parties fortes de l'ouvrage¹. Graziosi montre l'incapacité de ce concept à expliquer les réalités non seulement italienne et allemande mais même soviétique. Il offre là une synthèse remarquable de l'évolution de ce dernier pays en prenant en considération la personnalité de Staline, la dynamique politique, l'évolution sociale et économique, pour en arriver à récuser la pertinence du totalitarisme en tant que catégorie explicative. En s'appuyant d'une part sur Halévy et d'autre part sur Moshe Lewin, l'auteur lui préfère le terme de tyrannie.

La deuxième partie de l'ouvrage repère au xix^e siècle les origines des guerres et des révolutions successives. Compte tenu du rôle attribué à la construction étatique, il n'est pas surprenant que l'histoire européenne soit centrée davantage sur la France et ignore l'Angleterre. Ce choix apparaît néanmoins d'autant plus surprenant dans une histoire qui se veut européenne. Même si l'auteur est conscient des limites de cette exclusion, il n'avance aucun argument vraiment convaincant pour la justifier. Encore faut-il accepter le rôle attribué à l'État dans l'histoire française (l'auteur parle même de nationalisations (p. 100) pour le xix^e siècle), rôle qui est loin d'être entériné par l'historiographie, du moins dans cette version simplifiée.

En réalité, dans l'architecture de l'ouvrage, l'étatisme français s'ajoute à celui des empires d'Europe centrale et orientale afin de rendre compte de la persistance d'éléments d'Ancien Régime dans l'Europe du xix^e siècle (paysans et élites nobles essentiellement). Pour sa part, le succès de l'industrialisation allemande, dirigée par l'État, permet d'expliquer la diffusion de ce modèle dans d'autres pays émergents de l'époque. Ce schéma aurait finalement aveuglé les socialistes au point qu'ils auraient fini par associer industrialisation (étatique et à n'importe quel prix) et modernisation.

À plusieurs reprises, l'auteur oppose ce rôle de l'État, source d'oppression et de distorsion, voire de dégénérescence, à celui du libre marché. Nous trouvons là une approche néo-libérale très en vogue aujourd'hui. Il est néanmoins symptomatique que l'adhésion à cette thèse aille jusqu'à ignorer le rôle politique joué par les groupes entrepreneuriaux, tant en Allemagne qu'en Italie, dans la montée du nazisme et du fascisme. De manière générale, l'opposition entre l'État et le marché oublie l'attitude toujours ambiguë à cet égard (dès l'époque moderne et encore plus après la Révolution française) des milieux d'affaires. Je renvoie au livre magnifique de Jean-Pierre Hirsch pour rendre compte de cet aspect (*Les deux rêves du commerce*, Paris, EHESS, 1991).

Plus convaincante est la partie dans laquelle Graziosi arrive à faire jouer à la fois les variables démographiques, sociales et politiques, pour rendre compte de l'histoire européenne du xix^e siècle, et en particulier de la convergence entre nationalisme et socialisme. Dans ce contexte, l'analyse de l'Europe orientale (Ukraine et

Pologne en particulier), où le rôle des composantes ethniques, religieuses, culturelles et politiques est correctement détaillé, constitue une des contributions les plus importantes de l'ouvrage.

Le cadre dressé pour la Turquie et pour les Balkans est également riche et, surtout, la réinterprétation de l'histoire européenne à partir d'une perspective orientale est stimulante, tant pour les thèses avancées que pour la méthode adoptée. Il s'agit sans doute de l'un des meilleurs chapitres du livre, qui reflète la longue expérience accumulée par Graziosi sur ce terrain. La seule question qui pourrait être soulevée ici concerne l'usage du terme d'Europe orientale. L'auteur a recours à la définition de Mises, qui se révèle par la suite un puissant outil explicatif. Mais en même temps, cela aurait peut-être valu la peine de justifier ce choix et de rappeler brièvement de quelle manière il se place dans l'historique complexe du terme à des moments différents, par des disciplines différentes (géographie, histoire, sciences politiques), dans des réalités également différentes (par exemple, la définition de l'Europe orientale donnée en Hongrie n'est pas la même qu'en Roumanie).

La troisième partie est celle qui donne son titre à l'ouvrage. Dans sa construction globale, comme dans ses thèses multiples, elle offre une synthèse courageuse, efficace et novatrice du *xx^e* siècle. Par exemple, la révolution russe de 1905 est rapprochée du printemps des peuples de 1848, c'est-à-dire qu'elle est analysée dans un rapport entre empire et nationalités (p. 162). L'auteur remarque avec pertinence qu'en Europe occidentale, à la différence de l'Europe orientale, la Première Guerre mondiale n'a jamais remis en cause l'existence des États-nations ; il n'empêche que ce conflit signe l'arrêt de mort définitif de l'Ancien Régime. Graziosi inclut dans un même processus l'effondrement des empires tsariste, austro-hongrois et allemand.

L'entre-deux-guerres répond aux convulsions déclenchées par le conflit ; à ce sujet, l'auteur parvient à étudier ensemble des éléments trop souvent analysés séparément, à savoir les tendances sociales et économiques de longue durée et les personnalités des despotes. C'est dans cette perspective qu'il assure une analyse stimulante du lien entre nationalisme et socialisme, tant dans les idéologies que dans les pratiques politiques. Au-delà des différences, Graziosi souligne les analogies entre l'Allemagne nazie et l'URSS de Staline : des phénomènes communs à l'origine, la force du nationalisme, le rôle de l'État. C'est à partir de ce constat qu'il peut critiquer l'idée de guerre civile européenne.

Cette troisième partie — 1939-1956 — constitue donc une fresque riche et complexe dans laquelle les événements tragiques (guerre mondiale, déplacements forcés, etc.) sont expliqués et intégrés, à l'Est, dans l'héritage des questions nationales et, à l'Ouest, dans la fin des sociétés paysannes et dans la décolonisation.

Le comparatisme constitue un élément important de cet ouvrage. Il est exercé de manière intelligente, c'est-à-dire en ayant moins recours à un modèle théorique qu'à l'analyse historique proprement dite. Le choix des pays est significatif : à la différence de la quasi-totalité des histoires comparées du *xx^e* siècle, celle de Graziosi accorde une place significative à des pays comme l'Ukraine, trop souvent incluse dans l'histoire soviétique. La perspective est à la fois plus stimulante et plus pertinente pour rendre compte des événements qui ont bouleversé l'Europe jusqu'à nos jours.

L'auteur utilise l'expérience soviétique comme pierre d'achoppement pour analyser d'autres réalités. La question qui se pose dès lors est celle de la valeur heuristique du cas soviétique. Comme, le plus souvent, les historiens spécialistes de l'URSS se cantonnent derrière une « spécificité » de leur aire culturelle et évitent toute comparaison, on ne peut qu'accueillir favorablement la tentative de Graziosi. Celui-ci critique en particulier le fait que les pays étudiés aient à tort été rapprochés sous l'angle du nationalisme, alors que le vrai terme de la comparaison est la construction étatique qui, seule, permet de rendre compte de la dégénérescence du nationalisme, du socialisme et du libéralisme. Cependant, ce résultat ne fait que déplacer les termes du problème, car l'auteur identifie l'État tantôt à la bureaucratie, tantôt à l'appareil administratif, et il avoue que ces distinctions mériteraient d'être développées ultérieurement. Cette conclusion laisse le lecteur sur sa faim, étant donné le rôle absolument crucial accordé à l'« État ». En réalité, ce problème ne concerne pas que l'ouvrage de Graziosi ; il est plus général. Comme l'État, la bureaucratie, l'administration rentrent dans la quasi-totalité des analyses historiographiques, politiques, sociologiques et anthropologiques du xx^e siècle, le moment semble venu de mettre de l'ordre dans ces catégories.

La conclusion confirme les capacités de synthèse et d'analyse de l'auteur. Les transformations en Europe occidentale et orientale ainsi que dans le « Tiers-Monde » sont liées. Le dernier acte de la Grande Guerre européenne aura ainsi des résultats tout à fait opposés au premier : les tyrannies s'effondrent, les empires coloniaux aussi et la construction européenne devient une réalité. C'est-à-dire que la guerre n'est pas forcément un facteur de déstabilisation, mais que des « guerres justes » sont possibles.

Cette conclusion, qui prête à débat, reflète la conception de l'auteur pour lequel l'histoire est jugement : s'en « abstenir serait non seulement impossible, mais même scientifiquement erroné » (p. 22). C'est sur cette base que le xx^e siècle devient une lutte du bien (la liberté) contre le mal (stalinisme, nazisme, maoïsme, etc.). D'une manière générale, les jugements de valeur sont extrêmement nombreux dans ce livre, ils en conditionnent l'architecture et les thèses principales. Cette querelle ancienne (l'histoire juge ou pose des interrogations), somme toute propre au métier d'historien, a acquis une virulence particulière à l'époque contemporaine. La réponse donnée conditionne l'approche des sources. C'est pourquoi l'auteur déclare s'inspirer de l'idéal de Ranke, qu'il traduit par « la nécessité pour tout historien qui souhaite être tel de reconstruire, dans les limites du possible, le passé tel qu'il a réellement été » (p. 28). Graziosi oppose cette démarche au « relativisme radical » qui « a provoqué de si nombreux dommages au cours des dernières années » (p. 28). La question est complexe dans la mesure où, si le relativisme risque de cautionner le négationnisme (mais il faudrait souligner avec force l'écart entre les deux démarches), en contrepartie le retour au positivisme des sources risque de faire oublier que les archives elles-mêmes sont bâties, classées, et ensuite sélectionnées et lues dans un cadre historique, politique et épistémologique donné. Cet élément semble d'autant plus indispensable au moment où, comme dans cet ouvrage, le rôle de l'État devient la variable explicative fondamentale du processus historique. L'auteur aurait peut-être mieux fait d'éviter de rentrer dans ce débat méthodologique, étant donné la nature de son ouvrage (« celui-ci n'est pas, ni ne

veut être, un livre d'histoire », mais plutôt un ensemble de réflexions sur l'histoire européenne du ^{xx}e siècle, p. 9). En même temps, nous ne pouvons que lui être reconnaissants d'avoir mis à l'ordre du jour une question méthodologique qui, après l'école des *Annales* et le déconstructivisme, et surtout à la suite de l'ouverture des archives ex-soviétiques, mériterait un regain d'attention plus important. Ces réflexions méthodologiques confirment l'intérêt extrême d'un ouvrage dont nous ne pouvons que souhaiter la traduction en d'autres langues, à commencer par le français.

I – Même si l'auteur aurait mieux fait d'éviter des chutes de ton comme celle de la page 65 où il s'en prend à la gauche qui, tardivement, aurait eu recours à la notion de totalitarisme pour « exorciser son propre passé ».

Alessandro Stanziani

Oleg KHARKHORDIN

**The collective and the individual in Russia :
a study of practices**

Berkeley, University of California Press, 1999, 406 p.

La notion d'« individu » dans la société soviétique, et singulièrement à l'époque stalinienne, occupe une place croissante dans les recherches actuelles sur l'histoire du régime bolchevik. Pour autant, les processus d'individualisation à l'époque stalinienne ont été soulignés depuis déjà bien longtemps, aussi bien par les « totalitaristes » que les « révisionnistes ». Ce qui importe désormais, c'est de passer à l'étude précise des pratiques, comme l'indique clairement le titre de l'ouvrage d'Oleg Kharkhordin. Les travaux de Foucault sur la construction du moi dans le monde occidental nourrissent l'armature théorique de l'auteur, qui propose de comprendre les spécificités du moi « soviétique » à la lumière du moi « occidental ».

L'étude se veut de long terme, dans les faits elle se place sur deux échelles : le temps long est utilisé pour l'analyse du discours et des pratiques religieuses, et l'auteur n'hésite donc pas à remonter aux sources du christianisme oriental. Alors que l'homme occidental est devenu un « animal confessant », selon Foucault, les pratiques de subjectivation issues de la spiritualité orthodoxe reposent essentiellement sur la pénitence publique, l'orthodoxie accordant une place beaucoup moins grande à la confession, de même que les dirigeants soviétiques banniront ses formes laïcisées comme la psychanalyse et développeront une certaine méfiance à l'égard de pratiques comme la tenue de journaux intimes. De fait, le regard du groupe est le second élément central de la culture orthodoxe, qui parvient à l'objectivation de l'individu par la surveillance mutuelle entre pairs, que l'on trouve aussi bien dans les règles du cénobitisme que dans la culture du *mir* paysan.

L'importance qu'il prête aux pratiques orthodoxes ne conduit pas pour autant l'auteur à affirmer une parfaite continuité avec la période soviétique, d'autant que les pratiques réelles de l'orthodoxie au ^{xix}e siècle et à la veille de la révolution sont

traitées de façon très allusive. Si une généalogie est esquissée, Oleg Kharkhordin n'en affirme pas moins la rupture décisive constituée par la révolution d'Octobre dans l'émergence d'un « moi » à la fois objet et sujet et la nouveauté du moi « soviétique ».

On en vient à la seconde échelle d'analyse, celle de l'époque soviétique dans son ensemble, même si deux périodes sont plus particulièrement travaillées, celle des années 1930 et la décennie khrouchtchévienne. La nouveauté tient à la combinaison de pratiques, en partie héritées, mais aussi à l'ampleur de la démarche des bolcheviks. L'élément central de l'analyse pour comprendre les processus d'individualisation et d'individuation à l'époque soviétique est, paradoxalement d'un point de vue occidental, le groupe, spécifiquement le « *kollektiv* ». L'individu soviétique existe bel et bien, en tant que sujet responsable, susceptible d'accomplir de façon permanente un travail sur soi de perfectionnement et de mise en actes des préceptes du communisme, de même qu'il est reconnu en tant qu'objet de connaissance et de contrôle. Cependant, cette existence du moi ne fait sens qu'au sein et en relation avec le collectif, et plus particulièrement avec le *kollektiv*, alors que le moi occidental s'est constitué autour des notions d'autonomie individuelle et de vie privée. Kharkhordin s'interroge donc sur cette notion de *kollektiv*, terme omniprésent de la culture soviétique, mais dont il montre l'émergence problématique au début du xx^e siècle puisqu'il n'apparaît pas dans un dictionnaire de langue russe avant 1934. C'est par la conjonction funeste de la dénonciation, de soi ou des autres, de l'exclusion (la purge) et du rôle devenu prédominant dans les années 1930 du *kollektiv* que Kharkhordin explique la spirale infernale de la Grande Terreur, comme forme extrême à la fois de l'approche individuelle et du rôle de surveillance joué par les membres du *kollektiv*, alors que la remontrance, étape intermédiaire entre auto-critique et purge, disparaît temporairement, au profit de l'*obliçenie*, dénonciation publique de ses fautes ou de celle des autres.

Alors que la focalisation sur la décennie des années 1930, au cours de laquelle l'émergence de l'homme soviétique en tant qu'individu serait devenu un phénomène de masse, s'inscrit dans une production actuelle florissante¹, l'importance que Kharkhordin accorde aux années 1950-1960 devrait éveiller particulièrement l'intérêt du lecteur. Il montre en effet que la période khrouchtchévienne, si elle correspond effectivement à un fonctionnement moins oppressif, ne se caractérise pas moins par un système de surveillance horizontale mutuelle de plus en plus généralisé et intrusif. Certains exemples développés sont particulièrement convaincants : le retour des patrouilles de volontaires chargés de suppléer la milice, dont le rôle de contrôle social semble infini, en particulier à l'égard de comportements jugés déviants, comme la façon de s'habiller ou de danser, ce qui rendrait certaines pratiques dandys finalement plus difficiles à assumer qu'à l'époque du stalinisme finissant, ou la remise à l'honneur des tribunaux de camarades chargés avant tout de sermonner le collègue de travail ou le voisin de palier. De plus en plus, la formation de *kollektivs* devient universelle, et atteint des zones de sociabilité non officielle. Piliers du pouvoir, ces derniers deviennent alors le moteur de l'ensemble de la société, y compris chez ses éléments critiques.

L'ouvrage de Kharkhordin s'attache ainsi, avec une grande ambition, à expliciter les fondements de la société soviétique. La lecture proposée ne manque pas

de pertinence mais les modes de démonstration pourront laisser perplexe. Se fondant sur des textes très variés, allant des textes de spiritualité du Moyen Âge aux instructions sur la manière de mener à bien les purges dans le parti ou au règlement des patrouilles de volontaires en passant par les écrits de Makarenko, l'auteur interroge des textes qui, pour n'être pas de pure théorie, n'en sont pas moins des discours sur les pratiques, certes très concrets, mais en légère contradiction avec le projet annoncé. L'insistance sur la continuité des notions est salutaire, mais, de ce fait, plus convaincante sur le relatif court terme de l'époque soviétique que sur la filiation avec l'orthodoxie, l'hétérogénéité des textes et des contextes ainsi que les fortes discontinuités temporelles laissant la plupart des développements à leur statut d'hypothèses séduisantes, matrices de recherches en cours ou à venir prometteuses.

1 — Pour une présentation récente, *cf.*, entre autres, Brigitte Studer, Berthold Unfried, Irène Herrmann, eds., *Parler de soi sous Staline. La construction identitaire dans le communisme des années trente*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2002.

Nathalie Moine

S. BERTOLISSI, A. N. SAHAROV, eds,

**Konstitucionnye proekty
v Rossii XVIII-načalo XX v.**

(Les projets constitutionnels en Russie :
XVIII^e-début XX^e siècle)

Moscou, Institut Rossijskoj Istorii, RAN, 2000, 816 p.

C'est une lacune flagrante que cherche à combler ce recueil de projets constitutionnels russes publié par l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. Certes, le lecteur disposait bien pour cette même période de l'ouvrage déjà ancien de Marc Raeff¹. Mais, quels que soient ses mérites, cet ouvrage qui réunissait neuf projets de réforme ne saurait de toute évidence rivaliser avec cet ambitieux recueil qui ne rassemble pas moins de cinquante projets constitutionnels couvrant les deux derniers siècles, ou peu s'en faut, de l'autocratie tsariste.

Même si ces projets leur étaient déjà plus ou moins familiers, les historiens éprouvaient toutefois quelque difficulté à consulter les originaux dispersés dans des publications savantes, d'accès parfois malaisé. Saluons donc, comme elle le mérite, cette publication qui met à la portée de tous, en langue originale (à l'occasion française), les projets constitutionnels les plus marquants de la période.

À cela ne se bornent pas les mérites des auteurs qui font précéder ce recueil de trois préfaces nourries qui retracent les avatars et le cheminement de l'idée constitutionnelle en Russie. Auteur d'un ouvrage récent sur Alexandre I^{er} où figurent en bonne place les divers projets de « constitutionnalisme gouvernemental » élaborés à l'initiative de ce souverain², A. N. Saharov ouvre le feu et nous propose (p. 9-78) une *relecture* de l'histoire politique russe à la lumière de ces multiples projets successifs, restés, il est vrai, à l'état de projets.

Évoquant tout d'abord ce que l'on pourrait appeler leur préhistoire, l'auteur mentionne brièvement Ivan Kurbskij, dont la correspondance avec Ivan IV (dit le Terrible) peut être considérée comme le premier projet constitutionnel visant à limiter le pouvoir autocratique en associant l'aristocratie des *bojare* au gouvernement du pays. Mais Kurbskij ne parviendra pas à ouvrir une « alternative » à l'absolutisme autocratique, aussi peu que Boris Godunov ou le faux Dimitri qui n'aura guère le temps d'humaniser, ou mieux de « surmonter le despotisme » — pour reprendre l'expression de l'auteur (p. 22) — et d'engager ainsi la Russie sur une « voie de développement » différente.

Cela rappelé, « l'élan civilisateur » suivant interviendra peu après le règne de Pierre le Grand, indifférent, quant à lui, aux droits éventuels de ses sujets. L'avènement controversé en 1730 de sa nièce Anna Ivanovna, duchesse de Courlande, avait en effet incité quelques hauts dignitaires (les « *verhovniki* ») à exiger de la nouvelle impératrice, préalablement à son accession au trône, le respect de certaines « conditions » qui prévoyaient une limitation du pouvoir autocratique au bénéfice, pour l'essentiel, de l'aristocratie titrée (doc. n° 1-3), et que l'auteur nous invite à réévaluer. Sans aucunement contester le caractère aristocratique, déjà souligné par Raeff, desdites conditions, l'auteur juge que l'essentiel est ailleurs : non pas dans ce complot aristocratique, mais dans le fait que ce texte est, bien davantage, le premier, voire le seul, de tout le XVIII^e siècle à proposer, de manière indépendante du pouvoir, une limitation de l'autocratie et une transformation des structures politiques, et qu'il aurait ouvert, à ce titre, une première percée constitutionnelle.

Comme on le sait, le gros de la noblesse de service, dont les projets figurent également au recueil (doc. n° 4 -9), s'opposera à ces « conditions », où les nobles de service voyaient un retour à l'ancienne domination des *bojare*, et ils permettront ainsi à Anna Ivanovna de reconduire le pouvoir autocratique illimité (doc. n° 10). Bien que ces conditions aient, estime l'auteur (p. 40), « éveillé » le pays à l'idée constitutionnelle, l'opportunité offerte par la vacance du trône en 1730 ne sera pas saisie : la porte entrouverte par ce « prototype de projet constitutionnel » se refermera, et rien ne réfrènera l'arbitraire sanglant d'Anna Ivanovna et d'Élisabeth Petrovna.

L'idée constitutionnelle n'en survivra pas moins, et l'avènement de Catherine II ouvrira « une nouvelle boucle dans la spirale constitutionnelle » (p. 44). Dès l'année 1762, le comte N. I. Panin, précepteur du grand-duc Paul (le futur Paul I^{er}), présentait en effet un projet visant de nouveau à limiter le pouvoir impérial (doc. n° 14 et 15) au profit notamment du Sénat et d'un « Conseil impérial », que Catherine II écartera. Désireuse toutefois (tout comme déjà ses prédécesseurs) de codifier les lois de l'empire pour mettre fin à l'arbitraire administratif, l'impératrice ne tardera pas à convoquer une « Commission du Code » pour laquelle elle rédigera son Instruction (ou *Nakaz*) bien connue, partiellement reproduite en version française originale (doc. n° 17). Cette Grande Commission législative échouera, on le sait, à rédiger les lois fondamentales attendues ; mais le règne de l'impératrice, qui avait interdit de se désigner, dans les documents à son adresse, du nom d'esclave (*rab*) ou de serf (*holop*) de Sa Majesté Impériale, n'en marquera pas moins un « progrès stupéfiant » dans la vie politique, restée jusqu'alors « étonnamment somnolente et étonnamment cruelle », de la Russie (p. 47).

Sous l'effet des « vents civilisateurs » en provenance de l'Occident, le climat social avait changé au cours de son règne, comme en témoignent en 1783-1784 de nouveaux projets des frères Panin « sur les Lois fondamentales de l'État », et un projet de manifeste d'avènement à l'usage du futur Paul I^{er} (doc. n° 18-20) ; et quinze ans plus tard, l'ancien conseiller de Catherine II aux affaires culturelles, Bezborodko, pourra présenter en 1799 un mémoire « sur les besoins de l'empire Russe » (doc. n° 21) où il était le premier à placer chaque citoyen « sous l'égalité protection des lois » (p. 306). Malgré la hardiesse de ce document à demi constitutionnel, Bezborodko n'encourra pas les foudres de l'empereur Paul I^{er}. Tant le règne de Catherine II avait entretenu « la vitalité d'une alternative [constitutionnelle] à l'autocratie ».

À son tour, le règne d'Alexandre I^{er} (1801-1825) coïncide avec une nouvelle « poussée des idées constitutionnelles » (p. 50). L'initiateur en est cette fois l'empereur lui-même, « premier monarque russe libéral », dont le projet de « révolution légale » aurait pu mettre fin au pouvoir illimité, et donc corrupteur, de l'autocratie. Mais ses projets et ceux du Comité secret de ses « jeunes amis » (doc. n° 22) ne verront pas le jour : c'est ainsi que la « Charte octroyée au peuple » russe (1801) qui prévoyait, entre autres, de garantir la sécurité des biens et des personnes (doc. n° 23), « restera à l'état d'alternative », c'est-à-dire de « possibilité historique avortée » (p. 56), alors qu'elle semblait devoir inaugurer une « nouvelle ère » constitutionnelle.

Un même sort frappera également la plupart des projets de M. M. Speranskij (doc. n° 24-26), à commencer par son « Introduction au code des lois » russes de 1809. Ce projet — le premier à formuler la nécessité d'une séparation des pouvoirs en Russie — échafaudait tout un édifice de doumas locales et régionales, couronné, on le sait, par une Douma d'État à compétences législatives, où siègeraient des représentants des différents ordres sociaux. Considéré par le préfacier comme un premier « sommet de la pensée constitutionnelle » en Russie (p. 58), ce projet aurait permis à la Russie de « progresser très rapidement [...] sur la voie d'un développement civilisé », et de se transformer ainsi en une « monarchie constitutionnelle bourgeoise » et censitaire.

La disgrâce de Speranskij entraînera celle de ses projets de réforme ; les traditions autocratiques l'emporteront, et Alexandre I^{er}, qui avait pourtant annoncé, dans son discours bien connu de mars 1818 devant la Diète de Pologne à Varsovie, son intention d'octroyer des institutions libérales (*zakonno-svobodnye učrezdenija*) à la Russie, ne tiendra pas parole. Certes, le projet de Charte constitutionnelle (*ustavnaja gramota*), élaboré à sa demande en 1820 par l'un de ses anciens « jeunes amis », N. N. Novosil'cev (doc. n° 27), aurait pu à son tour replacer la Russie sur la voie de la monarchie constitutionnelle bourgeoise en garantissant l'égalité des citoyens devant la loi et en les dotant d'une large représentation nationale. Alexandre I^{er} s'abstiendra toutefois de promulguer un texte qu'il avait pourtant approuvé. Aussi son règne sera-t-il finalement celui des occasions perdues ou des « alternatives avortées » ; et la Russie continuera longtemps encore à se débattre dans le même cercle vicieux : la réforme de l'autocratie supposait en effet l'apparition d'une société capable d'appuyer les projets de réforme constitutionnelle, mais cette société civile ne pouvait émerger sans la réforme préalable de cette même autocratie.

L'enlèvement de ces divers projets constitutionnels avait favorisé, vers la fin du règne d'Alexandre I^{er}, l'apparition de diverses sociétés secrètes à l'origine de l'insurrection du 14/26 décembre 1825. Paradoxalement, le projet constitutionnel du décabriste « libéral » N. M. Murav'ev (doc. n° 28), inspiré en partie par les institutions américaines, concordait sur bien des points avec ce que l'auteur appelle le « constitutionnalisme larvé du gouvernement ». Aussi serait-il erroné, estime l'auteur, de ne voir avec Marc Raeff, dans les divers projets constitutionnels des décabristes, qu'un simple « complot aristocratique ». En réalité, les conjurés poursuivaient des buts beaucoup plus larges : non seulement combattre l'arbitraire autocratique et rétablir une « communication » entre le pouvoir et ses sujets, mais plus encore « faire passer délibérément la Russie d'un stade de civilisation à un autre », soit, précise l'auteur, d'un absolutisme féodal à une monarchie constitutionnelle moderne de type parlementaire (p. 62). Et c'est l'ampleur même de leurs plans, auxquels ni le pays ni ses élites n'étaient aucunement préparés, qui serait avant tout, aux yeux de l'auteur, responsable de leur échec.

Quant à Pestel', dont la *Justice russe* (doc. n° 29) divisait la société entre « ceux qui commandent », en raison de leur « supériorité morale », et « ceux qui obéissent », il jugeait nécessaire de commencer par « détruire la société préalablement à toute autre Action » (p. 478-479). C'était là tourner le dos à toute perspective constitutionnelle pour s'engager sur la voie d'une révolution radicale, et même extrémiste, qui devait conduire successivement à Nečaev, puis à la Volonté du peuple, et enfin à la terreur et à la dictature bolcheviques, en raison, nous dit l'auteur, du « retard culturel » de la Russie et de l'oppression subie par tout un peuple d'humiliés et d'offensés. Et ce fut le « péché historique » de l'autocratie que d'abandonner dès le début des années 1820 « l'initiative sociale » en raison de l'incapacité de la monarchie à réaliser des réformes en temps voulu (p. 62-63).

Quoi qu'il en soit, l'insurrection décabriste n'aura guère d'autres résultats que négatifs, et (tout comme naguère la révolte de Pugačev) elle interrompra la marche vers un régime constitutionnel qui aurait permis de reconstruire et de « civiliser » la Russie. Aussi faudra-t-il attendre le règne du tsar réformateur Alexandre II pour que le ministre de l'Intérieur P. A. Valuev élabore à son tour en 1863, au lendemain de l'insurrection polonaise, et à la demande (une fois de plus) du tsar, son projet bien connu de réforme du Conseil d'État (doc. n° 30 et 31). Comme le rappelle l'auteur (p. 65-66), ces projets recommandaient de « faire confiance au peuple » afin de lui permettre de prouver ainsi sa « maturité politique » face à une Pologne rebelle. Dans ce but, Valuev prévoyait d'associer le pays, par l'intermédiaire de ses représentants, à l'élaboration des lois, et de priver ainsi les « agitateurs révolutionnaires » d'une carte maîtresse. Mais, pour éviter de paraître, à l'inverse, céder à leur pression, la réforme envisagée du Conseil d'État se ramenait à la simple présence de « conseillers » (*glasnye*) appelés à débattre, avec voix purement consultative, des seules questions pratiques qui leur seraient soumises.

Rien dans ce projet de « constitutionnalisme gouvernemental », sensiblement en retrait sur ceux de Speranskij ou de Novosil'cev, ne portait la moindre atteinte au monopole autocratique du pouvoir ; mais Alexandre II s'abstiendra néanmoins d'y donner suite. La « stagnation colossale » (p. 67) de la pensée constitutionnelle se poursuivra donc ; et il faudra attendre près de vingt ans pour que l'empereur charge

en 1880 le général comte M. T. Loris-Melikov de réouvrir ce dossier afin d'apaiser le mécontentement de la « société » et de priver ainsi les terroristes de la Volonté du peuple du soutien de l'opinion. Persuadé que les mesures répressives ne pouvaient suffire, Loris-Melikov se bornera toutefois à préconiser une fois encore l'association (selon une procédure complexe) de représentants du pays à la seule discussion des lois ; et ses plans destinés à « couronner » les grandes réformes des années 1860 manifestaient avant tout les limites de la pensée constitutionnelle officielle (doc. n° 33-39). Cette fois, il est vrai, Alexandre II devait approuver ce projet d'association d'élus à la discussion des lois ; et il s'apprêtait, on le sait, à le promulguer, lorsqu'il tombera (1^{er} mars 1881) sous les bombes des « volontaires du peuple » qui stoppent net cette avancée constitutionnelle et qui rejettent ainsi la Russie plusieurs décennies en arrière, comme Loris-Melikov l'avait lui-même prédit.

L'idée constitutionnelle est dès lors enterrée pour près de quinze ans (1881-1894). « L'eupéanisation » en cours de la Russie était encore trop superficielle, l'intelligentsia trop faible et la société trop peu diversifiée pour pouvoir contenir la contre-offensive des partisans de l'autocratie ; et les successeurs d'Alexandre II n'auront pas la clairvoyance ni la lucidité voulues pour poursuivre dans la voie où l'empereur assassiné s'était engagé : celle d'un constitutionnalisme officiel décrété d'en haut. Corollaire inévitable, les milieux d'opposition en viennent progressivement à disputer l'initiative au souverain avec l'aide des forces sociales suscitées par les réformes des années 1860, et ils prennent la tête d'un mouvement constitutionnel *par en bas*, dirigé désormais contre le régime et qui se radicalise sous l'effet du raidissement autocratique.

On connaît la suite : les projets de constitution élaborés en pleine effervescence révolutionnaire par l'Union pour la libération et par le futur président de la première Douma, S. A. Muromcev (doc. n° 40-41), puis le manifeste impérial mort-né du 6 août 1905 (doc. n° 42) portant création d'une Douma d'État consultative, et enfin le « manifeste constitutionnel » du 17 octobre arraché à Nicolas II par la grève générale d'octobre 1905. Appliqué sans arrière-pensées, ce manifeste était de nature à engager enfin la Russie, avec un siècle de retard, sur la voie du développement constitutionnel et de la « normalité juridique ». Tel ne sera pas le cas : Nicolas II s'ingéniera au contraire à restreindre au maximum ses promesses du 17 octobre et à faire passer la Douma nouveau-née sous la toise autocratique.

Simple manœuvre de retardement : comme l'avait exposé Witte dans son rapport au tsar du 18 août 1905 (doc. n° 44), la société avait « dépassé le régime existant » (p. 745) qui ne voulait toujours entendre parler ni de constitution ni de suffrage « universel, égal, direct et secret ». Aussi la monarchie ne parviendra-t-elle plus à ressaisir l'initiative et à proposer un nouveau pacte gouvernemental au pays qui aspirait, selon Witte, à un véritable état de droit (*pravovoj porjadok*) sur la base des libertés civiles. Comme le prouvaient la dissolution coup sur coup des deux premières Doumas et la modification unilatérale des Lois fondamentales promulguées solennellement par le souverain en avril 1906, les droits octroyés au pays n'étaient guère que des droits en sursis, sans aucune garantie juridique autre que la bonne (ou la mauvaise) volonté impériale. Finalement la « monarchie du 3 juin » (1907) et Stolypin « interrompent le processus de démocratisation mis en route par le manifeste du 17 octobre qui n'était garanti par rien » (p. 76) ; et le fossé

continuera donc à se creuser entre une autocratie sur le déclin et la société cultivée, ou encore « civilisée », car la (longue) marche vers un régime constitutionnel ne faisait qu'un, dans l'esprit du préfacier, avec le progrès même de la civilisation en Russie.

À ses yeux, l'État de droit, qui suppose un long apprentissage, n'avait toujours pas pris racine en Russie à la veille de la guerre, comme la révolution de 1917 en apportera la démonstration. Les meilleurs juristes de Russie auront beau élaborer, en prévision de l'Assemblée constituante, une loi électorale modèle et les meilleurs projets de régime intérimaire en attendant l'adoption de la constitution espérée, rien n'y fera. Ces projets resteront suspendus dans le vide, faute de tenir compte du niveau culturel et du niveau de conscience juridique du peuple russe qui n'était pas passé « par l'école séculaire de l'éducation civique et du développement constitutionnel » (p. 78). Les conditions historiques nécessaires à leur réalisation faisaient tout simplement défaut. Aussi la révolution de 1917 suivra-t-elle inexorablement son cours, en l'absence des forces sociales capables d'en canaliser la progression; et le peuple russe ne voudra « rien savoir d'aucun gouvernement de droit et de constitution »³. Étrangères aux traditions historiques de la Russie, les notions d'État de droit, de légalité et de régime constitutionnel ne parviendront pas réellement à prendre pied ; et ce que l'auteur appelle « le martyrologe politique de l'histoire russe » (p. 28) repartira de plus belle au grand dam de la société civile, des droits de l'homme et autres « chimères constitutionnelles ».

*

C'est cette même histoire que nous retrace, dans une optique plus nettement comparative et juridique, A. N. Meduševskij, auteur de différentes études sur l'autocratie et l'idée constitutionnelle. Sa préface (p. 95-166) prend la forme d'un petit traité sur l'histoire du constitutionnalisme russe, nourri d'emprunts étrangers, comme en font foi les « conditions » ou « articles » de 1730 qui ouvrent la liste des documents sélectionnés. Inspirées de la constitution suédoise de 1720, ces conditions visaient à limiter l'arbitraire personnel du souverain au profit de l'oligarchie titrée, dans l'esprit de la Moscovie d'avant Pierre le Grand. Mais ce « constitutionnalisme oligarchique » se heurtera, on l'a vu, à l'hostilité du gros de la noblesse provinciale qui lui oppose une petite poignée de contre-projets apparentés entre eux et destinés à refréner les ambitions de la haute noblesse de cour. Reproduits dans leur ordre chronologique (doc. 4-9), ces projets reflétaient tout à la fois, souligne le préfacier, la conscience et la culture politiques de leurs auteurs, bien informés des institutions étrangères par l'intermédiaire des diplomates russes en poste à l'étranger, et notamment en Suède.

À son tour, l'avènement mouvementé de Catherine II avait suscité une deuxième vague de projets aristocratiques — ceux des frères Šuvalov, de Voroncov et de Panin (doc. 14-16) — visant derechef à renforcer le contrôle de la haute noblesse sur les actes du souverain, afin d'en limiter l'arbitraire tout particulièrement à l'honneur sous le règne d'Elizabeth Petrovna (1741-1761). Admiratrice de Montesquieu et plus ou moins sincèrement acquise aux Lumières, Catherine II, dont le *Nakaz* marque, selon le préfacier, « l'apogée de ces tentatives » de réformes

(p. 109), saura neutraliser cette contre-offensive nobiliaire grâce à sa Commission du Code de 1767-1768, bientôt interrompue par la guerre russo-turque (1768-1774). Apparemment infructueuse, cette Commission législative n'en illustre pas moins le souci persistant qu'aura l'impératrice de faire prévaloir la « légalité » (*zakonnost'*) dans le cadre d'une autocratie réglée et éclairée, bien distincte à ses yeux du despotisme, tel que le définit Montesquieu. Et l'intérêt de Catherine II pour le juriste anglais Blackstone, qui inspira notamment (on le sait) sa réforme des provinces de 1775, s'explique, nous rappelle l'auteur, fidèle à sa méthode comparative, par le fait que le théoricien britannique interprétait la séparation des pouvoirs au bénéfice du monarque, garant de la stabilité des institutions (p. 110).

Passons sur les projets déjà évoqués des frères Panin, et celui du conseiller Bezborodko « sur les besoins de l'empire russe ». Quoique dévoué à l'autocratie, qu'une grande majorité de Russes jugeait seule adaptée à l'immensité d'un empire multi-national, ce dernier ne s'en prononçait pas moins, en bon disciple de Montesquieu et des Lumières, en faveur d'une monarchie réglée, encadrée par des lois fondamentales, qui s'imposeraient au souverain et en limiteraient l'arbitraire personnel (doc. n° 21). À ce titre, le chancelier Bezborodko forme, aux yeux du préfacier, la transition entre le « Siècle des lumières » et le XIX^e siècle, marqué par l'avènement d'Alexandre I^{er} et l'apparition, dans le sillage de la Révolution française, de la « question constitutionnelle », qui commence à devenir un critère de légitimité politique en Europe.

Élève de La Harpe et éduqué dans l'esprit des Lumières, Alexandre I^{er}, qui se disait lui-même « républicain », cherchera tout au long de son règne à réformer l'autocratie et à jeter les bases d'un « constitutionnalisme gouvernemental ». Mais ni le projet de « Charte octroyée au peuple » russe (1801), dont le préfacier évoque au passage les sources occidentales, ni davantage les projets de Speranskij et ses plans de réforme de l'État ne verront le jour. Un même sort frappera également un ultime projet de Novosil'cev (1820) préparé à la demande et sous le contrôle d'Alexandre I^{er}, mais dans le secret et à l'insu de la société. « Gouvernemental » ou « oligarchique », le constitutionnalisme russe butait en réalité sur la difficulté qu'il y avait à combiner le pouvoir illimité de l'autocratie avec une représentation nationale. Aussi restait-il essentiellement « fictif » et voué à faire longtemps encore figure de plante de serre, mal adaptée aux rigueurs du climat autocratique (p. 119).

C'est précisément cette incapacité de l'autocratie à se réformer *de l'intérieur* et à s'auto-limiter qui devait engendrer les premières sociétés secrètes d'où sortiront les projets des décabristes : le « projet constitutionnel » de N. M. Murav'ev, inspiré en partie par les institutions américaines, et la *Justice russe* du colonel de la Garde impériale P. I. Pestel', tous deux reproduits *in extenso* dans le recueil (doc. 28 et 29). Mais pourquoi ne pas avoir également cité le manifeste (en date du 13 décembre 1825) du « dictateur » S. P. Trubeckoj, qui fait clairement ressortir les illusions et la dérive autoritaire du libéralisme nobiliaire ?

Avec ces projets mieux connus que les précédents, d'accès parfois malaisé, l'auteur aborde un domaine plus familier à la plupart de ses lecteurs, notamment occidentaux. Ces derniers apprécieront son analyse des sources, jacobines notamment, mais également bonapartistes, de la *Justice russe* de Pestel', dont il souligne les différences avec la constitution de Murav'ev, leader de la Société du Nord

(p. 123-124). Soucieux de ménager les transitions d'un régime autoritaire vers plus de démocratie, ce dernier était partisan, quant à lui, d'une monarchie constitutionnelle décentralisée et prévoyait même dans ce but de transférer la capitale de la Russie à Nijni-Novgorod (p. 460). Au total, cette conjuration bicéphale inaugurerait à sa façon, confirme le préfacier à la suite de Franco Venturi, les deux tendances antagonistes du mouvement russe de libération : libérale d'un côté et « autoritaro-révolutionnaire » de l'autre, avec Pestel', qui conduisait à ce que le préfacier appelle « l'impasse d'un régime autoritaire quasi [ou mieux : pseudo] constitutionnel » (p. 125).

Écrasée à contrecœur par Nicolas I^{er}, peu désireux d'inaugurer son règne par une effusion de sang, l'insurrection, et la répression qui suivra, frapperont d'interdit les idées constitutionnelles et libérales tout au long de son règne ; et elles ne referont surface qu'avec les « grandes réformes » d'Alexandre II, pour lequel son ministre de l'Intérieur P. A. Valuev élaborera à sa demande, en 1863, un projet bien connu de réforme (limitée) du Conseil d'État (doc. 31), resté sans suite. Aussi faudra-t-il attendre la vague d'attentats organisés par la Volonté du peuple pour voir Alexandre II renouer avec sa politique réformatrice et faire appel, en février 1880 (*cf. supra*) à M. T. Loris-Melikov afin de combattre la « subversion ».

Conscient que les mesures répressives adoptées en réponse au premier attentat contre le tsar (1866), et aux suivants, ne pouvaient suffire, Loris-Melikov présentera entre avril 1880 et février 1881 et, à la demande du souverain, une série de rapports aisément consultables désormais (p. 628-674). Improprement appelés parfois « la constitution de Loris-Melikov », ces nouveaux projets de « constitutionnalisme gouvernemental », qui ne portaient aucunement atteinte au monopole politique de l'autocratie, avaient surtout le mérite de réouvrir le dossier des réformes et de faire un premier pas vers une constitution, comme l'avait expressément admis Alexandre II. Dans ce but, l'empereur avait fait préparer — à défaut de l'acte constitutionnel attendu par l'opinion pour le 19 février — du moins une déclaration gouvernementale dans ce sens (p. 658-663) en date du 1^{er} mars 1881...

« Grâce à Dieu, ce premier pas criminel et précipité vers une constitution n'a pas été accompli, et tout ce projet fantastique a été repoussé en conseil des ministres par une insignifiante minorité » (*sic*), annotera peu après Alexandre III sur le projet de Loris-Melikov (p. 640) ; et six mois ne se seront pas écoulés qu'Alexandre III promulguera le fameux « règlement provisoire » du 14 août 1881 qui méritera d'être appelé la constitution non écrite de la Russie. Les événements suivront donc un autre cours qui finira par aboutir à la révolution de 1905-1906, pour laquelle le recueil présente, nous l'avons vu, les deux projets d'inspiration libérale du mouvement constitutionnel : le projet de « Lois fondamentales » élaboré pour le mouvement de libération par « les meilleurs juristes russes », de tendance « résolument occidentaliste », qui ne croyaient pas — à la différence des *samobytniki* (ou partisans de la spécificité russe) — en la « possibilité pour le peuple russe de développer toutes les formes de liberté dans le cadre de l'absolutisme politique » (p. 146). Et, deuxième projet, celui du futur président de la première Douma, S. A. Muromcev, qui visait à assurer pacifiquement et par des voies légales le passage progressif vers une monarchie constitutionnelle, en faisant de la Douma l'acteur principal de la réforme politique et du contrôle du pays sur le pouvoir autocratique (p. 149).

Ces deux projets se verront bientôt concurrencés par le programme du parti cadet (ou constitutionnel-démocrate) mis au point lors du congrès fondateur de ce parti (12-18 octobre 1905). Pour l'essentiel, ce programme précisait les mécanismes juridiques et institutionnels destinés à assurer l'exercice de la souveraineté nationale attendue et à jeter les bases du futur État de droit : monarchie constitutionnelle ou république, entre lesquelles les cadets laissaient à l'Assemblée constituante à venir le soin de trancher. On ne pouvait imaginer contraste plus frappant qu'entre le savant équilibre de ce programme, longuement analysé par le préfacier (p. 150-156), et celui des partis révolutionnaires peu soucieux, quant à eux, de constitution et des droits fondamentaux des citoyens.

Ainsi mis en appétit, le lecteur regrette seulement que ce projet constitutionnel fondé sur la distinction des pouvoirs et la décentralisation ait été, vu son ampleur, écarté du recueil, au profit de deux autres textes : le manifeste impérial du 6 août 1905, portant création d'une Douma consultative, et la Loi électorale concomitante (doc. n° 42-43). Apparenté au projet d'assemblée consultative de Novosil'cev (1820), ce manifeste du 6 août (p. 716-728) qui rappelait l'époque d'Alexandre I^{er}, manifestait le retard de la pensée officielle et faisait déjà figure, à peine publié, d'« anachronisme historique » (p. 74).

Enfin le recueil s'achève sur les divers projets élaborés par les constitutionnels-démocrates entre mars et octobre 1917 (doc. 45-47). Mis au point dans le cadre de la Commission spéciale chargée de préparer la loi électorale en vue de la future Assemblée constituante, ces projets tendaient à faire enfin de la Russie un État de droit et représentaient l'aboutissement d'un siècle de réflexion et de travail constitutionnels. Qui mieux est, tout en ayant conscience que le gouvernement provisoire devrait passer la main dès la réunion de ladite Constituante et n'était donc nullement fondé à en régler le fonctionnement, les députés cadets avaient notamment tenu à ébaucher à son intention un modèle de système constitutionnel dont le préfacier analyse le détail avec précision et pertinence (p. 149-156). En date du 20 octobre 1917 (!), ces projets (doc. 48-50), qui prévoyaient le fonctionnement du gouvernement intérimaire de transition entre la réunion de la Constituante et le vote de la future constitution, visaient notamment à prévenir toute dictature d'une assemblée unique de type jacobin... Le coup d'État du 25 octobre viendra balayer ce savant édifice ; et il faudra attendre soixante-quinze ans, précise l'auteur, pour que la Russie renoue enfin avec cette « tradition juridico-constitutionnelle » brutalement interrompue, et restée jusque-là une pure construction intellectuelle sans être jamais parvenue à s'inscrire dans les faits.

*

Passons plus rapidement sur la contribution, plus limitée, de S. Bertolissi (p. 79-94) : professeur à l'université de Naples, cet auteur s'interroge sur les raisons pour lesquelles ces projets constitutionnels qui tendaient à limiter le pouvoir souverain restèrent pratiquement sans suite — à la différence de l'Occident où l'évolution constitutionnelle ne cessa d'épouser (non sans retard parfois) l'évolution socio-économique de ces pays.

La principale cause de ces échecs répétés n'est autre, à ses yeux, que le servage qui s'étendait à l'ensemble de la population, « esclave » — selon Speranskij — soit du souverain, soit des *pomeščiki* (ou propriétaires fonciers nobles). De sorte que chez nous, concluait ce réformateur, institutions, distinctions sociales ou libertés, tout n'est qu'apparence ou fiction, à la merci de l'arbitraire autocratique (p. 87). À son tour, cette servitude généralisée ne permettait guère au peuple russe d'acquiescer ne serait-ce qu'un minimum de conscience ou d'éducation politique ; et, d'Alexandre I^{er} à Nicolas II, les empereurs invoqueront régulièrement ce défaut de « maturité » pour refuser comme « prématurée » toute concession constitutionnelle ; et le régime autocratique de continuer à osciller entre attraction occidentale et attachement aux traditions nationales.

Autre cause, liée à la précédente : le cloisonnement de la société en ordres, pourvus chacun de ses obligations et privilèges propres, faisait obstacle à la formation d'une société civile fondée sur l'égalité de droits et apte à contester le pouvoir du tsar qui apparaissait dès lors comme le seul garant de l'intérêt général. En raison de la persistance des ordres sociaux, même après les « grandes réformes » des années 1860, la bourgeoisie russe ne parviendra pas à jouer le rôle de porte-parole de l'idée constitutionnelle et se laissera cantonner, de l'aveu général, dans son culte du Veau d'or sans réellement travailler à l'émancipation, en panne, de la société. Et sa faiblesse interdira à cette bourgeoisie-croupion de prendre la tête du mouvement constitutionnel et libéral qui restera jusque vers 1905 l'apanage avant tout de la fraction éclairée de la noblesse.

À son tour, ce cloisonnement de la société en ordres faisait obstacle (souligne l'auteur) à la formation d'un État de droit auquel l'arbitraire autocratique n'avait nullement préparé les esprits. De fait, en l'absence d'un cadre juridique légal valable pour tous, les notions mêmes de droit et de loi, ou de légalité, variaient d'un ordre à l'autre. C'est ainsi que le monde paysan, maintenu en marge de la société dans un statut de seconde zone, avait un sentiment du droit et de la justice bien différent de celui des élites ; et la conception de la légalité qui était celle du pouvoir n'avait rien de commun avec celle, moralisante et subversive, de toute une fraction de l'intelligentsia, comme l'auteur le rappelle à la suite de M. Raeff (p. 90-91). En l'absence d'une culture juridique et de références communes, ces projets constitutionnels successifs, au demeurant secrets (censure oblige !) n'avaient guère de chances de s'imposer.

Élargissons le débat : pour faire prévaloir leurs vues, les auteurs de ces projets constitutionnels auraient dû, ajouterai-je, forcer la main au pouvoir ; or personne, ou presque, n'y songeait. Largement dominant jusqu'en 1905, l'attachement à l'autocratie constituait même un obstacle quasi insurmontable. Comme l'avait écrit Bezborodko dans son mémoire de 1799, seule l'autocratie paraissait capable de maintenir, vu son immensité, la cohésion de l'empire russe, et « le plus minime affaiblissement du pouvoir autocratique aurait pour conséquence la perte (*ottorženie*) de nombreuses provinces, l'affaiblissement de l'État et des malheurs sans nombre pour la population » (p. 305). Cela restait vrai un siècle plus tard, et le réformateur Loris-Melikov, tout occidentaliste qu'il fût, déclarait lui-même qu'il préférerait se tuer plutôt que de limiter le pouvoir autocratique (p. 143).

Un tel propos n'était pas isolé : longtemps efficace, le régime autocratique formait un système tutélaire et cohérent, à l'ébranlement duquel tous avaient quelque chose à perdre, à commencer par les auteurs de ces divers « projets constitutionnels ». Serviteurs du souverain ou étrangers à la hiérarchie officielle et opposants en puissance, ils appartenaient tous, précisons-le, aux milieux dirigeants ou privilégiés et dépendaient à un titre ou à un autre de l'autocratie, qui constituait le principal facteur de stabilité en temps de crise. Aussi ne demandaient-ils guère qu'une représentation consultative, censitaire et par ordres, chargée de conseiller et d'assister le monarque ; car une constitution de plein droit aurait signifié la fin de l'autocratie. Mais, à ne vouloir limiter l'autocratie qu'avec son consentement, les auteurs de ces projets se condamnaient à l'impuissance.

Enfin, on ne saurait davantage oublier que l'empereur était également le tsar orthodoxe, dont la foi était partagée par l'immense majorité du peuple russe, formé à voir dans son souverain l'instrument de la Providence divine, responsable à ce titre de la grandeur et de la prospérité du pays. Toute évolution constitutionnelle supposait donc une désacralisation du souverain et une laïcisation préalable de la société qui ne figuraient nullement, de tout le XIX^e siècle, à l'ordre du jour, et dont on peut regretter que les auteurs n'aient pas fait explicitement état. Lorsque Nicolas II avait refusé en décembre 1904, malgré l'avis de certains de ses conseillers, de mettre le doigt dans l'engrenage constitutionnel et de laisser ainsi la Russie « retomber dans le péché et la barbarie », il avait clairement situé le débat : une réforme constitutionnelle irait à l'encontre des traditions morales, religieuses et nationales auxquelles le pays restait encore à cette date profondément attaché et auxquelles le tsar n'avait pas le pouvoir de renoncer.

Destinée à combattre toute contagion révolutionnaire, la devise « orthodoxie, autocratie, esprit national », formulée par Uvarov (1833) dans le sillage de la Guerre patriotique de 1812-1813, reflétait encore à cette date le fond de l'expérience historique du pays et un sentiment patriotique encore largement répandu. Anachronique ou non, ce credo politico-religieux faisait obstacle à toute percée constitutionnelle qui supposait que le tsar orthodoxe s'efface devant la personne de l'empereur, seul à pouvoir se muer en souverain constitutionnel. Désacraliser et « tuer », symboliquement ou non, le tsar constituait donc le préalable à toute évolution constitutionnelle et pouvait seul permettre de débloquer la situation.

Interrompons ici l'énumération des causes multiples de ce « martyrologe politique » à quoi A. N. Saharov assimile (p. 28) cette marche contrariée vers le constitutionnalisme, venu périodiquement frapper à la porte de la Russie. Évoquées, chemin faisant, par les auteurs, les raisons de ces échecs répétés mériteraient à elles seules une analyse approfondie que les éditeurs auront à cœur, espérons-le, de nous offrir un jour. Cette attente n'enlève rien, toutefois, aux mérites du présent recueil dont on ne saurait trop souligner l'intérêt et la richesse documentaire. Sans oublier les « notes et commentaires » en fin de volume (p. 779-812) qui apportent un éclairage historique bienvenu à la plupart des documents reproduits.

Remercions donc les éditeurs pour ce précieux ouvrage de référence qui réintègre ces tentatives constitutionnelles dans la trame de l'histoire russe et que tout historien de la Russie tsariste ne manquera pas de garder à portée de main. Même si l'on ne partage pas toujours l'optique résolument « occidentaliste » de ses auteurs,

cet ouvrage témoigne à sa façon de l'ampleur prise ces derniers temps par le renouvellement de l'historiographie russe, et il constitue la contribution des auteurs au processus de réévaluation en cours. On se doit de leur en donner acte.

1 – Marc Raeff, *Plans for political reform in Imperial Russia, 1730-1905*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall Inc., N.J., 1966, 159 p.

2 – A. N. Saharov, *Aleksandr I*, Moscou, Nauka, 1998, 287 p.

3 – Cf. Nicolas Berdiaeff, *Un nouveau Moyen Âge*, Paris, Plon, 1927, p. 176.

François-Xavier Coquin

Marie-Pierre REY

Le dilemme russe :

**la Russie et l'Europe occidentale
d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine**

Paris, Flammarion, 2002, 354 p.

L'ambition de cet ouvrage est vaste puisqu'il couvre une période allant du milieu du XVI^e siècle jusqu'à aujourd'hui et traite une question dont on connaît la centralité : les relations entre la Russie et l'Europe, et surtout l'attitude de la Russie vis-à-vis des États européens. Marie-Pierre Rey tient aussi à aborder en continuité le XX^e siècle et ceux qui précèdent. Ici, l'histoire soviétique est vue comme une prolongation de l'histoire russe. Enfin, l'auteur suit une voie particulière, proposant une histoire des relations entre Russie et Europe avant tout déterminée au sommet du pouvoir, dissociée fortement de l'histoire intérieure.

L'auteur débute par un rapide panorama de la place de la Russie en Europe, du Moyen Âge jusqu'au XVI^e siècle, entre la Russie kiévienne et Ivan III. Elle souligne que, dès sa fondation, le développement de l'État russe, en décalage chronologique avec l'histoire européenne, conduit la Russie à hésiter en permanence sur la nature des relations qu'elle souhaite établir avec l'Europe. L'invasion mongole lui apparaît ainsi comme un moment fondateur de la difficulté à penser de façon continue et intégrée l'espace européen. Cette particularité ne disparaît pas avec la naissance de l'État russe autour de Moscou et le règne d'Ivan III. Marie-Pierre Rey voit une première rupture lors du règne d'Ivan IV, qui exprime au mieux cette hésitation entre le repli sur elle-même ou ses voisins immédiats et l'ouverture sur l'Occident. Ivan IV apparaît ainsi comme tenté par l'ouverture à l'Ouest, mais son règne, qui séduit d'abord, finit par repousser par son caractère autocratique. Le contraste entre les tentatives ébauchées au début de ce règne et ce qui en a résulté par la suite exprime une constante de l'histoire des relations entre Russie et Europe occidentale. Ces contradictions perdurent, après le Temps des Troubles, jusqu'à la fin du XVII^e siècle.

La « révolution pétroviennne » est bien entendu étudiée en détail, symbole confirmé d'une transformation, déjà engagée mais alors systématisée, des relations avec l'Occident. Les grandes réformes du règne de Pierre sont ici mises en perspective avec les lentes mutations qui précèdent, et qui contribuent à créer un nouvel

État. La Russie, devenue grande puissance européenne, semble désormais clairement intégrée à cet ensemble. Pierre paraît en être l'artisan essentiel, comme, plus tard, les transformations des relations entre l'Europe et la Russie seront lues à travers les changements de règnes.

Ainsi, durant le règne des impératrices, de Catherine I^{re} à Catherine II, les alliances se transforment au gré de ces successions. Cependant l'expansionnisme vers l'Ouest, engagé par Pierre, perdure et il est même renforcé par Catherine II. Or, selon l'auteur, celui-ci conduit à renforcer la relation entre Russie et Europe, à rapprocher et surtout à inclure la première dans la seconde. Les jeux diplomatiques qui y sont associés, l'intérêt porté aux territoires acquis, la participation des Baltes et des Allemands à la conduite de l'empire en témoignent. Cela contribue à moderniser l'État, même si ces réformes sont imposées d'en haut. Toutefois, Marie-Pierre Rey souligne cette éternelle difficulté des réformes de l'empire, qui, même si elles touchent le fonctionnement de l'État, ne réussissent pas à s'étendre au social et aux formes les plus directes du pouvoir, lequel reste autocratique. D'un côté un « modèle européen » se « généralise au sein des élites nobiliaires », modèle « véhiculé par les hautes sphères de l'État et approché par les armées russes lors des campagnes militaires en terres occidentales », d'un autre côté la « dérussification » des élites, interprétée soit comme occidentalisation soit comme subversion, fragilise cette ouverture sur l'Europe et cette intégration.

La puissance diplomatique de la Russie va, ensuite, se faire de plus en plus évidente aux yeux de l'ensemble des pays européens, dans la première moitié du XIX^e siècle, du règne de Paul I^{er} à celui de Nicolas I^{er}. Quelles que soient les positions et les ambitions des tsars, quelles que soient l'hostilité ou la faveur dont jouissent les pays européens, ainsi que le prix à payer à cette puissance, la Russie joue à l'évidence une place majeure en Europe. Cette période est toutefois marquée par une tension, persistante, entre le regard intérieur et les innovations de la politique extérieure. Elle est aussi marquée par un renouveau des critiques face à une occidentalisation du comportement des élites et de la diplomatie, et donc par la volonté de repli de la Russie sur elle-même. Cette tension semble se résoudre au début de la période suivante, lorsque Alexandre II cherche à mettre en conformité la place désormais acquise de la Russie parmi les nations européennes et les transformations sociales et politiques à l'intérieur même de son pays. Mais la Russie retombe alors dans cette crainte d'une réforme politique trop profonde, dont le conservatisme des règnes d'Alexandre III et de Nicolas II sera la plus éclatante conséquence. Ainsi, si l'ouverture vers l'Europe occidentale est avérée, elle reste surtout posée sur un plan diplomatique, écartelant de la sorte la Russie entre deux pôles contradictoires.

Marie-Pierre Rey cherche ensuite à ne pas interrompre les logiques qu'elle a décrites et analysées pour entrer dans la période soviétique. Ceci ne signifie pas que la relation entre la Russie et l'Europe après 1917 soit en continuité avec l'Ancien Régime. Elle souligne en particulier qu'une inversion totale s'établit. Alors que toute l'histoire de l'empire était marquée par cette attraction-répulsion envers le modèle occidental, c'est désormais le modèle soviétique qui est la référence, avec le même pouvoir de répulsion ou d'attraction. Cette « inversion idéologique », même si elle va subsister durant toute la période soviétique, ne signifie pas que les

relations entre l'URSS et l'Europe soient en rupture brutale avec ce qui précédait. Cette période, ainsi que les suivantes, font d'ailleurs plus de place aux hommes qui participent à ces relations, les profils de Čičerin, aussi bien que de Rakovskij ou de Litvinov permettant de mieux les éclairer. L'ouvrage montre bien aussi la double politique qui s'établit, l'une autour des Affaires étrangères, fondée sur une diplomatie de puissance tournée vers l'Europe, l'autre autour du développement du Komintern et donc en rupture avec les formes traditionnelles. Ces tensions et contradictions dépasseront la période stalinienne, et un dernier chapitre traite de l'après-Stalin qui se caractérise aussi, comme l'ère précédente, par une opposition entre trois pôles : « coopération, partenariat et subversion ». Cependant cette époque est, selon l'auteur, la première où, depuis 1917, l'URSS « commence à s'ouvrir sur l'Europe occidentale, tant sur le plan politique et économique que culturel ». Mais cette ouverture conduit aussi à des raidissements internes remettant en cause le fonctionnement du système dans son ensemble. On regrettera ici un chapitre trop bref, traitant de Hruščev et Brežnev, d'autant plus que l'auteur propose de nombreuses pistes stimulantes sur cette période encore peu relue ces dernières années.

Cette très vieille contradiction entre ouverture extérieure et raidissements trouve peut-être une issue dans la fin de l'URSS, sur laquelle, en quelques pages, se conclut cette histoire. L'immensité de la question explique aisément que Marie-Pierre Rey ait choisi de n'en traiter qu'un des aspects, celui de la position essentiellement diplomatique et politique des divers dirigeants russes, et surtout des tsars, puis des plus hauts responsables soviétiques et russes, vis-à-vis de l'Europe. Sans doute, derrière ce problème, l'auteur s'interroge-t-elle, comme elle le fait dans son introduction, sur l'identité russe. Mais l'objet central de cet ouvrage reste la scène diplomatique, et surtout le « point de vue des acteurs politiques de ces relations, les décideurs — gouvernants, diplomates — mais en tenant compte aussi des acteurs sociaux et culturels (philosophes, journalistes, écrivains) ». L'auteur insiste sur le fait qu'on peut comprendre la relation entre Russie et Europe à travers l'interprétation des décisions de quelques-uns, décisions souvent indépendantes, voire contradictoires, avec celles qui ont trait à la politique intérieure. C'est vrai lorsqu'il s'agit de cerner la politique extérieure menée par Lenin ou par Stalin, incluant ses choix de rapprochements avec les puissances occidentales, au début de cette décennie, tout en renforçant le Komintern, et en mettant en place une politique répressive de plus en plus violente à l'intérieur. C'est aussi vrai des politiques d'ouverture suivies autant par Pierre, Catherine II ou Alexandre I^{er}, qui souvent ne sont pas exemptes de profondes contradictions avec la politique intérieure.

Cette hypothèse montre qu'il est indispensable de mieux comprendre les ressorts des décisions de rapprochement, de construction d'une puissance, ou de fermeture, qui sont décrits dans cet ouvrage. On regrettera sans doute que ces décisions soient souvent réduites à des choix pris tout en haut de l'appareil d'État, sans que les retournements soient bien saisis. Cela tient sans doute à l'usage, que nous trouvons personnellement regrettable, du terme de « décideur » pour caractériser ceux qui déterminent les politiques vis-à-vis de l'Europe. Il n'apporte rien, d'autant qu'on ne sait pas quels acteurs il désigne, et quelles relations s'établissent, précisément, entre l'appareil diplomatique, l'appareil politique, et la société. Ce livre

suggère que l'analyse de la politique internationale devrait, de plus en plus, s'appuyer sur l'étude de ceux qui en déterminent les orientations, leurs parcours et leur formation, mais que celle-ci ne suffit pas à comprendre les grandes transformations ni les continuités, et qu'un processus autonome, développé par le cercle le plus central du pouvoir, se déroule aussi, indépendamment de ces personnages. Il faut donc bien comprendre les connexions existant entre ces différents lieux, pour en cerner les transformations et les apparentes contradictions. Outre une synthèse de sept siècles de relations entre la Russie et l'Europe, cet ouvrage suscite donc des questions indispensables pour orienter les recherches contemporaines en ces termes.

Alain Blum